

Asie : l'industrie après la crise

---

Les défis de la Mégascience

---

Impôt : qui paie le plus ?

---



## États-Unis : jusqu'où ira l'euphorie ?



FF39 \$EU7 DM12 £4 ¥900

**Dossier spécial • RADIOSCOPIE DU XXIème SIÈCLE**

# **ÉNERGIE** **les** **cinquante** **prochaines** **années**

**SEULE UNE PROSPECTIVE  
À LONG TERME PERMET DE  
DONNER UN APERÇU DES  
POSSIBILITÉS QUI S'OFFRENT**

**DÉCOUVREZ LES PRÉVISIONS  
DES ACTEURS DE PREMIER PLAN DANS  
LES ADMINISTRATIONS, LES ENTREPRISES  
ET LE MONDE DE LA RECHERCHE**

**ANALYSEZ LES GRANDES ORIENTATIONS  
QUI FAÇONNERONT LE MONDE  
DE L'ÉNERGIE AU COURS DU  
DEMI-SIÈCLE PROCHAIN**

- 2 Courrier des lecteurs  
3 Éditorial : Les mandants de demain  
*Donald J. Johnston*

- 4 OCDE en bref : Jacques Delors, commerce électronique, l'aide irlandaise, reconstruction des Balkans, etc.

### ÉCONOMIE

- 9 États-Unis : surfer sur la croissance  
*Richard Herd*  
12 Faire face aux conséquences du vieillissement  
14 Le boom économique de l'Irlande  
15 Prudence et persévérance pour l'économie mexicaine  
*Bénédicte Larre*

- 18 Modestes perspectives de croissance pour l'économie mondiale  
19 L'économie bulgare prête à décoller  
22 Impôt sur le revenu : qui paie le plus ?  
*Chiara Bronchi et Flip de Kam*

### • Dossier spécial : Radioscopie du XXI<sup>ème</sup> siècle •

- 27 Le futur vient assez tôt  
28 L'avenir : quel axe de réflexion pour les décideurs ?  
*Wolfgang Michalski*  
31 Faire face au choc démographique  
*Michel Andrieu*  
34 La démographie en Chine  
36 La ville dans le village mondial  
38 La croissance est-elle la solution au boom démographique ?  
40 Nourrir la planète de demain  
*Pierre-Alain Schieb*  
45 Les craintes de pénurie d'eau  
*Patrick Love*

- 48 D'abord l'argent, ensuite la santé  
*Michel Andrieu*  
50 Énergie : agir dans les cinquante prochaines années  
*Barrie Stevens*  
53 La nouvelle géopolitique de l'énergie  
*Patrick Love*  
56 Les technologies du XXI<sup>ème</sup> siècle  
*Wolfgang Michalski*  
59 Un meilleur avenir pour le travail ?  
*Michel Andrieu*  
61 L'économie mondiale connaîtra-t-elle une période longue de forte expansion ?  
*Riel Miller*

### SCIENCES ET TECHNOLOGIE

- 65 Petits ou grands projets : tout compte en science  
*Stefan Michalowski*  
67 Le Forum Mégascience de l'OCDE

- 68 Les neutrons viendront à manquer  
69 Faut-il promouvoir l'innovation ?  
*Jean Guinet et Dirk Pilat*

### DÉVELOPPEMENT

- 73 La crise industrielle en Asie : ce qui s'est réellement passé  
*Thomas Andersson et Peter Avery*

- 78 Les liens se resserrent entre le Japon et ses voisins asiatiques  
*Aelim Chi et Maiko Miyake*

### SOCIÉTÉ

- 81 « Villes apprenantes », la nouvelle recette du développement régional  
*Kurt Larsen*

- 85 Réinventer l'avenir avec les sciences sociales  
*Jean-Eric Aubert*

### OECD.ORG

- 89 Tribune : Tous ensemble face à l'avenir  
*par José Angel Gurria, ministre des Finances du Mexique*  
90 Réunion annuelle de l'OCDE  
92 Quelques thèmes des Ministérielles

- 93 Sciences et technologie : la réunion ministérielle fait le point  
94 Dix années de lutte contre l'argent sale  
95 Les privatisations au Brésil  
96 Programme des conférences 1999

### LIVRES

- 99 « L'immobilité » des travailleurs européens  
101 Une revue du secteur des télécommunications  
102 Nouvelles publications

### BANQUES DE DONNÉES

- 106 Graphiques et indicateurs économiques et sociaux



Michel Leconte/GAMMA

L'an dernier, les États-Unis ont connu leur septième année consécutive d'expansion économique. La croissance peut-elle se poursuivre à un tel rythme ?



## L'Observateur<sup>ocde</sup>

© OCDE 1999

Le numéro :  
39FF – 7\$EU – 12DM – 4£ – 900Y

Abonnement 1999 :  
195FF – 35\$EU – 59DM – 19£ – 4 500Y  
ISSN 0304-3398

Tél. : +33 (0) 1 45 24 82 00  
Télécopie : +33 (0) 1 45 24 18 15  
sales@oecd.org

Créé en 1962  
Publié en français et en anglais  
par l'Organisation de coopération  
et de développement économiques  
Les éditions de l'OCDE

2 rue André-Pascal  
F 75775 Paris cedex 16

Observer@oecd.org  
www.oecd.org

### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :

Patrice Maubourguet

REDACTEUR EN CHEF :

Rory Clarke

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT :

Lamia Kamal-Chaoui

ASSISTANTES DE RÉDACTION ET MISE EN PAGES :

Frédérique Bidaux et Carol Thornton

VERSION INTERNET :

Nadine N'diaye-Robinson

ASSISTANTES :

Rosemary Chas et Grainne Tiffonnet

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :

Sylvia Thompson

DIRECTEUR DU MARKETING :

Toby Green

LOGO ET CONCEPTION GRAPHIQUE :

Café Crème

IMPRESSION :

OCDE Boulogne

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de l'*Observateur* de l'OCDE doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE :  
2, rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de l'*Observateur* de l'OCDE » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires justificatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.

Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre des manuscrits non sollicités.

## A propos de la sécurité routière

C'est avec le plus grand intérêt que j'ai lu votre article sur la sécurité routière dans le numéro de mars de *L'Observateur*.

Je me permets à ce sujet de faire une suggestion. On sait que les ministères des Transports, et même les autorités chargées de la sécurité routière, présentent en général les données sur le nombre de décès de la route sous forme de graphiques indiquant le nombre de tués pour un certain nombre d'habitants. Cette façon de présenter les choses, révèle en général une diminution satisfaisante, ce qui donne bonne conscience aux décideurs.

Mais les morts et les accidentés de la route pourraient être appréhendés autrement. On pourrait par exemple prévoir le nombre cumulatif d'accidentés de la route sur une période de dix ans, afin de bien montrer l'importance des souffrances et les coûts pour le système de santé qu'engendrent actuellement la technologie automobile et son utilisation.

Si l'on procédait de cette façon pour les pays de l'OCDE, on obtiendrait un tableau beaucoup moins réjouissant. Pour l'Inde ou d'autres pays en développement, les résultats seraient carrément terrifiants. Ces deux types de prévisions, auxquels il faudrait ajouter une indication supplémentaire sur le nombre de tués parmi les passagers des véhicules et les piétons, seraient particulièrement pertinents dans l'appréhension du problème. Les chiffres pourraient être utilisés pour exercer de véritables pressions sur l'industrie automobile, qui n'a, à mon avis, jamais assumé la responsabi-

lité des effets secondaires mortels de ses produits.

Terence Bendixson,  
39 Elm Park Gardens  
London SW10 9QF,  
Royaume-Uni

## Biotechnologie et développement

J'ai lu avec intérêt le Dossier spécial consacré à la biotechnologie dans *L'Observateur* n° 216. Les thèmes abordés reflètent les préoccupations exprimées aujourd'hui dans les pays Membres de l'OCDE. Toutefois, il est déconcertant – en particulier lorsque l'on connaît bien les travaux du Centre de développement sur la biotechnologie – de n'y trouver que de rares et courtes phrases faisant référence à des pays n'appartenant pas à la zone OCDE. Dans le contexte actuel de mondialisation et de développement durable, il est difficile de soutenir cette vision restrictive.

Si les technologies introduites dans les pays en développement pendant la révolution verte ont permis d'augmenter la production céréalière, elles ont aussi servi à y transférer les méthodes de production à forte consommation de produits agrochimiques qui prédominent dans les pays de l'OCDE. Ce modèle de production a été remis en cause. La biotechnologie offre la possibilité d'adopter des méthodes de production plus durables qui polluent moins les eaux et les sols. Dans le cas des pays en développement, elle devrait en outre permettre d'améliorer les ressources phytogénétiques et les plantes vivrières locales, et de créer des variétés résistantes à la sécheresse. Cela ne signifie pas que les pays en

développement devront importer les mêmes produits alimentaires et variétés que ceux élaborés pour les pays de l'OCDE, et par adopter un modèle unique de production et de consommation. De plus, il n'est pas dit que les biotechnologies donneront des résultats aussi satisfaisants dans les conditions de production prévalant dans ces pays.

Même si, à l'évidence, un transfert de technologies et de connaissances doit avoir lieu pour certains aspects, il est important que les innovations biotechnologiques se développent au sein même des pays en développement. Pour ce faire, il faudrait accroître et soutenir l'effort de recherche publique ainsi que de nouvelles formes de collaboration entre secteurs public et privé.

Les technologies développées à l'époque de la révolution verte, qui étaient considérées comme des « biens d'intérêt public », avaient largement été financées par des dons philanthropiques et par la communauté internationale. À l'inverse, les biotechnologies agricoles sont menées depuis le départ par des intérêts privés. Les pays en développement engagés dans un processus de réformes ont la plupart du temps été obligés de réduire les dotations publiques à la recherche, tandis que l'aide publique au développement tend à diminuer.

« Ce sont les pays en développement qui ont le plus grand besoin des nouvelles connaissances et techniques que promet d'apporter la biotechnologie », affirme Donald Johnston dans son éditorial. Mais quelle aide l'OCDE pourrait-elle leur apporter pour relever ce défi ?

Carliene Brenner  
4, allée du bord de l'eau  
75016 Paris, France

# Les mandants de demain

DONALD J. JOHNSTON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCDE

**A** Paris où l'OCDE a son siège, on a installé sur la Tour Eiffel un grand panneau lumineux qui indique le nombre de jours qu'il nous reste à parcourir d'ici au début du prochain millénaire. De loin, on peut apercevoir cette immense horloge. Au moment même où je rédige cet éditorial, le compte a rebours en est à 178 jours. Demain, ce sera 177 jours. Bientôt, il ne restera plus que 10 jours et, puis en un clin d'œil, on verra s'afficher un zéro, à moins que ce ne soit déjà le premier jour ? C'est un symbole important car, au cours des mois à venir, bien des gens ressentiront à la fois de l'excitation et de l'anxiété face au futur. Il y aura aussi un sentiment de nostalgie et l'envie de célébrer le passé car, à l'instar de chaque nouvel an, lorsqu'une nouvelle époque commence, une autre s'éloigne.

Bien entendu, il y aura motif à célébration. Qu'il s'agisse de la science, de la conquête de l'espace, de l'industrie, des loisirs ou de découvertes, l'homme a accompli des progrès extraordinaires au cours de la dernière moitié du siècle qui s'achève. La vie en 1999 est fort différente de ce qu'elle était en 1949. Nombreux sont ceux qui peuvent témoigner de cette époque, de l'espoir qu'elle a suscité, de l'effort de reconstruction après les dévastations de la guerre, du renouveau des idées et des technologies et de l'avènement de possibilités nouvelles. Ils étaient les mandants de l'avenir. L'OCDE est issue de cette fascinante période de reconstruction et de coopération internationale : elle a aidé les populations et les gouvernements, souvent découragés, à comprendre et à relever les défis auxquels ils étaient confrontés. Malgré nos réussites, certains défis auxquels nous avons dû faire face au cours des décennies passées ont été de véritables chocs, qu'il s'agisse de conflits politiques, de tragiques assassinats, de l'évolution des prix du pétrole ou du réchauffement de la planète. Il ne fait aucun doute que si nous avions eu une carte de l'avenir pour nous guider au fil des ans et, peut-être, éviter certains des écueils que nous avons rencontrés, je suis sûr que nous en aurions fait grand usage.

Ceux qui sont aujourd'hui les mandants de demain sont plus nombreux et plus exigeants qu'auparavant. Peut-être parce que nous avons nous-mêmes connu des changements rapides, nous sommes plus conscients des liens qui nous lient aux générations futures. Mais ce n'est pas là la seule explication. Non seulement les gens vivent plus longtemps aujourd'hui, mais ils peuvent aussi espérer rester en bonne santé durant la majeure partie de leur vie. Et comme ils sont aujourd'hui plus responsables de leur bien-être personnel, ils sont de plus en plus nombreux à considérer que l'avenir est leur affaire. Il est vrai que les investissements qu'ils font à titre personnel ou qui sont faits en leur nom dans un cadre collectif dépendent de ce que l'on anticipe, et cela dans tous les domaines, qu'il s'agisse des retraites, de

l'environnement, de l'énergie ou de la situation politique mondiale. En ces temps d'accélération de l'innovation et d'expansion vertigineuse, en particulier dans les domaines comme le commerce électronique et la biotechnologie, nous sommes contraints de trouver des réponses rapides, quoique réfléchies. Bien anticiper les évolutions futures, fût-ce avec une certaine imprécision, et nous donner à nous-mêmes la possibilité d'influer sur le cours des choses : voilà ce que nous demandent aujourd'hui, à juste titre, les mandants de demain.

Le problème aujourd'hui, c'est que l'avenir arrive trop vite ! Bien entendu, le temps ne s'est guère accéléré, mais la rapidité du changement, engendrée par les technologies modernes, fait qu'il est de plus en plus difficile d'adapter les cadres de l'action publique, sans parler d'en créer de nouveaux. Mais nous devons nous y efforcer.

La réaction de l'OCDE face à ce défi aura pris la forme du Programme sur l'avenir, lancé en 1990 afin de nous aider à réfléchir et à planifier. Le Dossier spécial de ce numéro de *L'Observateur* est précisément axé sur ce programme, et divers autres articles, dans cette édition spéciale de l'été, envisagent aussi l'avenir dans une perspective à long terme, généralement sur 50 ans. L'OCDE a un rôle important à jouer dans l'édification d'un nouvel âge. Les défis vont s'intensifier et de nouveaux problèmes ne manqueront pas de se poser, au niveau local comme au niveau mondial. L'OCDE sera présente pour équilibrer les objectifs, prémunir contre les aléas et mettre ses compétences à profit pour faire connaître les pratiques optimales aux gouvernements des pays membres. L'OCDE ne cherche pas à diffuser une idéologie figée ou un point de vue unitaire. Ce n'est pas non plus un club fermé : cette année, à l'occasion de la réunion du Conseil au niveau des ministres, l'Organisation a clairement manifesté son sens des responsabilités mondiales en ouvrant, pour la première fois, un dialogue avec les non-membres. L'OCDE se doit de réfléchir sur elle-même, tout comme elle réfléchit à la situation dans les pays membres. Elle doit sans cesse actualiser ses connaissances pour s'assurer d'être en mesure de répondre aux attentes des citoyens de demain. C'est là le sens de notre engagement en faveur de l'apprentissage à vie ! Quand j'aperçois cette horloge, sur la Tour Eiffel, qui égrène les jours, et que je vois la foule des jeunes touristes pleins d'excitation, je me dis que c'est bien ce qu'attendent de nous ces mandants de demain. ■



# Jacques Delors rejoint l'OCDE en qualité de conseiller spécial

Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne et ancien ministre de l'Économie et des Finances de la France sous François Mitterrand, rejoint l'OCDE en qualité de conseiller spécial à temps partiel auprès de M. Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'Organisation.

M. Johnston a déclaré que M. Delors contribuerait large-

ment à l'élaboration de l'action à mener. « M. Delors nous aidera à mieux intégrer dans nos travaux les dimensions économique et sociale, un défi à relever pour tous les gouvernements des pays membres dans la mesure où le développement de nos économies est de plus en plus fondé sur le savoir et où la qualité du capital humain constitue désormais le principal avantage

comparatif », a souligné M. Johnston en annonçant cette nomination qui a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet 1999. M. Delors apportera ses conseils sur un large éventail de questions relevant du programme de travail de l'OCDE, qui concerne la quasi-totalité des aspects de l'action gouvernementale. ■

•Contact : Observer@oecd.org

## Une meilleure réglementation pour une meilleure gouvernance

Disposer d'un cadre réglementaire est une chose, mais disposer d'une bon cadre réglementaire en est une autre. Améliorer le cadre juridique des réglementations, qu'il s'agisse de procéder à une révision pour chacune d'entre elles ou d'en modifier le cadre global, peut contribuer à améliorer les performances économiques et sociales ainsi que la bonne gouvernance. Il n'est donc pas étonnant que la réforme réglementaire suscite de plus en plus d'intérêt au fur et à mesure que les gouvernements se portent eux mêmes volontaires pour un examen dans le cadre du Programme de l'OCDE sur les réformes réglementaires. L'objectif est d'évaluer la cadre réglementaire d'un pays à partir des meilleures pratiques au niveau international et de proposer des actions ciblées pour la réforme. Récemment, les États-Unis et les Pays-Bas ont fait l'objet d'un examen de leur cadre réglementaire. Un rapport sur le Japon a été publié en avril, et un autre sur le Mexique devrait sortir bientôt. ■

•Consultez le site: [www.oecd.org/subject/regreform/](http://www.oecd.org/subject/regreform/)

•Contact : stat.contact@oecd.org

## Une meilleure lecture du PIB

Grâce aux données de l'OCDE, il est à présent possible de comparer de manière précise le PIB réel par tête de 52 pays différents. Les nouvelles données de l'OCDE sur le PIB réel par tête, calculées sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), couvrent non seulement les pays de l'OCDE mais également un certain nombre d'anciennes économies socialistes d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, ainsi que l'ancienne Union soviétique. Lorsqu'on compare le PIB de divers pays, les calculs effectués sur la base des parités de pouvoir d'achat donnent en général une indication plus exacte de la richesse ef-

fective que lorsqu'on utilise les taux de change des monnaies. Cela s'explique par le fait que les PPA tiennent compte des différences de prix et donc du pouvoir d'achat entre les pays. Les derniers chiffres font état de différences marquées. Pour l'OCDE dans son ensemble, y compris la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, mais à l'exclusion de la Corée pour laquelle les chiffres ne sont pas disponibles, le PIB réel par tête a atteint en moyenne près de 20 000 dollars en 1996. Cependant, la moyenne pour la Slovaquie et la République tchèque ne représentait que respectivement 67 et 64 % du niveau de l'OCDE. Sur la même

échelle, le PIB par tête dans la région des Balkans était de 33 % en Roumanie, 32 % en Croatie, 25 % en Bulgarie, 21 % en ex-République macédonienne de Yougoslavie et 14 % en Albanie. Parmi les pays de l'ex-Union soviétique, c'est la Russie qui a le PIB par tête le plus élevé selon les calculs des PPA, avec 34 % de la moyenne des pays de l'OCDE, suivie par le Belarus et le Kazakhstan avec respectivement 26 et 22 %. La plupart des autres pays était à 15 % ou moins. Ces chiffres seront mis à jour en l'an 2000. ■

• OCDE en bref •

## Intensifier la coopération pour améliorer le gouvernement d'entreprise...

L'OCDE et la Banque mondiale ont décidé d'agir ensemble en faveur de l'amélioration du gouvernement d'entreprise à l'échelon planétaire. Les deux institutions aident leurs pays membres à améliorer leur cadre juridique, institutionnel et réglementaire afin d'améliorer le gouvernement d'entreprise. Cette initiative fait suite aux mandats émanant des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays

du G7 et de l'OCDE. L'accord prévoit la création d'un Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise et le renforcement des structures à l'appui du dialogue sur les politiques à suivre et du développement dans certaines régions et dans certains pays. Le nouveau Forum, qui est prévu de démarrer en septembre, réunira des représentants de banques de développement régionales, d'organisations internationales, du secteur privé, ainsi que des

pays en développement/transition. Il sera doté d'un Groupe consultatif du secteur privé réunissant des personnalités de différentes régions du monde. Cette nouvelle initiative s'appuie sur la richesse de l'expérience des deux organisations : la Banque mondiale s'emploie depuis longtemps, en collaboration avec des économies en développement et en transition, à mettre au point des systèmes de gouvernement d'entreprise efficaces et à

contribuer à créer l'infrastructure nécessaire ; l'OCDE mène depuis longtemps un vaste processus de consultations auprès des secteurs privé et public des pays membres et des pays non membres, la dernière en date étant les Principes relatifs au gouvernement d'entreprise dont la version finale a été adoptée en début d'année. ■

• Consultez le site : [www.oecd.org/daf/governance/principles.htm](http://www.oecd.org/daf/governance/principles.htm)

## ... comme en Russie, par exemple

Les principes du gouvernement d'entreprise ont été constamment malmenés en Russie. Les investisseurs voient souvent leurs participations partir en fumée sous l'effet des agissements de personnes exerçant des responsabilités dans l'entreprise ou d'actionnaires majoritaires. Les entreprises elles-mêmes sont victimes de détournements de leurs actifs par des manipulations des prix de transfert. Les intérêts des créanciers ne sont pas protégés

comme ils devraient l'être, ce qui entrave la mobilisation du capital. Pourtant, le gouvernement d'entreprise est un facteur déterminant pour attirer les investissements et stimuler l'activité économique. Le gouvernement russe a réalisé d'importants progrès en matière de réformes économiques mais il reste encore beaucoup à faire pour promouvoir la bonne gouvernance, favoriser le dialogue, identifier les domaines qui requièrent une assistance technique et élaborer un pro-

gramme pour la mettre en œuvre. Compte tenu de ce contexte, la décision a été prise lors d'une réunion de l'OCDE à Moscou, de mettre en place une table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Russie qui se réunira deux fois par an. L'objectif est de réunir des responsables d'organismes de réglementation des marchés de valeurs mobilières, des experts juridiques, des représentants d'institutions financières et boursières et des chefs d'entreprise, ainsi que des représen-

tants d'autres parties prenantes à la vie des entreprises et de la société civile. La décision de mettre en place cette table ronde a été prise avec le concours de la Banque mondiale et de l'USAID (U.S. Agency for International Development), et a bénéficié du soutien actif du gouvernement russe. ■

• Consultez les sites : [www.worldbank.org/html/fpd/privatesector/cg](http://www.worldbank.org/html/fpd/privatesector/cg)  
[www.oecd.org/daf/peru/home.htm](http://www.oecd.org/daf/peru/home.htm)

## L'aide irlandaise enregistre la plus forte progression

Cette année marque le 25<sup>ème</sup> anniversaire du programme d'aide publique de l'Irlande. Ces cinq dernières années, le volume de l'aide publique au développement (APD) de l'Irlande a progressé en moyenne de 20 % par an en

termes réels, soit la plus forte croissance réalisée par un membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Selon les données préliminaires dont on dispose, l'aide de l'Irlande a atteint 0,30 % du PNB en 1998, ce qui

représente près du double de son niveau de 1992. Chaque année, le CAD réalise six numéros des Examens en matière de coopération pour le développement. Les prochaines parutions sortiront en octobre pour la Norvège, en novembre

pour l'Autriche, et en décembre pour l'Australie. Les dernières publications datent du mois d'avril pour le Japon et de mars pour le Danemark. ■

• Consultez le site : [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac)

## • OCDE en bref •

## Un partenariat pour la ville de Belfast

L'un des moyens de promouvoir l'économie de l'Irlande du Nord est la mise en œuvre de projets de partenariat pour le développement des villes. Les 24 et 25 juin derniers, le Service du développement territorial de l'OCDE (TDS) et la Commission syndicale consultative (TUAC) ont tenu un séminaire de haut niveau à Belfast sur le thème du « partenariat et du développement local ». Les participants ont souligné l'importance des résultats de la stratégie de renaissance des villes au cours de la décennie passée. Les intervenants se sont penchés sur les

activités entreprises par les autorités locales de Langan et de ses environs. Ils ont notamment formulé des recommandations en termes de croissance économique, de création d'emplois et de cohésion sociale pour la prochaine étape du développement du centre de Belfast. Le séminaire a mis en lumière les partenariats et les stratégies de développement durable en tenant compte des objectifs environnementaux et sociaux. ■

• Contact : [tds.contact@oecd.org](mailto:tds.contact@oecd.org)

## Trois pays d'Amérique latine invités comme observateurs du GAFI

Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), la principale instance mondiale dans ce domaine, a marqué son dixième anniversaire ce mois-ci en invitant trois pays d'Amérique latine à le rejoindre en tant qu'observateurs. Les invitations faites à l'Argentine, au Brésil et au Mexique, le 2 juillet dernier à Tokyo, prendront effet lors de la prochaine réunion du GAFI en septembre au Portugal. Celles-ci répondent à l'appel des ministres des gouvernements membres du GAFI, lancé en avril 1998, pour une alliance mondiale

contre le blanchiment de capitaux. Elles font suite à l'engagement politique de ces pays de reprendre à leur compte les quarante Recommandations du GAFI, de se soumettre à deux évaluations mutuelles et de jouer un rôle actif dans la lutte contre le blanchiment dans leur région. L'adhésion à part entière au GAFI prendra effet à l'issue d'une première évaluation mutuelle réussie de leur système antiblanchiment. ■

• Consultez le site :

[www.oecd.org/fatf](http://www.oecd.org/fatf)

• Contact : [fatf.contact@oecd.org](mailto:fatf.contact@oecd.org)

## L'AIE s'inquiète au sujet des énergies renouvelables

Dans un rapport publié fin juin dernier intitulé *The Evolving Renewable Energy Market*, l'Agence Internationale de l'Énergie invite les gouvernements, le secteur de l'industrie, les chercheurs et les consommateurs à promouvoir de manière active les ressources en énergies renouvelables. « Car elles sont indispensables pour assurer au secteur de l'énergie un avenir soutenable », précise l'AIE. Le rapport identifie un certain nombre de problèmes qui ralentissent le

recours des marchés aux énergies renouvelables. Il propose diverses solutions dont : une diminution des coûts de la technologie ; des mécanismes de financement de l'innovation ; des politiques énergétiques stables ; un accès équitable aux énergies renouvelables, à l'information et à la formation ; et une plus grande promotion des efforts de recherche et de développement et de la coopération internationale. ■

• Consultez le site : [www.iea.org](http://www.iea.org)

## Le rôle de l'OCDE dans la reconstruction des Balkans

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 10 juin 1999 à Petesberg en Allemagne, les ministres des Affaires étrangères des pays participants au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, à savoir l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, le Japon, la Russie et certains pays de l'Europe du Sud-Est, ont souligné le fait que l'OCDE, de par ses expériences, est le forum approprié pour favoriser le dialogue dans l'élaboration de la politique

structurelle. Dans un communiqué, ils invitent l'OCDE à « jouer un rôle actif au tour de table régional sur l'Europe du Sud-Est, en participant au processus de reconstruction économique et au renforcement des principes de bonne gouvernance, et en œuvrant en faveur d'une plus grande intégration des pays touchés par la guerre dans l'économie européenne et mondiale ». ■

• Contact :

[ccnm.contact@oecd.org](mailto:ccnm.contact@oecd.org)



• OCDE en bref •

## Mesurer le capital intellectuel

Bien que ce soit la combinaison du capital intellectuel et des actifs tangibles d'une entreprise qui crée de la valeur, le concept de capital intellectuel n'est pas toujours évalué de manière satisfaisante : tel est l'un des messages du symposium sur la mesure et la présentation du capital intellectuel, qui s'est tenu à Amsterdam du 9 au 11 juin 1999. L'événement a été organisé conjointement par l'OCDE, le ministère des Affaires économiques et le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences des Pays-Bas, ainsi que par le Nordic Industrial Fund. Frans van der Wel, professeur de comptabilité à la Free University d'Amsterdam et ancien président du Royal Dutch Institute des experts-comptables, a présidé une réunion technique et a passé en revue les résultats des derniers rapports de 1 800 entreprises ainsi que des études de cas concernant

125 entreprises appartenant à des pays de l'OCDE. Le « capital intellectuel », ou encore les « actifs intangibles », comprend le savoir-faire et l'expérience professionnelle des salariés, la R-D et la technologie, la structure organisationnelle, le marketing, les réseaux de clients et de fournisseurs ainsi que les logiciels informatiques. Si des progrès de mesure du capital humain ont été enregistrés, ils restent encore très insuffisants. D'aucuns soutiennent que l'une des difficultés est liée au fait que l'on a tendance à observer le marché du travail de la même façon que les marchés financiers, et à considérer l'homme comme un capital financier. Pour plus d'information à ce sujet, consulter le n° 215 de *L'Observateur* où Joop Hartog, également de l'Université d'Amsterdam, offre une analyse approfondie du concept de capital humain. ■

•Contact : [dsti.contact@oecd.org](mailto:dsti.contact@oecd.org)

## La BAD appelle à des normes plus élevées pour le secteur privé en Asie

Lors de l'édition 1999 du Forum international sur les perspectives asiatiques, organisé conjointement par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque asiatique de développement le 29 juin dernier à Paris, le Président de la BAD, Tadao Chino, a invité le secteur privé des pays asiatiques à améliorer la gouvernance, la transparence et la diffusion des informations. « Tout comme le secteur public, le secteur privé devrait, par exemple, adopter des normes internationales dans le domaine de la transparence et de la bonne gouvernance et garantir que les opérations sont menées avec le sérieux nécessaire et une bonne gestion des risques » a-t-il déclaré. Le Président Chino a également appelé à une res-

structuration des entreprises, à un partenariat entre le secteur public et le secteur privé, et à l'octroi de financements ciblés par la communauté internationale, y compris les institutions multilatérales de prêt, destinés aux mesures de réforme. Il a expliqué par ailleurs que la BAD examine les moyens d'aider le secteur privé à atteindre de tels objectifs tout en soulignant que les investissements réalisés par la BAD dans ce domaine ne pourront porter leurs fruits que dans un contexte de « bonne gouvernance, de privatisations des banques publiques et de création de mécanismes sains pour le financement du secteur privé. » ■

•Contacts : [cendev@oecd.org](mailto:cendev@oecd.org) ou [colm.foy@oecd.org](mailto:colm.foy@oecd.org).

## Commerce électronique : rester dans la course

Quels sont les enjeux du commerce électronique pour les gouvernements et les entreprises ? Telle est l'une des questions qui figurent au cœur des débats de l'OCDE. Suite à la conférence d'Ottawa en octobre 1998, où des lignes directrices ont été énoncées concernant les problèmes politiques à résoudre à la fois par le secteur public et le secteur

privé, un forum organisé par l'OCDE doit se tenir à Paris en octobre 1999 pour faire une mise au point des progrès enregistrés dans ce domaine. Il est prévu d'y examiner les grandes questions émergentes et de voir ce qui reste à faire afin d'aider les décideurs à rester dans la course du développement fulgurant que connaît le commerce électronique. Par

ailleurs, à suite de la publication de l'ouvrage de l'OCDE *Les incidences économiques et sociales du commerce électronique : Résultats préliminaires et programme de recherche*, une nouvelle étude de l'OCDE sur le commerce électronique comme moyen d'échange entre les entreprises est en préparation. L'objectif est de dresser un tableau analytique et

quantitatif ainsi que de formuler quelques conclusions en terme de stratégie pour ce domaine essentiel, mais encore bien trop peu compris, qu'est le marché du commerce électronique. ■

•Contact : [ecom@oecd.org](mailto:ecom@oecd.org)  
•Consultez le site : [www.oecd.org/subject/e\\_commerce/](http://www.oecd.org/subject/e_commerce/)



# OECD ONLINE BOOKSHOP

## La librairie en ligne de l'OCDE

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

**vous donne accès à quelque 2500 publications sur  
des problèmes clés d'aujourd'hui qu'ils soient  
économiques, sociaux et politiques**

**Parcourer** notre catalogue des publications, cédéroms, disquettes  
et périodiques et découvrez chaque semaine les dernières parutions de l'OCDE,  
les bestsellers, les promotions ainsi que la publication phare de la semaine

Grâce à notre **service express**, la livraison est désormais plus rapide...

... et de plus, nous veillons à votre **sécurité en ligne**,  
en vous faisant bénéficier d'un paiement sécurisé par carte de crédit.

**OECD Direct**  
**Un service gratuit par e-mail**

Transmettez-nous vos centres d'intérêt et vous recevrez régulièrement  
des informations sur les nouvelles publications de l'OCDE  
susceptibles de vous intéresser.

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)



## États-Unis : surfer sur la croissance

RICHARD HERD, DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,  
ECO.CONTACT@OECD.ORG

**A**vec une progression du PIB réel de 3,9 % en 1998, les États-Unis ont connu leur septième année consécutive d'expansion économique. La croissance peut-elle se poursuivre à un tel rythme ?

Lorsque Harold Macmillan, le célèbre Premier ministre britannique, déclarait à ses concitoyens que le contexte n'avait jamais été aussi favorable, il parlait de la situation économique du Royaume-Uni dans les années 50. Aujourd'hui, une telle remarque pourrait fort bien s'appliquer aux États-Unis. Quelques chiffres montrent effectivement que l'économie américaine s'est rarement, voire jamais, mieux portée. Tout d'abord, c'est le seul pays du G7 dont le taux de croissance a dépassé les 2 % en termes réels depuis

le début des années 90. Les résultats récents ont été particulièrement remarquables, avec un taux de croissance moyen de 4 % au cours des trois dernières années. Grâce à cette expansion soutenue, le taux de chômage est tombé à 4,3 % de la population active, soit le niveau le plus bas depuis la seconde moitié des années 60. Et, malgré cela, l'inflation est restée modérée.

Cette expansion est principalement liée au dynamisme de la consommation privée et de l'investissement. Les

ménages ont cessé d'épargner pour augmenter leurs dépenses tandis que les entreprises, encouragées par la baisse des prix du matériel informatique, ont investi dans des biens d'équipement. Cette forte progression de la demande intérieure privée a pu compenser le ralentissement des exportations. Mais l'inflation a encore reculé. Dans ce contexte, la hausse des importations stimulée par la demande, conjuguée à la baisse des exportations, a creusé le déficit du compte des opérations courantes de la balance des paiements. Et pour la première fois depuis cinquante ans, le secteur des ménages se retrouve avec un besoin de financement.

Cette conjoncture favorable peut-elle persister ? Toutes les bourses du monde ont les yeux nerveusement rivés sur le moindre retournement des cours, y voyant le signe avant-coureur d'une terrible récession, pour finalement observer dès le lendemain un nouveau mouvement à la hausse. La légère baisse des taux d'intérêt à court terme par la Réserve fédérale au début du mois de juillet n'a pas pour autant enrayé l'euphorie des marchés. Bien au contraire, les affaires ont repris dès le lendemain. Mais comme dit le fameux dicton, « les bonnes choses ont toujours une fin ». S'agissant des États-Unis, deux questions viennent tout de même à l'esprit : Quand cette fin se produira-t-elle ? Et de quelle façon ? L'analyse des origines de l'expansion peut nous fournir quelques éléments de réponse.

### Quel type de productivité ?

Trois facteurs expliquent les excellents résultats de l'économie américaine : la forte croissance de la productivité, la baisse des prix des importations et la nette amélioration du patrimoine des ménages. La productivité étant très largement considérée comme l'un des moteurs essentiels de l'expansion, son

évolution mérite d'être analysée avec attention. La productivité a décollé grâce à une rapide augmentation de la formation de capital qui a porté l'investissement à un niveau relativement élevé, proche de 12 % en termes réels du stock net de capital des entreprises, et nettement au-dessus des pics de tous les cycles observés depuis 1945. Certes, les investissements de remplacement sont plus nécessaires que par le passé étant donné que l'on achète davantage d'équipements à courte durée de vie. Mais il n'en demeure pas moins que le taux de croissance du stock net de capital s'est accéléré ces dernières années en termes réels et a atteint des niveaux jamais observés depuis 1979.

C'est grâce à ce dynamisme que le taux de croissance de l'économie des États-Unis a pu se maintenir à près de 3 %. Fait particulièrement important à noter, l'augmentation de la productivité du travail, qui va de pair avec la croissance, est essentiellement liée au fait que l'on utilise beaucoup plus d'équipements informatiques, qu'il s'agisse d'ordinateurs ou d'autres technologies de l'information. Rien ne pour-

rait véritablement faire penser que la productivité totale du capital et du travail se soit accélérée. Les fortes hausses observées en 1996 et en 1997 peuvent s'expliquer par la phase d'expansion conjoncturelle, mais seule une petite partie de l'accroissement constaté en 1998 pourrait être imputée à un mouvement tendanciel.

### **Les consommateurs ont tout simplement réduit leur taux d'épargne parce que leurs finances se portaient bien.**

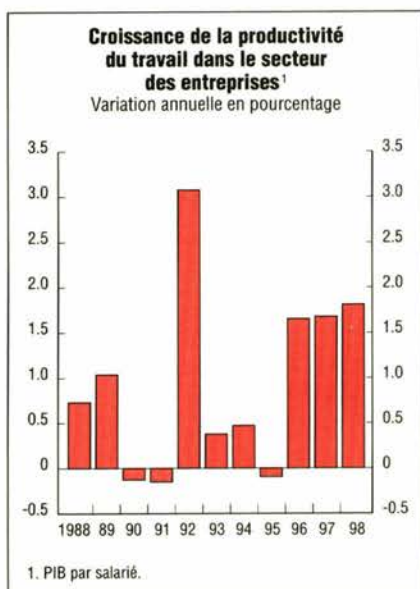
L'amélioration de la productivité du travail prouve que les coûts unitaires ne se sont pas accélérés de manière aussi rapide que les augmentations de salaire laisseraient à penser. Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont été généralement bien contenus, les rémunérations nominales augmentant à peine plus vite que les gains de productivité supérieurs à la moyenne. Les pressions exercées par la concurrence ont cependant été extrêmement fortes et, en 1998, les entreprises ont dû faire face à des baisses de prix qui ont entraîné une contraction de leurs marges bénéficiaires.

ralentissement de la demande mondiale. Les prix des autres importations ont eux aussi diminué alors que le dollar s'appréciait, ce qui a entraîné l'amélioration des termes de l'échange la plus importante depuis 1983.

La troisième raison de la vive expansion de l'économie des États-Unis tient au comportement des ménages américains eux-mêmes. Les consommateurs ont tout simplement réduit leur taux d'épargne parce que leurs finances se portaient bien. Bien que leur dette se soit rapidement gonflée, leurs actifs financiers ont augmenté encore plus vite, alors que l'on constatait en même temps une hausse de leurs avoirs en biens matériels. Le patrimoine net des ménages s'est accru de plus de 10 % en taux annuel au cours des trois dernières années, reflétant l'évolution des cours de la bourse qui ont progressé de 23 % par an. Près d'un tiers des avoirs financiers des ménages sont désormais constitués, directement ou indirectement, de titres de sociétés, contre un quart trois ans auparavant.

### **L'expansion peut-elle durer ?**

Malheureusement, on ne peut s'attendre à ce que tous ces facteurs positifs persistent et un ralentissement de la croissance est donc probable. Les investissements en installations et équipements devraient se tasser sous l'effet de la contraction des profits et une nouvelle envolée des cours des actions paraît de moins en moins probable. Les dépenses de consommation se ralentiront elles aussi en conséquence. Malgré ce tassement de la demande, l'inflation devrait s'accélérer, alors que les prix du pétrole, exceptionnellement bas, devraient se redresser. Toutefois, on n'a observé aucune évolution du taux de change par rapport à sa moyenne de 1998, ce qui réduit les chances d'une baisse des prix des importations.



### **Baisse des prix des importations**

Cette stabilité des coûts nous conduit au deuxième facteur à l'origine des bonnes performances de l'économie américaine, à savoir la forte diminution des prix des importations. C'est là un facteur important dans la mesure où il a freiné l'inflation et, par là même, gonflé la demande. L'indice des prix des importations a fortement diminué en 1998 après s'être infléchi à la baisse l'année précédente, tandis que le coût du pétrole a chuté d'un tiers, ce qui s'est traduit directement par une baisse d'un quart de point de l'indice des prix à la consommation. Les produits de base ont été particulièrement touchés par le



Frénésie d'achats à l'étage ?

Ce sont ces différents facteurs qui sous-tendent les prévisions de l'OCDE concernant la croissance aux États-Unis, dont on estime qu'elle se ralentira à 2 % à partir du second semestre de cette année et qu'elle se maintiendra à ce niveau jusqu'à dans les premiers mois de l'an 2000. Malgré le relâchement de la demande, le déficit des opérations courantes devrait se creuser davantage pour atteindre 3,5 % du PIB l'an prochain. On ne peut également exclure une certaine détérioration du chômage, bien qu'il devrait toutefois se maintenir nettement en dessous de son niveau d'équilibre – estimé par l'OCDE à 5,5 % de la population active – de sorte que l'an prochain, l'économie américaine devrait tourner à un rythme supérieur à son potentiel.

La politique monétaire a contribué à soutenir le rythme de la reprise. Les baisses de taux d'intérêt opérées à l'automne dernier ont évité un possible ralentissement de la conjon-

ture en facilitant le redressement des prix des actifs. Les prévisions donnent à penser que l'économie accusera effectivement un certain ralentissement et que l'inflation ne se redressera que modérément. Néanmoins, si la vigueur récente de l'économie devait persister, et si certains signes laissent présager que l'inflation ne pourra se maintenir à son faible niveau actuel, un certain durcissement de la politique monétaire pourrait alors se justifier.

Quant à la politique budgétaire, elle a exercé une influence stabilisatrice sur l'économie au cours de l'année écoulée. Pour la deuxième fois en trente ans, le compte des administrations publiques a dégagé un solde excédentaire, de sorte que la dette nette du secteur public est tombée à 42 % du PIB après avoir culminé à 45 % en 1995. Les décisions prises par les autorités pour freiner la progression des dépenses ainsi que la hausse plus importante que prévue des recettes fis-

cales n'ont pas été étrangères à cette évolution.

### Des réductions de dépenses semblent nécessaires

Le programme quinquennal de maîtrise des dépenses adopté par le Congrès et l'Administration en 1997 se trouve maintenant à un stade décisif et devrait influencer fortement les perspectives budgétaires à moyen terme. Au début de la mise en œuvre du plan, on a laissé les dépenses globales augmenter légèrement, mais il faudra que les dépenses nominales diminuent au cours des trois prochaines années si l'on veut respecter les plafonds qui ont été fixés.

Il est cependant difficile de procéder à des réductions de dépenses lorsque la conjoncture est favorable et que le budget est excédentaire, les finances fédérales faisant l'objet de demandes de plus en plus pressantes à caractère politique. Les autorités doivent faire preuve de beaucoup de fermeté pour apprécier ces demandes de ressources supplémentaires et, dans des bien des cas, s'y opposer. Mais si le Congrès peut se tenir à la proposition budgétaire du Président qui limite à moyen terme la progression des dépenses discrétionnaires au taux d'inflation, la dette nette des administrations publiques devrait revenir aux alentours de 10 % du PIB d'ici à 2009, contre 42 % actuellement.

Le problème ne se posera véritablement que dans dix ans, mais une hausse de l'épargne nationale est essentielle si l'on veut pouvoir faire face aux conséquences du vieillissement de la population au cours des quarante prochaines années. Il est peu probable que cette phase de vive expansion dure éternellement. C'est donc dès à présent qu'il faut agir sur le budget – et dans le sens prévu – si l'on souhaite que la prospérité économique se prolonge davantage. ■

# Faire face aux conséquences du vieillissement

**A** long terme, la situation de l'économie des États-Unis dépend largement des mesures qui seront prises pour faire face au vieillissement de la population et à l'évolution de la structure démographique. Richard Herd nous en explique les raisons.

« Hors de l'économie, point de salut » : cette affirmation péremptoire des responsables de la politique américaine au cours des dernières années est loin d'être sans fondement. Mais pour qu'elle reste d'actualité dans les années à venir, il conviendra de prendre en compte la structure démographique. En effet, au cours des quarante prochaines années, le nombre de personnes âgées devrait fortement augmenter tandis que la croissance de la population active se ralentira. Pour chaque personne d'âge actif, on comptera pratiquement deux fois plus d'individus âgés de plus de 65 ans qu'aujourd'hui. Les changements attendus aux États-Unis devraient cependant être nettement moins marqués que dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE, car le taux

de fécondité et l'immigration resteront relativement élevés. Mais les conséquences économiques du vieillissement démographique n'en sont pas moins préoccupantes.

## Baisse de l'épargne

En effet, on assistera probablement à un tassement de l'expansion économique, essentiellement en raison d'un ralentissement de la croissance de la population active. Si tel est le cas, et compte tenu du fait que les personnes âgées consomment davantage que la population active, l'épargne des ménages pourrait continuer de se réduire à long terme, ce qui, malgré les entrées de capitaux, pourrait entraîner une baisse de la croissance du stock de capital et de la productivité, avec des conséquences inévitables sur les niveaux de vie.

Fort heureusement, le secteur privé a mis en place un vaste dispositif d'épargne en prévision de la retraite, ce qui devrait atténuer les tensions exercées sur les finances publiques, du moins par rapport à d'autres pays de l'OCDE. A cet égard, le succès des plans à cotisations définies 401(k), créés en 1978 pour inciter à la constitution d'un patrimoine pour la retraite, est particulièrement intéressant. A la fin de 1997, plus de 1 800 milliards de dollars avaient été investis dans des plans 401(k) et dans des plans similaires, soit près du triple du portefeuille du Social Security Trust Fund. On notera deux aspects

positifs de cette réussite exemplaire : d'une part, l'épargne constituée pour la retraite peut être mieux préservée en cas de changement d'emploi, ce qui contribue à la flexibilité du marché du travail ; et d'autre part, les individus sont davantage responsabilisés face aux choix d'investissements qu'ils doivent opérer pour leur retraite.

Les finances publiques n'en seront pas moins soumises à des tensions. Selon les prévisions officielles, au cours des quarante prochaines années, les paiements de retraite au titre de la Social Security et les dépenses de santé concernant les personnes âgées devraient s'accroître respectivement de 2,25 et 4 % du PIB. Dès lors, sur la base d'estimations actuarielles, le Social Security Trust Fund sera épuisé en 2034. Néanmoins, si les régimes de la Social Security et de Medicare paraissent devoir être fortement déficitaires, les autres composantes du budget fédéral devraient dégager d'importants excédents. A très long terme, sur la base des politiques en vigueur, les régimes de la Social Security et de Medicare pourraient se solder par des déficits équivalants à 0,8 et 1,3 % de PIB. L'augmentation des ressources affectées à Medicaid pour les personnes âgées ajoutera 0,3 % de PIB au déficit – le déficit total dû au vieillissement démographique atteignant ainsi 2,4 % du PIB. En revanche, les autres postes du budget permettraient de réduire les impôts à hauteur de 1,6 % du PIB – sous réserve que le Congrès s'en tienne aux prévisions de dépenses du Président.

## Retraite version bonheur



A. Duclos/Gamma

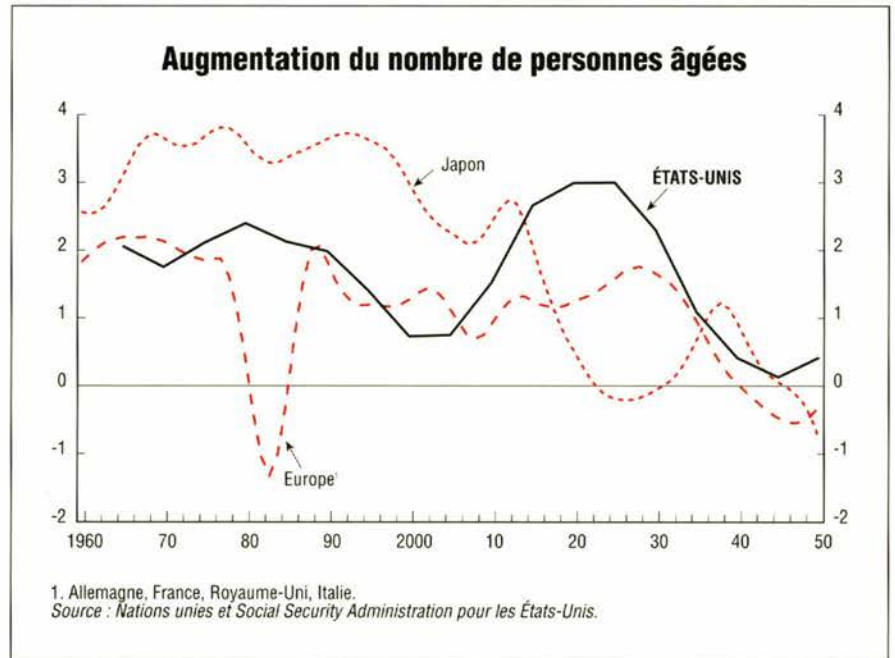
D'où l'importance d'envisager le secteur public dans son ensemble et de ne pas s'en tenir aux postes budgétaires directement affectés par le vieillissement. S'il est possible que l'excédent global attendu des autres postes du budget puisse suffire à assurer l'avenir de la Social Security, il ne permettra pas de financer à la fois la Social Security et le Medicare. Il est donc nécessaire d'apporter des modifications structurelles à ces deux programmes et de ne pas se contenter d'ajustements comptables. L'ampleur des modifications à apporter aux finances publiques est cependant relativement limitée – moins de 1 % de PIB – si on la compare à l'amélioration du solde budgétaire au cours des six dernières années.

La proposition du Président pour la Social Security prévoit la création d'une réserve destinée à en prolonger l'existence. Grâce à cette disposition, le budget unifié (Social Security

**Il est nécessaire d'apporter des modifications structurelles aux programmes de la Social Security et du Medicare et de ne pas se contenter d'ajustements comptables.**

comprise) resterait excédentaire et contribuerait à l'épargne nationale. C'est là un élément positif dans la mesure où l'expérience internationale montre la difficulté de préserver et d'accroître un excédent budgétaire.

Jusqu'à présent, aucune proposition n'a été faite pour préserver la Social Security à très long terme. Il faudrait pour cela examiner quelques-unes des possibilités suivantes : l'accélération du relèvement prévu de l'âge de la retraite, l'introduction d'un lien entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie, et peut-être aussi la réduction des ajustements au titre du coût de la vie. De plus, une partie de la proposition du



Président suppose un taux élevé de rendement des ressources du Social Security Fund placées en actions, ce qui est loin d'être assuré. De ce fait, les prises de participations du secteur public dans l'ensemble des sociétés américaines cotées en bourse pourraient atteindre 4 %, ce qui poserait des problèmes sur le plan du gouvernement d'entreprise.

Un autre élément du plan du Président, à savoir la création de comptes d'épargne universels, contribuerait à accroître l'épargne des familles à faibles revenus. Il conviendrait peut-être de s'appuyer sur le projet de comptes d'épargne individuels volontaires afin de préserver le bien-être des personnes âgées au-delà de 2059, date à laquelle le Trust Fund sera épuisé, et ce malgré les transferts envisagés. A cet effet, on pourrait rendre obligatoires les comptes d'épargne individuels.

Sur la base des politiques en vigueur, c'est le financement de Medicare qui pose les problèmes les plus sérieux. Il conviendrait de faire progressivement

évoluer ce dispositif vers un système de soins coordonnés, en fondant la réforme sur le système de santé mis en place pour les fonctionnaires fédéraux. A cet égard, les propositions faites par le Président de la Commission Medicare paraissent raisonnables. Il est cependant nécessaire d'améliorer l'intégration des services de soins de longue durée offerts par le gouvernement fédéral et les États, et de favoriser la prise en charge des personnes âgées à domicile et par des établissements de proximité, mais en contrôlant strictement les aides dispensées à cet effet.

L'élévation du taux d'activité est un autre moyen d'accroître les ressources pour faire face aux coûts du vieillissement. Déjà, la conjonction d'une vaste réforme et d'une conjoncture dynamique a permis de diminuer le nombre d'allocataires sociaux et de stimuler l'emploi de groupes défavorisés. Pour améliorer durablement la situation des individus les plus démunis, il faudra leur offrir davantage de possibilités en terme d'éducation. L'un des moyens d'y



R. Trippet/Sipa Press

Un mouvement qui prend de l'importance

parvenir est de réduire l'extrême diversité des dépenses d'une circonscription scolaire à l'autre. Par ailleurs, il faudrait réformer la législation qui sous-tend les

réglementations financières. Le Glass-Steagall Act, adopté à l'époque de la Grande Dépression, a institué des barrières entre les banques et les autres

institutions financières qu'il conviendrait de lever. Il faudrait également supprimer les cloisonnements artificiels qui existent entre les marchés hors cote de produits dérivés et les marchés à terme, en assouplissant les interdictions sur certaines opérations réglementées des marchés financiers.

Il y a donc beaucoup à faire. Néanmoins, le simple examen des chiffres montre que les possibilités pour améliorer les politiques suivies sont limitées et que le temps est compté. Dans les années à venir, les théoriciens et les praticiens de la gestion économique seraient bien avisés de compter avec la démographie. Ce serait une erreur que de négliger cette dimension du problème. ■

#### Bibliographie

- « Préserver la prospérité dans une société vieillissante », OCDE, 1998
- « Études économiques de l'OCDE : États-Unis », 1999

## Le boom économique de l'Irlande

A l'instar des États-Unis, l'Irlande connaît une période de prospérité économique. Sur la période 1990-98, elle a enregistré le taux de croissance le plus élevé de la zone OCDE (7,3 %). L'inflation et le chômage ont reculé et l'Irlande a été épargnée par les creux de conjoncture qu'ont connus un grand nombre de pays de l'OCDE au cours de la décennie passée. En fait, cette petite économie ouverte profite à la fois de la croissance des États-Unis et de sa position au sein de l'Europe. Mais tout cela ne suffit pas à expliquer les remarquables performances de la croissance de ces dernières années. La dernière *Étude économique de l'OCDE* consacrée à ce pays mentionne d'autres facteurs, parmi lesquels une évolution démographique favorable et une nette amélioration

des compétences et de l'éducation. Les fonds structurels de l'Union européenne ont également joué un rôle important tout comme l'intégration du pays au sein de l'Europe. Des progrès notables ont été réalisés sur le front des politiques monétaire, budgétaire et industrielle. Tous ces facteurs, de même qu'un environnement anglophone, ont attiré des investissements étrangers à haute valeur ajoutée, notamment en provenance des États-Unis mais aussi de l'Allemagne et du Royaume-Uni. L'économie s'est renforcée avec le développement de secteurs orientés vers l'exportation et à forte intensité de main d'œuvre qualifiée – technologies de pointe, produits pharmaceutiques et services. Que se passera-t-il à l'avenir ? Auparavant, l'Irlande était considérée comme

« l'homme malade » de l'Europe ; aujourd'hui, on s'inquiète plutôt d'une éventuelle surchauffe de l'économie réelle, notamment du fait que les taux d'intérêt sont tirés vers le bas par la banque centrale européenne. Si l'Irlande doit continuer d'attirer les investisseurs, il lui faudra éviter de tomber dans une « culture de dépendance ». Pour l'heure, la croissance reste vigoureuse. Tant que l'Irlande sera à même de profiter des écarts de conjoncture entre l'Europe et les États-Unis, on peut supposer que l'embellie persistera encore quelques temps. ■

#### Bibliographie

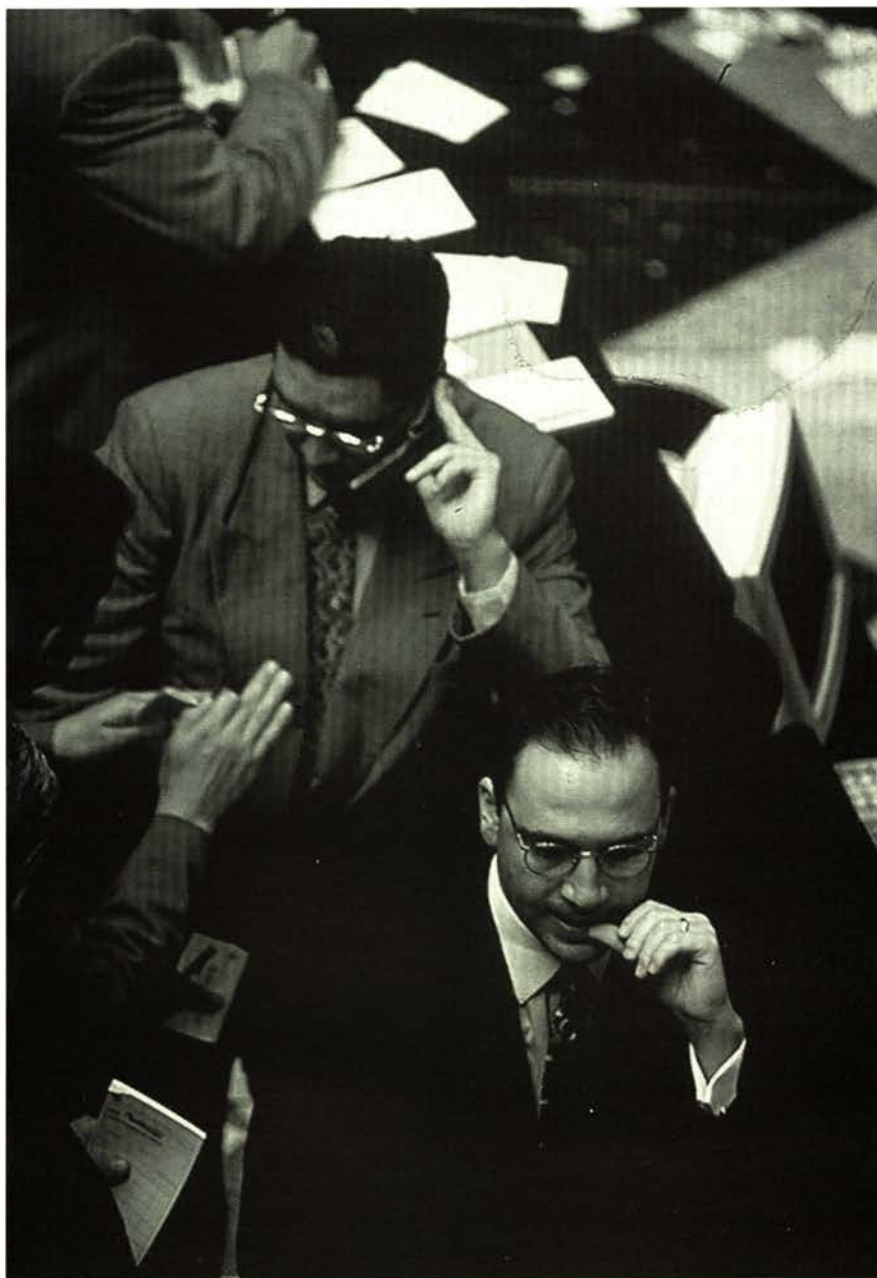
- « Études économiques de l'OCDE : Irlande », 1999



# Prudence et persévérance pour l'économie mexicaine

BÉNÉDICTE LARRE, DÉPARTEMENT  
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,  
ECO.CONTACT@OECD.ORG

En dépit d'un environnement extérieur difficile – crise financière internationale et chute des cours du pétrole – le Mexique a réussi à afficher une performance économique globalement satisfaisante. L'an 2000 verra la tenue des prochaines élections présidentielles. D'ici là, les autorités devront rester vigilantes.



Gamma

Ce n'est pas le moment de se détendre

**T**out le monde se souvient de la crise de confiance qui avait accompagné les dernières élections présidentielles de 1994. Qu'en sera-t-il pour celles prévues en l'an 2000 ? L'enjeu est de taille car, typiquement durant ces périodes, le degré d'incertitude augmente considérablement. Cela a été notamment le cas en

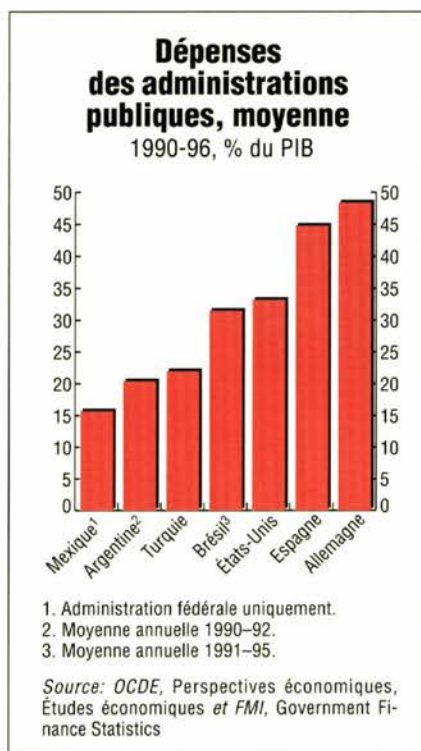
1994. A l'époque, la crise s'était soldée par une dépréciation de 76 % du peso entre décembre 1994 et mai 1995, et par la mise en place d'un plan de stabilisation draconien. Les conséquences n'avaient pas tardé à se manifester : fin 1995, le taux d'inflation dépassait la barre des 50 % et le PIB s'inscrivait en recul de 6 % en moyenne

sur l'année. Depuis lors, la situation s'est nettement redressée : la croissance du PIB en volume dépasse les 5 % par an depuis 1996 et l'emploi dans le secteur formel a augmenté de 14 % par rapport à son niveau d'avant la crise. Autre aspect positif, les fondamentaux sont jugés globalement satisfaisants. Le déficit de la balance courante n'est que

de 3,8 % du PIB, l'inflation a été en partie maîtrisée, le déficit du secteur public ne représente plus que 1,25 % du PIB et la dette publique reste relativement faible puisqu'elle ne dépasse pas les 30 % du PIB.

Certes, l'instabilité financière déclenchée par la crise asiatique de 1997 a contraint les pouvoirs publics à adopter des politiques économiques assez prudentes. Les effets de contagion de la crise en Russie en août 1998 conjuguée à la baisse continue des prix du pétrole – source de plus de 30 % des recettes budgétaires – n'a fait que durcir cette position. Si les politiques monétaire et budgétaire restrictives mises en œuvre n'ont pas totalement réussi à limiter l'incidence inflationniste de la dépréciation du peso, elles auront globalement permis de préserver la confiance –, et donc de protéger l'économie réelle.

Il reste que ces bonnes performances de l'économie mexicaine méritent



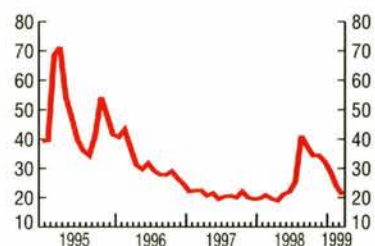
d'être relativisées. Les salaires réels restent inférieurs de 20 % par rapport à 1994 et malgré trois années de croissance, la production par habitant n'a augmenté que de 3 % environ. En outre, le Mexique souffre de retards de développement sans comparaison avec la plupart des autres pays de l'OCDE, et cela malgré les progrès non négligeables qui ont été accomplis depuis des années. Il est clair que dans un contexte nouveau, à la fois politique et économique, les autorités devront rester vigilantes, du moins jusqu'en 2000, pour préserver la confiance des investisseurs et assurer une transition en douceur.

L'année 1998 aura été difficile. Confrontées à un environnement extérieur toujours incertain, les autorités ont décidé de maintenir une orientation macro-économique restrictive en 1999. La crise brésilienne en janvier dernier a provoqué un nouveau resserrement de la politique monétaire. Une réaction rapide qui a porté ses fruits puisque, cette fois, les effets de contagion ont été limités : la hausse des taux d'intérêt et la baisse du peso ont été de courte durée et nettement moins marquées qu'après la crise russe (voir graphique ci-dessus). L'indice boursier a, par ailleurs, regagné près de 40 % sur les quatre premiers mois de l'année et les nouvelles provenant de l'extérieur semblent favorables pour le Mexique : le cours mondial du pétrole brut remonte et les exportations mexicaines sont tirées par le rythme soutenu de la croissance aux États-Unis.

Les résultats obtenus et l'amélioration récente de l'environnement extérieur ne doivent pas pour autant induire les autorités mexicaines à relâcher leur vigilance. Les incertitudes restent grandes et le Mexique demeure vulnérable aux chocs venant de l'extérieur. Les prix du pétrole peuvent chuter à nouveau, ce qui compromettrait

### Évolution des taux d'intérêt 1995-99

taux des CETES à 3 mois<sup>1</sup>



1. Bons du Trésor.  
Source : OCDE

les projections de recettes fiscales. De plus, les risques de nouvelles turbulences sur les marchés financiers internationaux ne peuvent être écartés. Enfin, il suffit d'un ralentissement plus prononcé de la croissance aux États-Unis, ou simplement un relèvement des taux d'intérêt dans ce pays, et les effets ne tarderont pas à se répercuter sur l'économie du Mexique.

Comment consolider la confiance des marchés ? L'expérience des dix-huit derniers mois a, du moins, renforcé la crédibilité des autorités mexicaines, ce qui représente un atout non négligeable pour l'avenir. A en juger par l'impact relativement limité de la crise brésilienne de janvier 1999, les marchés font la différence d'une part, entre le Mexique d'aujourd'hui et celui d'il y a quatre ans, et d'autre part, entre le Mexique et certains autres pays d'Amérique latine. Cela s'explique pour différentes raisons. Tout d'abord, l'adoption d'un régime de taux de change flottant a permis d'éviter que des déséquilibres importants ne s'accumulent, tout en offrant une certaine flexibilité pour agir en cas de choc extérieur. Ensuite, le durcissement de la politique macro-économique adoptée depuis 1998 a été orchestré à la fois sur le plan budgétaire et sur le plan monétaire. Aussi, lorsque le choc

pétrolier a risqué de compromettre l'objectif budgétaire, les autorités ont mis en œuvre à trois reprises des réductions de dépenses pour compenser les baisses de revenus, permettant ainsi d'atteindre l'objectif de déficit budgétaire fixé à 1,25 %. Parallèlement, la politique monétaire a été resserrée de manière à juguler l'inflation qui a d'ailleurs commencé à fléchir en mars 1999. Tout cela démontre une bonne cohérence des orientations et a permis de préserver les grands équilibres fondamentaux.

Sur le plan intérieur, plusieurs défis se profilent à un horizon plus ou moins court. Dans un avenir proche, la période électorale nécessite le maintien d'une politique de continuité propre à rassurer les marchés. Le gouvernement

menter de près d'un point de pourcentage du PIB. Il conviendrait néanmoins de poursuivre la réforme de la fiscalité. La plus grande priorité est d'élargir l'assiette d'imposition en réduisant au minimum les régimes préférentiels, à savoir l'exemption ou l'application d'un taux zéro de TVA à un grand nombre de biens et services, le traitement favorable du revenu des sociétés dans certains secteurs (agriculture pêche, transports terrestres, édition), ou encore l'exonération des avantages accessoires au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ces régimes préférentiels, en dehors du fait qu'ils effritent les recettes, compliquent la gestion du système fiscal et facilitent la fraude en créant d'importantes zones d'ombre. Parmi les options à envisager, il conviendrait de limiter l'ap-

plupart des pays de l'OCDE, et dans le domaine de l'éducation, les besoins restent considérables. La classe d'âge à scolariser (5 à 14 ans) représente presque le quart de la population, soit le double de la proportion moyenne pour l'OCDE. L'État consacre 26 % des dépenses publiques à l'éducation, soit le pourcentage le plus élevé dans l'OCDE, (y compris la Corée), mais en pourcentage du PIB, celles-ci restent nettement inférieures à la moyenne.

Le Mexique doit rattraper son retard en matière d'éducation et d'infrastructures, mais pour cela, il faut davantage de moyens financiers. Or pour éviter de devoir compter trop largement sur les recettes pétrolières – très vulnérables aux fluctuations des cours mondiaux –, il convient de privilégier les mesures portant sur les recettes. Les pouvoirs publics se doivent également de poursuivre les réformes structurelles dans de nombreux domaines, notamment dans le secteur financier, de manière à assurer une croissance forte et durable de la production, et par là même de l'emploi. L'un des principaux enjeux pour le Mexique dans les années à venir sera, en effet, d'absorber la rapide augmentation de la population active – près d'un million de personnes arrivent sur le marché du travail chaque année. Il lui faut aussi faire de nouveaux progrès vers les objectifs sociaux fixés. En dépit des contraintes financières actuelles, l'action mise en œuvre dans des domaines comme l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté ne doit pas être différée dans la mesure où elle ne portera ses fruits qu'au terme d'une période relativement longue. Un aspect qui ne devra pas manquer d'être pris en compte par le prochain gouvernement, et ce, quel que soit le verdict des urnes. ■

### **Si le maintien d'une politique budgétaire restrictive est prévue jusqu'à l'an 2000, il serait utile de préserver un véritable cadre à moyen terme ayant un horizon temporel d'au moins quatre ans.**

a présenté à la fin de 1998 un scénario macro-économique pour 1999-2000. Il a, en outre, annoncé les grandes lignes de sa stratégie pour la période, l'un des objectifs déclarés étant de créer les conditions requises pour passer le relais en douceur à la prochaine équipe gouvernementale. Si le maintien d'une politique budgétaire restrictive est prévu du moins jusqu'à l'an 2000 – ce qui constitue un élément déterminant pour conforter la confiance des investisseurs –, il serait utile de présenter un véritable cadre à moyen terme avec un horizon temporel d'au moins quatre ans.

Car au delà des considérations de court terme, certains problèmes spécifiques nécessitent la poursuite d'une action énergique. C'est le cas notamment de la faiblesse des recettes fiscales. Certaines mesures ont été prises cette année et devraient permettre de les aug-

menter de près d'un point de pourcentage du PIB. Il conviendrait néanmoins de poursuivre la réforme de la fiscalité. La plus grande priorité est d'élargir l'assiette d'imposition en réduisant au minimum les régimes préférentiels, à savoir l'exemption ou l'application d'un taux zéro de TVA à un grand nombre de biens et services, le traitement favorable du revenu des sociétés dans certains secteurs (agriculture pêche, transports terrestres, édition), ou encore l'exonération des avantages accessoires au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ces régimes préférentiels, en dehors du fait qu'ils effritent les recettes, compliquent la gestion du système fiscal et facilitent la fraude en créant d'importantes zones d'ombre. Parmi les options à envisager, il conviendrait de limiter l'ap-

plication du taux zéro de TVA au mieux à quelques produits de première nécessité. Cela permettrait d'effectuer des transferts ciblés vers les groupes à faibles revenus à un coût beaucoup plus faible.

Les coupes budgétaires opérées sous la pression des événements sont coûteuses dans la mesure où elles impliquent de retarder ou de réduire des programmes qui présenteraient d'importants avantages économiques et sociaux. Actuellement, les dépenses publiques, qui s'élèvent à 10 % du PIB (hors paiements d'intérêts), sont parmi les plus faibles des pays de la zone de l'OCDE (voir graphique page 16). Dans le même temps, le Mexique manque manifestement d'infrastructures physiques et accuse d'importants retards dans le domaine social. La mortalité infantile par exemple, a atteint presque 20 ‰, au lieu de 5 à 10 ‰

#### **Bibliographie**

- « Études économiques de l'OCDE : Mexique », 1999

# Modestes perspectives de croissance pour l'économie mondiale

**L**a croissance mondiale devrait enregistrer une légère reprise en l'an 2000. L'activité des pays de l'OCDE pourrait se ralentir et, bien que la situation s'améliore pour certaines économies émergentes, les risques de nouvelles crises ne sont pas à écarter.

La situation économique dans le monde et dans la zone de l'OCDE apparaît désormais plus satisfaisante qu'il y a six mois. Le calme est revenu sur les marchés financiers mondiaux, les craintes de ramifications de la crise en Russie ne se sont pas réalisées et la crise brésilienne s'est limitée à la région. La reprise s'installant dans les économies émergentes d'Asie et la situation des autres régions hors OCDE commençant à se stabiliser, la croissance mondiale devrait demeurer modérée en 1999, aux alentours de 2,5 %, avant de grimper à 3 % l'an prochain.

Dans ce contexte général et en l'absence de nouvelles tensions sur les marchés financiers, la croissance au sein de la zone de l'OCDE devrait se situer autour de 2,25 % en 1999 et de 2 % en 2000. Cependant, les perspectives diffèrent selon les principales régions. Aux États-Unis, l'activité économique est restée exceptionnellement vigoureuse avec une croissance rapide, un chômage faible et aucun signe de tensions inflationnistes. La question principale est de savoir si l'économie américaine peut continuer d'opérer encore longtemps dans ce cercle vertueux (voir l'article sur les États-Unis page 9). Des ratios de capitalisation boursière historiquement élevés, une épargne des ménages très faible et un déficit grandissant du solde des opérations courantes sont autant d'indications de déséquilibres croissants de l'économie américaine. La croissance de la production devrait se situer autour de

3,5 % cette année et l'activité devrait se ralentir à environ 2 % en 2000.

Actuellement minée par l'atonie des exportations et le manque de confiance des entrepreneurs, la croissance dans l'Union européenne devrait s'accélérer, portée par la relance de la consommation et la reprise graduelle des marchés d'exportations des pays en crise. En moyenne, elle pourrait être de 2 % cette année pour atteindre environ 2,5 % en 2000. Les situations conjoncturelles des différents pays de la zone euro continueront toutefois de diverger fortement. L'écart à la production potentielle devrait en effet nettement se réduire ou disparaître dans la plupart des pays tout en restant important en Allemagne et en Italie. Le taux de chômage dans l'Union européenne devrait atteindre les 10 %, soit le niveau le plus bas enregistré depuis la période précédant la récession du début des années 90.

Au Japon, la récession s'est aggravée au cours des derniers mois de 1998, mais récemment, on a pu observer quelques signes positifs suggérant que la situation économique a cessé de se détériorer. Pour l'heure, la poursuite des restructurations dans les entreprises ne permettra pas une reprise de la demande interne en 1999 et le PIB réel pourrait décroître d'environ 1 % avant de se stabiliser en 2000.

Les perspectives concernant le reste de la zone de l'OCDE sont mitigées.

L'Australie, le Canada, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, la Pologne et la Suède devraient continuer de connaître une croissance soutenue, bien que tendant légèrement à se ralentir dans certains cas. L'activité devrait se redresser en Corée et la reprise de l'économie néo-zélandaise, après la récession de l'an dernier, devrait s'affermir. En revanche, la Norvège, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Turquie ne connaîtront que peu ou pas de croissance cette année, et l'activité se ralentira au Danemark pour tomber bien en dessous de son taux potentiel.

A l'extérieur de l'OCDE, les performances économiques ont été diverses et les perspectives à court terme ne sont guère encourageantes, même si une amélioration est prévue pour 2000. La situation semble s'être stabilisée dans les économies émergentes d'Asie mais la reprise dans la plupart des pays touchés par la crise ne devrait s'effectuer que graduellement au cours de l'année prochaine. En Chine, la croissance devrait ralentir quelque peu tout en demeurant élevée. Ailleurs, le Brésil enregistre une contraction de son PIB réel, ce qui devrait avoir des conséquences négatives pour le reste de l'Amérique latine, et en Russie, la production devrait continuer de chuter cette année. Pour l'instant, l'impact économique direct du conflit au Kosovo sur les pays voisins paraît limité, bien qu'il demeure certaines incertitudes.

Des risques de nouvelles perturbations persistent dans certaines économies émergentes. La situation du Brésil pourrait s'aggraver de nouveau. Les conditions économiques de la Russie pourraient se détériorer davantage, avec d'éventuelles répercussions sur les pays voisins. Et le ralentissement de l'économie chinoise pourrait être plus durable que prévu.

Toute nouvelle turbulence sur les marchés financiers n'aurait que des effets limités sur la zone de l'OCDE dans son ensemble, dans la mesure où les institutions financières ont réduit leurs engagements à l'égard des marchés émergents. Les excédents de capacité industrielle et la faiblesse de la demande des marchés émergents continueront d'exercer des pressions à la baisse sur les prix mondiaux. C'est là l'un des principaux éléments expliquant les craintes largement exprimées, même si elles ne sont pas pleinement justifiées, d'une déflation mondiale. ■

#### Bibliographie

- « Perspectives économiques de l'OCDE », juin 99

#### *L'Observateur de l'OCDE, il y a 30 ans...*

La croissance du PNB pour l'ensemble de la zone OCDE tombera sans doute aux environs de 3,5 % entre le premier semestre 1969 et le premier semestre 1970 [...] La hausse du niveau général des prix a été exceptionnellement forte l'an dernier [...] Le déséquilibre des balances des paiements internationaux reste important et son ampleur n'en continuera pas moins de poser des problèmes.



Sabine Weiss

## L'économie bulgare prête à décoller

**L**es performances économiques actuelles de la Bulgarie sont impressionnantes au regard de la situation qui prévalait au début de 1997. Mais le pays doit faire face à un processus de restructuration long et douloureux avant de renouer avec une croissance durable.

La « petite lanterne rouge » des pays en transition d'Europe orientale connaît aujourd'hui une période prolongée de stabilité économique et politique sans précédent depuis l'abandon du régime de planification centralisée. Il faut dire que la Bulgarie était en proie à une crise économique et politique de grande ampleur. Début 1997, l'inflation, la dette publique et le déficit budgétaire échappaient à tout contrôle, les marchés financiers s'étaient pratiquement effondrés et les autorités bulgares n'ont pu défendre la monnaie nationale faute de réserves de change. Dans ce contexte économique,

pour le moins désespéré, le nouveau gouvernement issu des élections d'avril 1997 a signé un accord avec le FMI et s'est engagé dans la voie de l'assainissement budgétaire et des réformes structurelles. Il a, en outre, créé une caisse d'émission et instauré un système de taux de change fixe par rapport au deutschmark.

Les résultats de cette nouvelle politique économique, qui marque une rupture radicale avec le passé, sont assez remarquables : la hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation qui frôlait les 600 % en 1997 est tombée à un

niveau négligeable l'année suivante, les taux d'intérêt se sont rapidement détendus, le PIB a montré quelques signes de reprise et le processus de privatisations a été relancé. Les objectifs d'assainissement des finances publiques, quant à eux, ont pratiquement tous été atteints, sinon dépassés : de 17 % en 1996, le déficit budgétaire a été entièrement résorbé en 1998 et la dette publique est tombée de près de 70% du PIB à la fin de 1996 à moins de 15 % à la fin de 1998.

La situation macro-économique et la stabilité financière de la Bulgarie ne semblent pas menacées dans un avenir proche. Grâce au maintien de taux d'intérêt relativement bas, les entrées de capitaux à court terme, potentiellement volatiles, ont été limités. De plus, le soutien du FMI au titre de la balance des paiements devrait suffire à assurer une balance extérieure à peu près équilibrée. Néanmoins, à moyen terme, les crises dans un certain nombre d'autres économies émergentes pourraient tout de même avoir un impact significatif sur les comptes courants de la balance des paiements. Les pays de la CEI continuent d'absorber une large part des exportations bulgares – 17% en 1997 – et la dépréciation monétaire en Russie et dans d'autres pays touchés par la crise pourrait avoir une incidence sur la compétitivité de la Bulgarie. A cela, devraient s'ajouter les retombées indirectes de la crise du Kosovo, qui risquent de compromettre les programmes de stabilisation et de réformes économiques dans les pays limitrophes. La République fédérale de Yougoslavie est une zone de transit très importante pour la Bulgarie – environ 60 % des exportations bulgares passent par ce pays. Même s'il reste possible de passer par la Roumanie, la destruction des ponts du Danube et les difficultés de transport terrestre ont sensiblement accru les coûts de transport de la Bulgarie.

La guerre du Kosovo pourrait également entraîner une baisse de la confiance des investisseurs étrangers.

Mais les difficultés à attirer les investisseurs étrangers avaient commencé à se manifester avant la crise des Balkans. Les statistiques de la balance des paiements révèlent en effet un ralentissement des entrées d'investissements directs et de portefeuille en 1998, par rapport à 1997 : celles-ci auraient chuté d'environ 500 millions de dollars à près de 300 millions en un an. Certes, le climat de l'investissement international dans les économies en transition était déjà globalement peu favorable durant cette période, mais s'agissant de la Bulgarie, les investisseurs étrangers se plaignent aussi de réglementations fiscales et autres dispositions qui leur sont appliquées.

---

### **Le conflit au Kosovo a augmenté les besoins de soutien à la balance des paiements de la Bulgarie.**

---

Dans le secteur bancaire, la situation s'est considérablement améliorée et l'on assiste à une certaine « renaissance des banques commerciales » (voir encadré). Globalement, le gouvernement bulgare semble être parvenu à jeter les premières bases de la reconstruction de l'activité des banques commerciales et du secteur financier après l'effondrement du système en 1996 et 1997. Mais les banques commerciales n'ont pas encore retrouvé leur fonction d'intermédiaires financiers entre l'épargne nationale et l'investissement intérieur. Depuis le début de la crise, elles investissent principalement dans des actifs relativement sûrs et liquides tels que les titres d'État étrangers et nationaux. Conséquence de la faible participation des banques commerciales au financement de l'économie, les entreprises, en particulier les PME, sont confrontées à une grave pénurie de liquidité alors qu'elles ne peuvent se retrancher sur un marché des actions encore à l'état embryonnaire et que la mise en place d'institutions permettant le dé-

veloppement du marché du crédit prendra certainement du temps.

Le faible niveau de développement institutionnel du marché du crédit fait craindre des difficultés à l'avenir. Si les progrès de la stabilisation ont facilité le rebond du PIB après sa plongée vertigineuse au plus fort de la crise, celui-ci reste inférieur aux niveaux atteints précédemment. La croissance de la production totale d'un trimestre sur l'autre n'a pas vraiment progressé depuis la fin du premier semestre 1997. Or, d'une certaine façon, le conflit au Kosovo a porté les besoins de soutien à la balance des paiements de la Bulgarie au delà de ce qui était prévu par l'accord sur trois ans conclu avec le FMI en 1998. Ces besoins devraient toutefois être couverts par de nouveaux financements. Néanmoins, le poids de la dette extérieure demeure considérable – près de 80 % du PIB – et la charge annuelle du service de la dette extérieure officielle sera de l'ordre de 700 millions de dollars dans les prochaines années. Si ce fardeau est aujourd'hui supportable, l'obtention de prêts étrangers en dehors du programme du FMI pourrait se révéler difficile, à moins que les institutions internationales n'accordent de nouveaux concours dans le cadre d'une stratégie de reconstruction des pays de la région.

Dans l'immédiat, on peut naturellement prévoir que le redressement de la production, des marchés financiers, et par là même du niveau de vie, sera un processus lent et difficile. L'équilibre budgétaire a été réalisé en partie au détriment des dépenses sociales qui ont été comprimées jusqu'à des niveaux assez bas par rapport à la plupart des autres économies en transition. Cette orientation politique n'est pas soutenable compte tenu des besoins considérables en matière d'aide sociale. La très forte inflation, le durcissement de la politique financière et le blocage de l'accès des ménages aux

dépôts bancaires au cours du deuxième semestre de 1996 et au début de l'année 1997 ont eu une incidence très négative sur le niveau de vie de nombreux ménages bulgares, dont une grande partie vivait déjà à un niveau proche du seuil de pauvreté. Au début de l'année 1997, les pénuries alimentaires avaient même donné lieu à des émeutes dans certaines régions. Par la suite, les revenus et les salaires se sont légèrement redressés, mais ils sont toujours inférieurs à leurs niveaux de la fin de 1995 avant la crise, et relativement bas par rapport à la plupart des autres économies d'Europe orientale. Quant au chômage, il s'est aggravé, passant de 13,7 % en 1995 à 16 % en 1998. Compte tenu de l'importance des restructurations qui restent à réaliser, cela risque de poser de sérieux problèmes au cours des prochaines années. La population souffrira de nouveaux licenciements dans les grandes entreprises industrielles non rentables si le secteur privé se révèle incapable d'absorber l'excédent de main-d'œuvre.

Face à ces enjeux sociaux, le gouvernement a prévu dans le budget de 1999 une hausse considérable des recettes publiques et des dépenses sociales. Mais en même temps, il a annoncé sa détermination à maintenir l'équilibre budgétaire et s'est déclaré résolu à restreindre davantage les dépenses si les recettes fiscales n'atteignent pas les niveaux escomptés. Le degré de réussite de la politique économique depuis le milieu de 1997 permet d'espérer que le gouvernement bulgare continuera de relever les défis considérables qui l'attendent en espérant toutefois que l'impact de la crise des Balkans reste limité. ■

#### Bibliographie

- « Études économiques de l'OCDE : Bulgarie », 1999, publication réalisée avec le concours du Centre pour la coopération avec les non-membres (CCNM)

## Reconstruire le système bancaire

À la mi-1996, le système bancaire bulgare était à l'agonie. Les banques commerciales accusaient une situation nette globale négative et une liquidité extrêmement faible, tandis que l'État ne disposait plus des ressources nécessaires pour les remettre à flot. En fait, le gouvernement bulgare se servait de ces établissements pour accorder des subventions implicites sous la forme de crédits bonifiés aux entreprises publiques déficitaires. Bénéficiant eux-mêmes de refinancements à des conditions favorables, les dirigeants des banques commerciales ont également étendu activement leurs concours au nouveau secteur privé, souvent dans un contexte de corruption. L'expansion des prêts des banques commerciales au secteur non financier avait alors atteint un niveau jamais observé dans aucune économie européenne en transition.

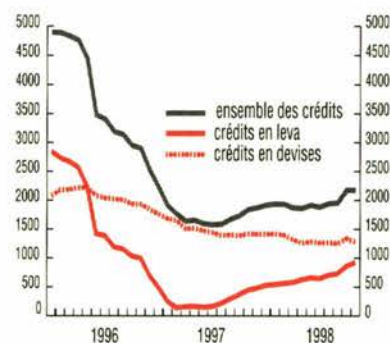
Les mesures adoptées depuis lors se sont attaquées à ces problèmes. La Banque nationale a changé radicalement de stratégie. Elle a considérablement réduit le refinancement des banques commerciales et a renforcé les incitations à l'amélioration des performances. La réglementation prudentielle et la surveillance ont été également renforcées et durcies. Au second semestre de 1997 et en 1998, les banques commerciales en activité apparaissaient correctement capitalisées et globalement solvables, et le secteur bancaire dans son ensemble a réussi à dégager des bénéfices. En février 1998, 74 % des actifs restaient toutefois concentrés dans sept grands établissements,

dont cinq demeuraient sous le contrôle de l'État, les deux autres ayant été privatisés.

L'un des principaux problèmes actuels est lié au fait que la faiblesse du cadre institutionnel empêche les banques commerciales d'exercer une activité rentable au niveau de l'intermédiation financière et d'améliorer le gouvernement d'entreprise. Elles ne sont pas suffisamment armées pour agir contre les entreprises en cas de défaut de paiement. De plus, les organismes chargés des faillites et des liquidations sont encore très peu développés en Bulgarie. Or, aujourd'hui encore, un grand nombre d'entreprises font état de pertes et accumulent des arriérés. Si ces carences fondamentales ne sont pas corrigées, il est fort probable que les banques commerciales bulgares auront une capacité très limitée d'élargir leurs portefeuilles de prêts d'une manière rentable.

### Chute des crédits

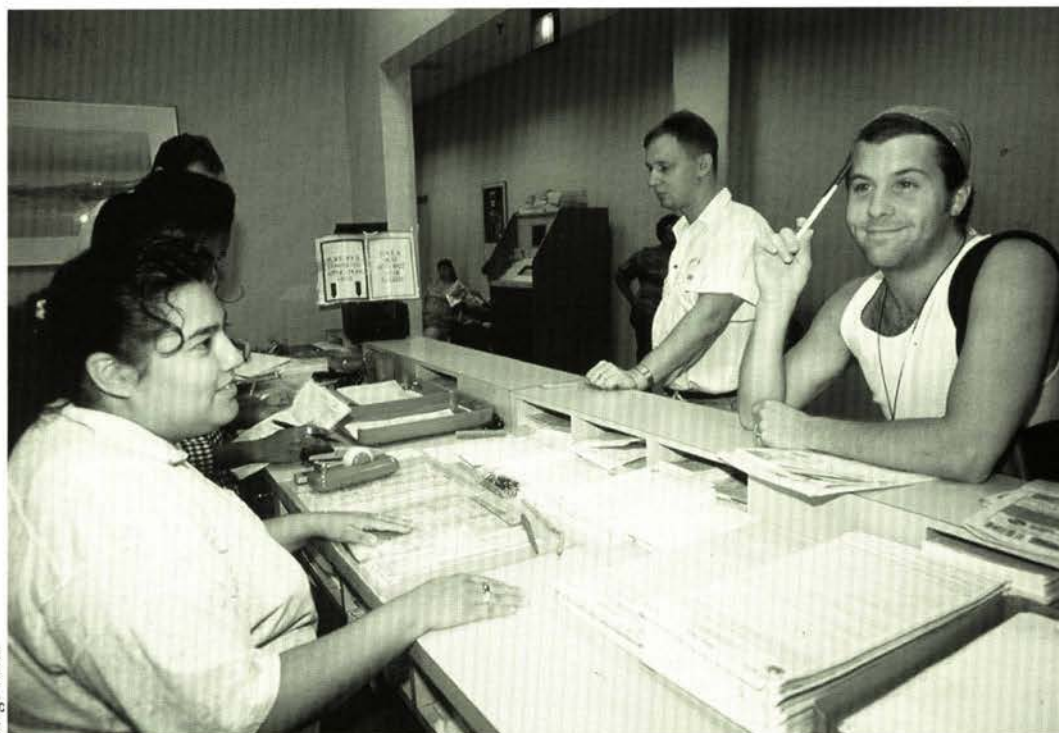
encours des crédits commerciaux au secteur non financier, en termes réels et en dollars



Source : BNP

# Impôts sur le revenu : qui paie le plus ?

CHIARA BRONCHI, DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, ECO.CONTACT@OECD.ORG  
ET FLIP DE KAM, DIRECTION DES AFFAIRES FISCALES, DAF.CONTACT@OECD.ORG



Serge Attal

Réfléchissez bien avant de vous engager !

**L**es taux d'imposition de référence peuvent aisément conduire à des conclusions erronées sur le montant de l'impôt qui est effectivement acquitté. C'est notamment le cas des taux marginaux. Dans la seconde partie de leur analyse sur l'impôt sur le revenu, Chiara Bronchi et Flip de Kam nous expliquent pourquoi.

Ceux qui gagnent le plus d'argent ne se voient pas forcément appliqués les taux marginaux les plus élevés de l'impôt sur le revenu. Cette affirmation, apparemment contraire à ce qu'on pourrait attendre des systèmes fiscaux progressifs, s'avère pourtant exacte dans la plupart des pays de l'OCDE. En fait, les contribuables appartenant aux tranches de revenus faibles/moyens sont soumis à des taux marginaux –

taux appliqués au dernier dollar, yen ou franc additionnel perçu – plus élevés que ceux applicables aux personnes même très fortunées. Quelle en est donc la raison ? La réponse réside en partie dans ce que l'on appelle les « bulles », c'est-à-dire des anomalies de la structure de l'impôt sur le revenu. De plus, dans la plupart des pays de l'OCDE, bon nombre de détenteurs de faibles revenus sont de facto exposés



à des taux marginaux effectifs élevés car ils perdraient certaines prestations ou subventions si leurs gains venaient à augmenter.

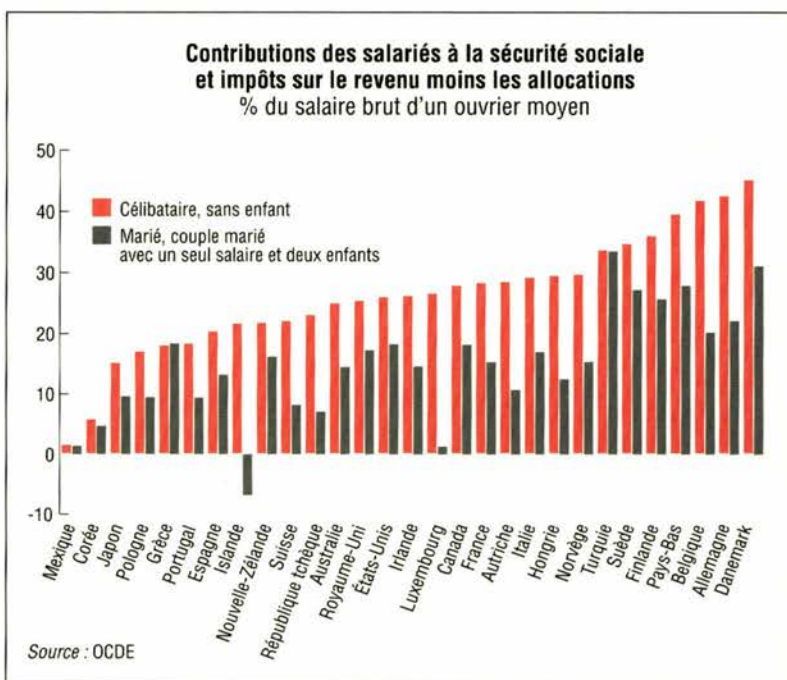
### Les structures de taux « à bulles »

En premier lieu, des bulles peuvent se former lorsque le revenu est soumis à la fois à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et aux cotisations de sécurité sociale. L'assiette des prélèvements sociaux peut être identique ou similaire à celle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Mais à la différence de l'impôt sur le revenu, un plafond leur est souvent applicable et les gains en excédent de ce plafond ne sont pas soumis aux cotisations sociales. Une bulle apparaît si le taux marginal combiné de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales « plafonnées » dépasse le taux marginal de l'impôt sur le revenu applicable aux gains en excédent du plafond des cotisations. Prenons par exemple un pays qui applique des cotisations sociales au taux uniforme de 15 % sur les 50 000 premières unités de revenu. Supposons en outre que les 25 000 premières unités de gains sont soumises à un impôt sur le revenu des personnes physiques de 10 %, que la seconde tranche de 25 000 unités est imposée à 20 % et que la totalité des revenus au-dessus de 50 000 unités est imposée au taux maximum de 30 %. Ce dernier taux semble être bien plus élevé que tous les autres, et c'est d'ailleurs le cas si l'on ne s'en réfère qu'aux taux de référence. Mais en réalité, ce sont les individus dont le revenu imposable se situe dans la tranche moyenne qui supportent le taux marginal le plus élevé, puisque l'impôt marginal sur le revenu et les prélèvements de sécurité sociale représentent au total 35 % de leurs gains additionnels. Les contribuables de la tranche la plus élevée ne sont pas tenus de verser 15 % de cotisations sociales, si bien qu'ils n'acquittent qu'un impôt de 30 % sur la tranche supérieure de leurs revenus.

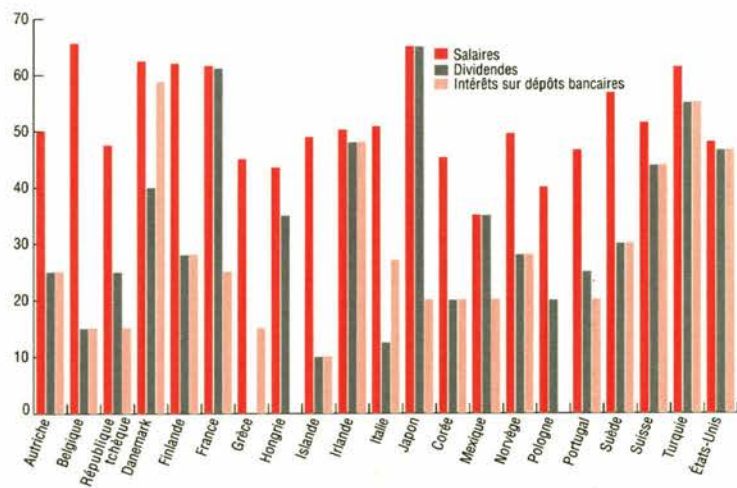
Mais les bulles n'apparaissent pas seulement dans les taux « globaux » des impôts combinés sur le revenu. De façon très occasionnelle, elles se manifestent aussi dans les barèmes standards de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Aux États-Unis, dans la seconde moitié des années 80,

l'impôt fédéral sur le revenu présentait une structure de ce type. Les revenus de la première tranche étaient alors imposés à 15 % et ceux de la tranche supérieure à 28 %. Par conséquent, l'allègement fiscal en faveur des titulaires de revenus élevés, qui équivaut au taux d'imposition marginal applicable à la dernière unité de revenu, atteignait presque le double du dégrèvement auquel pouvaient prétendre les catégories à faible revenu. Afin de neutraliser l'avantage des contribuables fortunés, les législateurs ont créé une nouvelle tranche imposée à 33 % qu'ils ont intercalée entre les tranches inférieure et supérieure.

Supposons que l'abattement personnel au titre de l'impôt sur le revenu soit de 4 000 dollars pour toutes les tranches du barème. Dans l'ancien système, c'est-à-dire avant la création de la tranche à 33 %, l'impôt dû par les titulaires de faibles revenus aurait été allégé de 600 dollars. En effet, compte tenu de l'exemption, ils n'auraient pas eu à acquitter l'impôt de 15 % sur les 4 000 dollars. Pour les personnes appartenant à la tranche la plus élevée, l'impôt dû aurait été amputé de 1 120 dollars, dans la mesure où ces contribuables bénéficient d'une exemption de 28 % sur la tranche supérieure



Taux d'imposition globaux les plus élevés, 1998<sup>1</sup>



1. Pays de l'OCDE où les taux globaux d'imposition sur les salaires diffèrent des taux globaux d'imposition sur les dividendes et/ou intérêts perçus sur les revenus.  
Source : OCDE

de 4 000 dollars de leurs revenus. L'écart de 520 dollars en faveur des hauts revenus a été résorbé grâce à l'insertion d'une tranche moyenne de 10 400 dollars imposée à 33 %. Cela représente 5 % de plus que le taux antérieur, et 5 % de 10 400 dollars font 520 dollars. Étant donné que l'abattement pour les titulaires de revenus élevés a été maintenu à 28 %, soit 1 120 dollars, l'insertion de la nouvelle tranche d'imposition a régularisé le profil de l'impôt et instauré de fait un allègement fiscal uniforme de 600 dollars pour les tranches inférieure et supérieure du barème. En Suisse, les taux de l'impôt fédéral sur le revenu présentent encore ce type de « bulle ».

Autre situation pour le moins étrange qui n'apparaît pas lorsqu'on examine les taux de référence : les petits contribuables peuvent être assujettis à des taux marginaux très élevés, dans quelques rares cas supérieurs à 100 %. En effet, non seulement les titulaires de faibles revenus paient davantage d'impôts lorsque leurs gains augmentent, mais en plus, dans nombre de cas, ils perdent une partie de leurs allègements fiscaux, subventions et prestations soumis à un contrôle des ressources. Cette perte de revenus peut être considéré comme un impôt « implicite » à la marge. La réaction logi-

que des travailleurs qui se retrouvent dans cette situation est de réduire leur temps de travail. Leur salaire brut serait naturellement plus bas, mais en contrepartie ils paieraient moins d'impôts et percevraient davantage de subventions et prestations sous conditions de ressources. Par conséquent, leur revenu disponible net augmenterait malgré la diminution de leur temps de travail.

Ce type de situation se produit à des degrés divers dans différents pays de l'OCDE. Imaginons par exemple, le cas d'un couple à un seul salaire avec deux jeunes enfants, dont l'un des deux conjoints trouve un emploi faiblement rémunéré après cinq ans de chômage. En Finlande ou en Suède, le revenu net est le même en période d'activité et de chômage, puisque chaque unité de revenu perçu se trouve annulée par une unité de prestations perdue dès qu'on accède à un emploi. En d'autres termes, le taux d'imposition implicite est de 100 %. Dans le cas du Danemark et de la République tchèque, le taux implicite frôle les 100 % ; en Allemagne et au Royaume-Uni, il est de l'ordre de 80 % ; aux États-Unis et en France, il avoisine 50 %, ce qui signifie que l'accroissement des gains est annulé pour moitié par la réduction des prestations. Au Japon, l'impôt implicite dépasse même 140 %. Dès lors qu'ils exercent un emploi, les travailleurs à bas salaires préféreront sans doute éviter une augmentation de salaire, même faible, afin de ne pas être assujettis à des taux d'imposition implicites élevés du fait que leurs prestations sous condition de ressources seront abaissées.

### Qu'en est-il des revenus du capital ?

Comme le démontre le graphique ci-dessus, les taux supérieurs « globaux » de l'impôt sur le revenu des personnes physiques peuvent aussi varier selon le type de revenu. Le revenu du travail est plus lourdement imposé s'il est soumis aux cotisations destinées à financer l'assurance sociale des salariés. Les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques proprement dits peuvent être également différents selon la catégorie de gains. Ainsi, le revenu du capital, qui est souvent une composante importante des gains des personnes fortunées, est fréquemment exempté de la plupart des coti-

sations de sécurité sociale. De plus, au cours des quinze années écoulées, un certain nombre de pays de l'OCDE ont introduit des taux uniformes réduits pour certains types de revenu du capital, notamment les intérêts et les dividendes. C'est le cas en Belgique, en Grèce, en Hongrie, en Italie, en Pologne, dans la République tchèque et dans les pays nordiques. L'application de taux uniformes au revenu du capital peut réduire la progressivité globale de l'impôt sur le revenu et compromettre son action redistributive. En somme, toute analyse des taux statutaires supérieurs de l'impôt sur le revenu qui ne prend pas en compte ces taux uniformes réduits applicables au revenu du capital tend à surestimer la charge fiscale supportée par les personnes à hauts revenus.

Pourquoi ces taux uniformes ont-ils été instaurés ? L'une des explications a trait aux pressions croissantes de la concurrence fiscale entre les pays. Le capital financier, par nature très mobile, tend à se diriger vers les pays où il est imposé aux taux les plus bas. Pour lutter contre la fuite des capitaux, les responsables de la politique fiscale peuvent décider d'alléger la pression fiscale intérieure sur les revenus du capital. Mais les mesures qui ont été prises s'inscrivaient aussi dans une stratégie plus générale visant à réduire les coûts de la fiscalité en termes d'efficacité en abaissant les taux, tout en répartissant l'impôt de façon plus uniforme à l'intérieur de l'assiette des revenus du capital.

### Des avantages planifiés

Un autre point à mentionner lorsqu'on examine les taux d'imposition « statutaires », autrement dit ceux qui sont fixés par la loi, est de ne pas oublier que bon nombre de gros contribuables parviennent en fait à y échapper. Bien entendu, rien ne permet de supposer que les individus à hauts revenus sont davantage enclins à se soustraire à l'impôt que les personnes à revenus faibles ou moyens, simplement parce qu'ils sont plus fortunés. Néanmoins, il est vrai que les travailleurs indépendants, qui forment une proportion significative des titulaires de revenus élevés, sont généralement mieux à même de limiter leurs

obligations fiscales que d'autres contribuables, en particulier ceux qui sont imposés à la source. Ils peuvent le faire légalement, en faisant jouer les allègements fiscaux en faveur de l'entreprise, et illégalement, en sous-déclarant leurs revenus (voir le Dossier spécial consacré à la fiscalité dans le n° 215 de *L'Observateur*, janvier 1999).

La stratégie fiscale est souvent mise en œuvre pour neutraliser l'impact des taux élevés. Si elle est judicieusement appliquée, les contribuables à hauts revenus verront leur revenu imposable diminuer, leurs impôts baisser et leur revenu disponible s'accroître. A titre d'exemple, dans certains pays, le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est sensiblement inférieur au taux maximum de l'impôt sur le revenu, de sorte que les travailleurs indépendants sont fortement incités à inscrire leur activité dans le cadre d'une société, tout en se versant un modeste salaire d'administrateur. Aux Pays-Bas, l'écart entre le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et le taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est de 25 points, pour des taux de 35 et 60 % respectivement. Une autre pratique consiste à transformer le revenu sur le capital imposable en plus-values exemptées lorsque ces dernières sont exonérées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

L'existence même des stratégies d'optimisation fiscale démontre que la fiscalité va bien au-delà des taux d'imposition de référence. Comme nous l'avons montré dans cette brève série d'articles, établir une description complète et précise de l'impôt sur le revenu, en particulier lorsque les taux marginaux sont en jeu, nécessite des informations sur les programmes fiscaux et de sécurité sociale. De fait, c'est seulement en examinant certains aspects tels que les taux globaux, les dégrèvements et prestations liés au revenu, et les autres impôts, notamment ceux sur le revenu du capital, que l'on peut commencer à apprécier cet univers extraordinaire qu'est la fiscalité. ■

---

### Bibliographie

- Les chiffres de cet article proviennent de « Tax Data Base ». Contact : daf.contact@oecd.org

Réputés pour nos statistiques, nous **ne nous limitons pourtant pas aux seuls chiffres.** Découvrez notre **analyse indépendante et**

**impartiale** des problèmes clés d'aujourd'hui, qu'ils soient **économiques, sociaux ou politiques.**

Après tout, il vous faut plus que des statistiques pour vraiment **maîtriser** ces questions.

**Tout compte fait, il y a aussi matière à réflexion.**

OCDE

---

UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE

# Dossier spécial

## Radioscopie du XXI<sup>ème</sup> siècle

avec le concours du Programme de l'OCDE sur l'avenir

L'avenir : quel axe de réflexion pour les décideurs ?	28
Faire face au choc démographique	31
La démographie en Chine : une bombe à retardement	34
La ville dans le village mondial	36
La croissance est-elle la solution au boom démographique ?	38
Nourrir la planète de demain	40
Les craintes de pénurie d'eau	45
D'abord l'argent, ensuite la santé	48
Énergie : agir dans les cinquante prochaines années	50
La nouvelle géopolitique de l'énergie	53
Les technologies du XXI <sup>ème</sup> siècle : un avenir prometteur	56
Un meilleur avenir pour le travail ?	59
L'économie mondiale connaîtra-t-elle une période longue de forte expansion ?	61

Pix Masterfile



## Le futur vient assez tôt

La célèbre phrase d'Albert Einstein « Je ne pense jamais au futur ; il vient assez tôt » ne ferait pas forcément l'unanimité aujourd'hui. Ces mots laissent entendre que nous sommes tous, inéluctablement et fatalement, lancés dans une même direction, alors qu'en réalité l'humanité aurait les moyens d'infléchir le cours de son avenir.

Le XXI<sup>ème</sup> siècle est en train de nous rattraper. Il offre d'extraordinaires perspectives d'amélioration du niveau de vie et du bien-être, et ce à travers le monde entier. Pourtant, les risques et les incertitudes ont rarement été aussi grands. Des forces économiques, sociales, technologiques et environnementales sont à l'œuvre et ce sont elles qui façonnent notre avenir à long terme. Extrêmement complexes, elles se conjuguent pour entraîner des changements rapides et souvent tout à fait inattendus. Mais, dans bien des cas, nous avons les moyens d'intervenir.

Certes, on ne peut prévoir l'avenir de manière précise. Il est toutefois primordial que les décideurs soient capables, dans tous les domaines, d'évaluer de façon rationnelle les tendances et les évolutions susceptibles de jouer un rôle, et d'en envisager les répercus-

sions éventuelles. Les dirigeants ne font pas exception à la règle car c'est leurs responsabilités de concevoir et de mettre en œuvre dès aujourd'hui des mesures qui permettront à nos économies et à nos sociétés de relever les défis de demain.

L'OCDE, en tant qu'organisation intergouvernementale, a un rôle essentiel à jouer, non seulement pour conseiller ses États membres sur l'action à mener au jour le jour, mais aussi pour aider les décideurs, qu'ils soient ou non au gouvernement, à suivre les évolutions futures, à repérer et à évaluer à un stade précoce les nouveaux problèmes qui se font jour, et à favoriser une réflexion structurée et viable à long terme. L'Organisation accomplit cette mission principalement par le biais du Programme de l'OCDE sur l'avenir (voir encadré page 29). Ce dossier spécial de *L'Observateur* donne un aperçu des travaux réalisés dans le cadre de ce Programme. Il présente au lecteur une description détaillée, mais loin d'être exhaustive, de quelques problèmes de fond auxquels le monde de demain sera confronté. Certes, le futur vient assez tôt. Il faut donc agir dès aujourd'hui pour lui indiquer le chemin que l'on désire.



# L'avenir : quel axe de réflexion pour les décideurs ?

WOLFGANG MICHALSKI, DIRECTEUR DU PROGRAMME DE L'OCDE SUR L'AVENIR,  
FUTURES.CONTACT@OECD.ORG

**L**e siècle prochain est porteur de progrès économiques, sociaux et technologiques sans précédent. Mais les décideurs doivent également être conscients des risques.

Des politiques qui exercent une influence positive sur l'interaction entre les changements technologiques, économiques et sociaux : voilà ce que les gouvernements, qui se préparent à relever les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle, doivent s'efforcer d'appliquer. Sans aucun doute, les profonds changements qui devraient se produire s'apparentent, de par leur intensité et leur ampleur, à ceux qui nous ont fait passer de la société agricole à la société industrielle. Pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés, il nous faut considérer ces transformations comme une opportunité et les exploiter dans le bon sens. Nous pourrions alors bénéficier de progrès technologiques colossaux, d'un niveau de bien-être social sans précédent, voire d'une période longue de forte expansion où l'économie serait sur une nouvelle trajectoire de croissance à un rythme supérieur à la moyenne. Déjà, les avancées réalisées dans un large éventail de technologies largement diffusées commencent à révolutionner les mondes de la médecine, de l'agriculture, du commerce de détail, de la communication et des loisirs, modifiant totalement notre façon de vivre, de travailler et d'utiliser notre temps libre. Comme la mondia-

lisation et l'apparition de nouvelles méthodes de production évoluent au même rythme, il se peut que l'on enregistre des hausses de productivité importantes et que bon nombre de régions et de pays jusqu'à présent marginalisés s'intègrent dans le système économique mondial. On peut s'attendre aussi à un net progrès du bien-être non matériel, qui se traduira par un élargissement des choix individuels, l'apparition de nouvelles formes d'interaction sociale et de nouvelles perspectives de créativité. En fait, c'est cette dématérialisation de l'activité économique dans les pays avancés et la hausse du revenu par habitant dans les régions en développement, qui pourraient nous conduire vers une période de développement durable dans le monde entier.

## Un nouvel avenir, de nouveaux risques

Toutefois, ces promesses de progrès ne sont pas sans risques ni défis – notamment pour les décideurs. Tout d'abord, les populations des pays de l'OCDE vieillissent. La proportion de personnes âgées augmentant peu à peu, les pressions qui pèsent sur les régimes de

retraite, les systèmes de santé, les services sociaux et les finances publiques s'accroîtront d'une manière générale, et de façon inquiétante dans certains pays. Dans les pays en développement, la croissance démographique se poursuivra à un rythme rapide, ce qui exacerbera les problèmes de pauvreté et les difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires. De surcroît, le problème du chômage, en particulier chez les jeunes, accentuera les pressions migratoires.

Les problèmes d'environnement aux niveaux mondial et local prendront de plus en plus de relief à mesure que s'intensifieront les efforts déployés pour lutter contre le réchauffement de la planète, la congestion urbaine, la pollution des océans, la pénurie d'eau douce, etc. Dans les prochaines décennies, les pays en voie d'industrialisation consommeront beaucoup plus d'énergie et contribueront pour une part importante et croissante aux émissions de gaz à effet de serre. Compte tenu de la croissance démographique, de l'expansion économique et du changement climatique, jusqu'à 3 milliards d'individus pourraient être confrontés à des problèmes de pénurie en 2025.

Le passage à l'économie de l'information et du savoir, le processus de mondialisation et l'interdépendance internationale réduisent la marge d'intervention et souvent l'efficacité des politiques économiques nationales. C'est déjà le cas au niveau macro-économique s'agissant des politiques budgétaire et monétaire, mais le phénomène s'observe aussi au niveau micro-économique. Les politiques nationales en matière de concurrence et d'imposition sont de moins en moins efficaces. Des niveaux de fiscalité extrêmement élevés ou des normes environnementales anormalement excessives peuvent facilement décourager l'investissement dans une région ou un pays.

## L'OCDE explore l'avenir

Les décideurs devraient également s'intéresser aux problèmes liés aux institutions. Les règles du jeu et les institutions sociales, qui étaient à la base du fonctionnement des sociétés industrielles nationales, deviennent rapidement incompatibles avec la nouvelle économie mondiale de l'information et du savoir. Le droit de la concurrence, les réglementations des opérations sur valeurs mobilières, la protection de la vie privée et les systèmes d'éducation et d'aide sociale, toutes ces institutions semblent avoir besoin d'être adaptées, voire d'être réformées en profondeur, si l'on veut qu'elles jouent un rôle utile et présentent un intérêt au cours de cette nouvelle ère qui s'ouvre à nous. De nouvelles règles seront peut-être nécessaires pour faire avancer les choses dans le bon sens.

La diversification promise par l'économie du savoir constitue l'un de ses plus grands attraits, mais elle recèle aussi des facteurs de risque préoccupants. Par exemple, faute d'un effort de concertation politique, les forces de changement qui influent sur le savoir et le potentiel économique risquent de provoquer de nouveaux clivages au niveau mondial, s'accompagnant d'inégalités croissantes et d'une fragmentation de la société. Il pourrait en résulter une polarisation entre les « familiers » et les « étrangers » de la technologie, entre ceux qui ont accès à l'information et au savoir et ceux qui ne l'ont pas, et entre ceux qui peuvent s'adapter facilement au nouvel environnement socio-économique et ceux qui ne le peuvent pas. De ce fait, la répartition des revenus et des richesses pourrait même devenir encore plus inéquitable, ce qui renfermerait le problème dans un cercle vicieux.

Des questions se posent également dans le domaine technique. Du fait que les sociétés sont de plus en plus diversifiées, décentralisées, reliées entre elles et tributaires des technologies, leur

Le Programme de l'OCDE sur l'avenir a été créé en 1990 afin d'aider les décideurs, tant du secteur public que du secteur privé, à relever les défis du futur. Il permet de mieux appréhender la prospective économique et sociale, afin de détecter à l'avance les problèmes nationaux et mondiaux émergents, d'identifier les grandes évolutions et les éventuels renversements de tendances, d'analyser les principales tendances à long terme, et de favoriser le dialogue et les échanges d'informations pour aider à élaborer une stratégie et un programme politique. Le Forum de l'OCDE sur l'avenir offre une tribune pour une série de réunions informelles de haut niveau sur des questions stratégiques qui vont de l'économie à l'environnement. Il s'appuie sur le réseau international de prospective de l'OCDE, qui re-

lie à travers le monde quelque 600 représentants de l'administration, de l'industrie et des entreprises, ainsi que des établissements de recherche prestigieux, partageant tous le même intérêt pour les évolutions à long terme et les questions de politique générale. Une base documentaire intitulée *Future Trends* est disponible sous forme de CD-ROM. Nous vous invitons à découvrir le site Internet du Programme de l'OCDE sur l'avenir : [www.oecd.org/sge/au/](http://www.oecd.org/sge/au/).



fonctionnement pourrait être compliqué, perturbé, voire profondément affecté par d'éventuelles défaillances. Notre dépendance croissante vis-à-vis de l'informatique, des réseaux et des programmes qui gèrent les systèmes, fera qu'un nombre toujours plus grand d'éléments essentiels de l'infrastructure de la société – des systèmes médicaux aux installations de traitement des eaux usées, en passant par le contrôle du trafic aérien et les systèmes de transferts financiers – seront exposés à un risque accru de défaillance généralisée.

En dehors de ces questions d'ordre pratique, d'autres problèmes se posent, de nature plus abstraite, quoique fondamentale, qui relèvent de l'éthique, des valeurs et des comportements. Même au cours des premières phases du dé-

veloppement à long terme d'un nouveau modèle économique et social, nous pourrions être confrontés à des choix difficiles compte tenu des normes culturelles et éthiques qui existent à l'heure actuelle. Du fait que nous serons de plus en plus exposés au monde extérieur et aux conséquences de l'utilisation de nouvelles technologies radicalement innovantes, notre capacité à tolérer tout ce qui est étranger, nouveau et inconnu sera mise à rude épreuve.

Mais il n'y a pas moyen de revenir en arrière. Le processus de mondialisation et de transition vers la société de l'information et du savoir est en marche. La vraie question est donc peut-être de déterminer les politiques qu'il faudrait mener pour tirer le meilleur parti de

la future dynamique technologique, économique et sociale, tout en limitant les dangers et les risques.

D'une manière générale, il est plus que probable que les ménages, les entreprises et les gouvernements devront adhérer à une culture de la créativité et de l'expérimentation. Des efforts importants seront nécessaires pour encourager la capacité et la liberté des individus et des organisations d'innover et de transformer. Il faudra cultiver des valeurs et des traditions qui encouragent un processus permanent de découverte et d'ajustement face à une situation évoluant constamment dans les domaines économique, social, technologique et environnemental. Concrètement, cela signifie qu'il faut identifier les politiques dont l'orientation actuelle doit être maintenue et celles qui requièrent des approches nouvelles et originales.

Sur le plan de la politique intérieure, l'orientation traditionnelle des politiques macro-économiques qui vise à contenir l'inflation et les dépenses publiques, devra être maintenue pour garantir un cadre équilibré qui réduise l'instabilité et stimule l'investissement, l'innovation, l'expérimentation et la prise de risque. D'autre part, il faut continuer à encourager l'ajustement structurel de manière à faciliter l'adaptation en douceur des structures économiques à l'évolution de l'offre et de la demande, et à faire en sorte que l'attribution des ressources soit la plus efficace possible. Cela signifie qu'il faut créer des marchés de biens et services concurrentiels, des marchés de capitaux ouverts et transparents, et des marchés du travail flexibles. A ce propos, il est également important que les gouvernements s'efforcent de ne plus se positionner en tant que fournisseurs de produits et services uniformes mais plutôt en tant que régulateurs d'activités de production plus diversifiées, décentralisées et guidées par les forces du marché.

Tout changement d'ordre social ou économique se répercute sur la formation. On ne pourra se contenter d'améliorer à la marge des politiques qui pour l'essentiel resteraient les mêmes. Compte tenu des changements dans la composition de la population active, de l'internationalisation croissante de l'économie, des nouvelles percées de la technologie et de la généralisation de nouveaux modèles d'organisation du travail, des investissements considérables dans le capital humain seront nécessaires si l'on veut répondre aux besoins en compétences et en qualifications des futurs emplois. Pour que l'apprentissage à vie devienne rapidement une réalité, il faudra concevoir des modes d'organisation de l'enseignement et de contrôle des connaissances des individus qui soient inédits et ingénieux. L'approche actuelle basée sur une logique de l'offre et la lourdeur institutionnelle des systèmes d'éducation et de qualifications qui, pour la plupart, sont du ressort de l'État, peut grâce à de nouvelles conditions, s'orienter vers une logique de la demande qui réponde davantage aux besoins des individus, et qui leur offre un choix de formations beaucoup plus large.

Le vieillissement des populations posera de nombreux problèmes stratégiques dans les années à venir. Mais même si le vieillissement n'était pas un problème stratégique en soi, il faudrait en tout état de cause faire preuve de beaucoup d'imagination pour garantir que les systèmes d'aide sociale, de retraite et de santé soient conçus de manière à répondre aux besoins de la société de demain qui sera très différente et sans doute moins prévisible. Bon nombre des anciens dispositifs de partage des risques et de solidarité sociale, tels que les inébranlables régimes de retraite, qui convenaient tout à fait à la société industrielle, auront peut-être tendance à étouffer l'adaptabilité, la créativité et la diversité indispensables

pour alimenter l'économie et la société du savoir. En fait, ce dont on a besoin, c'est de passer d'une logique de « dépense » sociale à celle d'un « investissement » social. Cela suppose d'adopter des approches plus imaginatives à l'égard de ce qui est public, privé ou mixte, qui encouragent davantage l'emploi, l'épargne et l'investissement. De telles approches pourraient répondre à une plus grande diversité des profils de risques tout en évitant les problèmes de hasard moral et de trappe à pauvreté.

---

**Même si les chances que survienne une période longue de forte expansion sont faibles, il semble bien que nous ayons aujourd'hui l'opportunité de lancer un tel processus.**

---

Au niveau international, il existe aussi certains domaines d'action dans lesquels il faut maintenir ou renforcer l'orientation traditionnelle, et d'autres où de nouvelles approches plus audacieuses s'avèrent nécessaires. La poursuite du développement du système multilatéral des échanges, de l'investissement et de transferts de technologies relève de la première catégorie. Il faut approfondir la réflexion là où les débats sur la libéralisation n'ont pas été assez loin – comme pour l'agriculture, par exemple. Et il faut étendre la réflexion aux domaines qui ne sont pas encore inclus dans le cadre multilatéral. Cela concerne notamment un certain nombre de secteurs de services, comme le transport aérien international ou les investissements à l'étranger qui sont encore régis par plusieurs centaines d'accords bilatéraux.

Toutefois, favoriser l'apparition d'une économie et d'une société de l'infor-



# Faire face au choc démographique



mation et du savoir au niveau mondial représente une tâche colossale qui dépasse de loin les enjeux traditionnels. Il faut radicalement réformer l'administration et le droit de la concurrence et de la propriété intellectuelle, afin de prendre en compte l'importance des biens incorporels et des marchés mondiaux. Il faudra innover pour jeter les bases d'une politique de l'Internet au niveau mondial, en particulier pour le commerce électronique. Pour ce dernier, il faudra notamment trouver des solutions applicables au niveau mondial, face à des problèmes tels que la défense des consommateurs, la protection de la vie privée, la sécurisation des paiements, la vérification de l'identité et la garantie de la concurrence sur les marchés. De nouvelles règles internationales devront être élaborées et négociées en fonction des progrès des biotechnologies. La conclusion d'accords internationaux sur les procédures de certification et d'échanges d'organismes génétiquement modifiés pourra se révéler particulièrement délicate. Enfin, des progrès décisifs devront être faits dans la recherche de solutions à des problèmes mondiaux comme le bon fonctionnement des marchés des capitaux internationaux ou les conséquences potentielles du changement climatique.

C'est donc là un programme d'envergure et les risques sont multiples. Mais s'il est bien mené, et si l'on adopte des politiques résolument tournées vers l'avenir, tout le monde devrait en récolter les fruits. Il nous appartient donc de choisir. En envisageant l'avenir de façon ouverte et positive et en visant des objectifs précis, peut-être parviendrons-nous finalement à propulser l'économie mondiale vers le XXI<sup>ème</sup> siècle sur une trajectoire de croissance vraiment exceptionnelle pour y découvrir un avenir caractérisé par un niveau de bien-être matériel sans précédent. ■

MICHEL ANDRIEU, PROGRAMME DE L'OCDE SUR L'AVENIR,  
FUTURES.CONTACT@OECD.ORG.

**I**l aura fallu 10 000 ans pour que la population mondiale atteigne un milliard d'individus en 1800, cent autres années pour doubler à 2 milliards et moins d'un autre siècle pour tripler et atteindre les 6 milliards d'individus. Que se passera-t-il au siècle prochain et comment y faire face ?

Quand on fait des prévisions, dans quelque domaine que ce soit, la démographie fournit peut-être l'un des points de départ les plus intéressants. Tout d'abord pour la simple raison que les tendances démographiques, ou du moins certaines d'entre elles, sont relativement faciles à prévoir. Il suffit, par exemple, de connaître le nombre d'enfants qui fréquentent les écoles aujourd'hui pour se faire une idée as-

sez précise du nombre de jeunes qui se présenteront sur le marché du travail dans vingt ans. De plus, un certain nombre de grandes questions économiques, sociales, politiques et environnementales, telles que la réforme des régimes de retraite ou la maîtrise des dépenses de santé, sont étroitement liées aux évolutions démographiques. En fait, on peut aisément affirmer que la démographie



Lemoine/Sipa Press

pourrait bien représenter la principale force qui gouvernera l'évolution du monde au siècle prochain et, de ce fait, pourrait bien dominer les questions politiques internationales du XXI<sup>ème</sup> siècle. En effet, l'ampleur des changements démographiques qui devraient se produire au cours des prochaines décennies – notamment dans les cinquante prochaines années – dépassera vraisemblablement tout ce que l'on a pu observer depuis le début de l'histoire de l'humanité.

### Un boom démographique mondiale

D'après les dernières projections démographiques à long terme des Nations Unies (1998), le scénario de fécondité moyenne « le plus réaliste » prévoit que le taux de fécondité se stabilisera légèrement au-dessus de deux enfants par femme. Selon ce scénario, la population mondiale, qui se situait aux alentours de 5,7 milliards d'individus en 1995, devrait pratiquement doubler d'ici à la fin du XXI<sup>ème</sup> siècle pour atteindre 10,4 milliards. La plupart des pays classés aujourd'hui dans la catégorie des pays en développement devraient connaître « une transition démographique », c'est-à-dire passer d'un régime caractérisé par des taux de natalité et de mortalité élevés, à un régime de « post-transition » avec de faibles taux de natalité et de mortalité. Cette phase de transition se traduira par une hausse substantielle de la population. En revanche, la population des pays développés n'augmentera pratiquement pas car ces pays ont déjà achevé leur transition démographique. Comme ce boom démographique se produira donc essentiellement dans les pays en développement, la répartition géographique de la population mondiale s'en trouvera considérablement modifiée, puisque la part de la population vivant dans les pays développés devrait passer d'environ 20 % en 1995 à 10 % à la fin du siècle prochain. En outre, la baisse simultanée de la fécondité et de la mortalité se traduira par un vieillissement spectaculaire de la population de ces pays. Selon le scénario de fécondité moyenne, la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus passera de 10 % de la population mondiale en 1995 à 30 % en 2150.

Fait particulièrement intéressant d'un point de vue politique, c'est au cours de la première moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle que le boom démographique sera le plus fort (la population passera de 5,7 milliards en 1995 à près de 10 milliards en 2050). C'est donc au cours des cinquante prochaines années que s'exerceront les pressions les plus intenses sur les ressources et l'environnement. Cette période sera aussi celle où se présenteront de nouvelles opportunités en termes économiques.

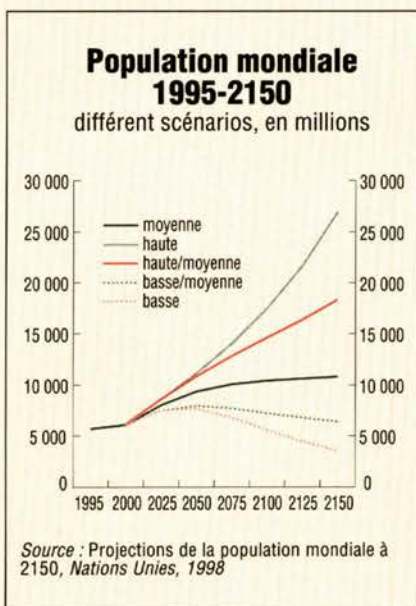
### Vieillesse des populations des pays développés

Dans les pays développés, le vieillissement de la population se traduira par une baisse en valeur absolue du nombre de jeunes (individus âgés de 15 à 24 ans), qui ne seront plus que

135 millions en 2020 contre 176 millions en 1975. Parallèlement, le nombre de personnes âgées augmentera considérablement. En 2030, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus dans les pays de l'OCDE sera comprise entre 33 % en Australie et 49,2 % en Allemagne, contre respectivement 13,9 % et 16 % en 1960.

Il est inutile de préciser que ces évolutions ne manqueront pas d'entraîner de profonds bouleversements politiques, économiques et sociaux. Sur le plan économique, le vieillissement de la population conjugué à l'allongement de l'espérance de vie et à l'évolution des taux d'activité, entraînera une baisse du nombre d'années que les individus passent en activité. Si aucun ajustement ne se produit sur le marché du travail, la durée d'activité des hommes ne sera plus que de 33 ans en 2030 alors qu'elle atteignait 50 ans en 1950. Ce phénomène pourrait à son tour entraîner une baisse du revenu par habitant. Selon une étude de l'OCDE, la diminution du revenu par habitant sur la période 1998-2050 pourrait être de l'ordre de 10 % aux États-Unis, de 18 % dans les pays de l'Union européenne et de 23 % au Japon.

Le vieillissement de la population mettra certainement les finances publiques à rude épreuve. Tout d'abord, du fait de l'augmentation considérable du rapport de dépendance économique – nombre de personnes âgées de moins de 15 ans et de plus de 64 ans rapporté à la population en âge de travailler (15-64 ans) – les régimes de retraite publics par répartition se retrouveront au bord de l'asphyxie. Les rapports de dépendance économique devraient passer de 52 à 65 % aux États-Unis entre 1998 et 2050, de 49 à 78 % dans l'Union européenne et de 44 à 86 % au Japon. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de personnes âgées, notamment les personnes dépendantes, entraînera une hausse de plus en plus



importante de la demande de services sociaux et de santé (voir l'article sur la santé page 48).

Les conséquences politiques seront également considérables. Le vieillissement de la population modifiera inévitablement la structure du corps électoral en faveur des personnes âgées. Ces dernières seront alors en mesure d'obtenir une part plus importante des transferts publics au détriment

vidus, celle de la Chine de 1,14 milliard à 1,5 milliard, et celle du reste du continent asiatique pourrait plus que doubler par rapport à son niveau de 1990, passant de 1,1 milliard à 2,4 milliards d'individus. C'est dans la catégorie des pays les moins avancés que la transition s'effectuera le plus lentement et que le boom démographique sera donc le plus fort. La population de l'Afrique devrait ainsi passer de 642 millions en 1990 à 2 milliards

leverement sociaux paraissent inévitables. La transformation des structures économiques entraînera des mouvements migratoires massifs et l'exode des populations des campagnes vers les villes se poursuivra avec la même intensité durant encore des décennies, aggravant les risques de conflits ethniques, de violence urbaine et de dégradation de l'environnement. Les pays les plus pauvres seront confrontés à des difficultés encore plus grandes : du fait que la transition vers un régime de faible natalité se fera plus lentement, ces pays connaîtront les taux d'accroissement démographiques les plus élevés. La pauvreté pourrait alors s'aggraver, forçant un nombre encore plus important de personnes à s'entasser dans les bidonvilles et sur des terres peu fertiles, avec des conséquences désastreuses pour l'environnement. A l'inverse, certains pays comme la Chine pourraient connaître une transition démographique trop rapide, génératrice de graves déséquilibres démographiques, notamment entre les sexes et les classes d'âges. Essayer de trouver des solutions à ces questions et résoudre aussi tous les autres problèmes posés par l'accroissement démographique au cours des années à venir représente une tâche monumentale. Une tâche qui pourrait s'avérer d'autant plus difficile si les problèmes de pots-de-vin, de corruption dans la vie politique, ainsi que les conflits ethniques prennent eux aussi plus d'ampleur. ■

### **Dans les pays en développement, le nombre de jeunes qui afflueront sur le marché du travail sera supérieur à l'ensemble de la population active des pays développés en 1990.**

d'autres investissements, par exemple dans les écoles, ce qui pourrait exacerber les tensions entre les générations.

Le défi que représente la croissance démographique dans les pays en développement est totalement différent. La plupart de ces pays devraient connaître un phénomène de « transition démographique » au cours des cent prochaines années, avec le passage d'un régime démographique où la natalité et la mortalité sont élevées, à un régime caractérisé par de faibles taux de natalité et de mortalité semblable à celui que connaissent déjà la plupart des pays de l'OCDE. Seulement, comme la mortalité diminue plus vite que la natalité, la population augmente plus rapidement durant la phase initiale de la transition. Ensuite, dans un second temps, la natalité diminue et le rythme d'accroissement de la population se ralentit. Le cas de l'Amérique latine en est une bonne illustration. En 2050, la population de ce continent devrait s'élever à 810 millions d'habitants contre 447 millions en 1990, avant de commencer à se stabiliser en raison de la diminution du taux de natalité. Durant cette même période, la population de l'Inde devrait passer de 853 millions à 1,5 milliard d'indi-

vidus en 2050, et atteindre près de 2,7 milliards en 2100.

La principale difficulté consistera à créer des emplois pour les jeunes qui afflueront sur le marché du travail – environ 700 millions de nouveaux actifs entre 1990 et 2010, soit plus que l'ensemble de la population active des pays développés en 1990 ! En effet, la population active des pays en développement aura pratiquement doublé d'ici à 2050, atteignant 3,1 milliards d'individus contre 1,7 milliard aujourd'hui. Le côté positif de la situation est que cette transition démographique peut être l'occasion pour de nombreux pays en développement de profiter de rapports de dépendance économique favorables, pour investir dans la santé, l'éducation et le capital humain, et faire en sorte que la baisse de la fécondité et de la mortalité se poursuive. De tels investissements pourraient stimuler leur développement économique et alléger la charge que pourrait représenter à plus long terme le vieillissement de leur population.

Cependant, même dans les pays qui parviendront à bien gérer leur transition démographique, de profonds bou-

#### **Bibliographie**

- « The Macroeconomic Implications of Ageing in a Global Context », OCDE, Working Papers, n° 193, 1998
- Dantec, Alexis, « Convergence des vieillissements en Europe et retraites », Observations et Diagnostics Economiques de l'OFCE, n° 64, pp. 177-202 (1998)
- Rostow, « The Great Population Spike and After: Reflections on the 21st Century », W.W. Oxford University Press, Oxford, 1998

# La démographie en Chine : une bombe à retardement



Raphael Gaillard/Gamma

C'est un garçon ?

**U**n cinquième de la population mondiale vit en Chine. Ce pourcentage n'étant guère appelé à évoluer, une incroyable pression démographique s'exercera sur le modèle politique et social chinois.

La Chine illustre à l'extrême les problèmes auxquels les pays qui connaissent une transition démographique rapide seront confrontés dans les décennies à venir. D'après des estimations récentes, la population chinoise devrait atteindre 1,6 milliard d'habitants en 2040, contre 1,2 milliard en 1995. Ensuite, elle devrait retomber en dessous de 1,4 milliard aux environs de 2100. Ce sont là des fluctuations importantes qui touchent 20 % de la population mondiale et qui soulèvent de graves

problèmes sur les plans de l'alimentation, de l'emploi, de l'urbanisation et du vieillissement de la population.

Par exemple, en Chine, la production de céréales devra augmenter de 4,47 millions de tonnes par an pour répondre à l'accroissement de la population d'ici à 2020. Pour cela, il faudra améliorer sensiblement la technologie agricole et la gestion des ressources du sol. La Chine devra peut-être porter ses importations de céréales

à 40, voire 50 millions de tonnes par an. Mais si elle prend du retard dans le domaine du développement et de la recherche, elle risque de devoir importer des quantités bien supérieures, pouvant atteindre jusqu'à 300 millions de tonnes. Ce serait une bonne nouvelle pour ses principaux fournisseurs tels que les États-Unis et l'Australie, par exemple, mais un désastre pour les populations pauvres du monde entier, notamment celles des zones urbaines, qui devront faire face à une hausse des prix des denrées alimentaires.

Dans le domaine de l'emploi, la population en âge de travailler atteindra les 955 millions d'individus en 2020, contre 732 millions en 1995. L'augmentation massive de l'offre de main-d'œuvre concernera principalement le marché urbain, ce qui posera de graves problèmes sociaux et écologiques, même si, dans un premier temps, les investisseurs pourront profiter d'une main-d'œuvre bon marché. La population en âge de travailler diminuera après 2020 pour atteindre les 800 millions de personnes vers la fin du siècle. Comme la proportion des nouveaux entrants sur le marché sera en baisse, les progrès enregistrés dans les domaines de la formation et des niveaux de qualifications se ralentiront, ce qui entraînera une chute de la productivité.

Le XXI<sup>ème</sup> siècle sera pour la Chine une période d'urbanisation rapide. Avant la fin du siècle, environ 90 % de la population vivra dans les villes, contre 37 % en 1995. En termes absolus, la population urbaine devrait à elle seule

passer de 450 millions d'habitants en 1995 à 1,2 milliard en 2060 – soit approximativement la population totale actuelle du pays. Ce quasi-triplement de la population urbaine aura de fortes répercussions sur la construction et la gestion des ressources.

Autre tendance démographique à prendre en compte : le vieillissement de la population. La Chine enregistre, en effet, une chute brutale du taux de fécondité qui se situe en dessous du seuil de reproduction. A Pékin, on ne compte déjà plus que 1,4 à 1,5 naissance par femme. A Shanghai, ce chiffre tombe à 0,96 naissance par femme. En d'autres termes, un nombre croissant de femmes n'ont plus du tout d'enfants. Cette situation entraînera un vieillissement rapide de la population chinoise : d'ici à 2025, l'âge moyen sera de 40 ans alors qu'il n'était que de 27 ans en 1995. A l'évidence, la prise en charge des personnes âgées sera un problème très lourd à gérer pour les autorités chinoises car la famille constitue le seul système de « protection sociale » pour la majeure partie de la population pauvre. Or, en 2025, les parents n'auront guère d'enfants sur qui compter pour subvenir à leurs besoins.

### Les effets inquiétants du célibat

De plus en plus de Chinois n'ont qu'un seul enfant et, le plus souvent, ils souhaitent que ce soit un garçon. En réalité, la société exerce de fortes pressions sur les familles pour qu'elles s'assurent que leur futur enfant sera bien un garçon. L'avortement sélectif et l'infanticide à l'encontre des filles sont des pratiques courantes, si bien que le rapport filles/garçons en Chine est totalement déséquilibré. Le problème pour les hommes nés de cette pratique sélective est qu'ils devront payer le prix de ce privilège par une pénurie d'épouses. Cela signi-

fie qu'à terme, il y aura moins d'enfants.

En effet, d'ici à 2020, l'excédent de jeunes hommes entre 20 et 30 ans sera supérieur à toute la population féminine de Taiwan. Ce déséquilibre entre les sexes commencera par s'aggraver avant de s'atténuer. Les avortements sélectifs iront en se multipliant, non seulement pour les deuxième et troisième naissances, mais aussi pour la première. Il en résultera de fortes tensions sociales. De nombreux jeunes hommes devront se résoudre au célibat, situation qui conduit souvent à la délinquance, voire à la dépression et au suicide. Quant aux femmes, elles seront moins nombreuses, mais il n'est pas certain que la situation d'infériorité et d'exploitation dans laquelle elles sont actuellement maintenues s'en trouvera améliorée. Pour avoir des assurances à cet égard, il faudrait renforcer les lois qui interdisent la discrimination et établissent l'égalité des droits des femmes. Les autorités chinoises pourraient aussi renoncer à leur politique de l'enfant unique, et laisser la famille s'agrandir. Cependant, sans une politique de planification familiale et une véritable révolution qui consisterait à reconnaître les droits des femmes, on sera tout simplement ramené au problème initial, à savoir l'accroissement rapide de la population.

■ M.A.

### Bibliographie

- China in the 21st Century: Long-Term Global Implications, OCDE, 1996
- Murray, Geoffrey, « China, the Next Superpower: Dilemmas in Change and Continuity », Curzon Press, China Library, Surrey, GB, 1998
- « Brides for Seven Brothers », The Economist, Vol. 349, n° 8099, PP. 86-88, 1998
- Maddison, Angus, « L'économie chinoise. Une perspective historique », Centre de développement de l'OCDE, 1998

## INDICATEURS OCDE DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Qui donne à qui  
et pour quels secteurs ?...

ACTIVITÉS D'AIDE SYSTÈME  
DE NOTIFICATION DES PAYS CRÉANCIERS

Version annuelle sur papier 1997/1998  
cinq publications incontournables sur les  
Activités d'aide couvrant cinq régions  
du monde : Afrique, Asie, PECO/NEI  
Europe et Océanie, Amérique  
latine et Caraïbes

ACTIVITÉS D'AIDE EN AFRIQUE 1997/1998  
(43 1999 56 3P1) ISBN 92-04-05647-8  
Bilingue, 226 pages  
FF180 US\$32 DM54 £19 ¥3700

ACTIVITÉS D'AIDE EN ASIE 1997/1998  
(43 1999 58 3P1) ISBN 92-04-05649-4  
FF180 US\$32 DM54 £19 ¥3700

ACTIVITÉS D'AIDE DANS LES PECO/NEI  
1997/1998  
(43 1999 59 3P1) ISBN 92-04 05630-8  
FF120 US\$21 DM30 £13 ¥2450

ACTIVITÉS D'AIDE EN AMÉRIQUE LATINE  
ET DANS LES CARAÏBES 1997/1998  
(43 1999 60 3P1) ISBN 92-04-05851-0  
FF180 US\$32 DM54 £19 ¥3700

ACTIVITÉS D'AIDE EN EUROPE ET OCÉANIE  
1997/1998  
(43 1999 57 3P1) ISBN 92-04-05848-0  
FF120 US\$21 DM36 £13 ¥2450

NOUVEAU !  
Également disponible sur CD-Rom



Ces 5 Rapports annuels  
sont maintenant disponibles  
sur CD-Rom

- Édition complète de 1973 à 1998
- Sur cinq régions du monde :  
Afrique, Asie, PECO/NEI, Europe  
et Océanie, Amérique latine  
et Caraïbes.

CREDITOR REPORTING SYSTEM 1973/1997  
Individual Aid Commitments  
(43 98 55 1C) ISBN 92-61-15166-4  
FF750 US\$145 DM225 £97 ¥16000  
DISPONIBLE UNIQUEMENT EN ANGLAIS

# La ville

## dans le village mondial

**A**u XXI<sup>ème</sup> siècle, l'Homme continuera d'entretenir des relations passionnées avec la ville. D'abord une forte attirance, car les villes resteront un élément essentiel du développement et un lieu privilégié pour la création culturelle ; mais aussi un sentiment de répulsion, car elles continueront de déverser leur litanie de problèmes de pollution, de surpopulation, de congestion et de crime. Ces coûts iront en augmentant, mais les avantages aussi. Au cours des trente prochaines années, la population mondiale urbaine pourrait doubler, passant de 2,6 milliards d'habitants en 1995 à 5,2 milliards en 2025. Cette croissance se produira pour l'essentiel dans les pays en développement, où quelque 4 milliards d'habitants – plus de la moitié de la population – vivront dans les villes, contre 1,5 milliard, soit 37 % de la population, au début des années 90. La prolifération de très grandes villes, ce qu'on appelle communément les « mégapoles », sera un fait particulièrement marquant. En fait, les quelques 36 villes du monde qui compteront plus de huit millions d'habitants en 2025 seront situées dans des pays en développement (voir carte).

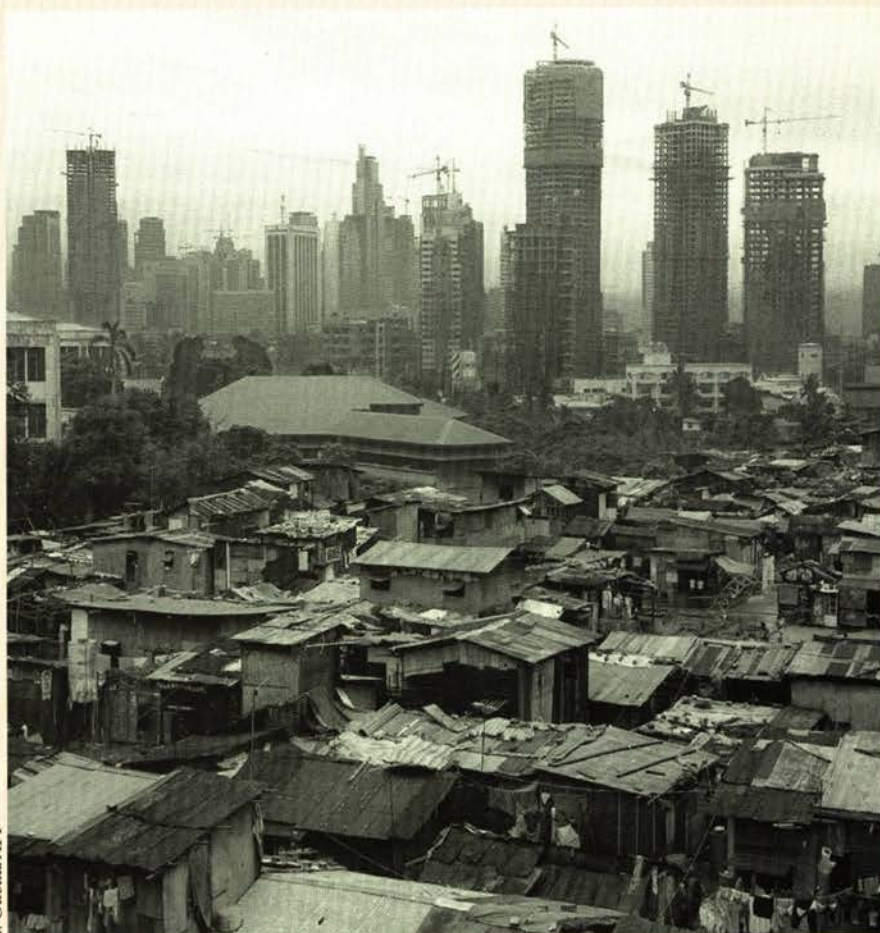
A court terme, le rythme de la croissance démographique urbaine proviendra à la fois d'un fort taux d'accroissement naturel de la population des villes et d'un exode rural important dû à la substitution progressive des industries de transformation et des services à

l'agriculture et aux autres activités primaires. A plus long terme, la croissance démographique urbaine devrait ralentir du fait de la diminution des taux de fécondité et de la décélération de l'urbanisation elle-même. Par exemple, en Afrique occidentale, l'une des régions du monde qui a connu les plus forts

taux de croissance démographique, l'expansion de la population urbaine devrait ralentir à 4,2 % par an entre 1990 et 2020, contre 6,3 % au cours des trente dernières années.

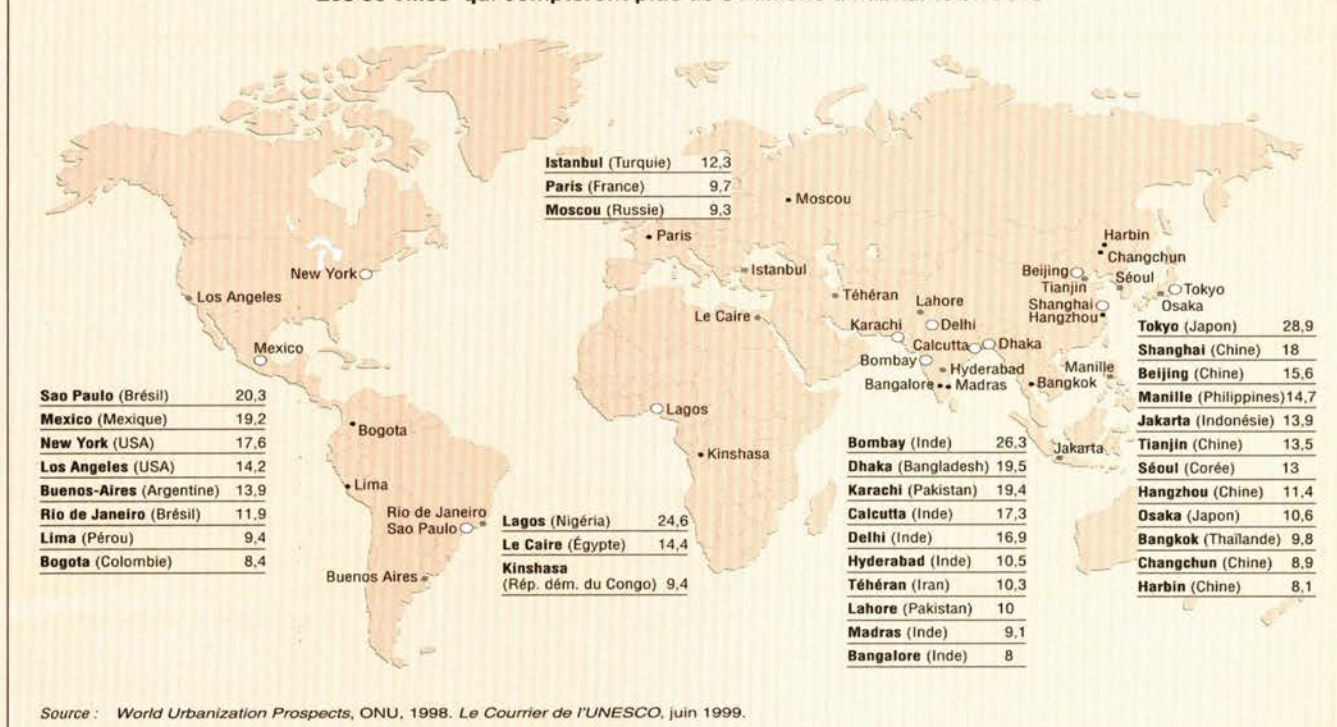
Dans l'immédiat, la diminution de la fécondité n'empêchera pas une augmentation marquée de la population en âge de travailler. Entre 1990 et 2025, au moins un milliard d'emplois nouveaux seront nécessaires pour faire face à cette poussée démographique. Et c'est essentiellement dans les villes qu'il faudra créer ces emplois, puisque la main-d'œuvre non agricole devrait s'accroître trois fois plus vite que la main-d'œuvre agricole.

Le secteur informel des petites entreprises de transformation, des services et



R. Gacadi/AFP

### Les 36 villes qui compteront plus de 8 millions d'habitants en 2015



du commerce, devra attirer une attention toute particulière puisque c'est là où la majorité des emplois nouveaux devraient se créer. A cet égard, il faudra aider les travailleurs les plus pauvres à accroître leur capacité de production. Il est intéressant de noter que dans les villes d'Afrique occidentale, le secteur informel pourrait absorber jusqu'à 44 % de la population en 2020 pour ne produire que 23 % du produit régional brut.

Dans le monde entier, l'explosion démographique dans les grandes villes entraînera de graves problèmes sociaux, avec une forte incidence de la pauvreté et de l'exclusion. Cela exigera la mise en œuvre d'une action corrective, notamment d'un ensemble de mesures sociales pour couvrir les besoins élémentaires en matière d'éducation, de santé, de nutrition, de planification familiale et de formation professionnelle.

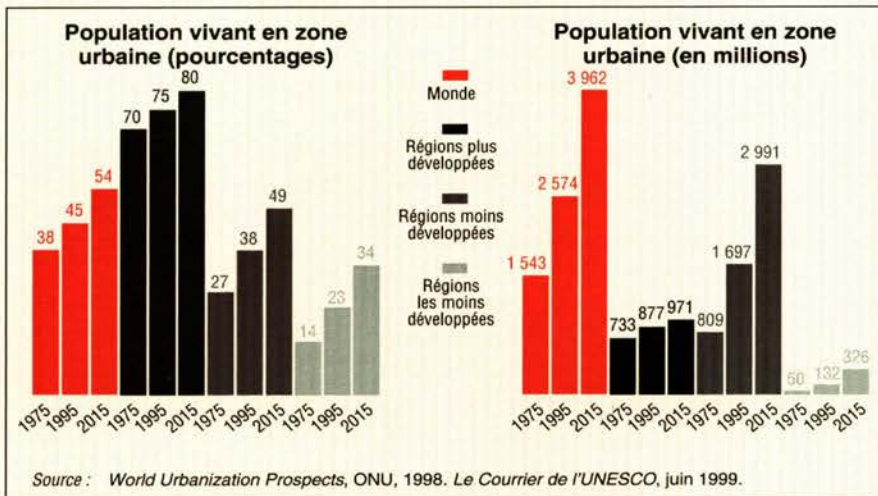
Dans les grandes villes du tiers-monde, les risques pour l'environnement seront

multiples. Il faut s'attendre à une pénurie de logements, à des insuffisances en terme d'assainissement et d'approvisionnement en eau, à la pollution de l'air et aux encombrements dans les rues. D'énormes investissements, de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale, permettraient d'éviter le pire. La part du lion proviendra sans doute des recettes des autorités nationales et locales. Le secteur privé pourrait fournir une part du financement, notamment par le biais de l'investissement direct étranger. Quant à l'aide publique au développement, elle sera au mieux un complément, à moins que les tendances récentes à la baisse ne s'inversent radicalement.

#### Les avantages de l'urbanisation

Tous ces problèmes conduisent certains à remettre en question le rôle de la ville dans l'avenir de l'économie mondiale, les incitant même à prédire sa disparition totale grâce au développement des nouvelles technologies.

Pourtant, les villes recèlent un potentiel énorme, l'urbanisation pouvant aussi représenter une opportunité considérable pour les pays en développement si l'aménagement des espaces est bien maîtrisé. L'exode rurale peut soulager les pressions qui s'exercent sur les populations défavorisées qui vivent sur des terres marginalisées. De même, le fait de se concentrer sur le développement au sein des villes elles-mêmes permet de bénéficier d'économies d'échelle au niveau des transports, du traitement des déchets et surtout au niveau de l'activité économique. Si certaines nouvelles technologies militent en faveur d'une décentralisation, d'autres innovations techniques, comme le contrôle des émissions de gaz ou les communications, peuvent rendre la ville plus attractive. Donc, même si les technologies de l'information et de la communication peuvent à l'avenir entraîner une plus grande dispersion géographique de l'activité économique, l'urbanisation continuera d'être au cœur du développement économique.



Finalement, l'importance des villes pourrait fort bien s'accroître au cours du siècle prochain. L'une des raisons à cela tient au fait que les villes vont se modeler en fonction d'un nouvel espace, celui d'une économie mondialisée plus ouverte et plus concurrentielle. Les réseaux interurbains qui

se construisent à l'échelle mondiale leur donneront sans doute davantage d'importance. Grâce à ces réseaux, les villes auront plus d'initiatives pour exploiter les marchés mondiaux et forger de nouveaux liens économiques au-delà des frontières nationales. En fait, ces réseaux exerceront une profonde

influence sur les villes, tant d'un point de vue politique qu'urbanistique, et souvent d'une manière beaucoup plus marquée qu'au niveau national ou régional. Ils se comporteront comme de véritables autoroutes où véhiculent les connaissances et le savoir-faire qui permettent de stimuler l'innovation dans l'action publique et l'élaboration de projets. Ils serviront aussi de catalyseur pour la coopération économique. Les villes dans les pays en développement doivent accepter le fait qu'elles seront « branchées » sur ces réseaux afin d'en tirer les avantages et d'éviter d'être marginalisées. Sao Paulo ou Pékin, mais aussi des villes de taille moyenne comme Bahia Blanca ou Bordeaux, doivent s'assurer qu'elles feront partie d'un réseau à l'instar de Paris ou de Londres. Les réseaux offrent aux villes des perspectives d'avenir particulièrement prometteuses. ■ M.A.

## La croissance est-elle la solution au boom démographique ?

Le développement économique est souvent présenté comme la solution à une grande partie des problèmes liés à l'augmentation rapide de la population. Dans les pays développés, la croissance pourrait alléger le poids du financement public des services sociaux, et rendre ainsi nettement moins douloureux certains choix politiques incontournables, notamment en matière de financement des retraites. Dans les pays en développement, la croissance est également considérée comme indispensable pour faire reculer la pauvreté dans un contexte d'accroissement démographique rapide, et pour donner aux pays les moyens de

développer leurs infrastructures matérielles et sociales.

En fait, de nombreux experts sont assez optimistes quant aux perspectives de croissance future. Ils estiment que, grâce aux technologies et à la mondialisation, la production mondiale pourrait facilement doubler sur la période 1997-2020, et que les niveaux de vie moyens (corrigés de la croissance démographique) pourraient progresser de 67 %. Certains experts prédisent même qu'en 2020, le PIB par habitant dans la zone de l'OCDE pourrait avoir augmenté de 50 à 80 % par rapport à son niveau de 1995. Dans la zone hors OCDE, l'augmentation

pourrait être de l'ordre de 100 à 270 %, et le PIB moyen par habitant exprimé à l'aide des PPA pourrait représenter 30 % de celui des pays de l'OCDE en 2020, contre seulement 15 % en 1995.

Toutefois, même les plus optimistes reconnaissent qu'une telle expansion ne pourra se produire que si des politiques « adaptées » sont mises en place. Les pays développés devront prendre des mesures face au vieillissement de la population, stimuler l'emploi et s'efforcer de rendre l'économie plus flexible. Les pays en développement devront mettre en place les institutions de base qui sont indispensables au fonctionnement





d'une économie moderne, en réformant leurs marchés fonciers (pour faire en sorte que les propriétaires puissent vivre de l'exploitation de leurs terres) et leurs marchés financiers (afin d'encourager l'épargne pour financer les retraites). Ils devront aussi introduire des mesures pour réduire la mortalité infantile, éradiquer les maladies transmissibles, assurer l'égalité d'accès aux services de santé (y compris l'accès à la contraception) et faire progresser les taux d'alphabétisation (en particulier chez les femmes).

Pour d'autres experts, la croissance ne pourra à elle seule apporter la solution. Ils craignent que la diffusion rapide des technologies – notamment les technologies de l'information – et la libéralisation économique ne favorisent l'émergence d'un capitalisme mondial « plus sauvage ». Le risque pour les pouvoirs publics, c'est que les richesses soient retenues par ceux qui les créent, notamment dans ce nouveau monde cybernétique, réduisant la capacité des États à prélever des impôts ainsi que leur marge de manœuvre pour redistribuer les revenus, ou même réaliser les investissements nécessaires pour adapter les infrastructures matérielles et sociales aux nouvelles données démographiques.

Les sceptiques sont également vivement préoccupés par les conséquences désastreuses que la croissance économique aura inévitablement sur l'environnement, si l'on s'en tient aux normes et aux scénarios économiques actuels. Ils soutiennent notamment que les effets à long terme du changement climatique induit par la croissance seront globalement préjudiciables à la santé, à la vie culturelle et à la prospérité économique des populations, ce qui soulèvera des problèmes d'équité entre les générations. Tous ces éléments les conduisent à s'opposer à la mondialisation, qui d'une part transforme les populations rurales des pays en développement, aujourd'hui large-

ment autosuffisantes, en consommateurs modernes de biens et services à forte intensité en capital, et d'autre part, favorise une production à des fins d'exportation néfaste pour l'environnement, comme la production des bois tropicaux par exemple. Comme les meilleures terres sont réservées aux cultures d'exportation, les paysans doivent se replier sur les terres peu fertiles et vulnérables à l'érosion. La mondialisation entraîne aussi une multiplication des transports, nuisibles à l'environnement car consommateurs

ment sont appliquées, le commerce international aura des effets positifs sur l'environnement dans la mesure où il contribuera à une allocation optimale des ressources. En tout état de cause, on ne voit guère quelles pourraient être les solutions de rechange crédibles sachant que le choc démographique est inévitable.

Une expansion fondée sur la libéralisation des échanges et de l'investissement ainsi que sur la diffusion rapide des nouvelles technologies apparaît comme la

---

**Avec un scénario de croissance zéro, la situation risque de se dégrader pour tout le monde, notamment pour les pays en développement où la pauvreté, le chômage et les problèmes écologiques ne pourraient que s'amplifier.**

---

d'espace et sources de pollution atmosphérique. Enfin, les sceptiques remettent en cause la capacité de l'économie à satisfaire les besoins alimentaires d'une population mondiale en augmentation, dans un contexte de dégradation rapide de la qualité des terres cultivables, de pénurie d'eau et de changement climatique.

Bien que ces craintes soient loin d'être infondées, elles relèvent peut-être d'une vision trop pessimiste de l'avenir. En premier lieu, une expansion économique rapide devrait accélérer la transition démographique dans un grand nombre de pays en développement, et donc alléger les pressions qui s'exercent à long terme sur l'environnement, tandis qu'une plus grande prospérité peut entraîner à terme une plus grande exigence pour un environnement sain. D'autre part, à plus court terme, la diffusion des nouvelles technologies mettra à la portée de ces pays des instruments plus efficaces de lutte contre la pollution et favorisera une utilisation plus efficiente des ressources, notamment énergétiques. Enfin, si des règles efficaces de protection de l'environne-

voie la plus prometteuse pour affronter les nombreux défis socio-économiques que les bouleversements démographiques attendus ne manqueront pas de poser à long terme. Toutefois, la croissance risque de ne pas être durable si une modification radicale des modes de production et de consommation ne se produit pas à l'échelle planétaire. De tels changements, par exemple en faveur de produits plus respectueux de l'environnement, peuvent s'opérer en partie en réaction aux indications fournies par les prix et donc découler du fonctionnement normal des marchés. Mais d'autres changements, tels que la diminution de la pollution industrielle pour empêcher le réchauffement climatique, s'avéreront beaucoup plus délicats à négocier en raison des externalités qu'ils induisent. Ils exigeront par conséquent une intervention déterminée des pouvoirs publics, tant au niveau national qu'international. En outre, les interactions étroites qui existent entre les problèmes économiques, sociaux et environnementaux nécessiteront une approche horizontale impliquant toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse des entreprises, des ménages ou des pouvoirs publics. ■ M.A.

# Nourrir la planète de demain

PIERRE-ALAIN SCHIEB, PROGRAMME DE L'OCDE SUR L'AVENIR, FUTURES.CONTACT@OECD.ORG



F. Bots/WFP-FAO

Le secteur agro-alimentaire est-il à même de répondre à une hausse sans précédent de la demande ? Explosion démographique, urbanisation rapide, pénurie d'eau et diminution des surfaces arables sont autant de facteurs à prendre en compte si l'on veut être en mesure de nourrir tous les habitants de la planète.

« **L**a pénurie alimentaire pourrait s'inscrire comme l'un des fléaux du XXI<sup>ème</sup> siècle à l'instar des conflits idéologiques qui auront marqué notre siècle » : telle est l'une des conclusions des travaux de Lester Brown qui auront fait couler beaucoup d'encre<sup>1</sup>. Ce scénario peut être considéré comme manifestement pessimiste, dans la mesure où le secteur agro-alimentaire semble à même de répondre à une hausse de la demande sans précédent, du moins dans les trente années à venir. Il reste tout de même qu'en cette fin de siècle, près de 830 millions de personnes

1. Brown Lester, *Tough Choices: Facing The Challenges of Food Scarcity*, W.W. Norton & Company, New York, NY, USA, 1996.

sont sous-alimentées. Ce fléau, qui ne touche que certaines populations, n'est pas le signe d'une pénurie agricole ou d'un renchérissement excessif des prix mais plutôt celui d'une insuffisance de pouvoir d'achat dans certaines régions de l'Afrique sub-saharienne et de l'Asie. Si le XXI<sup>ème</sup> siècle ne s'annonce pas comme celui de la pénurie alimentaire, il n'en demeure pas moins que cette question sera de plus en plus mal vécue. Il est vrai que sur de très longues périodes – siècle ou millénaire – les incertitudes et les ruptures qui affectent l'alimentation humaine sont liées à divers facteurs : sécheresses, cataclysmes (fleuves en crues, ouragans, raz de marée, éruptions volcaniques), mais aussi guerres ou révolutions. Ces événements sont difficiles, voire souvent impossibles à prévoir. En revanche, l'un des changements majeurs qui affectera inéluctablement l'horizon des trente ou cinquante prochaines années résulte du quasi-doublement de la population mondiale (voir article sur la démographie page 31).

Concrètement, cela signifie qu'il faudra une croissance de l'offre bien plus élevée – un doublement de production dès 2025 – pour permettre une élévation du niveau moyen de la consommation par habitant dans les pays les moins riches. D'autant que, d'ici là, près de 95 % de la croissance démographique concernera ces pays. Or, c'est essentiellement dans les pays de l'OCDE que les excédents de productions alimentaires se trouvent aujourd'hui concentrés. Selon une étude de la FAO, en 2010, les pays de l'OCDE produiront 723 kg de céréales par habitant (un peu plus d'un milliard de tonnes) contre seulement 230 kg par habitant (1,3 milliard) dans les pays non-OCDE. Ces derniers seront contraints d'importer près de 162 millions de tonnes de céréales en provenance des pays de la zone OCDE. Mais encore faut-il qu'ils puissent disposer des moyens financiers pour acquérir les produits alimentaires sur le marché mondial.

Autre tendance lourde, en 2025, près de 60 % de la population mondiale, soit 5,2 milliards d'habitants, vivront dans les villes et les agglomérations. Sur le plan alimentaire, cela exige des structures de production, de logistique et de distribution qui soient compatibles avec les

marchés urbains. D'autant que, pour l'instant, l'urbanisation et les infrastructures des pays hors zone OCDE semblent « imiter » le modèle des villes des pays de l'OCDE dont le type d'habitat requiert une chaîne logistique complexe et coûteuse et une forte dépendance énergétique (conditionnement, transport, conservation, déchets, etc.).

---

### **Dans les pays développés, les problèmes d'obésité risquent de s'accroître, tandis que la sous-alimentation et les carences diverses liées à la malnutrition persisteront dans les pays en développement.**

---

L'évolution de l'aspect qualitatif des aliments aura également des répercussions importantes. Les problèmes d'obésité risquent de s'accroître dans les pays développés, tandis que dans les pays en développement, la sous-alimentation et les carences diverses liées à la malnutrition persisteront. Les études de l'OMS montrent que, si les problèmes de carences alimentaires devraient s'amoiner, elles n'en resteront pas moins importantes. Le nombre de personnes souffrant de carences en fer, par exemple, ne diminuera que de 3,5 à 2,7 milliards entre 1995 et 2025.

Par ailleurs, l'élévation du niveau de vie dans certains pays de la zone non-OCDE devrait se traduire par une alimentation plus riche en protéines ce qui ne manquera pas de se répercuter sur la demande de consommation de viande. En Chine par exemple, la consommation de viande est déjà passée de 20 à 38 kg par habitant entre 1986-88 et 1993-95. Et lorsque la consommation de viande augmente, celle de céréales augmente aussi, mais dans des proportions bien plus importantes : en moyenne, la production de 1 kg de volaille, de porc et de bœuf, nécessite respectivement 2 kg, 4 kg et 7 kg de céréales.

Si l'on prend pour hypothèse un scénario relativement plausible soutenu par les travaux de nombreuses organisations internationales – OCDE, FAO ou Banque mondiale –, la croissance de l'offre à l'horizon 2010-2020 sera su-



Rejmerink/ILO-BIT

S'organiser pour nourrir tout le monde

périeure à celle de la demande. Les projections de la FAO jusqu'à 2010 prévoient notamment une croissance annuelle de la production de 1,8 %. Cette évolution est moins rapide que celle observée durant les années 1980, mais elle suffit pour faire face à la demande.

Il reste que dans les pays non-OCDE, la croissance de la production agricole ne suffira pas à garantir l'autosuffisance alimentaire. Aussi, leur faudra-t-il augmenter le niveau de leur production et améliorer les rendements : les surfaces cultivées pourraient être augmentées de 130 millions d'hectares et la quantité d'engrais utilisée pourrait doubler, passant de 62 kg/ha en 1995 à 110 kg/ha en 2010. A plus long terme, c'est-à-dire à l'horizon 2020, et en tenant compte du fait que la tendance des prix des produits alimentaires de base serait à la baisse, les importations de céréales pourraient atteindre les 220 millions de tonnes et celles

de viande, 12 millions de tonnes, soit vingt fois plus que leur niveau de 1995.

---

### **Le recours à l'embargo alimentaire compromet le rôle du marché mondial comme régulateur et facteur d'équilibre entre l'offre et la demande.**

---

Mais la validité de ce scénario repose sur d'autres facteurs, tels que la disponibilité des terres par exemple. L'urbanisation croissante entraîne – et continuera d'entraîner – une diminution des surfaces arables (de l'ordre de 15 %). Cela implique qu'à l'échelle de la planète, les surfaces cultivées passeraient de 1,5 milliard d'hectares en 1999 à environ 1,3 milliard en 2025. Par conséquent, les rendements devront augmenter de manière significative si l'on veut satisfaire la demande. Il faut

dra aussi puiser dans les réserves de terres non cultivées au risque de poursuivre le déboisement. D'un point de vue régional, l'Europe et les États-Unis semblent avoir opté pour un gel des terres. Quant aux pays asiatiques, ils ont pratiquement exclu la possibilité de mise en culture de nouvelles terres arables. En fait, les principaux potentiels d'accroissement se trouvent en Afrique sub-saharienne et en Amérique latine.

En tenant compte du fait que toutes les terres disponibles ne sont pas de qualité égale, il faudrait envisager une combinaison de nouvelles mises en culture et de rendements croissants qui permettraient d'augmenter la production de céréales de 20 % d'ici à 2010. Mais encore faut-il qu'un autre facteur de production, l'eau, ne devienne pas non plus une ressource critique (voir article sur les craintes de pénurie d'eau, page 45). Une meilleure utilisation de l'eau passerait par un ajustement par les prix – qui refléteraient les coûts – car cela inciterait les agriculteurs à plus de parcimonie tout en favorisant l'amélioration des techniques d'irrigation ou d'aspersion et en encourageant le recours à la plantation de variétés qui nécessitent moins d'eau – le sorgho au lieu du maïs par exemple – ou qui soient plus résistantes aux sécheresses.

### L'agriculture du futur

Un autre facteur à prendre en compte, tout aussi incontournable pour l'agriculture que pour les autres secteurs, est le progrès technique. Il faudrait viser une combinaison plus efficace des facteurs de production. Grâce aux progrès de la R-D, l'agriculture de « précision » de demain pourra s'appuyer sur des semences nouvelles, voire génétiquement modifiées, à la fois plus résistantes et plus productives. L'agriculture de demain pourra également recourir à des techniques de culture plus scientifiques : choix du moment optimum pour planter ou encore combinaison optimale des facteurs (engrais, eau et composition du sol). Elle pourra aussi compter sur des moyens sophistiqués de surveillance par satellite tels que les prévisions météorologiques, la surveillance des risques de sécheresse ou du degré de maturité des cultures. Mais tout cela ne sera possible que si les agriculteurs sont suffisamment compétents pour ma-

triser toutes ces techniques. La formation continue, une bonne connaissance de l'informatique et l'accès aux différents moyens de télécommunications sont aussi importants que les résultats de la recherche scientifique ou la disponibilité des terres et de l'eau.

### Les pouvoirs publics et le marché

Pour toutes ces questions, les politiques gouvernementales sont déterminantes, mais dans quelle mesure le marché a-t-il un rôle à jouer ? Prenons le cas de la constitution de stocks de précaution. Il s'agit là d'une solution relativement coûteuse au problème des fluctuations de récolte. De même la constitution de stocks régulateurs s'avère une solution très lourde au regard des fluctuations de prix. Dès lors, la globalisation du marché semble être la meilleure façon de « lisser » les fluctuations dans le temps et dans l'espace : dans le temps, car les stocks-tampons destinés à faire face aux aléas peuvent être réduits au strict minimum, et dans l'espace, car les surplus d'une zone géographique peuvent compenser les pénuries d'une autre zone, du moins jusqu'à un certain point. De plus, si le besoin s'en fait sentir, des capacités de production supplémentaire peuvent être mises en œuvre dans les pays de l'OCDE – États-Unis, Canada, France, Australie – ou dans d'autres pays non membres tels que l'Argentine. Il existe cependant un préalable à ce processus, c'est la disparition de l'utilisation de l'arme alimentaire dans le concert des nations. En quelque sorte, il faut que la « sécurité » des approvisionnements alimentaires soit garantie. Le recours à l'embargo alimentaire compromet, en effet, le rôle du marché mondial comme régulateur et facteur d'équilibre entre l'offre et la demande.

Mis à part ce type exceptionnel de perturbation des marchés, les politiques publiques ont souvent joué un rôle important par des interventions sur le marché via les contrôles instaurés sur les prix ou les subventions et les barrières douanières tarifaires ou non-tarifaires. Là encore, les tendances sont au démantèlement progressif de ce type de mécanismes. L'intervention des politiques publiques restera toutefois nécessaire pour faire face à de nouveaux risques et à de nouveaux besoins. La santé pu-

blique exige, par exemple, que de nouvelles dispositions soient prises pour protéger l'environnement et la qualité sanitaire des produits alimentaires mis sur le marché.

### Évolution de la répartition géographique

Néanmoins, le rôle du marché dans le secteur agro-alimentaire devrait s'accroître. Le fait que les marchés se globalisent renforce la baisse tendancielle des prix à long terme, même si certaines incertitudes subsistent quant aux risques de volatilité des prix. L'évolution redonnera une région fortement exportatrice de blé. S'il reste difficile de prévoir la portée de telles évolutions, celles-ci ne manqueront pas de modifier les conditions de l'offre et de la demande sur le marché mondial. De même, le niveau de la croissance mondiale ou régionale du PNB doit également être pris en compte. Globalement, les études actuelles vont dans le sens d'une baisse des prix à long terme vers 2020-2025. Certes, cette baisse tendancielle pourrait se ralentir au cas où l'on assisterait à une forte croissance du commerce international, mais cela n'entraînerait pas pour autant une hausse des prix.

En fin de compte, le secteur agro-alimentaire a les ressorts nécessaires pour faire face à une hausse sans précédent de la demande alimentaire. Les gains de productivité rendus possibles par les progrès technologiques, une meilleure diffusion des techniques et un accès plus facile aux entrants, permettent de relever ce défi. Une meilleure répartition des fruits de la prospérité économique et un meilleur fonctionnement des marchés sont indispensables pour lutter contre la faim dans le monde.

En même temps, les pays qui font face à un niveau élevé de pauvreté et à une forte dépendance à l'égard de l'agriculture devront probablement adopter des politiques de développement du secteur agricole qui favoriseront à la fois le niveau de production et le revenu. Ceux qui ne pourront pas réorienter leurs cultures et mieux s'adapter aux contraintes du sol ou de l'approvisionnement en eau devront engager leur politique de développement vers d'autres secteurs économiques pour pouvoir créer la richesse suffisante afin de financer les

importations de produits alimentaires. Quant aux pays de l'OCDE, cette perspective suppose qu'ils maintiennent leurs marchés ouverts aux importations agricoles et non-agricoles du reste du monde. Ce sont là des conditions indispensables si l'on souhaite éradiquer la malnutrition et diminuer les risques de famine dans les années à venir. ■

### Bibliographie :

- Alexandratos, N., « Agriculture mondiale : horizon 2010, étude de la FAO », Polytechnica, Paris et FAO, Rome, 1995
- « Se nourrir demain : perspectives à long terme du secteur agro-alimentaire », OCDE, 1998
- « Le secteur agro-alimentaire au XXI<sup>ème</sup> siècle : Extraits », OCDE, n° 15, décembre 1997
- « La Chine au XXI<sup>ème</sup> siècle : Implications globales à long terme », OCDE, 1996
- « World Population Projections to 2015 », Nations Unies, septembre 1998
- « Life in the 21<sup>st</sup> Century: A Vision for All », World Health Report, OMS, Genève, 1998

### PERSPECTIVES AGRICOLES DE L'OCDE 1999/2004

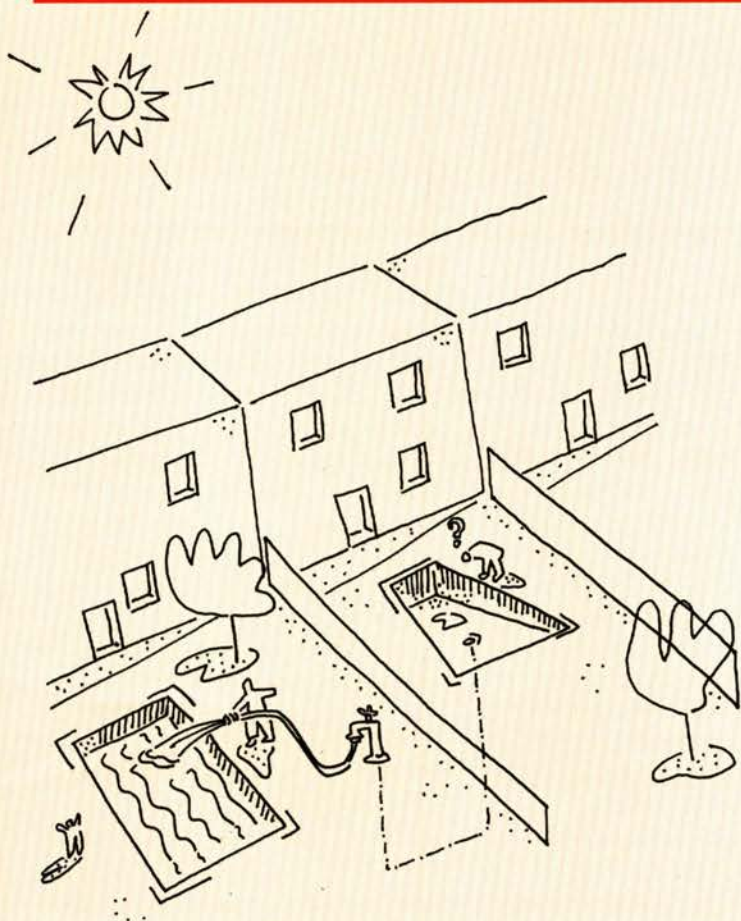


FF180 US\$32  
ISBN 92-64-  
26964-9

Production, consommation, échanges,  
stocks et prix ... jusqu'en 2004 !

**OCDE**

UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE



## Les craintes de pénurie d'eau

PATRICK LOVE, PROGRAMME DE L'OCDE SUR L'AVENIR,  
FUTURES.CONTAC@OECD.ORG.

**E**n 2025, pour la majorité des habitants de la planète, l'approvisionnement en eau pourrait être « insuffisant » voire « dramatiquement insuffisant ». A en croire les prévisions, il est peu probable que les facteurs à l'origine de cette situation ne soient prêts de disparaître.

Serions-nous bientôt à cours d'approvisionnement en eau ? La question peut paraître exagérée, mais le fait est que les pressions exercées sur les ressources en eau sont appelées à s'intensifier, provoquant ainsi de nouvelles tensions géopolitiques. Ces pressions viendront notamment de l'augmentation de la population mondiale : selon les projections, celle-ci devrait pas-

ser de 6 milliards d'individus aujourd'hui à 8 milliards dans 25 ans. Cette croissance démographique interviendra principalement dans les pays qui connaissent déjà des problèmes d'approvisionnement en eau. C'est le cas par exemple de l'Éthiopie, dont la population, actuellement de 62 millions d'habitants, devrait plus que doubler d'ici à 2025 pour atteindre

136 millions d'habitants, soit environ la moitié de la population actuelle des États-Unis.

L'urbanisation rapide qui accompagne cette explosion démographique – au cours des 25 prochaines années, les pays en développement devraient compter 2,5 milliards de nouveaux citoyens – ne fera qu'accentuer les graves problèmes d'approvisionnement en eau. La plupart des villes n'ont tout simplement pas les moyens d'accueillir ce surcroît de population. Les infra-structures en place sont déjà fortement sollicitées et l'extension des services imposera un coût financier gigantesque. En l'occurrence, il faudrait probablement 1 000 milliards de dollars d'investissements nouveaux pour que les habitants des villes des pays pauvres bénéficient de conditions d'assainissement convenables. Cela paraît d'autant plus difficile qu'il faudra pour cela affronter la concurrence des pays riches, où des investissements seront également nécessaires pour moderniser ou remplacer les installations existantes. Dans les pays développés, les pressions vont d'ailleurs s'amplifier à mesure que le public prendra conscience du fait que les problèmes ne sont pas simplement écologiques, mais aussi sanitaires. Ainsi, bon nombre d'individus ont été profondément choqués en apprenant que les athlètes décédés lors des Maccabiades de 1997 à Tel Aviv, après être tombés dans une rivière, n'étaient pas morts noyés, mais empoisonnés par l'eau.

L'un des facteurs qui devrait certainement aggraver les pénuries d'eau est la tendance au réchauffement de la planète. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la Terre devrait en effet connaître une élévation des températures comprise entre 1,5 et 3 degrés au cours du siècle prochain. Si la consommation d'eau de boisson et d'irrigation sera certainement appelée à augmenter, des effets indirects, plus difficiles à maîtriser, pourraient également se manifester : hausse des pertes par évaporation et moindre réalimentation

pératures, à l'avenir, les ressources en eau seront déterminantes pour l'occupation des sols. Des projets de construction de logements pourraient être abandonnés par manque d'un approvisionnement économique en eau ou en cas de risques d'inondation.

Quelles réponses peut-on apporter concrètement à ces problèmes ? Il existe des solutions techniques à grande échelle qui se sont d'ailleurs révélées utiles dans des pays comme l'Égypte par exemple. En dépit de la sécheresse, ce pays a été épargné par

En Jordanie, on envisage ainsi de prélever de l'eau du golfe d'Akaba dans la mer Rouge et de la transférer par canal vers la mer Morte, en profitant du dénivelé entre les deux points pour alimenter une centrale hydroélectrique. Cette centrale dessalerait une partie de l'eau de mer et rejetterait le reste dans la mer Morte pour endiguer la baisse de son niveau. Aussi ingénieux qu'ils puissent être, ces types de projets n'ont que peu de chances de créer de nouvelles sources importantes d'approvisionnement.

Aujourd'hui, l'attention se concentre sur des solutions permettant d'agir sur la demande, et notamment par le biais de mécanismes de tarification du marché, en vue de favoriser une utilisation durable. Si les pays de l'OCDE ne manquent pas d'eau, ils sont néanmoins plus souvent confrontés à des problèmes d'approvisionnement. Les ressources en eau douce de la planète continueront probablement de faire les frais de gaspillage et de la mauvaise gestion imputables à des prix excessivement bas, aux insuffisances des infrastructures et au fait que de meilleures technologies tardent à s'imposer. Pour encourager une consommation durable, il est essentiel de veiller à ce que les ressources et les écosystèmes se voient attribuer une valeur économique et que les coûts externes, comme ceux induits par la pollution, soient répercutés sur les prix du marché.

---

### **Il faudrait probablement 1 000 milliards de dollars d'investissements nouveaux pour que les habitants des villes des pays pauvres bénéficient de conditions d'assainissement convenables.**

---

des nappes phréatiques, apparition plus fréquente d'événements météorologiques extrêmes comme les orages (pouvant entraîner une surcharge des réseaux d'épuration), modification des zones climatiques et des saisons susceptible d'avoir des incidences prononcées sur l'approvisionnement en eau. Même dans les régions où le volume total des précipitations annuelles ne changera guère, des problèmes risquent de se poser si ces précipitations sont concentrées en hiver ou si elles délaissent les zones agricoles.

#### **Un problème planétaire**

Le changement climatique pourrait probablement avoir des retombées au-delà des régions exposées à des phénomènes graves de sécheresse ou d'inondation. Des pays comme le Royaume-Uni ont commencé à en étudier les répercussions possibles sur un large éventail de secteurs, notamment sur la gestion de l'eau. Les travaux révèlent que, même en partant des hypothèses prudentes formulées par le GIEC concernant l'élévation des tem-

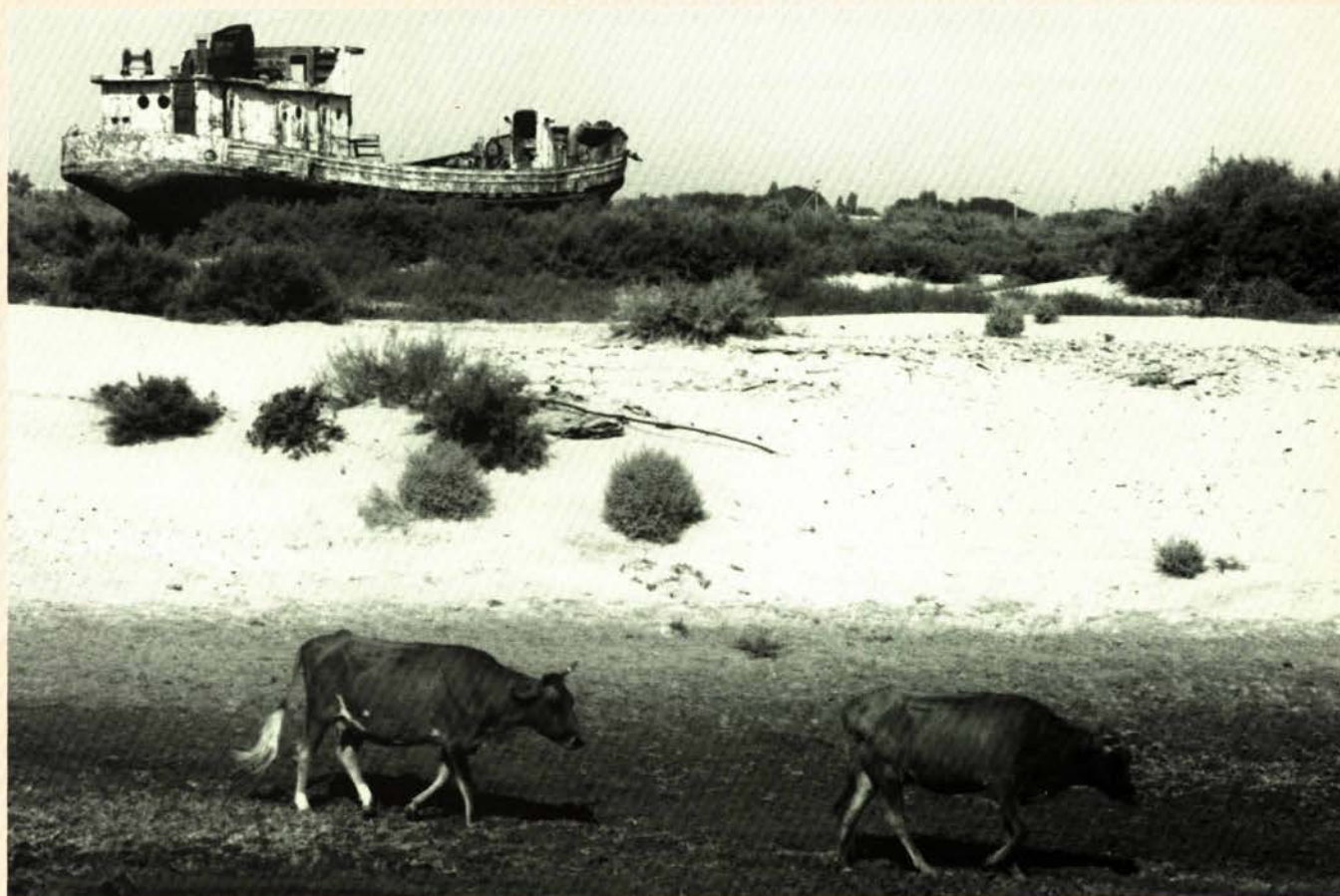
les famines qui ont affecté l'Afrique subsaharienne dans les années 80, alors même que son approvisionnement en eau repose sur les mêmes bassins hydrographiques que les autres pays du continent. S'agissant des catastrophes naturelles, comme les inondations l'an dernier en Chine qui ont fait des milliers de victimes et qui ont privé de toit des millions de personnes, une stratégie possible consiste à construire de gigantesques barrages qui servent à la fois de protection contre les fluctuations du climat et de source d'hydroélectricité.

Cependant, l'intrusion dans la nature peut avoir aussi des conséquences imprévues. Les détracteurs des solutions techniques à grande échelle ne manquent pas de rappeler que le dessèchement de la mer d'Aral a fait suite à la décision de l'Union soviétique de développer la culture du coton par l'irrigation massive. Du reste, ces grands travaux ne sont pour l'heure guère privilégiés.

Ici et là, des solutions techniques à plus petite échelle ont été proposées.

La réforme des prix est particulièrement attrayante d'un point de vue économique. Dans l'agriculture, qui représente environ 70 % de la consommation d'eau mondiale, contre 20 % pour l'industrie et 10 % pour le logement et les bureaux, on pourrait admettre un certain degré de concurrence intersectorielle pour l'accès aux ressources peu abondantes en eau, à condition de mettre fin, sauf cas particuliers, aux subventions et aux pro-





Souvenir de la mer d'Aral

Zhumatov/Reuters/MAXPPP

grammes publics en faveur de l'extension de l'irrigation.

Les droits négociables pourraient constituer un autre moyen de gérer les ressources en eau. Pour les partisans de cette solution, cela permettrait de faire en sorte que le prix de l'eau reflète la valeur de ses autres usages possibles et de créer ainsi des incitations en faveur d'une utilisation plus productive et plus efficace par rapport au coût. Par exemple, les agriculteurs qui vendent l'eau à des prix librement négociés, pourraient bénéficier de mesures incitatives pour améliorer le rendement d'utilisation de l'eau de façon à revendre leurs excédents dans les agglomérations où le prix est plus élevé. Cela étant, un tel système pourrait se révéler coûteux à mettre en place

et à gérer. Il faudrait modifier la législation, mettre en œuvre des moyens pour assurer l'application des droits, voire construire de nouveaux équipements pour amener l'eau vers les consommateurs potentiels. En tout état de cause, les pouvoirs publics seraient toujours responsables d'un certain nombre d'aspects comme les normes de qualité ou le contrôle des inondations.

En dehors des rares périodes de restriction de l'arrosage des jardins et du lavage des voitures, la plupart des habitants des pays de l'OCDE ne prêtent que peu d'attention à la manière dont ils utilisent l'eau, et encore moins à son coût réel et à sa provenance. Pour qu'il en soit encore ainsi à l'avenir, il convient d'agir dès maintenant afin de

protéger les ressources qui nous approvisionneront demain. Ailleurs, la situation est par contre plus préoccupante. L'expérience nous enseigne en effet qu'il sera extrêmement difficile de conjuguer l'action politique, l'investissement et les formes de développement qui s'imposent, pour assurer à tous un accès équitable à des quantités suffisantes d'eau salubre. ■

#### Bibliographie

- Shiklomanov, Igor A., « Les ressources mondiales en eau, nouvelles estimations pour le XXI<sup>ème</sup> siècle », UNESCO, Paris, 1998
- « Water Consumption and Sustainable Water Resources Management », Direction de l'environnement de l'OCDE, Paris, 1998



Christensen/Reuters/MAXPPP

Contrôler la dépense

## D'abord l'argent, ensuite la santé

**L**e vieillissement démographique, l'évolution des modes de vie et l'apparition de nouveaux risques sanitaires vont soumettre les systèmes nationaux des pays de l'OCDE à des pressions de plus en plus fortes. Michel Andrieu nous explique pourquoi.

Les plus de 65 ans représentaient 10 % de la population des pays de l'OCDE dans les années 50. En 2050, cette proportion aura doublé. Au sein de ce groupe, les personnes très âgées et dépendantes sont celles dont les effectifs augmentent le plus vite. En France, la part des plus de 75 ans devrait augmenter de 40 % entre 1990 et 2010. Comme les personnes âgées sont de loin les plus gros consommateurs de services de santé, ce processus de « double vieillissement » se traduira par des dépenses de santé plus élevées et de plus en plus concentrées sur cette catégorie de personnes.

D'ici à 2040, la part des dépenses de santé consacrée aux plus de 65 ans dans les pays européens de l'OCDE devrait se situer dans une fourchette comprise entre 30 % en Belgique et

63 % en Suède, contre respectivement 22 % et 51 % en 1980.

L'évolution des modes de vie peut avoir des effets positifs sur l'état de santé des populations, mais paradoxalement, elle risque d'alourdir la charge qui pèse sur les systèmes de santé. En effet, un niveau de vie plus élevé va généralement de pair avec une augmentation de la demande de soins de meilleure qualité, et donc plus onéreux. De plus, la transformation des structures familiales, avec notamment l'augmentation du nombre de personnes âgées vivant seules et une moindre solidarité entre les générations, peut entraîner une augmentation de la demande de prise en charge par les services publics de santé. Enfin, les taux d'activité des femmes vont vraisemblablement augmen-



ter dans la plupart des pays, ce qui risque là aussi de se traduire par une mise à contribution de plus en plus importante des systèmes de santé publics.

L'avenir nous réserve aussi de nouvelles menaces sanitaires. Certaines maladies transmissibles risquent de devenir plus fréquentes, et peut-être encore plus virulentes. La pollution et la détérioration de l'environnement entraîneront des risques pour la santé des populations. Avec le réchauffement de la planète, certaines maladies tropicales pourraient se propager en Europe ou en Amérique du Nord. Et l'on ne perçoit aucune amélioration de l'état de la couche d'ozone, dont la dégradation a des effets immunodépresseurs et provoque des cancers de la peau et des maladies oculaires.

### Hausse de l'espérance de vie sans incapacité sévère

Comme au cours des dernières décennies, la qualité de vie devrait néanmoins s'améliorer d'une façon générale dans les prochaines décennies. Les statistiques de l'OCDE montrent que lorsque l'espérance de vie augmente, le nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre sans incapacité sévère progresse lui aussi régulièrement (voir *L'Observateur* n° 216, page 60). Bien que les pathologies chroniques liées au vieillissement devraient elles aussi augmenter, les progrès scientifiques et technologiques vont entraîner une amélioration considérable de la qualité des soins, permettant ainsi d'espérer la mise au point de traitements plus efficaces contre des maladies aujourd'hui mortelles, et peut-être des remèdes aux nouvelles pathologies. Les progrès de la biotechnologie offrent de nouvelles possibilités d'anticiper, de prévenir et de soigner certaines maladies génétiques, y compris certains cancers. La chirurgie progresse elle aussi, grâce à l'imagerie médicale et à la mise au point de techniques endoscopiques qui évitent de devoir pratiquer des incisions importantes. Enfin, l'informatisation améliorera de manière significative la disponibilité, la gestion et l'efficacité des services de santé. Grâce à la tél-médecine et à la gestion de l'information, les régions les plus éloignées pourront avoir accès à des services spécialisés et à l'expertise médicale. L'intelli-

gence artificielle et les systèmes d'expert seront couramment utilisés pour les diagnostics médicaux et joueront un rôle décisif dans la médecine préventive.

Certaines de ces innovations vont exiger la mise au point de méthodes plus sophistiquées de gestion des systèmes de santé car elles soulèvent des problèmes éthiques complexes, notamment dans le domaine des manipulations génétiques et des transplantations d'organes. Ces problèmes éthiques ont d'importantes implications politiques et culturelles. Pour maintenir les systèmes de santé, il est également nécessaire de trouver de nouvelles sources de revenus tout en maîtrisant les dépenses. En effet, la plupart des pays devront tôt ou tard faire face à de nouvelles pressions : ils devront ajuster leur système de santé en fonction des nouveaux besoins liés au vieillissement de la population et à l'apparition de nouvelles maladies ; ils devront maîtriser les dépenses et mettre en place un système de gestion financière qui soit viable et politiquement acceptable sans pour autant compromettre la cohésion sociale.

Des économies substantielles sur les dépenses peuvent être réalisées en diminuant les traitements thérapeutiques douteux. Un moyen d'améliorer la qualité des soins tout en maîtrisant les dépenses serait d'adopter une approche qui consisterait à passer d'une logique de « paiement pour service » à celle de « paiement pour résultat ». Enfin, une autre solution serait d'opérer une nouvelle répartition des responsabilités financières entre les principaux acteurs avec davantage de responsabilité individuelle en matière de santé, à condition de ne pas créer un système inéquitable à deux vitesses car cela ne ferait qu'accroître le problème du « double vieillissement ». ■ M.A.

### Bibliographie

- Jouvenel, Hugues de, « Les défis d'une Europe vieillissante », *Futuribles*, hors série, pp. 38-51, 1999
- McKusick, David, « Demographic Issues in Medicare Reform », *Health Affairs*, Vol. 18, n° 1, pp. 194-207, 1999
- Banta, David, « Ageing and Technology », OCDE, 1998

# Énergie : agir dans les cinquante prochaines années

BARRIE STEVENS, DIRECTEUR ADJOINT DU PROGRAMME DE L'OCDE SUR L'AVENIR, FUTURES.CONTAC@OECD.ORG

**P**our évaluer correctement l'évolution de l'énergie, il convient de distinguer deux périodes : celle des quinze à vingt prochaines années et la période ultérieure. La décennie 2010-2020 pourrait en effet marquer un tournant décisif dans la transformation du paysage énergétique de la planète.

Il est très peu probable qu'un changement radical se produise sur le marché de l'énergie dans les vingt prochaines années. C'est du moins le point de vue général, qui repose grosso modo sur le raisonnement suivant : le parc d'équipements dans l'industrie se renouvelle lentement et la production d'électricité pour la construction de logements et, dans une moindre mesure, pour les transports, continuera de reposer principalement sur les technologies actuelles, depuis le moteur à combustion jusqu'aux unités de production d'électricité à turbines à gaz et l'électrification des voies ferrées. Qui plus est, les structures de la demande d'énergie sont relativement stables depuis le début des années 1980 et, d'après les prévisions, elles devraient le rester durant encore deux décennies. Avec toutefois une exception pour les pays en développement, où la croissance démographique, l'urbanisation rapide et l'amélioration du niveau de vie entraîneront une hausse considérable de la consommation d'énergie. Presque partout, les combustibles fossiles – pétrole, gaz, charbon et autres combustibles solides – conserveront un rôle prééminent dans les approvisionnements énergétiques.

Ces sources devraient, en effet, représenter quelque 95 % de la hausse de la demande énergétique mondiale qui devrait apparaître dans les vingt prochaines années. Aussi, devient-il de plus en plus urgent d'investir dans des technologies et de financer des politiques de nature à permettre d'atteindre des objectifs d'environnement plus stricts.

Après 2020, le paysage énergétique pourrait néanmoins changer de façon spectaculaire. Au départ, avec la mise en service des nouvelles technologies et l'expérience des nouvelles générations d'équipements et d'infrastructures, on observera des améliorations sensibles de l'efficacité énergétique. Du côté de l'offre, la production pétrolière commencera probablement déjà à diminuer, d'abord dans les pays non membres de l'OPEP, puis dans les pays membres. Il en ira de même pour la production de gaz, mais avec un certain décalage dans le temps.

A long terme, les conséquences géopolitiques se traduiront par une forte hausse des approvisionnements, déjà en forte croissance, qui proviennent de sources concentrées dans des régions

aujourd'hui politiquement névralgiques. Il s'agit en l'occurrence des réserves de pétrole classique situées au Moyen-Orient ainsi que celles de gaz naturel qui se trouvent en Russie, en Iran et dans certaines zones de l'Asie centrale. Même si d'éventuels déficits pourront être comblés dans un premier temps par les nouveaux pétroles – notamment les huiles extraites de schistes bitumineux ou de sables asphaltiques – et par les ressources gazières, des pressions s'exerceront de plus en plus pour trouver des énergies de substitution. C'est pourquoi, presque tous les scénarios à long terme prévoient une hausse progressive des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie primaire – l'éolien et le solaire, par exemple.

Le rôle des pays en développement commencera à prendre davantage d'ampleur qu'à l'heure actuelle, tant du côté de l'offre que de la demande d'énergie, notamment en ce qui concerne les prix, la diversification énergétique et la concurrence, ainsi que les émissions de dioxyde de carbone. En revanche, les pays de l'OCDE auront moins de poids du côté de la demande mondiale, de la production et des échanges de produits énergétiques, mais ils seront d'importants fournisseurs de technologies.

## Un danger aux multiples facettes

Ce tableau énergétique brossé à grands traits pour les cinquante prochaines années nous est assez familier. Toutefois, dans ce contexte général, de multiples solutions peuvent apparaître en fonction de situations nouvelles, de l'évolution générale et de ruptures de tendances dans certains secteurs clés. Prenons, par exemple, la question du rythme d'épuisement probable des réserves pétrolières. D'aucuns pourraient soutenir que la production sera amenée à baisser plus tôt que prévu, en raison de la réduction progressive des ren-

dements dans la prospection de pétrole et de la forte possibilité que les ultimes ressources estimées récupérables soient inférieures aux prévisions. Selon certaines estimations, qui chiffrent ces ressources à 1 800 milliards de barils, le déclin pourrait s'amorcer dès 2007. Les conséquences d'une concentration croissante des approvisionnements en pétrole et en gaz naturel classiques dans des régions politiquement névralgiques pourraient alors se faire sentir plus rapidement qu'on n'a généralement tendance à le croire. Cependant, cela ne posera peut-être pas de problème majeur dans les décennies à venir, compte tenu des résultats observés lorsque la libre circulation des approvisionnements a été maintenue au cours de périodes de tensions politiques. En tout état de cause, les nouvelles sources combleraient rapidement le vide créé par d'éventuelles perturbations à moyen terme des approvisionnements en ressources classiques, mais les coûts énergétiques augmenteraient peut-être en conséquence. On ne peut toutefois exclure l'apparition d'incidents géopolitiques défavorables (voir l'article suivant).

### L'énigme de l'environnement

S'agissant de la protection de l'environnement, les évolutions sont aussi extrêmement difficiles à prévoir. A long terme, la nécessité d'éviter un changement trop brutal du climat implique que les émissions de gaz à effet de serre ne doivent pas dépasser un certain plafond dans une période à venir délimitée. Nombreux sont ceux qui pensent que cela ne peut se concrétiser qu'à la faveur d'une action internationale concertée. Cependant, il y a une divergence d'opinions quant aux résultats probables des efforts de coopération. Par exemple, selon le Protocole de Kyoto de 1997 – qui doit entrer en vigueur – les pays industrialisés sont tenus d'ici à 2008-2012 de réduire les émissions de six sortes de gaz à effet

de serre de 5 % par rapport à 1990. Certains experts doutent que ces obligations seront appliquées étant donné la difficulté à mettre en place un système viable d'échange de droits d'émission. D'autres sont convaincus que les obligations de Kyoto seront respectées et qu'elles ouvriront la voie à des accords ultérieurs, plus stricts et juridiquement contraignants.

La technologie peut-elle nous permettre de relever les défis des décennies à venir en matière de protection de l'environnement et d'efficacité ? Certaines technologies ne seront probablement pas disponibles, ou du moins certainement pas dans un avenir proche. Les possibilités offertes par la fusion nucléaire ont, par exemple, suscité beaucoup d'enthousiasme. Pourtant, cette technologie n'est pas écologiquement viable. Il faudrait au moins quinze ans pour mettre en place une installation d'essai et il faudrait attendre encore

quinze autres années avant qu'elle puisse être rentable commercialement. Néanmoins, l'importance de l'apport des technologies est incontestable. Les énergies renouvelables, la fission nucléaire et l'utilisation moins polluante des combustibles fossiles ont de fortes chances de contribuer à satisfaire des exigences plus strictes de protection de l'environnement et à favoriser un développement durable.

Les possibilités d'améliorer l'efficacité énergétique sont encore considérables, dans les transports, par exemple, grâce aux moteurs à mélange pauvre et aux piles à combustible, ou encore dans la construction des bâtiments « intelligents » qui peuvent être équipés notamment de pompes à chaleur, de fenêtres de haute technologie et d'échangeurs de chaleur. D'une façon générale, la tendance à utiliser l'énergie de manière plus rationnelle pourrait s'accroître davantage si l'expansion

### Protéger l'environnement



Peter Menzel/Cosmos

sion de la richesse dans le monde continuait à susciter de plus fortes exigences sur la qualité de l'environnement.

### Des ruptures de tendances pourraient faire la différence

La consommation moyenne d'énergie par habitant des pays industrialisés est vingt fois supérieure à celle des pays en développement. Dans les prochaines décennies, la demande d'énergie risque de quadrupler dans les pays en développement du fait de l'accélération de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'industrialisation. D'autant plus que les pays industrialisés, gros consommateurs d'énergie, tirent la consommation énergétique mondiale à la hausse dès lors que leurs modes de vie et les technologies qu'ils utilisent se propagent dans le monde entier.

Mais aucune loi d'airain ne dit que les structures économiques et sociales doivent se répéter à l'identique au fil du temps. Il arrive en effet que se produisent des ruptures de tendances – par exemple, au niveau de la relation entre l'industrialisation et l'intensité énergétique, ou encore entre la consommation d'énergie et les infrastructures de communication – qui sont susceptibles d'avoir un impact indéniable si elles s'inscrivent dans la durée.

La répartition structurelle prévue de la croissance économique dans les pays non membres de l'OCDE dans les décennies à venir en donne une image instructive. Tout compte fait, on peut affirmer que les pays en développement, même s'ils ne pourront pas se passer de l'industrie sidérurgique, de la construction mécanique, de l'industrie chimique et d'autres industries, feront en sorte de ne pas reproduire exactement le modèle d'industrialisation des pays de l'OCDE, compte tenu du caractère évolutif des technologies de production et de consommation et, en

particulier, de l'omniprésence de la microélectronique. Certains pays en développement pourraient sauter des étapes et rattraper à un rythme plus rapide que prévu les pays développés pour s'orienter, à bref délai, vers une industrie légère et des activités de services. Dans ces pays, l'intensité énergétique pourrait diminuer plus rapidement que prévu. De même, dans les pays plus avancés, le passage à la société de l'information et du savoir pourrait avoir de larges répercussions. La généralisation du télétravail, du téléachat et du commerce électronique, par exemple, ainsi que les profonds changements qu'entraîneront sans doute les technologies de l'information tant au niveau de l'organisation du travail et des loisirs, que de la mobilité et des tendances de l'urbanisation, sont de nature à améliorer radicalement l'efficacité énergétique.

### Les infrastructures sur la bonne voie

Imaginer l'avenir à une échéance aussi lointaine est, à l'évidence, un exercice délicat. Cependant, presque toutes les projections à cet horizon s'articulent autour d'une idée commune, à savoir que l'offre et la demande d'énergie s'inscriront au cours du demi-siècle prochain dans un contexte politique, économique, social et environnemental très différent du présent : il sera caractérisé par de nouvelles structures de production et de consommation, des systèmes d'information et de communication différents, une palette énergétique beaucoup plus diversifiée, des marchés plus mondialisés, une redistribution des pouvoirs, ainsi que par l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles formes de coopération sur la scène économique mondiale. Un facteur qui peut, néanmoins, se révéler primordial si l'on retient un horizon temporel de cinquante ans, tient au fait que nombre des dispositifs et systèmes de consommation finale, notamment les installations

industrielles, certains éléments constitutifs du parc immobilier, les moyens de transport et de communication ainsi que de nombreuses centrales électriques, auront atteint la fin de leur vie utile et seront remplacés par de nouvelles technologies.

C'est en repensant ces infrastructures au sens le plus large – infrastructures énergétiques, habitat urbain, construction de logements, systèmes de transport – que nous aurons peut-être les plus grandes chances d'orienter l'évolution de l'économie et de la société sur une trajectoire beaucoup plus économe en énergie. Les infrastructures tendent à ancrer solidement dans les sociétés des modes de déplacement, de travail, de loisirs et de styles de vie, qui leur sont propres et qui évoluent lentement, freinant ainsi la transition vers un paradigme « énergie-environnement » différent. Leur renouvellement réclame de longs délais de mise en œuvre, comme cela a été le cas lors du passage de l'énergie à vapeur à l'électricité qui s'est déroulé sur plusieurs générations. Par conséquent, l'heure est venue de planifier et de commencer à mettre en place les infrastructures qui façonneront le paysage énergétique global. Cette tâche qui requiert de l'imagination et de la créativité, devra mettre l'accent sur les responsabilités en matière sociale et de protection de l'environnement. Le problème c'est que, vu l'ampleur et l'importance des changements nécessaires, cinquante ans sont plus vite passés qu'il ne paraît. ■

### Bibliographie

- « Énergie : les cinquante prochaines années », OCDE, à paraître
- « World Energy Outlook to 2020 », AIE, 1998
- Nakicenovic N., Grubler A., McDonald A., « Global Energy Perspectives », Cambridge University Press, 1998



Catastrophe ! Il n'y a plus d'essence

## La nouvelle géopolitique de l'énergie

**I**l y a vingt ou vingt-cinq ans, quiconque aurait tenté, de prévoir l'évolution des prix du pétrole, aurait noté un ralentissement de l'activité économique mondiale. Il lui aurait alors paru raisonnable d'envisager l'amorce d'une baisse des prix pétroliers. Et bien entendu, c'est le contraire qui s'est produit. La guerre israélo-arabe de 1973 et la révolution iranienne de 1979 ont été suivies par des « chocs pétroliers », à savoir une flambée brutale des prix. La guerre du Golfe de 1991 a ensuite donné lieu à toutes sortes de prévisions, dont la plupart misaient sur une hausse des prix. Aujourd'hui, ils oscillent autour de niveaux qui n'ont jamais été aussi bas. En fait, le pétrole est aujourd'hui, en termes réels, moins cher qu'avant les chocs pétroliers. Il est toutefois important de rappeler que les prix sont déterminés par des facteurs géopolitiques, et non pas uniquement économiques. Deux régions, le Moyen-Orient et le bassin de la mer Caspienne, sont essentielles pour comprendre

cette facette de la géopolitique. Il n'est donc pas étonnant qu'elles soient la cible des regards de l'industrie et des gouvernements du monde entier, notamment ceux de l'OCDE.

Les experts s'accordent à penser que c'est l'importance des producteurs du Moyen-Orient qui ira en augmentant, et non le contraire. Or, comme par le passé, la politique pourrait bien avoir autant de poids que la géologie ou la pérennité des ressources, du moins au cours des cinquante prochaines années. Prenons la question de l'intégrisme islamique. Celle-ci est souvent évoquée comme une menace potentielle sur les approvisionnements pétroliers. Mais, à en juger par l'exemple des régimes intégristes d'Iran et d'Arabie Saoudite, on peut penser que ces pays resteront attachés au marché car ils ont besoin des recettes pétrolières. L'absence de solidarité entre les pays arabes durant la guerre du Golfe – contrairement à celle qui s'était manifestée par le recours à « l'arme du

pétrole » lors de la guerre de 1973 contre Israël – conforte les arguments selon lesquels le panarabisme est une force politique qui s'esouffle et qui a peu de chances de redevenir suffisamment puissante pour provoquer de nouveaux chocs pétroliers.

Paradoxalement, la région du Golfe pourrait être à l'origine de nouveaux chocs, non pas à cause d'une hausse brutale des cours, mais en raison d'un effondrement des prix. Si ces derniers continuent à baisser, la production ne serait alors plus rentable dans nombre de pays producteurs en dehors de cette région, ce qui pourrait entraîner de graves problèmes pour ceux qui sont fortement tributaires des exportations d'énergie pour se procurer des devises fortes. En même temps, la dépendance mondiale à l'égard du Golfe s'accroîtrait. A long terme, cela garantirait des rentrées d'argent pour les pétromonarchies, mais les recettes en pâtiraient à moyen terme, et le pacte social financé par la manne pétrolière pourrait se briser. Des conflits civils risqueraient alors de se produire, avec pour conséquence un bouleversement des approvisionnements pétroliers. Et tôt ou tard, le pétrole serait remis sur le marché. Il est important de rappeler que le choc de 1979 s'est produit après une interruption

de quelques mois seulement des approvisionnements iraniens. Les compagnies pétrolières et les gouvernements des pays qui dépendent des importations de pétrole se trouvent donc face à un dilemme. Il sera pratiquement toujours risqué de dépendre d'une région aussi instable que le Golfe. Mais dans la dizaine d'années à venir, il ne sera probablement pas pour autant nécessaire d'investir massivement dans les réserves d'autres régions du monde.

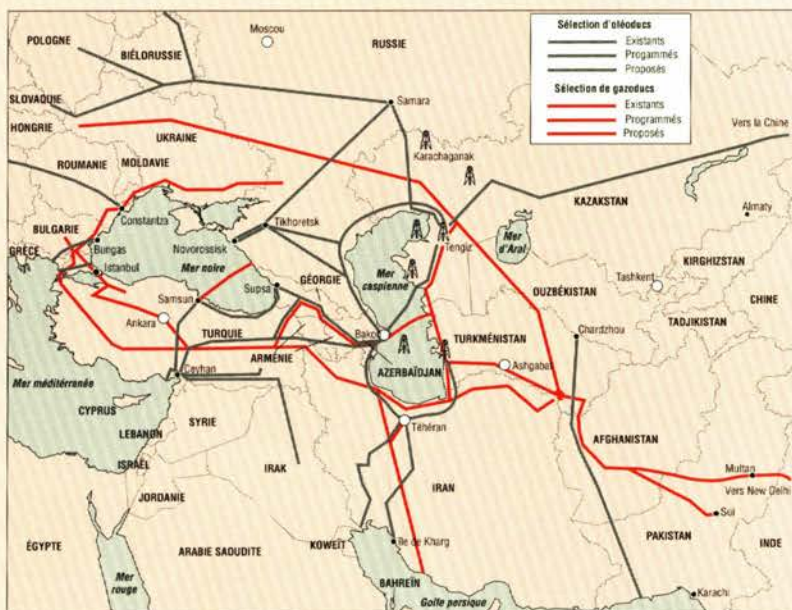
### La fragilité de la Caspienne

La persistance de la faiblesse des prix du pétrole pourrait avoir des conséquences particulièrement graves pour la Russie, qui tire la majeure partie de ses recettes en devises fortes des ventes à l'exportation de pétrole et de gaz. La chute des recettes pétrolières provenant des clients habituels qui en résulterait, produirait à la fois une détérioration des revenus et affaiblirait l'argument selon lequel les clients seraient incités à recourir au gaz naturel. Dès lors, l'entreprise publique russe Gazprom aurait plus de difficultés à atteindre son objectif de porter ses exportations à destination de l'Europe de 98 milliards de mètres cubes en 1991 à 190 milliards en 2010.

Pour avoir la moindre chance d'y parvenir, il lui faudrait trouver les capitaux nécessaires pour construire des gazoducs destinés à acheminer les 100 milliards de mètres cubes supplémentaires. Cela peut s'avérer difficile vu les perspectives incertaines d'un tel investissement et la pléthore d'engagements des investisseurs dans d'autres régions de l'ex-Union soviétique, notamment celle de la mer Caspienne.

Le bassin de la Caspienne renferme des réserves de 15 à 31 milliards de barils de pétrole, c'est-à-dire 2,7 % des réserves mondiales. On estime également qu'il contient quelque 6,5 à 10,2 milliards de mètres cubes de gaz, soit 7 % des réserves mondiales. Les estimations des réserves potentielles de pétrole varient entre 20 et 200 milliards de barils. A supposer que les évaluations optimistes qui chiffrent entre 20 et 30 milliards de barils les réserves à faible profondeur situées au large des côtes kazakhs se vérifient, la production totale de la région pourrait atteindre 3,5 millions de barils par

**Pétrole et gaz en Asie centrale et dans le Transcaucase**



Source : AIE



jour (Mb/j) en 2010, dont 2,5 à 2,8 Mb/j destinés à l'exportation. En 1997, la production représentait 0,9 Mb/j, dont 0,3 Mb/j destiné à l'exportation.

En fonction des hypothèses retenues, il est prévu que la demande de pétrole en 2010 soit comprise entre 94 et 103 Mb/j. Cela suppose que l'OPEP risque de devoir fermer des installations pour soutenir les cours. De surcroît, si le modèle utilisé pour le calcul des prévisions table sur une convergence des technologies vers des procédés permettant d'économiser l'énergie, la demande mondiale ne devrait atteindre que 8 Mb/j en 2010.

Étant donné qu'il est peu probable que les réserves de la mer Caspienne acquièrent un grand poids sur les marchés mondiaux et que l'acheminement des ressources extraites jusqu'à ces marchés posera d'immenses difficultés, il est intéressant de se demander pourquoi cette région suscite autant d'intérêt. Cela s'explique en partie par l'instabilité du Moyen-Orient : l'énergie provenant de la Caspienne pourrait durant un certain temps combler un déficit en cas d'interruption des approvisionnements provenant d'un autre grand producteur.

Le bassin de la Caspienne est aussi important d'un point de vue géographique et politique. Les restrictions imposées à l'Irak peuvent donner l'occasion à l'Iran de regagner de l'influence dans la région. Ce pays pourrait notamment jouer un rôle clé au moment de l'ouverture à l'international de l'exploitation des champs pétroliers et gaziers de la Caspienne. On assistera peut-être, dans les années à venir, à un changement d'attitude des gouvernements occidentaux à l'égard de l'Iran qui, au lieu d'imposer des sanctions, tendraient à privilégier un « engagement constructif ». Les compagnies pétrolières américaines sont favorables à une telle stratégie, notamment parce que leurs concurrents ont déjà commencé à renforcer leur position sur le terrain.

De plus, les États-Unis et l'Europe ne sont pas les seuls à vouloir établir des relations avec cette région. Pour la Chine, ce dialogue fait partie d'une stratégie pour ressusciter la Route de la soie, au risque de réveiller d'anciennes rivali-

tés dans un nouveau « Grand jeu » semblable aux luttes pour le pouvoir au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Cela met la Russie dans une position délicate car le fait de chercher à tirer des revenus des investissements en mer Caspienne et des taxes de transit applicables au transport par pipeline sur son territoire, encourage la concurrence étrangère au détriment des entreprises nationales. Si, par contre, la Russie adopte une attitude agressive, elle risque alors d'exposer son flanc méridional déjà sous tension à l'influence de ses rivaux politiques et économiques.

Par conséquent, des perturbations dans la région de la mer Caspienne auraient des répercussions qui se feraient sentir bien au-delà de ses rivages. Par exemple, si les compagnies pétrolières essuient des pertes sur leurs investissements dues à des troubles politiques, elles seront plus réticentes à financer de nouveaux projets dans d'autres régions qu'elles jugent instables, y compris celles qui auraient pu pourvoir aux besoins supplémentaires qu'il faudra couvrir au début du siècle prochain. Plus directement, si l'acheminement assuré par les pipelines traversant la région était interrompu pour une raison ou une autre, le déficit d'approvisionnement des grands marchés aurait des conséquences dramatiques pour les pays qui ont pris la décision de réduire leurs réserves stratégiques, voire de les supprimer.

La Caspienne revêt donc un grand intérêt, non seulement du fait qu'elle pourrait contribuer à l'approvisionnement des marchés énergétiques mondiaux, mais aussi parce que la concurrence autour de ses ressources se situe au cœur de multiples rivalités étroitement imbriquées à l'échelon mondial, régional et national. Et ce sont toutes ces rivalités qui permettent de dessiner la carte géopolitique de l'énergie du XXI<sup>ème</sup> siècle. ■ P.L.

#### Bibliographie

- « Caspian Oil and Gas », AIE, Paris, 1998
- James A. Baker, « Unlocking the Assets: Energy and the Future of Central Asia and the Caucasus », Institute for Public Policy, Rice University, Houston, Texas, 1998
- Bahgat, Cadwat, « Oil Security in the Millenium: Geo-Economy vs. Geo-Strategy », Strategic Review, Vol. 26, n° 4, 1998

# Les technologies du XXI<sup>ème</sup> siècle : un avenir prometteur



Kittiwongsakul/AFP



**N**ous allons vivre une époque de progrès technologique passionnante. Mais quelles en seront les retombées sur l'économie et la société ? Et les implications pour les pouvoirs publics ? Wolfgang Michalski, directeur du Programme de l'OCDE sur l'avenir, tente de répondre à ces questions.

L'interaction entre l'évolution technologique et le développement économique et social a toujours profondément marqué l'histoire de l'humanité, aussi bien durant l'âge du fer ou du bronze qu'à l'époque moderne. Le passage de la société agricole à la société industrielle est une parfaite illustration des conséquences que peut avoir la diffusion généralisée des nouvelles technologies sur les structures familiales, les relations de travail, les modes d'habitat, les structures de pouvoir économique et politique, les comportements et les systèmes de valeurs.

La relation entre d'une part la technologie et d'autre part l'économie et la société n'est pas à sens unique. Le progrès technologique entraîne une évolution perpétuelle des structures économiques et sociales, y compris des comportements et des valeurs, qui à leur tour, exercent des effets majeurs sur l'orientation et le rythme du développement technologique. La société industrielle d'aujourd'hui, caractérisée par des phénomènes de production, de consommation et de démocratie directe, est à bien des égards l'incarnation complexe des

technologies du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais en même temps, la profonde transformation des structures politiques, économiques et sociales a sans aucun doute créé les conditions d'une transition vers un nouveau paradigme.

### Les grandes découvertes, moteurs du changement

A l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle, il semble qu'une nouvelle moisson d'avancées techniques soit à portée de main. Des progrès rapides sont attendus dans les domaines des technologies de l'information, des matériaux, du génie génétique, de la protection de l'environnement et de l'énergie, pour n'en citer que quelques-uns. De nouvelles combinaisons ou interactions entre les différentes technologies auront également une importance capitale. Les exemples les plus frappants concernent les rapprochements opérés entre les technologies de l'information et celles des télécommunications ou encore entre l'énergie et l'environnement. Toutefois, seules quelques-unes de ces technologies auront un impact déterminant sur l'économie et la société dans la mesure où elles seront suffisamment diffusées ou offriront à l'humanité de nouveaux moyens d'action.

D'ici à une trentaine d'années, le génie génétique et les technologies de l'énergie et de l'environnement pourraient fort bien remplir ces conditions. Mais au cours des dix prochaines années, ce sont les technologies de l'information qui seront le principal moteur de l'évolution économique et sociale. Après s'être développées progressivement depuis un quart de siècle, elles seraient, selon certains, en passe de connaître un nouvel essor. Cet argument s'appuie en partie sur des progrès technologiques bien réels, mais il trouve aussi son explication dans l'évolution des structures économiques et sociales. Celles-ci s'adaptent de plus en plus aux nouveaux modes organisationnels et institutionnels nécessaires pour exploiter pleinement et de la manière la plus efficace la nouvelle technologie, contribuant ainsi à impulser de nouvelles avancées.

Au-delà de la convergence de l'informatique, de la télévision et des télécommunications, les puissants micro-ordinateurs de demain seront

caractérisés par la présence de périphériques d'entrée-sortie sensoriels, par le recours à des agents logiciels intelligents et, surtout, par l'omniprésence des réseaux. Ces derniers seront notamment à l'origine d'une autre caractéristique essentielle de la technologie de l'information de demain : son « intelligence » universelle.

A plus long terme, l'homme prendra l'habitude d'évoluer dans un environnement dont tous les éléments sont raccordés à des réseaux. Il sera entouré de meubles, d'appareils ménagers et d'équipements bureautiques intelligents. Il habitera et travaillera dans des immeubles intelligents. Il se déplacera sur des routes intelligentes dans des voitures intelligentes pilotées par capteurs. L'imagerie constitue une autre application extrêmement prometteuse ; ses usages iront des codes barres hautement sophistiqués au marketing vidéo en passant par la réalité virtuelle. Les produits techniques complexes comme les automobiles, les gratte-ciel ou les avions seront systématiquement conçus, planifiés, construits, testés et évalués dans le cyberspace avant de prendre forme dans la réalité.

D'ici à une dizaine d'années, les technologies de l'information auront selon toute probabilité envahi toutes les facettes de l'activité hu-



Mychele Damiau/AFP

maine. Là encore, l'interaction entre le progrès technologique et l'évolution économique et sociale aura transformé le « où », le « quand » et le « comment » de notre travail, de nos loisirs et de nos périodes de repos, de notre production et de notre consommation, de nos interactions avec les autres individus, les entreprises, les organismes sociaux et l'État.

---

### **Le chiffre d'affaires du commerce électronique mondial pourrait connaître une progression d'environ 1 000 % au cours des quatre à cinq prochaines années.**

---

Le commerce électronique devrait modifier profondément le déroulement des transactions. Quiconque dispose d'un ordinateur et d'un accès à Internet peut profiter d'un large choix et d'une offre compétitive disponibles sur le marché mondial. S'il est difficile de mesurer les performances dans ce domaine, il est intéressant de noter que le catalogue de la célèbre librairie en ligne *Amazon.com* compte 13 millions de titres, alors que les plus grandes librairies new-yorkaises n'en proposent pas plus de 180 000. Le chiffre d'affaires du commerce électronique mondial varie fortement selon les estimations, mais il ne fait aucun doute qu'il connaîtra une progression fulgurante : probablement environ 1 000 % au cours des quatre à cinq prochaines années ! Le commerce électronique modifiera aussi les chaînes de valeur ; certaines seront démantelées, d'autres se reconstitueront. Plus important encore, on assistera à un processus de désintermédiation, si bien que bon nombre des agents qui interviennent aujourd'hui entre les producteurs et les consommateurs devront changer de fonction ou simplement disparaître. Ce sera le cas, par exemple, des agences de voyages, des courtiers d'assurance, des agences bancaires et de nombreux secteurs de vente au détail.

Des effets majeurs s'exerceront également sur l'organisation sociale, aussi bien au niveau de la vie privée, qu'au niveau de l'entreprise ou du gouvernement. La puissance de l'informatique conjuguée au faible coût des télécommu-

nications pourrait engendrer de nouvelles communautés, réelles et virtuelles. Les possibilités de télétravail, de télé-achat et de télé-apprentissage pourraient entraîner une désaffectation des grandes agglomérations et favoriser une réorientation des modes d'habitat. L'accès facile aux réseaux mondiaux interactifs grâce à une plus grande simplicité de l'utilisation des ordinateurs ne fera que stimuler l'extension des « cyber-communautés » qui existent aujourd'hui à l'état embryonnaire. Au niveau des entreprises, on pourrait assister à une forte tendance à la bipolarisation des structures, avec d'un côté des acteurs mondiaux de grande envergure et, de l'autre, des entreprises de très petite taille hautement spécialisées. Dans ce secteur et dans celui des administrations, beaucoup prévoient la fin des structures hiérarchiques traditionnelles fondées sur l'autorité. Celles-ci pourraient se voir de plus en plus souvent remplacées par des réseaux horizontaux et des équipes travaillant en coopération au sein desquels chacun posséderait davantage de liberté et de responsabilité en matière de décision. Toutes ces évolutions se traduiront par de nouveaux gains d'efficacité tout en créant parallèlement les conditions d'une diversité accrue, d'un choix plus large au niveau individuel et d'une multiplication des possibilités d'autodétermination et d'épanouissement offertes à chacun.

### **S'ouvrir aux changements**

Néanmoins, rien dans les avancées technologiques ne permet de préjuger de la manière dont elles seront employées ni de l'ampleur de cette utilisation. Si l'on souhaite concrétiser les promesses des technologies du XXI<sup>ème</sup> siècle – et notamment de celles de l'information –, les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics doivent adopter une culture de créativité, d'expérimentation et d'ouverture au changement. Les pouvoirs publics aux niveaux national et international doivent garantir que les bénéfices des nouvelles technologies profitent à la société dans son ensemble. Dans la mesure du possible, ils doivent aussi veiller à maîtriser les risques potentiels et les effets secondaires indésirables des nouvelles technologies sans pour autant entraver le dynamisme technologique, économique et social. ■



Hulton Getty/Fotogram-Stone

# Un meilleur avenir pour le travail ?

**I**l semblerait qu'au fil du temps, on assiste à une amélioration des conditions de travail et à une régression de l'exploitation dans la plupart des sociétés. Aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, l'entreprise subit à nouveau de profondes transformations. Mais procureront-elles de nouveaux avantages et permettront-elles d'améliorer la qualité de la vie comme auparavant ?



L'effet des technologies de l'information sur le travail est une question qui nous préoccupe vraisemblablement bien plus que ce que nous voulons admettre. Les technologies de l'information seront-elles une force libératrice pour les individus et annonciatrices d'un nouveau

contrat social et économique ? Ou, au contraire, entraîneront-elles des suppressions d'emplois et un chômage massif ? Les possibilités offertes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise amélioreront-elles la qualité de la vie, ou bien le travail se transformera-t-il en une

épreuve où les personnes sans emploi courront à la recherche de contrats incertains et, qui plus est, précaires ?

A l'instar d'autres formes d'évolutions technologiques dans le passé, il est vraisemblable que les technologies de l'in-

formation affecteront moins le niveau général de l'emploi que sa structure même. En outre, les technologies de l'information modifieront profondément la nature des relations professionnelles car elles entraînent une transformation radicale de l'organisation de la production. Le nombre de niveaux d'administration sera réduit et des organisations virtuelles verront le jour, sans localisation fixe et avec des réseaux de production souples axés sur la demande.

En ce qui concerne la structure de l'emploi, de nombreux postes risquent d'être détruits, en particulier dans les fonctions répétitives et peu qualifiées, mais aussi parmi les cadres moyens car les structures organisationnelles deviendront de plus en plus linéaires. Même les professionnels hautement qualifiés comme les médecins et les avocats ne seront pas à l'abri du déferlement des technologies de l'information. En même temps, de nouvelles formes d'emploi se généraliseront, en particulier le travail au sein d'une équipe de production réunie pour accomplir une tâche bien spécifique, ou encore le télétravail. Ces changements inaugureront une nouvelle forme d'organisation du travail, une sorte de marché du travail « sans emploi ».

Aussi bien pour les salariés que pour les employeurs, ces évolutions représenteront de nouveaux enjeux. Les salariés devront être disposés à améliorer continuellement leurs compétences et à se reconvertir tout à fait naturellement, peut-être plusieurs fois au cours de leur vie professionnelle. Ils connaîtront peut-être des périodes de chômage plus fréquentes ou des périodes hors du marché du travail entre deux emplois. Surtout, ils devront faire preuve de plus d'esprit d'entreprise au cours de leur carrière et s'adapter à un nouveau cadre de travail dans lequel la notion même d'emploi, telle que nous la connaissons aujourd'hui, aura évolué et risque même de disparaître.

Les employeurs devront eux aussi s'adapter. Avec l'innovation, les cycles courts des produits et les exigences de qualité qui s'imposent pour réussir face à leurs concurrents, les entreprises devront faire preuve d'imagination et de souplesse pour utiliser efficacement les travailleurs qualifiés. Dans ce contexte, il importera de savoir concilier l'instauration d'un climat de sécurité indispensable pour favoriser l'esprit d'initiative des salariés et l'insécurité que peuvent susciter des relations professionnelles inhabituelles. Il faudra pour cela innover dans la manière d'adapter les horaires de travail et la définition des tâches aux besoins des salariés. En particulier, les employeurs devront accorder une attention particulière aux besoins des salariés ayant des compétences « essentielles », autrement dit ceux dont la tâche est de produire du savoir et qui accorderont probablement plus d'importance à un cheminement de carrière moins linéaire et moins hiérarchisé. Dans un contexte où la concurrence est plus vive et où le capital humain jouera un rôle de plus en plus important, ces travailleurs seront en position de force pour négocier leurs rémunérations et leurs conditions de travail. Pour que les travailleurs leur consacrent du temps, les entreprises devront faire des offres avantageuses, ce qui risque de tirer vers le haut les salaires de certaines qualifications, mais aussi de stimuler la productivité et d'encourager une relation de partenariat au sein de l'entreprise.

### Un emploi satisfaisant

A mesure que le marché du travail évolue, les conditions de l'emploi changent également. Mais cette évolution se fait-elle dans le bon ou dans le mauvais sens ? Pour certains, la situation ira en se dégradant. Tout comme la mécanisation s'est traduite par la déshumanisation des tâches sur les chaînes de montage, on peut craindre que les travailleurs de demain ne soient plus que

les simples exécutants de processus de production informatisés. A mesure que les logiciels d'exploitation contrôlent et définissent les tâches à accomplir, l'informatisation pourrait transformer de nombreux contrats de travail en « petits boulots » peu stimulants dans lesquels l'individu est systématiquement privé de toute capacité d'intervention et de jugement.

En revanche, les « technophiles » les plus optimistes affirment que la qualité du travail s'améliorera pour la plupart d'entre nous et que les exclus pourront tout de même bénéficier d'un niveau de revenu supérieur. Cette théorie, qui peut sembler utopique, répond pourtant à une certaine logique. L'argument est que les technologies de l'information produisant plus de richesse, le temps de loisir augmentera sensiblement, ce qui se traduira par un plus grand épanouissement personnel. Non seulement les individus auront plus de temps libre pour eux-mêmes et plus d'argent pour en profiter, mais le travail proprement dit deviendra plus enrichissant. En effet, pour certains, la distinction entre travail et loisir s'atténuera car ils s'apercevront qu'ils peuvent trouver du plaisir dans leur travail. Cela sera possible parce que des machines et des systèmes « intelligents » effectueront les tâches ingrates et monotones, et remplaceront le travail manuel et la partie du travail intellectuel la plus prosaïque. Des programmes de décision assistée par ordinateur fourniront une aide capitale pour des tâches intellectuelles plus complexes, ce qui permettra aux individus de se concentrer sur les activités les plus gratifiantes. Cette vision de l'avenir laisse présager que le travail deviendra de plus en plus un moyen de satisfaire des besoins d'un ordre supérieur, un moyen d'épanouissement personnel. Autrement dit, le travail pourrait devenir un passe-temps pour un nombre croissant d'individus. Dans ce scénario optimiste, même ceux

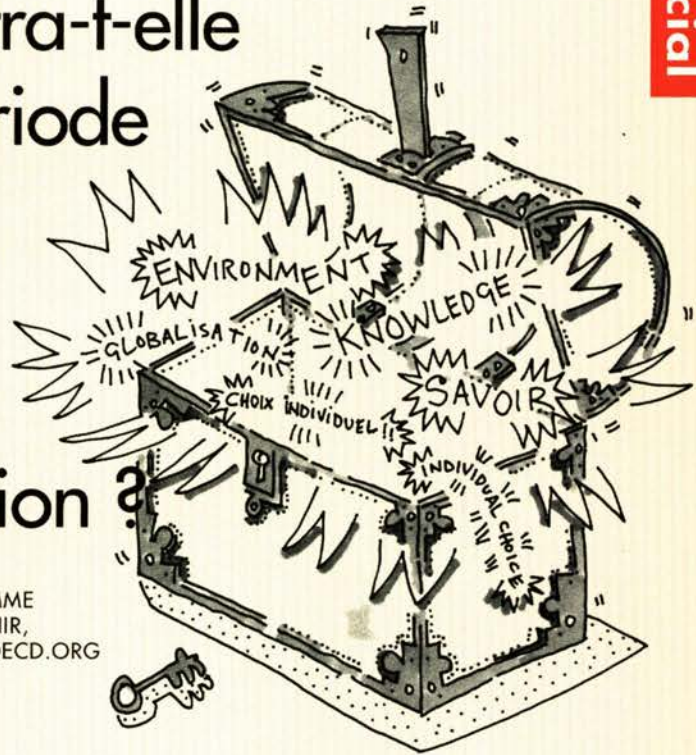
qui ne pourront pas trouver l'emploi de leur choix seront mieux nantis car les fruits de la richesse rejailliront sur tout le monde, améliorant les dispositifs de protection sociale et faisant en sorte que les besoins essentiels de la société soient véritablement satisfaits.

En définitive, il y a de bonnes raisons de penser que les technologies de l'information peuvent ouvrir une ère de prospérité matérielle sans précédent. Il est en effet tout à fait possible qu'après une période d'ajustement difficile, les améliorations intervenues sur le lieu de travail s'étendent à terme dans le monde entier, même de façon inégale, les progrès étant plus rapides à certaines époques et dans certains lieux. Comme le pensent les « technophiles », le montant de nos rémunérations et de nos prestations sociales devrait dans l'ensemble être plus généreux. Cependant, rien ne garantit que tout le monde, voire le plus grand nombre, pourra en bénéficier. En effet, si la tendance actuelle des revenus se confirme, les inégalités dans ce domaine pourraient bien se creuser et finir par provoquer une grave crise sociale. Finalement, les technologies de l'information ne favoriseront-elles qu'une élite réduite, aisée et hautement qualifiée tandis que les personnes sans qualification, automatiquement mises à l'écart et reléguées dans des emplois abêtissants s'appauvriront davantage ? C'est là une question essentielle, et la réponse qui lui sera donnée permettra de juger des perspectives réelles des nouvelles technologies. ■ M.A.

### Bibliographie

- Leicht, Kevin T., « Work (If You Can Get it) and Occupations (If There Are Any)? », *Work and Occupations*, Vol. 25, n° 1, pp. 36-48, 1998
- « The Future of Urban Employment », Bureau international du travail, 1998
- Les incidences économiques et sociales du commerce électronique : Résultats préliminaires et programme de recherche, OCDE, 1998

# L'économie mondiale connaîtra-t-elle une période longue de forte expansion ?



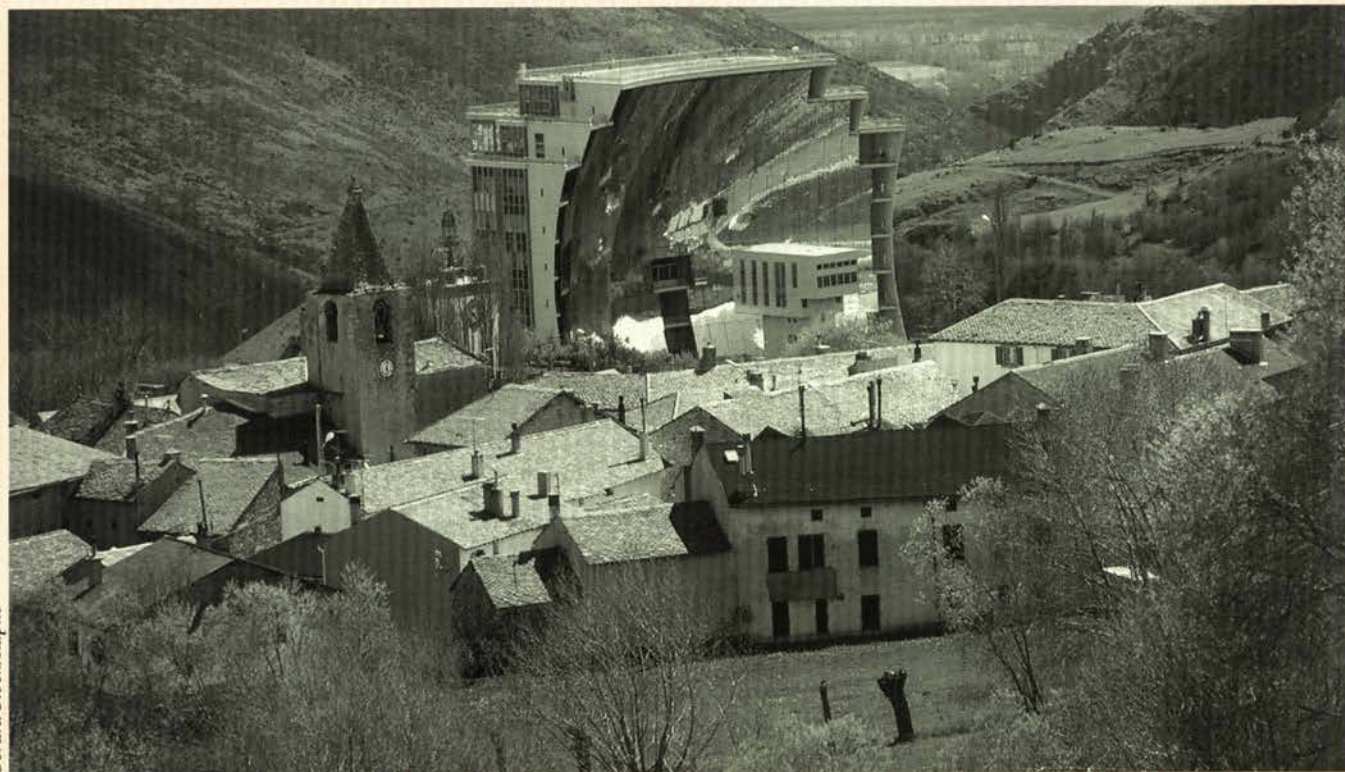
RIEL MILLER, PROGRAMME DE L'OCDE SUR L'AVENIR, FUTURES.CONTACT@OECD.ORG

**U**ne occasion extraordinaire se présente pour l'économie mondiale : la possibilité de bénéficier d'une période longue de forte expansion au cours des premières décennies du prochain millénaire. Une occasion à ne pas manquer.

Les périodes longues de forte expansion sont des événements exceptionnels. Elles sont relativement rares dans l'histoire du développement économique. Les deux périodes de croissance rapide que l'on a connues au cours des cent trente dernières années – l'une à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et l'autre juste après la seconde guerre mondiale – ont largement contribué à relever le niveau moyen de l'activité économique en longue période. L'analyse des précédentes phases d'expansion de longue durée fait apparaître deux caractéristiques fondamentales. La première est que le rythme de développement économique supérieur à la moyenne que l'on observe lors d'une phase d'expansion

de longue durée s'inscrit généralement dans une tendance séculaire. Il s'agit d'un phénomène distinct qu'il ne faut pas confondre avec les cycles conjoncturels plus courts qui oscillent à la hausse ou à la baisse autour d'une tendance à long terme.

La deuxième caractéristique d'une phase d'expansion de longue durée est la conjonction de divers facteurs dans des circonstances spécifiques. L'exemple le plus récent remonte aux années 50, lorsqu'aux efforts de reconstruction d'après-guerre sont venus s'ajouter la diffusion et le développement de technologies innovantes, de techniques élaborées de production de masse,



Gérard Stoen/Rapho

**Énergie solaire à Odeillo en France : quand avenir rime avec harmonie**

ainsi que de nouveaux cadres économiques et institutionnels. Une telle concentration de forces contribue à induire et à soutenir le rythme exceptionnellement élevé – caractéristique d'une phase d'expansion de longue durée – de la croissance de la productivité et des transformations socio-économiques.

Comme nous allons le voir, tous ces facteurs fondamentaux semblent être réunis aujourd'hui. Mais peut-on en conclure pour autant que nous sommes entrés dans une période longue de forte expansion ?

### Harmonies et dissonances

Pas nécessairement. Une forte croissance à la fois de l'investissement, des capacités de la main-d'œuvre et des échanges est certes indispensable pour que le développement économique reste soutenu durant de très longues

périodes. Mais le véritable moteur du changement, c'est un élément systémique qui peut, selon les cas, servir de catalyseur ou d'inhibiteur.

L'histoire a mis en évidence le rôle de la fonctionnalité ou de la dysfonctionnalité des systèmes. Les conséquences désastreuses des faillites systémiques sont évidentes, comme on a pu le voir lors de l'effondrement de la planification économique soviétique ou lors de « la crise de la dette » de la fin des années 70 qui a plongé de nombreux pays dans une pauvreté encore plus grande. D'un autre côté, la fonctionnalité des systèmes apporte en général d'immenses avantages, comme en témoignent la convergence des niveaux de revenus en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, ou encore le développement économique spectaculaire de nombreux pays asiatiques durant les vingt ou trente dernières années.

Quels sont donc les éléments d'un système fonctionnel qui permettent d'éviter la stagnation et de maintenir la capacité de changement au cours du temps ? Tout d'abord, il y a les aspirations et les impératifs qui apparaissent lorsqu'une démocratie et une économie de marché concurrentielle se développent simultanément. Ensuite, il y a la capacité d'innover et d'adapter, qui ne peut se développer que dans un contexte de pluralisme, de transparence et d'ouverture. Enfin, il y a toute une gamme de valeurs culturelles, comme le respect des droits du citoyen et des obligations sociales, sur lesquelles s'appuie la recherche constante d'un équilibre entre la coopération et la concurrence, entre la sécurité et la prise de risque.

Bien entendu, les systèmes hiérarchisés, fermés et intolérants peuvent se développer rapidement pendant de brèves périodes, voire durant plusieurs



années. C'est notamment le cas lorsque les structures technologiques, organisationnelles et sociales sont imposées par le pouvoir en place, par exemple en cas de guerre ou lors d'une période d'industrialisation forcée. Mais comme en témoigne l'histoire de notre siècle, ces systèmes ne sont ni dynamiques, ni capables d'engendrer un développement économique durable.

La faillite de certains systèmes ne signifie pas que tous les systèmes doivent être identiques, ou qu'il suffit d'appliquer les modèles qui ont fait leurs preuves dans le passé. Les moyens qui permettent de soutenir le dynamisme économique à long terme évoluent avec le temps. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les démocraties et les sociétés de commerce, pourtant relativement limitées, ont ouvert d'immenses perspectives pour l'époque. On peut en dire autant des systèmes d'organisation de production de masse, de consommation de masse et de démocratie directe qui ont dominé le XX<sup>ème</sup> siècle. Toutefois, ces formes institutionnelles et organisationnelles ne sont guère adaptées à la situation et aux enjeux du siècle à venir. Face à une diversité croissante de la demande, il s'agira, en effet, d'encourager une diversité encore plus grande de l'offre. Pour cela, il faudra multiplier les initiatives, mieux s'adapter aux besoins du consommateur et continuer à réduire les mesures de contrôle centralisées.

Encourager la vague actuelle de dynamisme économique à long terme est une condition nécessaire, mais non suffisante pour donner naissance à une période de croissance de longue durée. Il faut une convergence de facteurs technologiques, économiques et sociaux spécifiques pour que le taux de croissance du revenu mondial par habitant atteigne les 3 % requis afin que l'on puisse parler de phase d'expansion de longue durée. Pour atteindre cet objectif au cours des prochaines décennies, il faudra faire suffisamment de

progrès dans trois domaines essentiels : la société du savoir ; l'intégration des marchés mondiaux ; et la préservation de l'environnement.

Le premier domaine, à savoir la transition vers une société et une économie du savoir, s'apparente étroitement à l'impact considérable du développement de la production de masse, de la consommation de masse et de la démocratie directe sur la croissance du XX<sup>ème</sup> siècle. Au XXI<sup>ème</sup> siècle, ce qui pourrait engendrer des taux de croissance supérieurs à la moyenne, c'est une économie reposant principalement sur la production et la consommation de biens incorporels, tels que le savoir-faire et les idées. Il reste à savoir, et c'est plus difficile, si cet élément catalyseur sera suffisamment puissant pour que le progrès puisse être aussi rapide et diffus que possible et pour que tous les obstacles soient surmontés. Les perspectives d'innovation en matière de produits et de découvertes décisives

---

**Une économie reposant principalement sur la production et la consommation de biens incorporels, tels que le savoir-faire et les idées, pourrait engendrer des taux de croissance supérieurs à la moyenne qui caractérisent une phase d'expansion de longue durée.**

---

dans les laboratoires ne peuvent garantir à elles seules une large diffusion des nouvelles technologies et une réorganisation toute aussi importante des modes de vie et de travail.

La dynamique du changement semble prendre de l'ampleur dans de nombreux domaines. Du fait de la croissance foudroyante de l'Internet et du commerce électronique, l'attention se tourne à présent vers la mise en place de dispositifs permettant de faciliter une transition plus poussée et plus rapide. Un dispositif mondial se met actuellement en place pour remédier aux lacunes en matière de protection de la vie privée, des systèmes de paiement

et des lois sur la propriété intellectuelle. Si l'on réussit à faire fonctionner ce dispositif, la concurrence décentralisée et la diffusion du savoir auront de bonnes chances d'accélérer le processus de transition. Toutefois, le fait de faciliter les conditions d'entrée sur le marché des personnes et des entreprises du monde entier – tant du côté de l'offre que de la demande – ne résout le problème qu'en partie. Des contraintes, comme l'accès limité à des technologies « adaptées » et faciles à utiliser, et l'archaïsme de certaines méthodes d'amélioration, d'évaluation et de valorisation du capital humain, risquent de ralentir le changement ou de le vider de sa substance. Les structures organisationnelles radicalement nouvelles d'une économie « incorporelle », en termes de production, de consommation et de conception des logements ne pourront s'imposer que si l'on aide les gens à surmonter leurs craintes face à des technologies qu'ils ne maîtrisent pas bien et à des chan-

gements économiques et sociaux qui peuvent éventuellement les perturber.

La deuxième série de facteurs susceptibles d'engendrer une phase d'expansion de longue durée est liée à la possibilité de réaliser une intégration accélérée et beaucoup plus complète des marchés mondiaux. Il y a tout lieu de croire qu'une telle intégration produirait des résultats positifs. Après tout, la création d'espaces nationaux ou régionaux ouverts à la libre circulation des biens et des services, des capitaux et de la technologie, a eu une incidence indéniable sur la croissance à long terme. Étendue à l'échelle mondiale, une telle intégration serait une occa-

sion unique d'améliorer l'allocation des ressources et de favoriser la confrontation des idées, ingrédients fondamentaux des sociétés du savoir. Mais de nombreux obstacles barrent la route, comme l'obligation d'utiliser les dispositifs existants pour résoudre les différends commerciaux, ou encore la nécessité de réformer les institutions ou d'en créer de nouvelles pour gérer l'instabilité sur les marchés financiers mondiaux.

En outre, l'intégration rapide et beaucoup plus complète des marchés mondiaux nécessaire pour entrer dans une période longue de forte expansion, n'est guère envisageable sur le plan politique si l'on ne met pas en place des mécanismes permettant de dédommager les perdants et si l'on n'adopte pas des normes minimales en matière de droits de l'homme et de conditions de travail. A cet égard, les valeurs sociales jouent un rôle décisif. Les négociations visant à fusionner les marchés et à établir des règles de transparence beaucoup plus strictes se heurtent rapidement à des problèmes, de nombreuses personnes restant attachées au maintien de la souveraineté nationale ou n'étant pas disposées à tolérer d'autres normes sociales.

La préservation de l'environnement est le troisième facteur qui pourrait ouvrir la voie à une période longue de forte expansion au cours des premières décennies du siècle prochain. Si l'on parvient à réduire les conséquences écologiques futures de la création de richesses par rapport aux effets qu'engendrent les sociétés industrielles d'aujourd'hui, on pourrait, à condition de prendre les mesures qui s'imposent, accélérer le développement du secteur incorporel de l'économie, qui est inoffensif sur le plan de l'environnement, et accroître l'éco-efficience des formes plus traditionnelles de production et de consommation. De telles mesures permettraient d'accélérer la diffusion des nouvelles

technologies, comme les piles à combustible, qui permettent de produire de l'électricité pour la consommation domestique et pour les transports. Elles pourraient aussi, et cela est sans doute encore plus important, contribuer à « verdier » la prochaine phase d'expansion de longue durée en tirant parti des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies pour réorganiser la vie économique et sociale.

En revanche, imposer résolument à l'économie et à la société des critères plus stricts en matière d'environnement pourrait en fin de compte avoir un effet plus négatif que positif. L'utilisation d'incitations économiques pour faire évoluer les comportements en matière de consommation et d'investissement peut être très efficace, comme on a pu le voir lors des chocs pétroliers, mais les coûts d'ajustement sont souvent prohibitifs. Ces coûts pourraient finalement accentuer les difficultés que soulève l'utilisation d'institutions mondiales encore relativement immatures pour faire face aux tâches énormes qui nous attendent. Il s'agira notamment de négocier l'attribution des droits et de redistribuer le revenu dans le cadre d'une nouvelle forme de citoyenneté écologique mondiale.

### Provoquer une phase d'expansion de longue durée

Les principaux facteurs indispensables au déclenchement d'une période longue de forte expansion semblent aujourd'hui bel et bien réunis. Toutefois, les perspectives d'évolution dépendent avant tout de l'état dans lequel se trouvent les « moteurs » systémiques sous-jacents, comme la concurrence sur les marchés, le degré d'ouverture sociale et le niveau de démocratie politique, tous ces facteurs constituant la pierre angulaire d'un dynamisme économique durable. Elles exigent ensuite qu'un équilibre soit trouvé entre les catalyseurs et les contraintes se rapportant à

la société du savoir, aux marchés mondiaux et à la préservation de l'environnement, pour pouvoir dégager l'énergie nécessaire. Pour provoquer une phase d'expansion de longue durée, il importe de mobiliser le plus grand nombre possible d'éléments catalyseurs et de les faire agir de concert. Concrètement, il s'agit d'adopter des politiques cohérentes qui visent à accélérer l'émergence de l'économie du savoir, de la mondialisation et de nouvelles formes de préservation de l'environnement. Il s'agit aussi de tirer le meilleur parti des possibilités offertes à l'humanité à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Malheureusement, les opportunités ne sont pas toujours saisies. Nous avons à l'heure actuelle une occasion rare d'entrer dans une période de croissance rapide, largement partagée, et d'inverser la tendance à l'accentuation des inégalités et de l'exclusion qui a marqué les dernières décennies. Ce sont là deux très bonnes raisons de faire les efforts nécessaires, sur le plan économique et social, pour que la phase d'expansion de longue durée puisse devenir une réalité. ■

### Bibliographie

- Schwartz, Peter, et Leyden, Peter, « The Long Boom: A History of the Future, 1998-2020 », Wired Magazine, juillet 1997
- « 21st Century Technology: Promises and Perils of a Dynamic Future », OCDE, 1998
- « The Future of the Global Economy: Towards a Long Boom? », OCDE, 1999
- Maddison, Angus, Monitoring the World Economy, Centre de développement de l'OCDE, 1995
- Mulgan, Geoff, « Connexity », Harvard Business School Press, 1998
- Tapscott, Don, « Blueprint to the Digital Economy: Wealth Creation in the Era of E-Business », McGraw-Hill, 1998

**L'Observateur tient à remercier  
Barrie Stevens pour son aide  
dans la coordination  
de ce Dossier spécial.**

# Petits ou grands projets : tout compte en science

STEFAN MICHALOWSKI, DIRECTION DES SCIENCES, DE LA TECHNOLOGIE  
ET DE L'INDUSTRIE, STI.CONTACT@OECD.ORG



**A** la fin de 1995, les responsables du télescope spatial Hubble ont pris une initiative audacieuse. D'ordinaire, les astronomes du monde entier rivalisent avec acharnement pour obtenir le droit d'utiliser pendant quelques précieuses minutes cet instrument qui coûte plusieurs milliards de dollars. Cette fois, pourtant, pendant dix journées entières, le télescope a été pointé sur « rien », c'est-à-dire la partie du ciel la plus vide qui soit. A la grande satisfaction de l'équipe d'Hubble, l'image obtenue était loin d'être blanche. On pouvait y voir quelque trois mille objets, chacun étant une galaxie composée de centaines de milliards d'étoiles. Si les galaxies relativement proches laissaient entrevoir leur structure, les plus lointaines et les plus floues ne formaient qu'une traînée minuscule. La lumière de ces galaxies à peine visibles a voyagé jusqu'à nous pendant plusieurs milliards d'années. L'univers dans son ensemble

ne datant que de 12 milliards d'années environ, ce sont là, en fait, les toutes premières galaxies qui aient jamais existé. Il serait peut être vain de chercher aujourd'hui les objets les plus distants, et donc les plus anciens. Il n'y a – ou il n'y avait – rien de plus à voir et les chercheurs ont enfin fini par prendre en photo tout ce qui a déjà existé un jour, en remontant pratiquement jusqu'à la nuit des temps.

Toujours en 1995, un groupe de physiciens enthousiasmés a annoncé la découverte d'une particule élémentaire qui leur échappait depuis plusieurs années : le légendaire « quark top ». C'est un monstre parmi les particules. Sa masse est près de 200 fois supérieure à celle du proton ordinaire. Pour parvenir à le faire exister, il a fallu toute la puissance du plus grand collisionneur mondial, le Tevatron du Fermilab, qui se trouve à Chicago et qui coûte des milliards de dollars.

Cette découverte a permis aux scientifiques qui étudient le monde physique à son niveau le plus élémentaire de confirmer enfin ce que l'on appelle le Modèle standard, théorie qui explique tout, à une échelle infinitésimale, à partir des constituants les plus élémentaires de la matière : « les quarks » et « les leptons ».

## Les petites découvertes scientifiques

Ces deux importantes découvertes font partie des grandes victoires de la « science lourde », qui regroupe des projets coûteux, complexes et de longue durée, ciblés sur certains des défis les plus difficiles à relever auxquels est confrontée la science contemporaine. Mais la science lourde n'est pas forcément caractérisée par le recours à des équipements très lourds. Par exemple, le vaste projet du génome humain exige la coordination des travaux d'un grand nombre d'unités de recherche de taille moyenne et à financement autonome issues de nombreux pays. Néanmoins, tout projet relevant de la science lourde suppose des investissements massifs et des équipes multinationales de scientifiques et d'ingénieurs qu'il faut gérer sur de très longues périodes. Il va sans dire qu'il ne faut pas pour autant perdre de vue la « science traditionnelle ». Après tout, la percée technologique qui a révolutionné notre siècle s'est faite sur une table ordinaire : c'était lorsque le premier transistor a été assemblé le 16 décembre 1947 par les laboratoires Bell.

Le rôle et l'importance des projets et des programmes de science lourde ne cessent d'évoluer en fonction des nouveaux besoins des scientifiques et des décideurs. Nombre de chercheurs qui travaillent dans les domaines de la science traditionnelle, comme la physique de la matière condensée, sont actuellement les principaux utilisateurs des très grandes installations, tel-

les que les sources de neutrons et les installations de rayonnement synchrotron. S'agissant de l'action politique, notamment en matière de santé, de production alimentaire ou de protection de l'environnement, les pouvoirs publics ont de plus en plus besoin des résultats issus de recherches menées à grande échelle, comme celles touchant à la cartographie du génome et aux systèmes d'observation de la Terre. La recherche n'échappe pas à la rigueur budgétaire dans nombre de pays de l'OCDE, mais les gouvernements se doivent constamment de poursuivre la mise en œuvre de programmes lourds de mégascience. Et pour cause : il est urgent de régler certaines questions.

### Radioparasites

Prenons l'exemple de la radioastronomie. C'est un cas typique de convergence entre la politique scientifique et d'autres domaines de l'action gouvernementale qui, par nature, appelle inévitablement des consultations entre gouvernements.

Les astronomes ont besoin d'accéder à des bandes du spectre de radiofré-

quences sans brouillage pour étudier les signaux très faibles émis par les radiosources cosmiques. Or, cet accès est menacé du fait que l'utilisation de

---

**Si l'on plaçait un simple téléphone portable sur la lune, il émettrait sur Terre, un signal qui représente l'une des radiosources les plus intenses dans l'espace.**

---

ce spectre s'est massivement accrue ces dernières années. Encore récemment, on pouvait préserver les observatoires de radioastronomie de la plupart des interférences produites par les activités humaines en les installant dans des endroits isolés. Cela ne suffit plus car, le spectre étant peu à peu envahi, les interférences sont de plus en plus fréquentes, ce qui fait perdre un temps précieux d'utilisation des télescopes très coûteux. La principale menace vient des transmissions des très nombreux satellites de télécommunications en orbite basse qui sont mis en service de nos jours. Celles-ci risquent

d'engorger complètement des bandes du spectre où l'on trouve des informations irremplaçables sur certains phénomènes astronomiques. Ce n'est pas l'isolement géographique qui peut remédier à ce problème, et cela ne fait qu'accentuer les difficultés causées par les interférences artificielles en radioastronomie. On peut se faire une idée de l'importance du problème en prenant l'exemple d'un simple téléphone portable : même s'il était localisé dans un lieu aussi loin que la lune, le signal qu'il émet à sa propre fréquence de transmission, comparé aux émissions naturelles des objets astronomiques, représente sur Terre l'une des radiosources les plus intenses dans l'espace. Les signaux provenant d'un satellite commercial peuvent atteindre une intensité des centaines de millions de fois supérieure à celle de ces objets, d'où l'impossibilité de les observer dans les fréquences adjacentes.

Le problème pourrait s'aggraver davantage avec la prochaine génération de télescopes actuellement à l'étude. Ces instruments seront cent fois plus sensibles que les télescopes actuels, et suffisamment sensibles pour permettre d'observer pratiquement toute l'histoire de l'univers et de remonter juste après le Big Bang.

Il est plus en plus difficile de traiter les problèmes que posent les interférences dans le cadre des instances nationales et internationales de réglementation existantes. La radioastronomie, dont les progrès relèvent de l'intérêt général, et les compagnies de télécommunications, en particulier celles qui assurent des services par satellite au profit de tous, doivent trouver le moyen de coexister et de se développer. Les dispositions techniques et réglementaires à cet effet ne peuvent se concevoir qu'à la faveur d'un dialogue entre toutes les parties intéressées : les instances de réglementation nationales et internationales, la communauté

Le début des temps



NASA/Galaxy Contact

scientifique mondiale en radioastronomie et les compagnies de télécommunications. Le Forum Mégascience de l'OCDE prend actuellement l'initiative de lancer un tel dialogue. Il comptera probablement sur le concours du groupe d'étude informel qu'il est prévu de mettre en place avec la participation de l'industrie, du monde de l'astronomie, des organismes de réglementations et des gouvernements.

### Quel avenir pour la mégascience ?

Lorsque l'on s'interroge sur l'avenir de la mégascience, il est courant d'invoquer l'imprévisibilité de l'entreprise scientifique et la façon dont les progrès réels dépassent pratiquement toujours les attentes et l'imagination des prévisionnistes. Les avancées spectaculaires du XX<sup>ème</sup> siècle et les prévisions timorées (avec le recul) datant d'un siècle, justifient les grands espoirs fondés sur les cent prochaines années ainsi que la prudence avec laquelle il faudra aborder dans le détail les découvertes à venir.

Cependant, force est de constater que nombre de questions fondamentales

dont les réponses échappaient aux chercheurs dans les années 1890 restent sans réponse. Jusqu'où va l'univers ? Comment et quand s'est-il formé ? Finira-t-il un jour ? Quels sont les constituants les plus élémentaires de la matière ? Quelle est la véritable nature du temps et de l'espace ? Comment est apparue la vie sur notre planète ? La vie existe-t-elle ailleurs ? Comment fonctionne le cerveau ? Ces questions, que les scientifiques des trois, quatre ou dix générations qui nous ont précédés croyaient comprendre parfaitement, doivent encore figurer dans la catégorie « inconnue ». La science elle-même a ajouté à cette liste de nouvelles interrogations : comment concilier la mécanique quantique avec la gravitation ? Comment se fait-il que la nature paraisse si minutieusement réglée pour donner (ou peut-être nécessiter) l'existence de la vie, voire de la pensée ?

A l'approche de la fin d'un siècle marqué par de grandes découvertes, le fait de constater que nos connaissances sont encore marquées par certaines lacunes d'une importance déconcertante complique davantage les choses.

Par exemple, de quoi l'univers est-il fait ? Après tout, près de 90 % de ses éléments restent inconnus et il existe quelques bonnes suppositions sur ce que pourrait être sa consistance ou son lieu. Parfois, des doutes demeurent même dans des domaines où la plupart des scientifiques annonceraient volontiers une victoire durement remportée. La plupart des observateurs, par exemple, tiennent pour une certitude la théorie du Big Bang, alors que d'autres mettent en évidence quelques failles dans un édifice dont l'écroulement, d'ailleurs tout à fait concevable, n'est pas exclu. Rien ne permet d'entrevoir la « fin de la science », étant donné les attentes considérables et les incertitudes qui persistent. Une chose est sûre : la science lourde a un rôle à jouer pour éclairer les points obscurs du tableau. ■

### Bibliographie :

- « Forum Mégascience de l'OCDE : Politique de la mégascience », OCDE, 1995
- « Science with the Square Kilometre Array », A.R. Taylor and R. Braun, eds., mars 1990, Internet : [www.ras.ualgary.ca/SKA/science/science.html](http://www.ras.ualgary.ca/SKA/science/science.html)

## Le Forum Mégascience de l'OCDE : un lieu d'échanges mondial

La recherche scientifique fondamentale est peut-être parmi les activités les plus nobles de l'esprit, mais sa conduite n'échappe pas pour autant aux lois prosaïques de l'économie. Bien qu'à l'évidence, elles soient essentielles à la prospérité économique, la science et la technologie doivent affronter la concurrence pour se tailler une part des maigres ressources qui, à l'instar de l'information et de la matière grise, sont réparties dans le

monde entier. De ce fait, une concertation internationale des responsables de la politique de la science est indispensable pour que les décisions sur les problèmes de fond soient opportunes et étayées, notamment lorsqu'elles touchent aux projets à grande échelle – lesquels sont précisément au cœur de la mégascience.

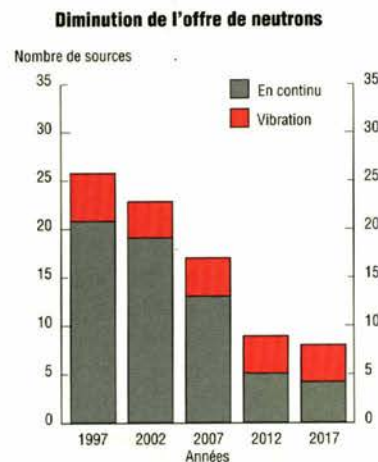
Il n'est pas d'innovation technologique importante qui ne trouve son origine

dans des activités de recherche fondamentale entreprises au départ par pure curiosité intellectuelle. Malheureusement, l'inverse n'est pas vrai, puisque tous les travaux de recherche fondamentale ne débouchent pas sur des applications utiles. D'où la nécessité d'une politique de la science. C'est la raison pour laquelle la recherche scientifique trouve naturellement sa place au sein de l'OCDE. Ainsi, l'article 2 de la Convention de l'Organisation prévoit

## Les neutrons viendront à manquer

Les perspectives concernant les sources de neutrons ne sont pas brillantes. « Pourquoi est-ce important ? » pourrait-on se demander. Les scientifiques et les ingénieurs utilisent des faisceaux de neutrons – particules élémentaires qui, avec les protons, sont les constituants de tous les noyaux atomiques – pour étudier notamment les propriétés des matériaux semi-conducteurs et supraconducteurs, ainsi que ceux des spécimens biologiques. Autrement dit, ce sont des outils essentiels pour la recherche fondamentale et appliquée. Or, les neutrons sont produits dans de grandes installations très coûteuses. Le Forum Mégascience en est arrivé au constat que dans les vingt prochaines années, il faudra arrêter la plupart des sources de neutrons existantes : cela vaut surtout pour les réacteurs (barres grises du graphique), le nombre d'accélérateurs (barres rouges) diminuera de façon moins brutale. Le Forum a formulé des recommandations précises à l'intention des gouvernements en matière de construction de nouvelles sources,

qui tiennent compte de l'équilibre souhaité entre les différentes régions du monde et de la demande prévue dans un large éventail de disciplines, allant des sciences de la vie à la géologie et à la physique fondamentale. A l'issue des délibérations du Forum, des décisions importantes ont été prises. Les États-Unis, par exemple, ont décidé de construire dans le Tennessee un accélérateur pour produire des neutrons qui coûtera 1,3 milliard de dollars.



que les gouvernements des pays membres « conviennent, tant individuellement que conjointement : (...) dans le domaine scientifique et technologique, d'assurer le développement de leurs ressources, d'encourager la recherche et de favoriser la formation professionnelle ».

### Les enjeux scientifiques et financiers

Depuis 1992, le Forum Mégascience est un lieu de consultations régulières sur la science lourde entre des responsables de haut niveau de la politique scientifique provenant de 27 des

29 pays membres de l'OCDE et de la Commission européenne. Outre les échanges permanents d'informations sur les politiques, les plans et les priorités, le Forum a permis d'élaborer des recommandations pratiques en vue d'intensifier la coopération scientifique dans un large éventail de domaines où les projets de science lourde jouent un rôle important. Les avantages de la coopération qui permet par exemple de mettre des ressources en commun et d'éviter la duplication des études, sont systématiquement mis en balance avec les coûts comme les frais généraux, la traduction et l'interprétation,

ou les déplacements. Dans la pratique, sauf à une plus petite échelle, la coopération internationale est rarement simple et, d'ailleurs, l'internationalisation n'est pas une fin en soi. Chaque pays possède ses propres structures et procédures politiques pour fixer les priorités et pour programmer, financer et évaluer la recherche. Celles-ci doivent être harmonisées et coordonnées si l'on souhaite que les efforts conjoints se concrétisent.

Lorsqu'il s'est agi d'organiser le Forum Mégascience, les gouvernements ont abordé avec prudence l'activité qui leur était proposée en raison des enjeux scientifiques et financiers. Après tout, la plupart des gros projets sont portés à leur attention non par des organisations intergouvernementales comme l'OCDE, mais par des scientifiques qui en ont au préalable débattu en détail. La coopération internationale, à supposer qu'elle soit à l'ordre du jour, est généralement menée au cas par cas et, selon les besoins, au travers d'accords bilatéraux, trilatéraux ou autres. Cette circonspection n'a pas été l'apanage des gouvernements. La communauté scientifique était elle aussi plutôt encline à envisager d'un œil désapprobateur l'idée qu'un groupe de hauts fonctionnaires mène hors de son rayon de surveillance des délibérations sur des projets scientifiques. Aussi, a-t-il fallu veiller à trouver un juste milieu pour concevoir les procédures du Forum : il s'agissait de créer un mécanisme assurant la participation des scientifiques tout en respectant le souhait des hauts fonctionnaires de ne pas être assaillis lors des réunions par une armée de chercheurs qui reprendraient en chœur l'incontournable refrain « nous voulons plus d'argent ! ».

### Une décennie mouvementée

En dépit de tous ces obstacles et de ces exigences, le Forum Mégascience a réussi à mettre sur pied cinq groupes

de travail et deux ateliers sur une période de trois ans à compter de 1995. Au total, plus de 50 réunions internationales regroupant des centaines de délégués ont été organisées. L'un des ateliers a porté sur l'intensification de la coopération entre les chercheurs qui mènent des études sous-marines sur les neutrinos à très haute énergie – particules élémentaires insaisissables provenant d'un point reculé de l'espace et dont l'origine reste un mystère pour les astronomes. L'autre atelier a été consacré aux moyens d'optimiser les évaluations scientifiques multidisciplinaires à grande échelle des problèmes qui se posent au plan mondial, comme les menaces pesant sur la diversité biologique. Les groupes de travail se sont montrés très actifs. Par exemple, une vision globale commune du devenir de la physique nucléaire a été esquissée, abordant notamment les possibilités de coordination ou de coopération dans le développement d'installations utilisant des faisceaux nucléaires radioactifs, de collisionneurs d'ions lourds, d'accélérateurs d'électrons et d'installations qui produisent des faisceaux po-

lyvalents de particules élémentaires inhabituelles pour la recherche nucléaire. En outre, un certain nombre d'applications de science nucléaire ont été examinées, comme la transmutation des déchets nucléaires ou l'imagerie médicale. Dans le domaine de l'informatique de la biodiversité, un programme de travail a été établi pour mettre en place un Centre d'information mondial sur la biodiversité (CIMB) qui sera d'une grande utilité pour les responsables politiques, les chercheurs et les entreprises. Dans celui de la neuro-informatique, le Forum a élaboré des recommandations en vue de promouvoir la coopération internationale pour l'application de l'informatique à l'étude du cerveau.

Un des objectifs permanents du Forum est d'améliorer l'accès aux installations de recherche à grande échelle et d'éliminer les obstacles à la coopération internationale. Pour cela, il a formulé des lignes directrices à l'intention des gouvernements concernant les règles applicables aux installations à grande échelle existantes et futures. En outre, des re-

commandations ont été présentées en vue de s'affranchir des obstacles limitant le transfert d'équipements scientifiques et la mobilité du personnel. Après avoir fait l'objet d'un examen particulièrement minutieux par des experts indépendants, les travaux du Forum sont aujourd'hui considérés comme une réussite. C'est donc sans surprise que les gouvernements des pays de l'OCDE devraient approuver la création d'un organe qui poursuivra la mission du Forum Mégascience sous l'appellation « Forum mondial de la science de l'OCDE ». Mais cette fois, compte tenu des besoins de la recherche fondamentale, la nouvelle structure ne s'intéressera plus exclusivement aux projets à très grande échelle. ■ S.M.

#### Bibliographie

- Richter, Diter, et Springer, Tasso, « A twenty Years Forward Look at Neutron Scattering Facilities in the OECD Countries and Russia », OCDE/Fondation européenne pour la science, 1998
- Report of the Megascience Forum Neutron Sources Working Group, Forum Mégascience de l'OCDE, 1998, Internet: [www.oecd.org/dsti/sti/s\\_t/ms](http://www.oecd.org/dsti/sti/s_t/ms)

## Faut-il promouvoir l'innovation ?

JEAN GUINET ET DIRK PILAT, DIRECTION DES SCIENCES, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INDUSTRIE, STI.CONTACT@OECD.ORG

**L'**innovation joue un rôle primordial dans les performances économiques. Mais tout comme l'économie, il faut lui donner les moyens de se développer. Dans quelle mesure les pouvoirs publics des pays de l'OCDE peuvent-ils y contribuer ?

L'innovation est au cœur même de l'économie des pays de l'OCDE. Sans elle, pas de nouveaux produits, services ou procédés. Et les entreprises ont toutes les peines du monde – à supposer qu'elles y parviennent – à gagner des parts de marché, réduire leurs coûts et accroître leurs bénéfices. En fait, l'arrêt du pouls de l'innovation sonnerait tout simplement le glas des entreprises.

Par le passé, les plus grandes entreprises étaient suffisamment fortes pour se protéger du changement et retarder l'innovation afin de profiter durant de nombreuses années des lignes de produits qui avaient fait leur fortune. Mais dans le contexte actuel de concurrence internationale, aucune entreprise, petite ou grande, ne peut survivre sans innover. Dans tous les secteurs de

l'économie, l'innovation est indispensable pour permettre aux entreprises de croître et leur éviter d'être prises de vitesse sur le marché. Elle aide les producteurs à répondre à la demande diversifiée et en rapide évolution des consommateurs, et elle permet d'apporter des améliorations dans les domaines de la santé, des communications et de la qualité de vie en général. En d'autres termes, l'innovation est le moteur du progrès.

L'innovation a un coût, et il est élevé. En 1996, les dépenses de recherche-développement (R-D) des entreprises ont dépassé les 300 milliards de dollars dans la zone OCDE. Les grandes entreprises manufacturières et de services comme Ford, Siemens, IBM et Microsoft y consacrent chaque année des milliards de dollars. Et pourtant, les dépenses de R-D ne représentent qu'une part du coût total de l'innovation. Dans l'industrie manufacturière, cette part est comprise entre le tiers et la moitié des dépenses d'innovation et dans les services, elle est même souvent inférieure au tiers. Pour rendre l'innovation opérationnelle, d'importants investissements supplémentaires sont nécessaires en matière de formation, d'équipement, de licences, de marketing et de réorganisation.

Ces dernières années, le processus d'innovation a beaucoup changé. Les

entreprises ont accéléré leurs efforts du fait de la mondialisation, de l'intensification de la concurrence, de l'impact croissant des technologies de l'information et de la communication, et du rythme effréné du progrès scientifique et technologique. L'efficacité de leur R-D s'en trouve renforcée, mais au détriment de la recherche appliquée à long terme où l'investissement privé s'amenuise par contrecoup. Des en-

Alors que l'innovation est suscitée par la concurrence, les nouvelles idées ne peuvent porter leurs fruits sans coopération entre les entreprises, parfois même entre des entreprises concurrentes. C'est là le paradoxe de l'innovation. Les coûts, la complexité et les risques de l'opération sont tels qu'aucune entreprise, quelle que soit sa taille, n'est en mesure de trouver en interne ni même dans son pays d'origine l'ensem-

---

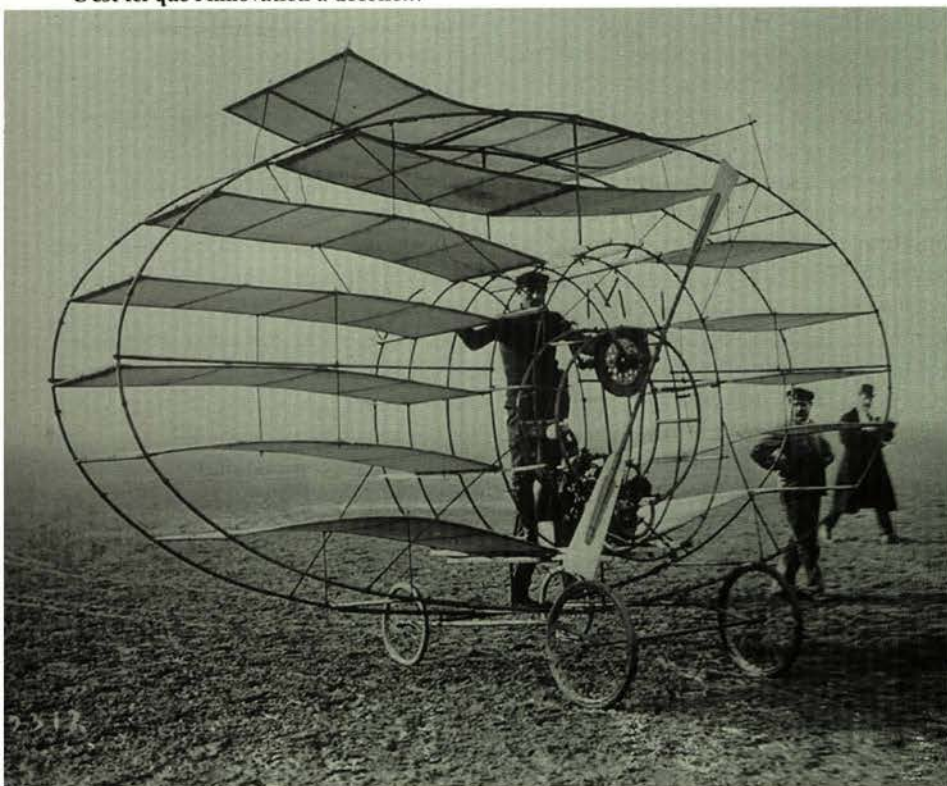
**Alors que l'innovation est suscitée par la concurrence, les nouvelles idées ne peuvent porter leurs fruits sans coopération entre les entreprises, parfois même entre des entreprises concurrentes.**

---

quêtes menées aux États-Unis indiquent que la durée moyenne du cycle de R-D des entreprises est passée de 18 mois en 1993 à seulement 10 mois en 1998.

ble des connaissances et des informations nécessaires. La mise au point d'un nouveau médicament peut coûter des millions de dollars, alors que seulement quelques-uns des médicaments qui sont actuellement en cours de développement seront un jour commercialisés. Pour partager les risques et les coûts, accéder aux nouvelles connaissances et s'assurer que l'innovation répond aux besoins des consommateurs, les entreprises se regroupent en réseaux ou créent des alliances. Elles coopèrent avec des universités et des instituts de recherche, avec leurs clients et les organismes de réglementation, et même avec leurs concurrents. Aujourd'hui, bon nombre des réseaux et des alliances dans des secteurs tels que l'automobile, le transport aérien et le commerce de détail, ont une vocation mondiale.

C'est ici que l'innovation a décollé...



Hulton Getty, Fotogram-Stone

### Le rôle des pouvoirs publics

Les entreprises impulsent l'innovation, mais elles sont tributaires de l'État à qui il revient de remplir trois missions essentielles. La première consiste à investir dans les connaissances fondamentales, qui sont le point de départ incontournable des idées, des méthodes et des produits nouveaux. Les grandes



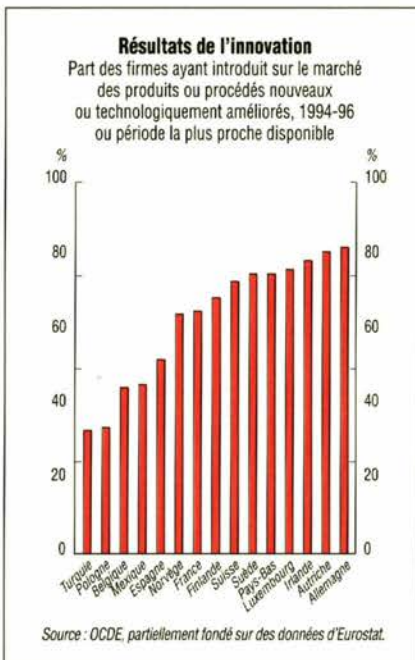
avancées de la recherche scientifique sont pour une grande part à l'origine des progrès décisifs dans les technologies de l'information, comme le réseau Internet, et dans la biotechnologie, y compris le génie génétique. La longue période de gestation, le coût élevé et les incertitudes de l'opération, ne font qu'ajouter aux difficultés que rencontrent la plupart des entreprises pour rentabiliser un tant soit peu la recherche fondamentale. Il incombe aux pouvoirs publics de continuer à soutenir cette activité capitale qu'est la recherche à long terme pour éviter l'effondrement du système. Tous les pays de l'OCDE admettent d'ailleurs cette responsabilité de l'État, et plusieurs d'entre eux, dont le Japon, la Corée et le Royaume-Uni, ont récemment augmenté leur aide à la recherche scientifique.

La seconde mission des pouvoirs publics est de créer des conditions propices à l'innovation des entreprises. Il s'agit de veiller à la stabilité du cadre macro-économique et au bon fonctionnement des marchés des capitaux,



NASA/Cosmos

... et c'est là qu'elle se trouve aujourd'hui



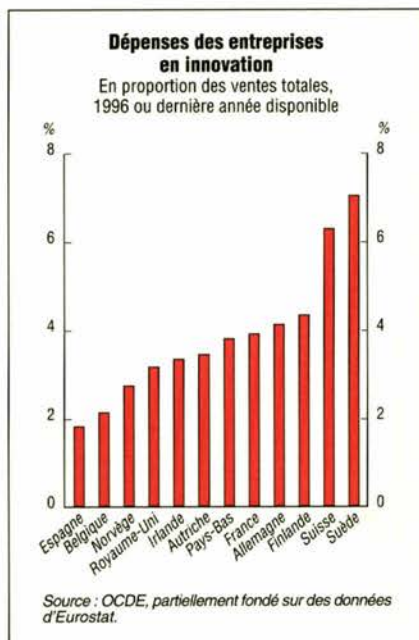
du travail et des biens, et de mettre en place un dispositif réglementaire qui soit favorable à la concurrence et à l'innovation. Il s'agit aussi d'aider la population à acquérir la formation et les compétences requises pour s'adapter à l'accélération du progrès technologique. Il s'agit enfin de protéger les droits de propriété intellectuelle de façon à encourager à la fois l'innovation et la diffusion des nouvelles technologies à l'échelle de l'économie tout entière.

Enfin, troisième mission, les pouvoirs publics doivent contribuer à l'amélioration du système d'innovation lui-même. L'innovation ne dépend plus seulement des performances des entreprises, des universités, des instituts de recherche et des autorités réglementaires, elle est aujourd'hui tributaire de

leur coopération. Une action déterminée des pouvoirs publics s'impose dans ce domaine pour mettre fin aux rigidités institutionnelles et organisationnelles qui sont susceptibles d'étouffer l'innovation. Il convient ainsi d'éliminer les obstacles à la coopération et à la constitution de réseaux, et de promouvoir la collaboration entre les universités, les institutions de recherche publiques et les entreprises.

#### Lever les obstacles à l'innovation

Dans beaucoup de pays de l'OCDE, les chercheurs dans les universités ne sont pas incités à s'engager dans des recherches qui pourraient faire l'objet d'une application commerciale, ni à coopérer avec les entreprises. Les États-Unis sont l'un des premiers pays à avoir pris des mesures dans ce domaine. Depuis



l'adoption de la loi Bayh-Dole en 1980, les universités peuvent désormais faire breveter les résultats de travaux de recherche financés par le gouvernement fédéral (avant l'adoption de cette loi, ces brevets étaient attribués au gouvernement fédéral). Quant au Japon, il a récemment modifié sa législation pour accorder aux chercheurs du secteur public la moitié des droits de brevet sur leurs inventions.

Ces dispositions constituent autant d'améliorations réglementaires qui stimulent l'innovation et renforcent les liens entre les scientifiques et le processus d'innovation. D'autres obstacles, comme les règlements qui empêchent la collaboration des chercheurs universitaires avec le secteur des entreprises ou ceux qui entravent la coopération interentreprises, doivent aussi être démantelés. Enfin, parmi les problèmes qui exigent l'attention des pouvoirs publics, il faut mentionner celui de l'accès au capital-risque. En résumé, les obstacles sont multiples et il faut souvent analyser en détail le fonctionnement du système national d'innovation pour déterminer dans un pays donné les mesures que peuvent prendre les pouvoirs publics.

Beaucoup de pays sont aujourd'hui conscients de l'importance de l'innovation et du savoir. Cependant, dans certains pays de l'OCDE, les réformes menées pour traduire concrètement cette prise de conscience restent encore bien souvent ponctuelles et fragmentées. Ces pays devraient se pencher avec attention sur le cas de l'économie florissante des États-Unis, qui offre déjà un climat des affaires propice à l'épanouissement de l'innovation (voir l'article sur les États-Unis page 9). Ils

pourraient aussi s'inspirer de l'exemple de la France, du Mexique, du Japon, de la Corée, de la Finlande et de l'Autriche qui ont pris des initiatives d'envergure pour renforcer leur système national d'innovation. Les mesures pour faciliter l'accès au capital-risque et pour promouvoir la commercialisation des résultats des recherches financées par des fonds publics sont au cœur des dispositifs mis en place.

**Dans beaucoup de pays de l'OCDE, les chercheurs dans les universités ne sont pas incités à s'engager dans des recherches qui pourraient faire l'objet d'une application commerciale, ni à coopérer avec les entreprises.**

A l'évidence, il faut donc bien promouvoir l'innovation. Et il est essentiel de tirer les leçons des expériences des autres, parce que l'innovation doit être partagée pour bien se développer. Il est tout aussi important que les gouvernements aient un nouveau rôle, une nouvelle responsabilité qui consiste à mettre en place des politiques cohérentes pour que l'innovation s'épanouisse et que l'économie fondée sur le savoir puisse se développer et prospérer. ■



### MESURER LES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES DES ÉLÈVES Un nouveau cadre d'évaluation

FF150 USS26  
ISBN 92-64-27053-1

**Bien armés pour la vie ?**

**OCDE**

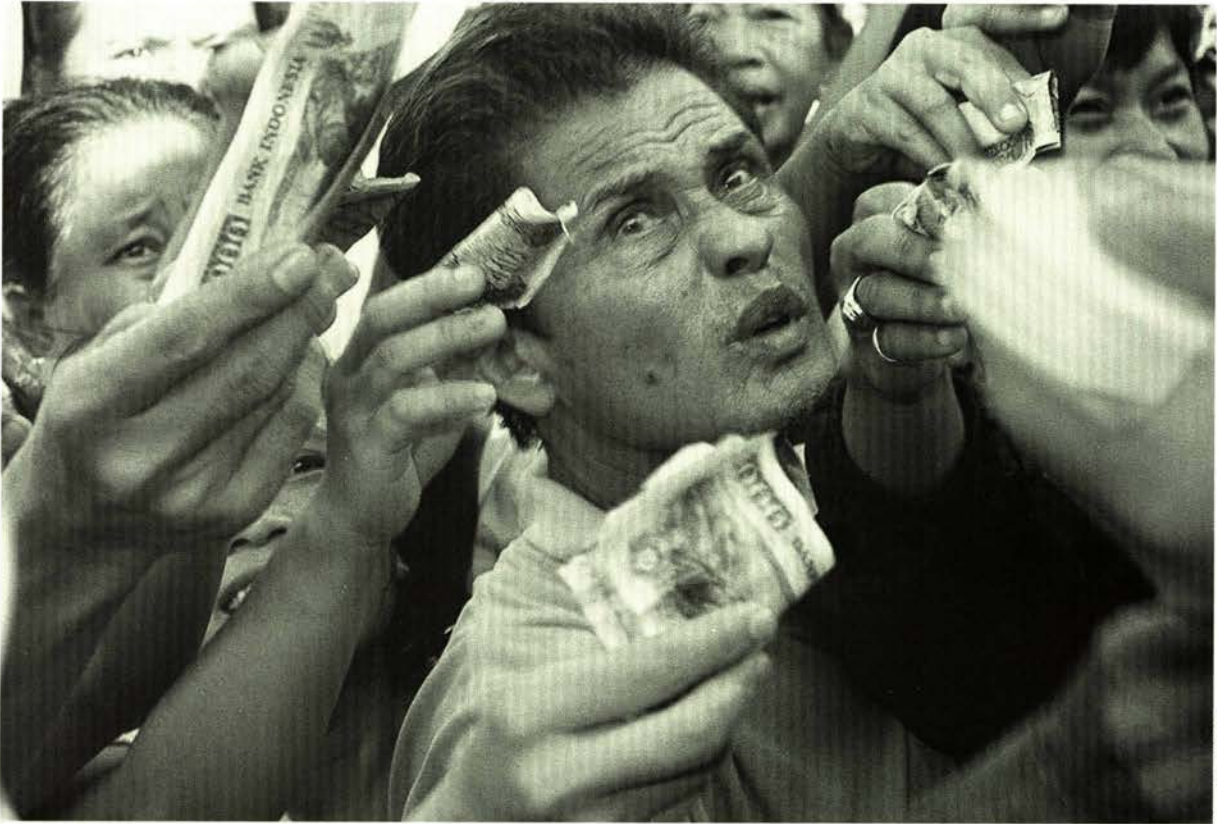
UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE

### Bibliographie

- « Gérer les systèmes nationaux d'innovation », OCDE, 1999
- « Technologie, productivité et création d'emplois – Politiques exemplaires », OCDE, 1998
- « Synthèses de l'OCDE : Promouvoir le progrès scientifique et technologique », 1999
- « Boosting Innovation, The Cluster Approach », OCDE, 1999
- « L'économie fondée sur le savoir : des faits et des chiffres », OCDE, 1999

# La crise industrielle en Asie : ce qui s'est réellement passé

THOMAS ANDERSSON ET PETER AVERY, DIRECTION DES SCIENCES, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INDUSTRIE,  
STI.CONTACT@OECD.ORG



Cusdida/AFP

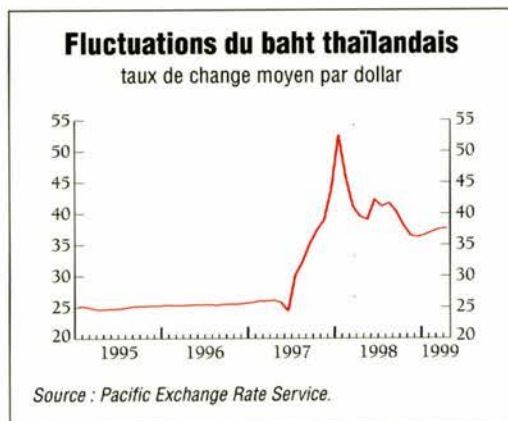
Panique en Indonésie

**L**a crise qui a secoué la planète en 1997-98 n'était pas seulement financière. Les dysfonctionnements dans l'industrie ont, en effet, joué un rôle essentiel. Comprendre l'origine du problème peut aider les gouvernements à réduire les risques qu'une telle crise ne se produise à nouveau.

Le 2 juillet 1997, le gouvernement thaïlandais renonçait à défendre le baht, la monnaie nationale. Les menaces, qui se profilaient sur plusieurs fronts, étaient devenues insoutenables. Après une période de flux massifs de capitaux privés à court terme, les prix des actifs ne cessaient de fléchir et l'activité dans le bâtiment ralentissait. La croissance des exportations avait également marqué le pas, notamment

sous l'effet d'un net recul de la demande mondiale de semi-conducteurs. De plus, le baht étant rattaché à un dollar alors dopé, la monnaie thaïlandaise s'était en fait appréciée vis-à-vis du yen. C'est ce qui a sonné le glas de la politique de taux de change de la Thaïlande, réduisant à néant tous les arguments qui auraient pu être avancés pour préserver l'arrimage du baht au dollar.

Les investisseurs se sont d'abord réjouis de l'abandon de l'ancrage au dollar, car cela mettait un terme à la baisse prolongée du cours des actions. Mais leur enthousiasme allait être de courte durée. Au lieu de flotter tranquillement, le baht a sombré. En janvier 1998, la monnaie thaïlandaise, qui avait perdu plus de la moitié de sa valeur, a alors atteint son niveau le plus bas. La crise ne s'est pas cantonnée à la Thaïlande. Les mêmes signes de tensions sont apparus en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie, avec les mêmes effets. C'est dans la consternation que l'on a alors commencé à envisager que la crise se propagerait à un nombre croissant de pays de la région, puis au monde entier. La Corée a succombé à la fin de 1997. La Russie est tombée en août 1998. Et le Brésil a suivi en janvier 1999. Mais s'agissait-il d'une crise uniquement financière ?



En tous les cas, ce sont les aspects financiers de la crise qui ont le plus monopolisé l'attention. Le diagnostic retenu était que les institutions financières internationales dans les économies asiatiques touchées par la crise étaient insuffisamment développées pour répondre à la fois à la rapide mondialisation des marchés financiers et aux fantaisies spéculatrices des investisseurs. La plupart des spécialistes en stratégie se sont concentrés sur la nécessité de réformer le système financier international pour le rendre moins vulnérable à l'instabilité des flux de capitaux à court terme, tout en s'intéressant aux causes et aux remèdes des problèmes des institutions financières nationales.

Mais la crise était loin de se limiter à un phénomène financier. Elle comportait aussi à la base une dimension industrielle. De profondes failles structurelles étaient apparues, que l'effervescence liée à l'extraordinaire performance économique de l'Asie avait contribué à camoufler. Pourtant, à examiner la situation de plus près, les signes de tensions étaient déjà apparus de manière de plus en plus évidente dès 1996 et le début de 1997.

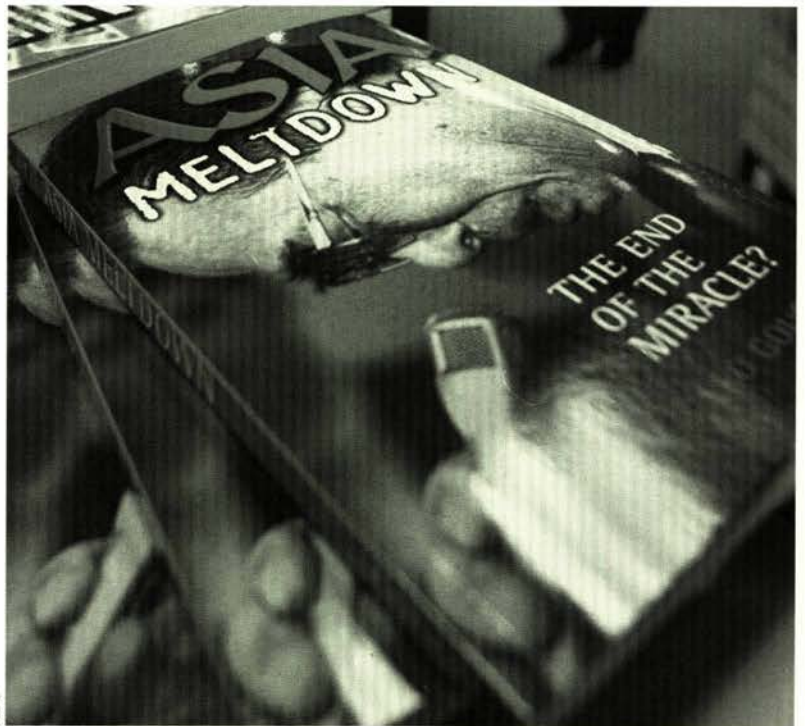
Le premier signe a été l'accumulation de capacités de production excédentaires dans de nombreux secteurs. Plusieurs économies d'Asie avaient pendant longtemps mené des programmes de développement ambitieux en investissant massivement dans l'industrie lourde ou les technologies de pointe – dans la sidérurgie, l'automobile ou l'électronique, par exemple. L'incidence de ces investissements sur les secteurs eux-mêmes a été relativement peu prise en compte. Les excédents de capacités, conjugués à la diminution des obstacles aux échanges commerciaux, ont intensifié les pressions sur la concurrence. En outre, les gouvernements ont déployé des efforts enthousiastes pour doter leur économie d'industries de pointe, sans pour autant disposer de l'expertise technique nécessaire pour soutenir ces nouvelles entreprises, ce qui n'a fait que renforcer leur dépendance vis-à-vis des produits et des technologies importés. Du fait de ce manque d'expertise, de nombreuses entreprises ont fonctionné en deçà de leur potentiel de production. Les entreprises éprouvaient également des difficultés à innover, alors qu'il s'agit là d'une activité vitale pour les secteurs de pointe à forte intensité de savoir. Parallèlement, la compétitivité dans ces secteurs s'est émoussée tandis que la croissance de l'activité économique poussait les salaires à la hausse et que les taux de changes réels des monnaies rattachées au dollar étaient surévalués avec la montée du dollar.

Du fait d'un accès facile au crédit et de la souplesse des critères en matière de prêt, les entreprises n'ont eu aucun mal à emprunter pour financer leurs projets, qu'ils soient bons ou mauvais, ce qui a contribué au surendettement des conglomérats industriels. Avant la crise, l'endettement des sociétés non financières en

Indonésie et en Thaïlande était de deux à trois fois supérieur à leurs fonds propres, ce rapport ayant augmenté en 1995 et en 1996. En Corée, le ratio d'endettement des trente premiers conglomérats (chaebols) dépassait les 500 %. Ce surendettement était tolérable tant que les capacités étaient pleinement utilisées. Mais dès que ça n'a plus été le cas, ces entreprises surdéveloppées se sont trouvées en grande difficulté sur le plan financier et un grand nombre d'entre elles ont fait faillite. En Corée par exemple, le nombre d'entreprises insolubles a grimpé en flèche, passant d'environ 9 500-14 000 sur la période 1992-1996 à près de 23 000 en 1998.

Les entreprises avaient toute la marge de manœuvre nécessaire pour étendre leurs activités comme bon leur semblait, bénéficiant souvent d'un soutien politique confortable. La surveillance des banques et des autorités de régulation étaient insuffisante et peu de comptes étaient rendus aux actionnaires. Ceux-ci accordaient plus d'importance à l'expansion des activités qu'aux bénéfices de l'entreprise, une stratégie qui a longtemps été soutenue aussi bien par les salariés que par les fournisseurs et les créanciers. Cette forme d'autarcie des entreprises a ralenti le transfert et l'adoption des technologies et du savoir-faire en matière de gestion venant de l'étranger. Il y avait un déficit de transparence à tous les niveaux et les actionnaires minoritaires étaient peu écoutés. D'où un grand nombre d'investissements de piètre qualité dans les portefeuilles des entreprises.

La priorité donnée aux grandes entreprises s'est opérée aux dépens des PME et les liens entre petites et grandes entreprises, qui sous-tendent le développement industriel de la plupart des pays de l'OCDE, n'ont pu se créer. Les grandes entreprises ont dû davantage recourir à une technologie importée et plus coûteuse. Les PME étant absentes sur ce terrain, le déficit en matière de capacité d'innovation n'a fait qu'empirer. Les entreprises, grandes et petites, qui ne pouvaient que souffrir d'une telle dichotomie de la politique industrielle, ont peu à peu perdu de leur compétitivité, ce qui s'est traduit par un ralentissement des exportations. Avec la hausse générale des salaires, il semblerait que les industries à bas salaires dans ces pays auraient tout simplement perdu leur avantage comparatif.



AFP

#### Dure leçon !

La crise financière a été un choc systémique qui a eu un effet dévastateur sur toutes les entreprises, qu'elles aient été bien ou mal gérées. La demande intérieure et régionale de biens et services s'est effondrée. Le coût des importations s'est nettement accru en monnaie nationale, de même que les échéances de remboursement des prêts libellés en devises. Les taux d'intérêt ont grimpé sous l'effet des interventions des autorités pour défendre leur monnaie nationale, tandis que la prudence qui s'imposait rendait le crédit de moins en moins accessible, en particulier pour les PME.

Résultat, les ventes ont baissé et les coûts ont augmenté. La demande intérieure, par exemple, a diminué en 1998 de 8 % aux Philippines et de 20 % ou plus en Indonésie, en Malaisie, en Corée et en Thaïlande. Au milieu de l'année 1998, des pans entiers du secteur des entreprises étaient insolubles ou accusaient de graves pertes. Face à la chute de la demande intérieure et régionale, les entreprises en difficulté ont généralement tenté d'accroître leurs exportations, à l'instar de ce qui s'était passé au Mexique au milieu des années 90. Dans le

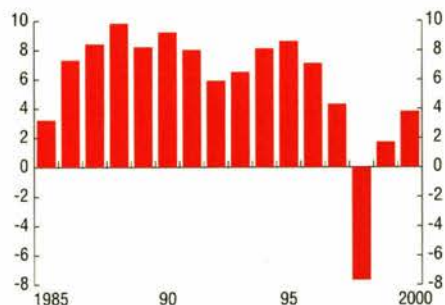
cas de l'Asie, une reconfiguration de la structure des échanges s'est opérée, mais elle n'a pas été suffisante pour compenser les effets de la crise. Si les exportations ont progressé en volume, elles ont en fait diminué en valeur exprimée en dollars. En même temps, la valeur des importations en dollars a chuté d'environ un tiers. Résultat, la variation nette du solde de la balance commerciale combinée des cinq pays a porté sur 130 à 135 milliards de dollars, passant d'un déficit de 50 milliards de dollars en 1996 à un excédent de 80 à 85 milliards de dollars environ en 1998.

Si, dans un premier temps, la crise financière n'a guère eu d'effet sur la plupart des pays de l'OCDE, l'ampleur qu'elle a pris en définitive a fini par les ébranler. La croissance économique dans la zone OCDE, qui était de 3,3 % en 1997, est passée à 2,3 % en 1998, et ce, en grande partie sous l'effet de la crise. La croissance des échanges commerciaux s'est aussi nettement ralentie, notamment les exportations vers les économies touchées par la crise, en particulier celles d'Asie.

Les conséquences ont été importantes dans certains secteurs comme les matières premières. Si l'on a pu observer quelques signes d'améliorations ces derniers mois, les cours des métaux, qui étaient déjà sous pression, ont reculé de pas moins de 40 % entre juillet 1997 et janvier 1999, tandis que les prix du pétrole ont chuté de presque autant entre octobre 1997 et fin 1998.

Outre les matières premières, la crise a aussi sévèrement affecté la sidérurgie et la construction navale. En ce qui concerne l'acier, la baisse des prix et la réorientation des courants d'échanges ont avivé les tensions commerciales, ce qui n'a fait qu'intensifier le recours à des mesures anti-dumping et autres mesures apparentées de restriction des échanges. Dans l'Union européenne, par exemple, les importations ont augmenté de 43 % pour atteindre 23,4 millions de tonnes en 1998, tandis que les exportations reculaient de 15 % pour s'établir à 24 millions de tonnes. De même, aux États-Unis, les importations se sont hissées au niveau record de 37,7 millions de tonnes après une progression de 33 %, tandis que les ex-

### Croissance du PIB réel en Indonésie, Corée, Malaisie, Philippines et Thaïlande 1985-2000



Source : Banque mondiale pour 1985-96, estimations OCDE pour 1997-2000.

portations cédaient 8,5 % pour s'établir à 5 millions de tonnes. Les prix sur le marché au comptant des tôles d'acier laminées à chaud, à l'exportation ou à l'importation, qui représentent une part importante des échanges internationaux dans le secteur, ont chuté d'environ 30 % pendant la crise jusqu'à la fin 1998. Dans la construction navale, les carnets de commande sont pleins, mais la faiblesse des prix met les entreprises sous pression. Étant donné que les armateurs avancent leurs achats pour profiter de ces prix, il est très probable que les tensions s'accroissent lorsque les commandes viendront à diminuer.

La crise a néanmoins eu quelques effets positifs. Elle a sans nul doute contribué à accélérer la restructuration dans plusieurs secteurs, par le biais de fusions et acquisitions. C'est notamment le cas de l'industrie pétrolière, où l'atonie du marché a été un élément moteur de la récente vague de grandes fusions (Exxon-Mobil et BP-Amoco-Arco, par exemple).

La baisse des cours des matières premières a aussi aidé à contenir l'inflation dans les pays de l'OCDE et a influé favorablement sur les coûts de certaines entreprises. Par exemple, les prix à la consommation dans 17 pays de l'OCDE, ont gagné moins de 2 % en 1998, soit une progression bien inférieure aux tendances antérieures. Cependant, les risques de défla-

tion, qui existent déjà au Japon (et en Chine), peuvent s'accroître. Si cela se confirmait, les pressions concurrentielles s'intensifieraient dans un nombre croissant de secteurs ce qui provoquerait des faillites d'entreprises et des suppressions d'emplois en cascade. Cela pousserait aussi à une consolidation et à une restructuration plus profondes dans ces secteurs.

### Des réformes impressionnantes

Dans le sillage de la crise, les cinq économies d'Asie ont lancé des réformes impressionnantes – réforme du secteur financier, privatisation, libéralisation des régimes applicables à l'investissement. Elles s'emploient également à améliorer le gouvernement d'entreprise en renforçant les règles afin d'améliorer les obligations d'information et la protection des actionnaires, tout en étudiant les moyens de résoudre les problèmes d'endettement des entreprises. Les procédures de faillite, qui étaient inadéquates, ont fait l'objet de réformes en Indonésie, en Corée et en Thaïlande. Les gouvernements ont finalement commencé à accorder plus d'importance aux PME, en réorientant la politique du crédit à leur faveur afin de pallier les conséquences de la chute des crédits, et de nouveaux engagements ont été pris pour renforcer ce secteur.

Si la conjoncture économique générale s'améliore, on peut toujours craindre un ralentissement du processus de réforme. Pour empêcher que cela ne se produise, les gouvernements doivent agir rapidement, tant qu'ils auront encore la possibilité de le faire, en veillant à ce que les réformes soient mises en œuvre. Ils doivent s'abstenir de gérer les réformes économiques à travers leur microcosme, et s'efforcer au contraire de mettre en place les conditions nécessaires pour que le marché puisse être la force motrice du changement.

Dans le même temps, les politiques industrielles devront être adaptées en tenant compte des évolutions de la structure des économies. Si les industries manufacturières traditionnelles restent importantes, à l'avenir, le moteur de la croissance et de la création d'emplois résidera de plus en plus dans les activités de services et dans celles fondées sur le savoir. Les gouvernements

doivent en tirer les conséquences en adoptant des politiques qui favorisent l'innovation dans les PME et qui resserrent les liens entre les PME et les grandes entreprises. Ils doivent également s'efforcer d'élargir le champ des politiques d'innovation afin de ne pas rester cantonnés à la R-D traditionnelle des industries manufacturières et d'améliorer l'interface entre la science et l'industrie. Les pouvoirs publics doivent aussi augmenter la flexibilité sur les marchés du travail, encourager le perfectionnement des connaissances et l'apprentissage tout au long de la vie et améliorer les conditions d'entrée sur les marchés des produits.

Pour les gouvernements, l'un des plus importants défis sera de résister aux tentations protectionnistes. Cela signifie qu'il leur faudra améliorer les politiques mises en œuvre pour faciliter l'ajustement de l'industrie à la mondialisation, notamment en élaborant des programmes efficaces de recyclage et de reconversion à l'intention des travailleurs dont l'emploi risque d'être touché par les restructurations. Cela veut dire aussi resserrer la coopération entre les pays membres de l'OCDE et les pays non membres aussi bien au niveau du gouvernement d'entreprise que des politiques en faveur de l'innovation, de l'entrepreneuriat ou du développement des PME.

En dernière analyse, la crise nous a rappelé que cette formidable réussite était probablement trop belle pour être vraie et pour durer. Le miracle asiatique a donné de remarquables résultats pendant une longue période, mais quand la bulle a éclaté, les failles sont apparues de manière évidente. Ce qui est encourageant, c'est de voir que la coopération à l'échelle mondiale joue un rôle majeur pour favoriser la reprise, et que les réformes engagées dans les économies touchées par la crise jetteront les bases de marchés plus ouverts et plus concurrentiels, ce qui sera une double victoire, à la fois pour les pays concernés et pour ceux avec qui ils entretiennent des relations d'échanges. ■

---

### Bibliographie

- « Asia and the Global Crisis: the Industrial Dimensions », Actes de conférence de l'OCDE, à paraître

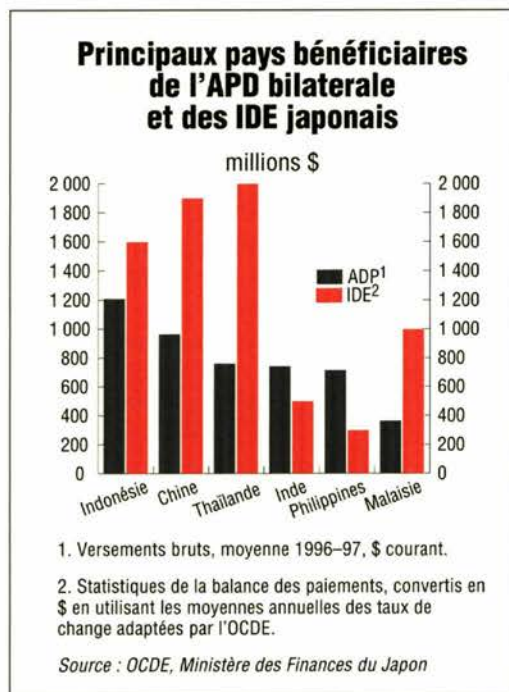
# Les liens se resserrent entre le Japon et ses voisins asiatiques

AELIM CHI, DIRECTION DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, DAC.CONTACT@OECD.ORG  
ET MAIKO MIYAKE, DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES, FISCALES ET DES ENTREPRISES, DAF.CONTACT@OECD.ORG

C'est incontestable : malgré ses difficultés économiques actuelles, le Japon reste la deuxième puissance économique mondiale derrière les États-Unis. Un fait probablement moins connu est que le Japon est aussi le premier donneur d'aide bilatérale au monde. En 1997, l'aide publique au développement (APD) japonaise totale exprimée en termes nets – laquelle inclut les dons et les prêts consentis aux pays en développement – a totalisé 9,36 milliards de dollars. Ce chiffre place le Japon devant les États-Unis, qui eux, n'ont dépensé que 6,9 milliards de dollars la même année. De tous les donneurs d'aide, le Japon est en revanche, le pays qui consacre la part la plus faible de son ADP à des dons. L'élément de libéralité n'était que de l'ordre de 40 %

en 1996-97, alors qu'il était égal ou proche des 100 % dans la plupart des autres pays.

L'essentiel de l'APD japonaise va aux pays voisins d'Asie du Sud, d'Asie centrale et d'Extrême-Orient. En fait, depuis la création du programme d'aide, la part de l'APD bilatérale destinée à l'Asie n'a pratiquement pas varié : en 1997, elle s'est établie à 69 % de l'APD totale, soit à peine 4 points de moins qu'en 1976-77. Le reste de l'APD japonaise se partage entre l'Afrique (13 %), l'Amérique (11 %), le Moyen-Orient (5 %), l'Océanie (2 %) et l'Europe (1 %). D'autre part, selon les données de l'OCDE, les dix principaux bénéficiaires de l'APD japonaise sont des pays asiatiques, les cinq premiers absorbant plus de 40 % des dépenses totales de l'APD bilatérale (voir graphique ci-contre). Autrement dit, si l'aide publique bilatérale du Japon prend avant tout le chemin de l'Asie, elle reste néanmoins fortement concentrée sur quelques pays de la région.



Cette concentration de l'aide japonaise en Asie s'explique essentiellement par des facteurs historiques et géographiques, mais également économiques. L'aide, octroyée sous forme de dons ou de prêts à faible taux, a pour objectifs de faciliter le « décollage » des pays bénéficiaires et de promouvoir la stabilité économique des régions en développement. Si le Japon a investi de manière substantielle dans les hôpitaux, les systèmes d'assainissement et l'approvisionnement en eau des zones rurales, il consacre relativement peu de ressources à la satisfaction des besoins essentiels des individus, comme l'enseignement de base ou la santé. La plus grande partie de l'aide sert à la construction d'infrastructures économiques et à l'amélioration de la production industrielle et des services aux entreprises. En fait, la politi-

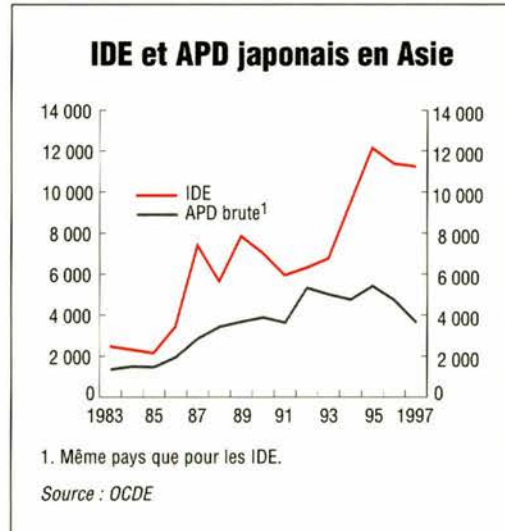


que d'aide du Japon est largement guidée par des intérêts purement économiques, ce qui explique le fait qu'une part importante de l'APD japonaise est traditionnellement consacrée à des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ces derniers recevant davantage de financements que les pays à faible revenu, eux-mêmes privilégiés par rapport aux pays les moins avancés.

Mais le Japon n'est pas seulement un important donneur d'aide. Il est aussi à l'origine d'un volume considérable d'investissements directs étrangers (IDE) : 13 milliards de dollars en 1997, soit la moitié des sorties de capitaux du pays. Le secteur privé japonais investit largement dans ce que l'on a coutume d'appeler les « tigres asiatiques », à savoir Singapour, Hong-Kong, la Chine, la Corée et le Taipei chinois. Ces investissements se sont aussi étendus aux membres de l'ANASE, cette zone d'échanges relativement peu structurée qui unit les pays d'Asie et d'Océanie. Plus récemment, la Chine est devenue l'une des destinations favorites des IDE japonais.

Les investisseurs étrangers s'intéressent depuis longtemps aux pays du continent asiatique, attirés principalement par des coûts de production peu élevés et les perspectives de débouchés qu'offrent ces nouveaux marchés. Aujourd'hui, le Japon est le pays qui possède le stock d'investissements le plus important en Thaïlande, en Indonésie et en Malaisie. Aux Philippines, il est en seconde position derrière les États-Unis. Au cours des dernières décennies, le Japon a contribué à l'expansion des capacités de production de l'Asie et a joué un rôle déterminant dans l'accélération des apports de technologie et de savoir-faire ainsi que dans le développement des ressources humaines dans la région.

La crise économique et financière qui a affecté la majeure partie des pays de l'Asie du Sud-Est n'aura eu raison de la détermination de la politique d'aide du Japon. En fait, depuis que la crise financière a éclaté en Thaïlande au milieu de l'année 1997, les programmes lancés par le Japon pour aider les pays de la région se sont chiffrés à 80 milliards de dollars, dont 10 milliards de dollars sous forme d'APD



(toujours en cours de versement). Ces programmes ont pour but de stimuler la reprise économique, d'encourager les réformes structurelles et de faciliter la mise en place de dispositifs de protection sociale. La valeur en dollar des investissements japonais dans les pays touchés par la crise a diminué, mais exprimée

---

**Aujourd'hui, le Japon est le pays qui possède le stock d'investissements le plus important en Thaïlande, en Indonésie et en Malaisie. Aux Philippines, il est en seconde position derrière les États-Unis.**

---

en yen, elle a continué d'augmenter, notamment dans le secteur manufacturier. Cette évolution s'explique pour plusieurs raisons. Du fait de la diminution des bénéfices susceptibles d'être réinvestis, les sociétés mères japonaises ont dû augmenter leurs envois de fonds pour soutenir les activités d'investissement de leurs filiales étrangères. D'autre part, les entreprises japonaises ont profité de la crise financière pour développer leurs activités destinées à l'exportation à partir des pays asiatiques dont la monnaie s'était fortement dévaluée. Cela a été notamment le cas des fabricants japonais de produits électroniques grand public implantés en Malaisie, en Thaïlande et en Indonésie,

où les coûts de production sont devenus plus compétitifs qu'en Chine.

Les autorités japonaises ont pour leur part largement encouragé la poursuite des IDE. Le programme d'assistance économique mis en place en faveur de l'Asie prévoyait en fait un accroissement des ressources de l'Export-Import Bank du Japon pour faciliter le financement des IDE. Ces fonds se sont révélés particulièrement utiles pour les entreprises qui ont dû faire face à des conditions plus restrictives pour obtenir des prêts bancaires.

---

**Les quatre pays asiatiques qui ont le plus souffert de la crise – à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande – auraient pu tirer un meilleur parti des IDE s'ils avaient adopté une politique plus équilibrée à l'égard de l'investissement étranger.**

---

A présent, que va-t-il se passer ? Les flux d'IDE japonais en Asie du Sud-Est ont considérablement augmenté, ce qui n'a fait que creuser l'écart existant entre les IDE et l'APD. L'un comme l'autre ont cependant fléchi ces dernières années sous l'effet des pressions budgétaires et économiques (voir graphique page 79). Cette tendance a de grandes chances de se poursuivre, en particulier pour l'aide qui devrait certainement diminuer une fois que les programmes spéciaux d'assistance auront été conduits à terme.

Cette perspective soulève deux grandes interrogations, à la fois pour les pays bénéficiaires et pour le Japon. La première concerne la question de savoir comment gérer plus efficacement les flux d'IDE et d'aide. Comme l'a déjà fait observer l'OCDE, les quatre pays asiatiques qui ont le plus souffert de la crise – à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande – auraient pu tirer un meilleur parti des IDE s'ils avaient adopté une politique plus équilibrée à l'égard de l'investissement étranger, notamment en essayant d'établir un lien plus étroit entre la production locale et la mise

en valeur des ressources humaines de la région. La seconde question, qui intéresse surtout le Japon, est liée à la nécessité de consacrer une plus grande part de l'APD à la satisfaction des besoins essentiels afin de promouvoir le développement social et de réduire la pauvreté tout en laissant davantage de place au marché dans la satisfaction des besoins économiques, financiers et en infrastructures. Affecter davantage d'aide aux secteurs sociaux et concentrer l'aide sur les pays qui en ont le plus besoin constituerait déjà un pas dans cette direction. Une telle évolution rehausserait l'efficacité des engagements du Japon en Asie, qu'il s'agisse d'APD ou d'IDE. Elle atténuerait aussi les risques de turbulences futures dans la région, ce qui serait profitable non seulement au Japon mais aussi à l'ensemble de l'économie mondiale. ■

---

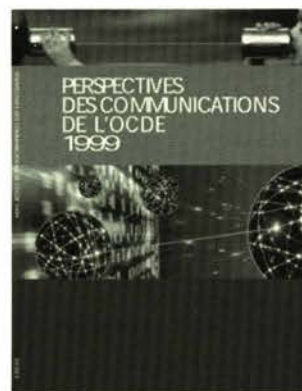
**Bibliographie**

- « Recovery in South East: Enhancing the Role of Foreign Firms », OCDE, à paraître

---

**PERSPECTIVES  
DES COMMUNICATIONS  
DE L'OCDE 1999**

**Un outil indispensable  
à ne pas laisser passer...**



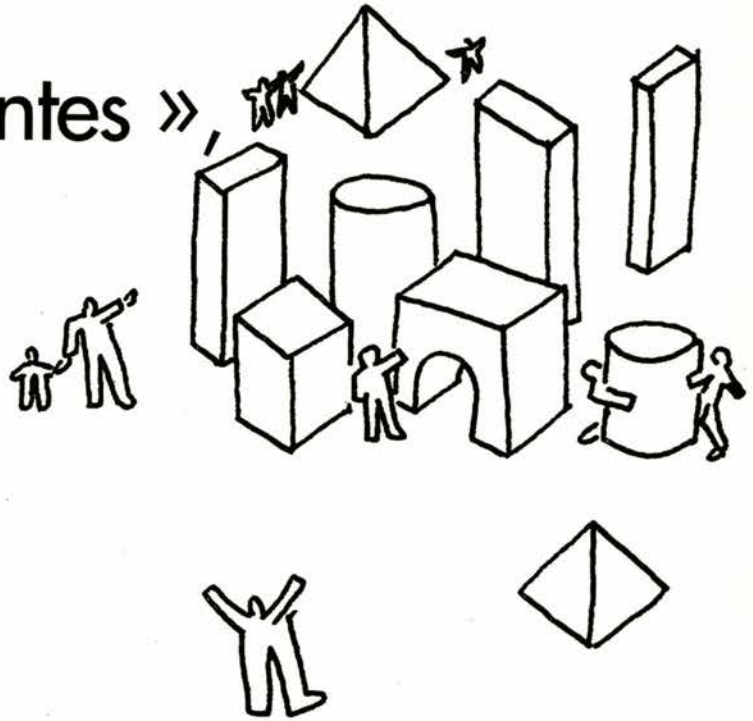
FF400 US\$71  
ISBN 92-64-27013-2

**... pour surfer en toute sécurité !**

**OCDE**

UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE

# « Villes apprenantes » la nouvelle recette du développement régional



KURT LARSEN, CENTRE POUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION DANS L'ENSEIGNEMENT, ELS.CONTACT@OECD.ORG

**B**ien qu'il soit relativement récent, le concept de « ville ou de région apprenante » est au cœur d'un nombre croissant de stratégies de développement régional. Mais qu'est-ce au juste qu'une « ville apprenante » ? Et comment fonctionne-t-elle ?

La ville est morte. Vive la ville ! Ceux qui ont annoncé la fin des villes avec l'ère de la communication planétaire ont peut-être parlé trop vite. Car les villes et leurs régions peuvent offrir un assortiment idéal de ressources, d'institutions, de nouvelles technologies et de valeurs cosmopolites pour s'inscrire comme les berceaux des sociétés fondées sur le savoir qui caractériseront le XXI<sup>ème</sup> siècle.

Il n'existe pas de définition unique d'une ville ou d'une région apprenante, bien que ce concept soit issu des théories sur l'innovation et les systèmes d'innovation. Les villes et régions apprenantes ont en commun la volonté clairement affichée de placer l'innovation et l'apprentissage au cœur de leur stratégie de développement. Elles

cherchent à stimuler l'activité économique en combinant selon des modalités diverses l'apprentissage à vie, l'innovation et l'utilisation créative des technologies de l'information et de la communication.

La notion « d'apprentissage » dans les « villes apprenantes » recouvre à la fois l'apprentissage individuel et institutionnel. L'apprentissage individuel se réfère à l'acquisition, formelle ou informelle, de connaissances et de compétences par les individus. Elle désigne généralement l'ensemble des activités éducatives auxquelles une personne participe tout au long de sa vie, et non pas uniquement la scolarité et la formation initiale. L'apprentissage permet aux individus d'améliorer leurs revenus et leurs perspectives

professionnelles, tandis que la société peut disposer d'une main-d'œuvre plus flexible et formée aux technologies les plus récentes.

### Apprendre pour être compétitif

D'autres conditions sont également nécessaires à la construction d'une ville ou d'une région apprenante. Il faut notamment que les villes et les régions trouvent leur place au sein de l'économie mondiale. Pour cela, elles doivent imaginer des stratégies novatrices qui leur permettent de rester compétitives. Le défi consiste à inscrire l'apprentissage individuel dans un contexte plus large où les institutions sont conscientes de la nécessité d'innover et d'apprendre, tout en étant capables de mettre en œuvre ces objectifs. La constitution

de réseaux et de partenariats est primordiale car l'apprentissage collectif repose sur l'échange continu d'informations sur les produits, les processus et les méthodes d'organisation du travail. De tels liens se tissent généralement entre des organisations qui entretiennent déjà depuis longtemps des relations stables basées sur la confiance. On voit également se développer des partenariats entre les villes et les régions.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des changements qui caractérisent le passage d'une économie industrielle à une économie fondée sur le savoir. Une étude portant sur des villes et des régions considérées comme « appre-

nantes » identifie plusieurs points communs.

### Le partenariat est essentiel

Tout d'abord, il faut qu'il y ait une volonté claire et déterminée de tous les protagonistes – pouvoirs publics, entreprises privées, institutions d'enseignement et de recherche, associations locales ou personnalités importantes – de placer l'acquisition et la diffusion des connaissances au cœur du développement. Le fait que tous les acteurs aient le sentiment d'épouser les mêmes objectifs et d'avoir une identité commune et une confiance mutuelle est essentiel pour qu'ils puissent partager les mêmes valeurs et les

mêmes réseaux au sein des villes. C'est ce que l'on pourrait appeler le capital social, un facteur déterminant pour que le fonctionnement des villes apprenantes puissent fonctionner.

Un autre élément qui caractérise les villes apprenantes réside dans leur volonté de créer des activités industrielles et de services fondées sur le savoir et compétitives à l'échelle mondiale à partir de leur potentiel local d'apprentissage, d'innovation et de changement. L'apprentissage à vie offre aux individus des possibilités de formation, formelle ou non, quels que soient leur âge et leur qualification, en tenant compte des objectifs de cohésion sociale et de viabilité écologique, qui sont des éléments essentiels pour le développement des villes ou des régions.

Mais au-delà de ces similitudes, les études de cas montrent que chaque ville ou région a mis au point sa propre recette. Et comme pour toute bonne recette, les ingrédients et le dosage doivent être adaptés en fonction de ce qui est disponible localement. Les stratégies suivies varient suivant le contexte économique et social, lui-même marqué par l'héritage historique et culturel. Quelles sont les stratégies adoptées, et comment les différentes villes et régions parviennent-elles à élaborer leur propre modèle de développement et de changement ? Les techniques de pointe dans le domaine de l'information et des communications constituent sans doute un facteur essentiel, mais l'aptitude à stimuler l'innovation, les interactions et les échanges entre toutes les composantes de la société est peut-être encore plus importante. Dans tous les cas, l'objectif est de rester compétitif sur le marché mondial grâce à l'éducation et à l'innovation et de se préparer à entrer dans le XXI<sup>ème</sup> siècle.

La ville de Iéna en Allemagne offre un exemple de transition économique et

### De la production de masse à l'économie du savoir

	<b>Production de masse nation/région/ville</b>	<b>Économie du savoir nation/région/ville</b>
Bases de la compétitivité	Avantage comparatif reposant sur : • Les ressources naturelles • La main-d'œuvre • Le perfectionnement continu	Avantage durable reposant sur : • La production de connaissances
Système de production	Production de masse • La main-d'œuvre comme capital • Séparation entre les fonctions d'innovation et de production	Production reposant sur les connaissances • Création continue • Le savoir comme capital • Intégration des fonctions d'innovation et de production
Ressources humaines	• Main-d'œuvre qualifiée et à faible coût • Recherche de l'efficacité et de la productivité maximales de la main-d'œuvre • Délimitation précise des tâches du système d'enseignement et de formation	• Travailleurs hautement qualifiés • Perfectionnement continu des ressources humaines • Éducation et formation permanentes
Infrastructure matérielle et de communication	• Infrastructure matérielle concentrée sur le territoire national	• Infrastructure matérielle et de communication ouverte sur l'ensemble du monde • Transmission électronique des données
Systèmes de gestion des relations de travail	• Relations conflictuelles • Cadre réglementaire fondé sur des obligations assorties de sanctions	• Relations de dépendance réciproque • Organisation en réseaux • Cadre réglementaire souple

Source : Richard Florida : « Learning regions », Futures, Vol. 27, n° 5.

culturel intéressant. Avant la réunification allemande en 1989, l'économie de cette ville située dans la partie orientale du pays, était dominée par le complexe industriel Carl Zeiss, spécialisé dans les instruments d'optique. Il est clair que ce centre technologique a servi de catalyseur dans la création d'une ville apprenante. A l'époque, Zeiss employait 68 000 salariés, dont 23 000 à Iéna. Aujourd'hui, les effectifs locaux du groupe sont retombés à 4 500 personnes. Mais une nouvelle stratégie de développement est en train de propulser Iéna au rang de « région high-tech » et quelque 200 entreprises se sont déjà installées dans la région. Le secteur des biotechnologies, qui emploie un millier de personnes, est en pleine expansion. Cette mutation économique et culturelle s'est produite à une vitesse impressionnante. En seulement six ans, l'Université Friedrich Schiller a renouvelé 85 % de son personnel enseignant et, à présent, la plupart des professeurs viennent de l'ex-Allemagne de l'Ouest. L'enseignement primaire et secondaire a été entièrement rénové et tous les enseignants de Thuringe – environ 32 000 – ont subi une évaluation professionnelle et politique.

### L'expérience française

L'exemple d'une région apprenante en France concerne la région de Poitiers. Ce département principalement rural s'est engagé dans une stratégie de développement reposant sur les techniques de communication, le multimédia et une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le parc du Futuroscope est au cœur de cette stratégie. Celui-ci réunit sur un même site des activités de recherche et développement, d'enseignement et de loisir. Le parc a déjà attiré 70 entreprises et créé 1 500 emplois, auxquels il faut ajouter 12 000 emplois indirects dans l'ensemble de la région. C'est aussi un important site touristique qui attire des



Pressens Bild

Oresund : « pont » de passage d'une région apprenante

visiteurs du monde entier. La majorité des investissements a été financée par des fonds publics.

A cheval sur deux pays, la région scandinave d'Oresund est sur le point de passer d'un centre industriel traditionnel en une économie du XXI<sup>ème</sup> siècle fondée sur le savoir. Ce passage sera illustré de manière symbolique en l'an 2000 par l'achèvement d'un pont et d'un tunnel de 16 kilomètres de long qui relieront la ville de Copenhague au Danemark à celle de Malmö en Suède. Avec 175 000 entreprises employant 1,4 million de personnes sur une population totale de 2,8 millions d'habitants, cette région transfrontalière offrira la plus forte concentration d'installations de recherche, d'établissements d'enseignement prestigieux et de savoir-faire technologique existant en Scandinavie. Les systèmes d'innovation de part et d'autre de cette région diffèrent quelque peu et la coopération entre la partie danoise et la partie suédoise n'est pas aussi importante qu'elle

aurait dû l'être. Le nouveau pont qui relie les deux régions pour finalement en faire une et même région entraînera sans doute un rapprochement inévitable au niveau de la recherche, de l'éducation, et donc de la stratégie d'investissement.

La province espagnole d'Andalousie offre un autre exemple de stratégie de développement. Situé face au continent africain et doté à la fois d'un climat agréable, de très anciens ports maritimes, d'une agriculture extensive et d'un riche héritage culturel, ce creuset des civilisations et haut lieu touristique n'est pourtant pas la région la plus riche d'Espagne. Mais l'Andalousie veut aujourd'hui diversifier son économie. Grâce aux investissements qu'elle a récemment réalisés dans les communications, les technologies et la recherche, et à la présence d'universités et de villes historiques comme Séville, Malaga, Cadix, Cordoue et Grenade, cette région espère attirer de nouvelles entreprises et activités. La

coopération régionale et l'organisation des villes en réseau jouent un rôle déterminant dans la transformation de l'Andalousie en région apprenante.

L'un des plus vastes projets d'aménagement en Europe est situé dans la région du Kent autour de la Tamise, à l'est de Londres. Quelque 4 milliards de livres vont être investis sur une période de trente ans pour transformer en région apprenante cet ancien site industriel où était autrefois implantée une cimenterie de 15 000 salariés. La municipalité du Kent a non seulement développé les infrastructures dans la région – celle-ci sera reliée à l'Europe continentale par une liaison ferroviaire à grande vitesse et quelque 30 000 nouveaux logements et immeubles de bureau seront construits pour accueillir de nouveaux résidents et 50 000 employés supplémentaires, qui pourront se rendre à Londres aisément – mais elle s'est également efforcée de créer une véritable région apprenante. Par exemple, il est prévu d'y construire une vingtaine d'écoles et une dizaine d'établissements secondaires avec l'appui du secteur privé.

### Le lieu, une notion clé

Tous ces exemples contredisent manifestement la thèse largement répandue qui veut que la notion de « lieu » ait perdu de son importance du fait de la mondialisation, même si les arguments en faveur d'une décentralisation issue de la technologie restent solidement étayés. Il semble au contraire que l'intérêt de la dimension géographique ou territoriale reste de mise et devrait continuer de l'être. Le concept de villes et de régions apprenantes s'articule autour de cette notion de lieu, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il y a beaucoup d'avantages à opérer à l'intérieur de marchés du travail avec des limites géographiques précises et à adhérer à un

même ensemble de conventions, de valeurs et de normes régionales. Il est également avantageux d'être en relation étroite avec les fournisseurs, les consommateurs et même les concurrents. Dans son étude consacrée à la région (voir bibliographie), Michael Storper parle « d'interdépendances non négociées » et décrit la région comme un élément essentiel de « l'architecture de l'offre » pour l'apprentissage et l'innovation. Étant donné le caractère social, et souvent informel, de l'apprentissage et de l'innovation, il n'est pas étonnant que le dynamisme naisse souvent de la proximité géographique des partenaires qui permet des interactions fréquentes et des échanges d'informations aisés et informels.

Comme nous le montrent tous ces exemples, les entreprises et les institutions du savoir qui cohabitent sur un même site peuvent plus aisément partager une culture et une perception communes, ce qui favorise l'apprentissage social et permet d'économiser du temps et de l'argent. Cela permet de renforcer la confiance entre les partenaires et de décourager les comportements opportunistes de certaines entreprises. Le flux des connaissances, un facteur essentiel pour l'innovation, s'en trouve de fait facilité. La mondialisation rend les villes, les régions et les pays plus vulnérables aux chocs externes et aux restructurations économiques. Cependant, toutes les villes et les régions disposent de ressources qui peuvent servir de moteur à la croissance économique locale, à condition que leur exploitation s'inscrive dans une stratégie de développement privilégiant les objectifs à long terme par rapport aux gains à court terme. Dans la société du savoir et dans le microcosme d'une ville ou d'une région apprenante, aucune institution ne détient le monopole de la connaissance. Cela a des conséquences importantes pour le système d'enseignement et de formation, qui doit être en per-

manence au service de l'éducation et être suffisamment orienté vers le collectif et vers le travail en équipe pour répondre aux besoins d'une organisation économique fondée sur le savoir. Les établissements d'enseignement et de formation doivent également s'efforcer d'établir de nouveaux partenariats avec d'autres « institutions cognitives régionales ».

Les stratégies des villes apprenantes ne s'attaquent pas directement aux problèmes immédiats de chômage et de pauvreté, mais elles peuvent enclencher une dynamique qui contribuera à les résoudre indirectement. ■

### Bibliographie

- Lundvall, « National Systems of Innovation : Towards a Theory of Innovation and Interactive Learning », Printer, Londres, 1992
- Nelson, « National Systems of Innovation : A Comparative Study », Oxford University Press, Oxford, 1993
- Edquist, « Systems of Innovation : Technologies, Institutions and Organizations », Printer/Castell, Londres, 1997
- Storper, « The Resurgence of Regional Economics, Ten Years Later : The Region as a Nexus of Untraded Interdependencies », *European Urban and Regional Studies* 2, 1995

### VILLES, REGIONS ET DEVELOPPEMENT RURAL

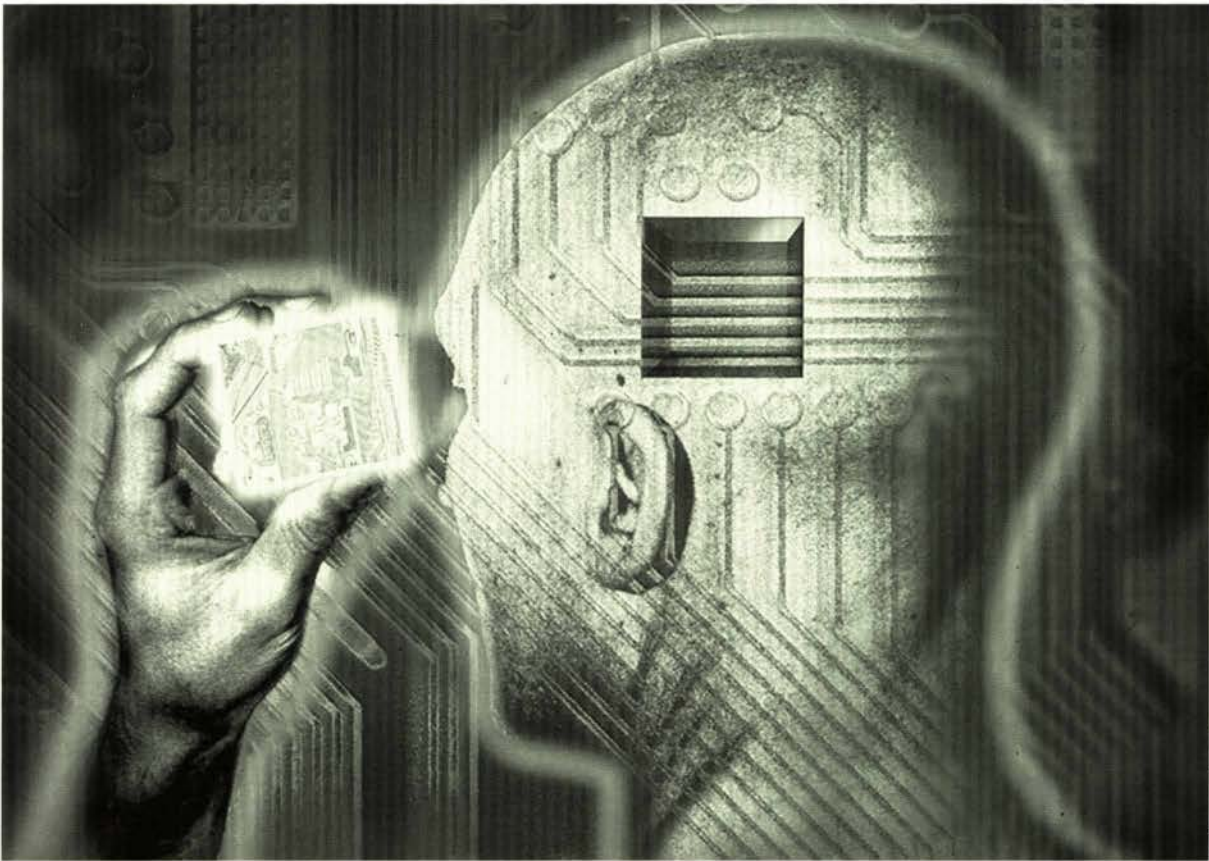


**CATALOGUES GRATUITS !**

N'hésitez pas à nous contacter :  
E-mail : sales @oecd.org  
Fax. (33) 01 49 10 42 76

**OCDE**

UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE



Philip Kaake/Photonica

Un « social » scientifique

# Réinventer l'avenir avec les sciences sociales

JEAN-ERIC AUBERT, DIRECTION DES SCIENCES, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INDUSTRIE, STI.CONTACT@OECD.ORG

**M**ontée de la violence, vieillissement des populations, multiplication des conflits ethniques, réchauffement de la planète : pour les sciences sociales, souvent mal comprises, ces problèmes sont une chance de prouver leur utilité. Mais doivent-elles d'abord changer ?

Il n'est pas interdit de rêver à un monde meilleur, ce à quoi précisément les sciences sociales essayent de nous aider. Comment rendre les villes plus harmonieuses, réduire la criminalité, dépasser le racisme, accroître nos richesses – c'est la matière même des sciences sociales. Mais le problème est que leurs apports sont souvent négligés, perçus comme trop théoriques, trop ambitieux ou trop peu

utilisables. Leurs méthodes sont aussi contestées pour leur manque de rigueur, tandis que de nombreux sceptiques constatent plus simplement le peu d'attention que leur portent les décideurs. Cela pourrait changer si les sciences sociales sont capables de se renouveler et de devenir plus « pertinentes », notamment par rapport à la société du XXI<sup>ème</sup> siècle.



Une société individualiste

Sung/Rapho

Se constituant au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, les sciences sociales ont réellement émergé au début du XX<sup>ème</sup> siècle avec quelques disciplines bien établies : économie, sociologie, science politique, histoire et anthropologie, auxquelles on peut ajouter la géographie et la psychologie. Mais les trois premières – sociologie, science politique et économie – vont au fil des années consolider leur position au cœur des sciences sociales, tandis que les autres seront marginalisées. Par ailleurs, de fortes barrières institutionnelles vont s'instaurer entre les différentes disciplines.

Cette situation n'est pas satisfaisante à maints égards. Elle fait d'ailleurs l'objet de critiques de plus en plus vigoureuses, y compris par des commissions internationales. Pour changer les choses dans l'organisation des sciences sociales, celles-ci proposent des mesures en profondeur concernant les conditions d'octroi des chaires dans les universités, le redécoupage des enseignements ou encore le réaménagement des soutiens financiers.

Ce besoin de décloisonnement et de rééquilibrage entre toutes les disciplines concerne toutes les sciences sociales, mais au premier chef la « science économique ». Celle-ci a pris

une position dominante dans la conduite des affaires publiques, et qui plus est, en tombant sous l'emprise de ce que certains dénomment une « pensée unique », laissant peu de place au débat, par exemple sur la question de la rigueur monétaire ou de la gestion de la dette publique. A certains égards, nombreux sont ceux qui considèrent que la science économique ne fait pas partie des sciences sociales. Une attitude assez problématique quand on sait, par exemple, que les évolutions des économies sont déterminées en grande partie par des données de nature politique, sociale et culturelle que l'analyse économique a du mal à comprendre et à prendre en compte dans ses prescriptions. Les économistes ne peuvent, par exemple, expliquer pleinement les processus de paupérisation. Ils ont d'ailleurs été mis en cause pour leurs prescriptions du développement et leurs analyses de certains événements, tels que les causes de la crise asiatique. Pour beaucoup, l'économie se fonde trop souvent sur des principes hypothétiques et quelquefois irréalistes.

---

**L'économie a été mise en cause pour ses prescriptions du développement et ses analyses de certains événements, tels que les causes de la crise asiatique. Pour beaucoup, cette discipline se fonde trop souvent sur des principes hypothétiques et quelquefois irréalistes.**

---

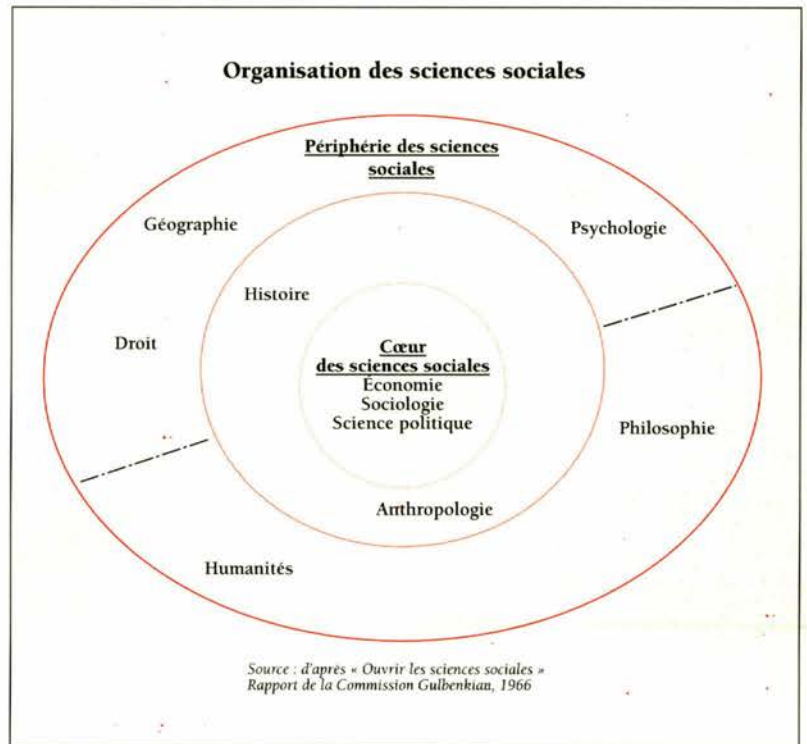
Mais il faut faire preuve d'audace. Si l'on veut explorer avec rigueur et méthode les fondements socio-culturels des économies, il faudra bien donner une place de choix à l'anthropologie, appelée par exemple à éclairer l'influence des systèmes de valeurs, des dispositifs institutionnels, des structures familiales, voire des arrière-plans religieux sur les comportements des individus. Or pendant des années, l'anthropologie et l'ethnologie ont été confinées dans l'étude des sociétés exotiques. Ces travaux sont certes utiles, y compris pour éclairer nos propres sociétés dans leur fonctionnement sinon leur devenir. Mais n'est-il pas temps de donner pleine mesure au développement d'une



anthropologie des sociétés contemporaines ? Si cette discipline commence à trouver une légitimité académique, elle a déjà retenu une attention soutenue de la part des entreprises soucieuses de comprendre en profondeur les comportements des agents économiques. C'est le cas notamment des entreprises multinationales confrontées au management multi-culturel. L'enquête commanditée dans les années soixante-dix par IBM dans plus de soixante pays où étaient installées ses filiales en est un parfait exemple. Les résultats ont permis de mettre en évidence l'influence sur la gestion de facteurs socio-culturels tels que le degré d'individualisme, de contrôle de l'incertitude, d'attention aux structures hiérarchiques ou le degré de féminisation dans les comportements des salariés.

Outre une pluridisciplinarité entre les sciences sociales, les sociétés devront également relever un autre défi : la pluridisciplinarité entre les sciences sociales et les sciences de la nature. Cette imbrication se matérialise déjà avec tout ce qui tourne autour du développement des neuro-sciences. Les centres de recherche dans cette discipline associent étroitement biologistes, mathématiciens, médecins, psychologues, sociologues, philosophes, etc. Autres exemples : la qualité de l'environnement, la disponibilité des ressources naturelles ou encore la productivité des milieux marins. Toutes sont fortement influencées par des facteurs anthropogènes. Les programmes mondiaux lancés dans ces domaines – pour étudier le réchauffement du climat à long terme, par exemple – associent précisément chercheurs en sciences naturelles et humaines. Nul doute que l'on aura de plus en plus besoin de personnes ayant reçu de solides formations dans les deux types de sciences. Il conviendra donc d'aménager les dispositifs académiques en conséquence.

Les gouvernements pressentent l'utilité des sciences sociales pour la conduite des sociétés. D'ailleurs, ils font de plus en plus appel aux sciences sociales en fonction des problèmes spécifiques auxquels ils sont confrontés. Ainsi le gouvernement britannique a-t-il soutenu, depuis plus de dix ans maintenant, un programme de recherche sur les jeunes en milieu



urbain. Les résultats de ces études ont fortement inspiré la conception des programmes du gouvernement travailliste pour lutter contre la désintégration sociale, l'exclusion et le chômage. Ces travaux ont aussi contribué à forger le climat d'opinion qui a marqué les élections de 1997.

Les conditions dans lesquelles les sciences sociales sont intégrées aux débats politiques varient en fonction des contextes nationaux. Cependant, nombre d'initiatives récentes sont inspirées par le souci de rapprocher les chercheurs des utilisateurs. Ainsi le gouvernement canadien a-t-il mis en place un réseau national de centres de recherche sur les questions d'immigration dont les programmes sont définis en étroite collaboration avec les autorités locales concernées, les services d'immigration, etc.

De manière plus générale, les sciences sociales auront d'autant plus d'influence dans la conduite des affaires publiques et trouveront leur propre pertinence que l'on créera des conditions propices à des débats démocratiques

et informés aussi bien au niveau local que national. Aujourd'hui, les dialogues entre les chercheurs en sciences sociales et « la société » prennent encore trop souvent la forme de monologues à sens unique, les chercheurs étant sollicités par les médias pour donner des avis sur toutes sortes de sujets avec peu d'interactions avec les groupes sociaux. A cet égard, la Suède a montré la voie en lançant récemment un important programme qui mobilise les sciences sociales sur la question du développement durable et prévoit explicitement des consultations approfondies entre les chercheurs et la société civile.

### **Des sciences renouvelées par les technologies de l'information**

Il y a tout lieu de penser que les sciences sociales devraient se trouver transformées, peut-être plus encore que les sciences de la nature, par les progrès des technologies de l'information qui permettent de collecter, traiter, stocker et diffuser des masses énormes de données. Il devient possible d'interconnecter les bases de données existantes dans de nombreux domaines dans les divers pays, et de procéder à des analyses intégrées et comparatives à grande échelle. Il devient possible de lancer de vastes enquêtes sur toutes sortes de sujets sur Internet et de suivre, en temps réel, les évolutions de perceptions et de comportements de populations très variées. Il devient possible de faire fonctionner des réseaux de laboratoires virtuels associant de nombreuses équipes de chercheurs.

Il ne s'agit pas là de mirages technologiques qui habitent l'imaginaire des chercheurs. Le gouvernement américain, plus précisément par le biais de sa Fondation nationale de la science,

a suscité et soutenu des initiatives plus ou moins expérimentales dans tous ces domaines. Ainsi, grâce à Internet, un centre de recherche virtuel sur la violence rassemble et fournit des informations provenant de 45 chercheurs appartenant à une vingtaine d'instituts de toutes disciplines confondues : psychologie, criminologie, économie, biologie, statistiques, etc. Ce type d'initiatives devrait rapidement clarifier ce que l'on peut attendre de ces nouvelles technologies de l'information et de la communication. A certains égards, la situation des sciences sociales avec ces technologies peut se comparer à celle dans laquelle se trouvait la climatologie il y a quelques décennies. On ne disposait jusqu'alors que de données fournies de manière éparsée et discontinue par des observatoires situés ici et là autour du globe. La situation s'est trouvée radicalement changée avec l'utilisation des satellites et on a pu améliorer de manière significative la compréhension et la prévision des phénomènes climatiques.

Les sciences sociales sont-elles capables de rebondir et de s'affirmer au XXI<sup>ème</sup> siècle? Nous ne le saurons sans doute pas avant plusieurs décennies, tant il est vrai que les modes d'analyse des sociétés sur elles-mêmes évoluent lentement et ne sont guère sujets à des ruptures brutales. Qui plus est, les résistances seront fortes, clairement articulées par les institutions établies défendant leurs territoires et s'opposant aux innovations, ou plus subrepticement édifiées par les inconscients collectifs se défendant contre toute forme d'auto-analyse. Après tout, ceux qui sont prêts à affronter de dures vérités ne sont guère nombreux. Mais peut-être cela changera-t-il avec l'entrée dans l'âge de l'information et de sociétés fondées sur la connaissance. Peut-être celles-ci ressentiront un besoin pressant de mieux se connaître, ne serait-ce que pour survivre. Alors les sciences sociales seront très demandées. ■

**Note : Trois séminaires sur les sciences sociales seront organisés par l'OCDE dans des pays membres pour traiter des sujets évoqués dans cet article : le développement des grandes bases de données (Ottawa, automne 1999), l'utilisation des sciences sociales dans l'élaboration des politiques (Bruges, printemps 2000) et les réformes structurelles (Tokyo, automne 2000).**

### **Bibliographie**

- « Social Sciences at a Turning Point? » OECD, 1999
- « World Social Science Report », UNESCO, 1999
- « Ouvrir les sciences sociales », Rapport de la Commission Gulbenkian, Descartes & Cie, 1996
- Bollinger et Hofstede, « L'influence des cultures sur le management », Éditions d'Organisation, Paris, 1987

# Leçons à tirer des Ministérielles 1999 : tous ensemble face à l'avenir

JOSÉ ANGEL GURRIA, MINISTRE DES FINANCES ET DU CRÉDIT PUBLIC DU MEXIQUE,  
PRÉSIDENT DE LA RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES

**R**ares sont ceux d'entre nous qui auraient prédit en 1994, c'est-à-dire lorsque le Mexique a adhéré à l'OCDE, que cinq années plus tard seulement, nous aurions l'honneur de présider l'événement annuel le plus important de l'Organisation. Le Mexique s'est félicité de cette opportunité, et l'a considérée comme un signe de reconnaissance de la fermeté de son engagement à l'égard de l'OCDE et des progrès accomplis sur la voie de la réforme économique et structurelle au cours de ces dernières années. Cela a été pour moi un privilège, en ma qualité de ministre des Finances du Mexique, que de présider le Conseil de l'OCDE réuni au niveau des ministres aux côtés de M. Giuliano Amato, ministre du Trésor de l'Italie et de M. Leszek Balcerowicz, vice-Premier ministre et ministre des Finances de la Pologne.

Le dialogue et les consultations qui caractérisent ces rencontres annuelles ont un rôle déterminant pour l'élaboration du programme de travail de l'Organisation. Elles ont aussi offert l'occasion à des ministres très sollicités d'échanger leurs points de vue sur les évolutions actuelles de l'économie mondiale, en particulier, sur les questions de coopération et de développement économique, de manière à renforcer le processus de prise de décisions des pays membres et à encourager une concertation plus étroite.

Je ne tiens pas à revenir sur les conclusions et les recommandations

pour l'action qui se sont dégagées de notre réunion – elles ont été depuis largement diffusées et sont récapitulées ci-après. Je souhaiterais plutôt souligner deux points qui me semblent représenter des enjeux particuliers pour les travaux de l'OCDE.

A mon avis, l'un des plus grands défis auxquels se trouve confrontée notre Organisation découle de l'interdépendance mondiale qui ne cesse de se renforcer. L'époque où les pays membres pouvaient chercher à influencer de manière relativement isolée sur les affaires économiques de la planète est aujourd'hui définitivement révolue. Ces dernières années, l'Organisation s'est efforcée de répondre à ce défi de plusieurs manières, notamment en renforçant le dialogue avec les non-membres et l'adhésion à de nouveaux membres comme la Corée, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la République tchèque. L'OCDE évolue comme elle se doit de le faire pour suivre l'évolution de la situation de l'économie mondiale. Les événements intervenus sur le plan économique et financier au cours de ces dernières années ont prouvé que l'interdépendance économique ne concerne pas uniquement les seuls pays membres de l'OCDE. Autrement dit, nous sommes tous dans le même bateau et il nous faut œuvrer ensemble si nous voulons réussir à tenir le cap.

C'est pourquoi, l'une des caractéristiques qui a conféré une importance particulière à cette réunion au niveau des



ministres a été le dialogue spécial, à l'initiative du Mexique qui s'en félicite, organisé avec les ministres de sept pays non membres : l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République slovaque et la Russie. Tous ces pays constituent des acteurs importants sur la scène économique mondiale et sont, selon toute vraisemblance, appelés à y jouer un plus grand rôle dans les années à venir. Ce dialogue spécial a permis à tous les participants d'échanger des idées sur les perspectives d'évolution de l'économie mondiale et sur les défis que pose pour l'action au niveau mondial, la nécessité de promouvoir la croissance, le développement durable et la cohésion sociale. En quelque sorte, cette formule novatrice de communication atteste le caractère irréversible de la mondialisation et montre que l'OCDE doit dans ses



OCDE

José Angel Gurria, ministre des Finances  
et du Crédit public du Mexique

travaux tenir compte davantage du point de vue des pays non membres.

Le second point qui me paraît présenter un intérêt particulier pour nos travaux est la nécessité de considérer la cohésion sociale comme un objectif central de la politique économique. En dépit des progrès économiques et sociaux accomplis par la plupart des pays membres de l'OCDE, il reste nécessaire d'en étendre les bienfaits à des millions de nos concitoyens. Cela suppose de réduire les niveaux élevés de chômage dont souffrent un certain nombre de pays membres tout en assurant des filets de protection sociale efficaces. Mais cela suppose aussi la nécessité de veiller à ce que tous les membres de la société

se sentent concernés et retirent une part équitable des fruits de la croissance et du développement. Il est important de nous rappeler que l'objectif ultime de nos politiques n'est pas uniquement de favoriser la croissance économique mais, avant tout, le bien-être social.

Pour reprendre les termes de M. Donald Johnston, Secrétaire général de l'OCDE, nous « devons susciter pour le prochain millénaire une nouvelle dynamique de croissance et de progrès social dans le monde » dans laquelle la croissance économique, la bonne gestion des affaires publiques et la cohésion sociale seront indispensables pour enclencher un cercle vertueux. Le dialogue, la coopération et

le partage des responsabilités en constitueront les principaux éléments.

De cette réunion ministérielle, je retire une grande satisfaction. Je suis fier de la contribution que le Mexique a été en mesure d'y apporter. Nous avons confirmé une fois de plus l'intérêt de cette maison commune qu'est l'OCDE, où nous pouvons tirer des enseignements, des expériences des uns et des autres et grâce à une meilleure compréhension de nos besoins et de nos préoccupations, continuer ensemble à faire face aux grands enjeux du monde actuel. C'est seulement ainsi que nous réussirons à renforcer la capacité de nos économies à s'adapter à un environnement mondial en constante évolution. ■

## Réunion annuelle de l'OCDE

Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, Paris, 26 et 27 mai 1999

Pour la première fois, sept pays non membres – Argentine, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde, Indonésie et République slovaque – ont été conviés à la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, qui s'est tenue le 26 et 27 mai dernier au château de la Muette à Paris. Cette initiative montre le poids croissant des pays émergents et en développement dans l'économie mondiale, et surtout l'interdépendance avec les pays de l'OCDE. « Les 29 pays membres, et les sept pays invités représentent pas moins de 68 % de la population mondiale et 90 % du PIB mondial » a-t-il fait remarquer. Et ce dernier d'ajouter « Le temps où les pays de l'OCDE pouvaient gérer l'économie mondiale est révolu... nous sommes désormais dans le même bateau ».

Les pays non membres, pour leur part, ont semblé plutôt satisfaits des conférences. Lors d'une interview accordée à *L'Observateur*, le ministre des Affaires extérieures de l'Inde, Jaswant Singh, a déclaré qu'un bon nombre de domaines – voire la totalité – qui se trouvent au centre des préoccupations des pays de l'OCDE, qu'il s'agisse du gouvernement d'entreprise ou du commerce électronique, étaient tout aussi importants pour d'autres économies comme l'Inde par exemple, et que de fait, ce dialogue avait toute sa raison d'être. Il convient toutefois de souligner que la coopération de l'OCDE avec les pays non membres n'est pas tout à fait récente, bien que leur présence soit un nouvel événement. Dès la fin des années 80, l'OCDE avait ouvert un dialogue sur les politiques à suivre avec

de nouveaux acteurs importants de l'économie mondiale, en particulier avec des pays d'Asie et d'Amérique latine. Et après la chute du mur de Berlin en 1989, l'OCDE a lancé un programme destiné aux économies d'Europe centrale et orientale. Puis en 1991, une coopération a été lancée avec les nouveaux États indépendants, notamment la Fédération de Russie. Ce dialogue permanent est aujourd'hui géré par le Centre pour la coopération avec les non-membres de l'OCDE (CCNM) qui a été créé en janvier 1998.

C'est notamment sur les débats autour du prochain cycle des négociations commerciales multilatérales à l'OMC que les pays invités ont fait entendre leur voix. Si tous les gouvernements représentés ont apporté un large sou-

tien au futur « cycle du millénaire », et se sont accordés sur le fait que, cette fois, ce cycle ne devrait pas s'éterniser, certaines divergences subsistent quant aux menus des discussions. Certains pays européens souhaitent y inclure des questions comme l'investissement, la concurrence, l'environnement et les normes sociales tandis que les pays émergents veulent s'en tenir à l'agriculture et aux services. L'Argentine et la Brésil ont d'ailleurs été particulièrement virulents à l'encontre de bon nombre de pays de l'OCDE qui maintiennent des barrières à l'importation de produits agricoles. Les craintes d'un renouveau de protectionnisme ont été notamment évoquées lorsque les perspectives économiques des pays de l'OCDE ont été passées en revue. Les déséquilibres provoqués par les différences de croissance entre les États-Unis, l'Europe et le Japon pourraient en effet inciter les pays à recourir davantage à l'arme commerciale. Les experts de l'OCDE ont exhorté les autorités américaines de « continuer à mener des politiques judicieuses et à rester attentives aux signes de surchauffe ». « La pression artérielle de l'économie américaine est excellente » s'est toutefois félicité Janet Yellen, chef économiste de la Maison Blanche. Celle-ci a réitéré l'appel des États-Unis pour que le Japon et l'Europe prennent des mesures afin d'accélérer la croissance et d'éviter une nouvelle détérioration des comptes courants américains. L'OCDE table en effet sur un déficit record de la balance des paiements américaine de 300 milliards de dollars cette année et de 320 milliards en 2000. Le Japon a été prié de poursuivre davantage les réformes dans le secteur bancaire afin de relancer une croissance soutenue par la demande et l'Europe se doit de maintenir « un dosage approprié de politiques macro-économiques et de mesures structurelles vigoureuses ». Les représentants des syndicats ont, quant à eux, exprimés des craintes sur « une crise pro-



Éclairage sur les entretiens, OCDE, Paris

OCDE  
fonde de l'économie mondiale » au cas où « la locomotive américaine devait caler ». Les experts de l'OCDE estiment globalement que la croissance au sein de la zone OCDE et dans le monde reste

insuffisante. Et même si la confiance et la stabilité financière se sont améliorées dans plusieurs économies émergentes, « la situation incite toujours à la vigilance ». ■

## Quelques thèmes abordés lors des Ministérielles 1999

Consultez le site : [www.oecd.org/news\\_and\\_events/communiquenw99-52f.htm](http://www.oecd.org/news_and_events/communiquenw99-52f.htm)

■ **Perspectives et impératifs économiques** : Les ministres ont demandé à l'Organisation d'étudier les causes des disparités des situations conjoncturelles des grandes économies de l'OCDE et de mettre en évidence les facteurs et les politiques qui pourraient renforcer la croissance à long terme. S'inquiétant du niveau élevé de chômage dans certains pays de l'OCDE, ils se sont accordés à continuer de mettre en œuvre les réformes conformes à la *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, qui vise notamment à favoriser la flexibilité des marchés du travail tout en maintenant des filets de protection sociale.

■ **Le développement durable** : Les enjeux planétaires que représentent le changement climatique, la gestion durable des ressources naturelles et la préservation de la diversité biologique, constituent un objectif fondamental des pays de l'OCDE. Ces derniers continueront de coopérer avec les pays non membres pour améliorer les cadres d'action et les structures institutionnelles. Un rapport accompagné de recommandations doit être présenté en 2001.

■ **Système multilatéral et nouveau cycle de l'OMC** : Les ministres ont réaffirmé que le système commercial multilatéral est un des piliers de l'économie mondiale et ont souscrit à la nécessité d'un nouveau cycle de négociations tout en soutenant l'adhésion rapide à l'OMC des pays ayant demandé à devenir membre et l'intégration et la participation croissantes des pays en développement et des pays en transition au système commercial multilatéral.

■ **La concurrence fiscale et le blanchiment des capitaux** : Les ministres se sont félicités de la création du Forum sur les pratiques fiscales dommageables et attendent pour leur prochaine réunion un rapport sur l'identification des paradis fiscaux. Ils se sont également félicités du dialogue engagé entre l'OCDE et le Groupe d'action

financière en vue d'étudier comment les systèmes antiblanchiment pourraient contribuer efficacement à la lutte contre les délits liés à la fiscalité, sans perdre de leur efficacité.

■ **Le commerce électronique** : Le Plan d'action de l'OCDE sur le commerce électronique approuvé à Ottawa en octobre 1998 a servi de base à l'élaboration de nouvelles discussions et analyses techniques concernant notamment la fiscalité, les infrastructures de communication, la protection de la vie privée et la sécurité. Les ministres attendent avec intérêt la conférence de suivi qui se tiendra en octobre 1999.

■ **L'agriculture** : La réforme des politiques agricoles a marqué des progrès, mais les niveaux globaux d'aide et de protection restent élevés, et des tensions et différends commerciaux persistent. Il faut veiller à ce que l'objectif à long terme de réductions progressives substantielles des mécanismes de soutien à ce secteur se poursuivent. Les ministres ont souscrit aux travaux de l'OCDE sur la gestion durable des ressources des pêcheries.

■ **La biotechnologie** : Il importe de préserver la santé publique et l'environnement tout en permettant à chacun de bénéficier des progrès de la biotechnologie. L'OCDE devrait continuer à examiner les diverses dimensions de cette question.

■ **La bonne gouvernance** : Les ministres demandent à l'OCDE d'élaborer une proposition « d'initiative sur la bonne gouvernance » afin de mieux partager les résultats des activités actuelles de l'Organisation avec les pays non membres intéressés. Ces derniers ont approuvé les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE et se félicitent de l'achèvement des *Examens par l'OCDE de la réforme de la réglementation*.

■ **Lutte contre la corruption** : Les ministres veilleront activement, par

l'intermédiaire de l'OCDE, à une mise en œuvre efficace de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers, entrée en vigueur le 15 février 1999. Ils demandent instamment à tous les gouvernements signataires qui ne l'ont pas encore fait de la ratifier et, dès que possible, de la mettre pleinement en œuvre.

■ **Relations avec les non-membres** : Les ministres soulignent la nécessité d'un renforcement du dialogue sur les politiques à suivre et se sont félicités du dialogue engagé avec les pays non membres. L'OCDE reste ouverte à de nouveaux membres partageant les mêmes valeurs, tout en restant sélective et en maintenant de stricts critères d'adhésion. Les ministres comptent sur la conclusion prochaine de la procédure d'adhésion de la République slovaque à l'Organisation.

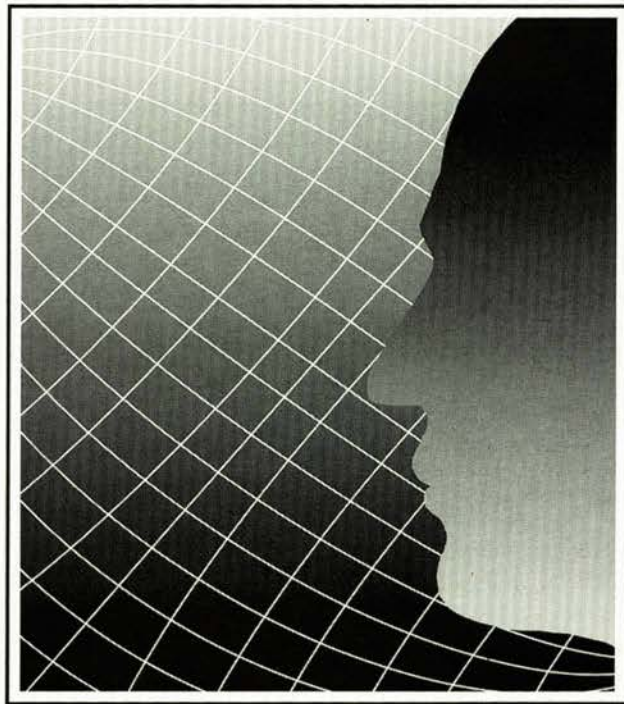
■ **Europe du Sud-Est** : Les ministres s'engagent à ce que l'OCDE participe activement à l'effort de la communauté internationale, en fournissant aux pays touchés de la région, des conseils sur l'élaboration des politiques macro-économiques, structurelles et sociales, en aidant à mettre en place les cadres juridiques et institutionnels nécessaires, et en favorisant l'intégration dans l'économie régionale et mondiale. Le programmes de coopération de l'OCDE avec les pays de la région devront être renforcés et l'Organisation devrait lancer, lorsque les conditions s'y prêtent, des programmes avec les autres pays concernés.

■ **Développement** : Les ministres se félicitent du renforcement du dialogue avec les institutions multilatérales en vue d'améliorer la coordination de l'aide. Ils ont noté la tendance à la baisse des niveaux de l'aide publique au développement ces dernières années et regrettent que les conditions n'aient pas encore été remplies pour conclure un accord sur le déliement de l'aide.

# Sciences et technologie : la réunion ministérielle fait le point

**L**a mondialisation accrue de la R-D et des activités d'innovation, l'émergence de questions planétaires qui transcendent les frontières nationales, de même que les coûts de plus en plus élevés de la recherche scientifique posent de nouveaux défis pour les décideurs publics : telle fut l'une des remarques formulées lors de la réunion du Comité de la politique scientifique et technologique au niveau des ministres (CPST) qui s'est tenue le 22 et 23 juin derniers. Les ministres ont reconnu que pour tirer parti de la mondialisation, les politiques nationales de sciences et technologie devaient s'inscrire plus directement dans une optique internationale, de manière à renforcer la capacité des économies d'accéder aux résultats des activités scientifiques et technologiques mondiales et de les exploiter. Ils ont souligné l'importance d'élargir les liens scientifiques et technologiques avec les pays non membres de l'OCDE. Convenant que les questions relatives à l'environnement global sont importantes pour la coopération internationale en matière de sciences et de technologie, les ministres se sont félicités de la proposition de la Corée d'organiser un symposium international à Séoul pour discuter des moyens de promouvoir et faciliter les échanges entre pays développés et pays en développement dans le domaine des technologies pour l'environnement.

José Mariano Gago, ministre de la Science et de la Technologie du Portugal a assuré la présidence de cette réunion qui a donné l'occasion de débattre des nouveaux enjeux de politiques liés au développement des connaissances scientifiques et technologiques, de leur incidence croissante sur les modes et la dynamique de la croissance économique et leur contribution à un développement durable et à l'amélioration du bien-être social. Les ministres ont reconnu la nécessité de renforcer la communication avec les milieux scientifiques



et des affaires, ainsi qu'avec la société au sens large, et ont accordé une haute priorité aux mesures susceptibles de rendre leurs économies plus innovantes et créatrices d'emplois nouveaux.

L'OCDE consacre une grande part de ses travaux à la biotechnologie et les ministres ont salué les contributions importantes qu'apporte le groupe de travail du CPST dans les domaines de la santé, du développement industriel durable et du développement des infrastructures scientifiques. Ils encouragent les initiatives visant à créer une structure de coordination internationale avec la mise en place d'un Centre d'information mondial sur la biodiversité (GBIF). Pour plus d'information sur les conclusions de la réunion ministérielle du CSTP, consultez le site Internet suivant : <http://www.oecd.org/subject/cstp/1999/>. ■

# Dix années de lutte contre l'argent sale

SITE INTERNET : [HTTP://WWW.OECD.ORG/FATF/](http://www.oecd.org/fatf/) CONTACT : [FATF@OECD.ORG](mailto:FATF@OECD.ORG)

« **A** partir de mai 1994, deux personnes ont utilisé un cabinet comptable pour blanchir les revenus de la vente d'amphétamines. Ils remettaient régulièrement à leur comptable des enveloppes de papier kraft ou des boîtes à chaussures contenant des espèces – de 38 000 à 63 000 dollars – sans que l'opération ne donne lieu à la délivrance d'un reçu. Le comptable avait créé une société et ouvert des comptes fiduciaires pour ses clients ainsi que des comptes bancaires personnels au nom de ses parents. Une partie des fonds a servi à acheter des pièces de camions à l'étranger qui ont été revendues par la suite dans le pays d'origine, et une autre partie pour des achats immobiliers. D'après l'enquête, le comptable et trois de ses collègues auraient blanchi environ 633 900 dollars moyennant une commission de 10 % ». Cette affaire, qui constitue un exemple classique de dispositif simple de blanchiment de revenus d'activités criminelles, figure en annexe d'un rapport du GAFI, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux. Cet organisme intergouvernemental, dont le secrétariat est installé dans les locaux de l'OCDE, fête cette année ses dix ans d'existence. Créé lors du sommet du G7 à Paris en 1989, le GAFI regroupe actuellement 26 pays – OCDE et non-OCDE – ainsi que deux organisations internationales. Il est financé par les contributions de ses États membres. En avril 1990, le GAFI a publié un rapport contenant un programme de quarante recommanda-

tions dont l'objet est de fournir un plan d'action complet pour agir contre le blanchiment d'argent en couvrant le système de justice pénale et opérationnel, le système financier et sa réglementation, ainsi que la coopération internationale. Selon le FMI, la somme des fonds provenant de blanchiments de revenus d'origine criminelle s'élève entre 2 et 5 % du PIB mondial – soit entre 590 et 1500 milliards de dollars pour 1996. Les recommandations ont été conçues pour une application universelle. Elles ne constituent pas une

---

**Selon le FMI, la somme des fonds provenant de blanchiments de revenus d'origine criminelle s'élève entre 2 et 5 %.**

---

convention internationale, mais chacun des membres du GAFI a pris un engagement politique résolu pour combattre le blanchiment d'argent. En 1996, les recommandations ont été modifiées pour prendre en compte les tendances actuelles du blanchiment et les futures menaces potentielles. Outre la surveillance des progrès effectués par les pays membres grâce aux évaluations mutuelles, le GAFI doit en effet continuellement examiner les dernières tendances en matière de techniques et de contre-mesures du blanchiment de capitaux. Un exemple : durant la période de l'introduction de l'euro sous forme de monnaie divisionnaire et de billets entre le 1<sup>er</sup> janvier et

le 30 juin 2002, des blanchisseurs de capitaux pourraient éventuellement profiter de l'importance du volume des opérations pour tenter d'introduire des fonds d'origine illégale. Des experts s'inquiètent également de la possibilité que la charge de travail qui pèsera sur le personnel des institutions financières durant cette période les rende moins à même de détecter d'éventuels indices d'opérations de blanchiment. Le GAFI a également souligné l'importance des centres offshore réticents à coopérer et le rôle des prestataires de services professionnels – avocats, comptables, conseillers financiers et agents de constitution de sociétés de façade – dans le fonctionnement des opérations de blanchiment. Dans les années à venir, l'un des principaux défis à relever en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux résultera du développement des nouvelles technologies de paiement. Les services bancaires en ligne, par exemple, permettent d'effectuer certains types d'opérations financières par l'intermédiaire d'un site Internet. Or, il n'y a pas toujours moyen de vérifier l'identité de la personne effectuant la transaction. Les pays membres sont également de plus en plus sensibles au rôle potentiel du marché de l'or pour des opérations de blanchiment. L'or sert à la fois de matière première et, dans une moindre mesure, de moyen d'échange pour couvrir des transactions sur des fonds d'origine criminelle menées entre l'Amérique latine, les États-Unis et l'Europe. Il existe également d'autres circuits dans le monde, notamment entre les États du Golfe et certains pays d'Asie du Sud. C'est la raison pour laquelle les ministres des pays membres ont demandé au GAFI de promouvoir la mise en place d'un réseau mondial de lutte contre le blanchiment de capitaux reposant sur l'adhésion de nouveaux pays et d'instances régionales de type GAFI engagées dans le même combat (voir OCDE en bref, page 6). ■



# Les privatisations au Brésil

« LA RÉFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES AU BRÉSIL :  
LE CAS DES SERVICES PUBLICS », RIO DE JANEIRO, 29 ET 30 AVRIL 1999

Les privatisations continuent de susciter un regain d'intérêt auprès des décideurs politiques dans bon nombre de pays émergents, y compris ceux d'Asie ou d'Amérique latine qui ont connu des crises financières de grande ampleur. C'est en tous les cas ce qui ressort d'un séminaire qui s'est tenu récemment à Rio de Janeiro. Les privatisations ne sauraient se substituer aux efforts d'assainissement financier et d'ajustement budgétaire, a-t-on également souligné.

Le choix du Brésil pour débattre de la réforme des services publics est particulièrement pertinent : malgré certaines lacunes en matière de réglementation, les revenus générés depuis le lancement du programme national de privatisation au début des années 90 s'élèvent à près de 90 milliards de dollars, soit l'une des performances les plus importantes au monde. L'impact sur les finances publiques des revenus que les privatisations génèrent dépend, en outre, de la façon dont le gouvernement en fait usage. Entre 1996 et 1997, le montant total des recettes de privatisations brésiliennes est passé de 4,7 à 27,7 milliards de dollars. Si elles ont plus ou moins servi à éponger les engagements non officiels de l'État, elles auront eu relativement peu d'effet sur le ratio de la dette du secteur public par rapport au PIB. L'an dernier, les recettes ont de nouveau augmenté – 37,5 milliards de dollars – mais il reste à savoir comment le gouvernement décidera d'utiliser ces gains. Autre point important, la confiance des investisseurs – nationaux et étrangers – est primordiale. Les estimations de gains de privatisations

révisées pour 1999-2000 s'élèvent à 36 milliards de dollars. Le processus des privatisations aura souffert des incertitudes économiques et politiques qui ont affecté le Brésil depuis un an. Le succès de la vente de l'entreprise de gaz de São Paulo – Comgas – qui a rapporté 1 milliard de dollars, soit plus du double du prix minimum, a été interprété comme le signe du retour de la confiance des investisseurs. Mais si la crise sur le réal brésilien est à présent plus ou moins maîtrisée, l'environnement reste encore incertain. L'une des priorités actuelles des autorités brésiliennes est de mettre en place un cadre réglementaire propice à attirer les investisseurs privés. Les résultats impressionnants observés dans le secteur des télécommunications tiennent pour une grande part du fait que de nouvelles réglementations visant à favoriser les mécanismes de marché avaient été mises en place avant juillet 1998, date de la vente du monopole d'État détenu par la compagnie nationale Telebras. En revanche, les rigidités de la réglementation ont été évoquées pour le secteur de l'électricité où les réformes réglementaires n'ont été introduites que de manière graduelle.

En fait, la complexité de l'environnement institutionnel et réglementaire est lié au fait que les différents segments dans ce secteur sont détenus par les pouvoirs publics à plusieurs niveaux : le gouvernement fédéral contrôle la production et le transport tandis que la distribution et les services intégrés appartiennent aux États. Or, beaucoup d'entreprises de services détenues par les États sont endettées,



Fridman/Sygma

**Fernando Henrique Cardoso,**  
président du Brésil

ce qui empêche de procéder à des privatisations en une seule opération. Pour le secteur de l'électricité, mais aussi pour d'autres secteurs comme les transports ou l'eau, les enjeux sont de taille : avec un marché de 160 de millions de consommateurs, la demande pour ce type de services ne cesse d'augmenter.

Pour l'heure, le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso n'a d'autres choix que de poursuivre et d'accélérer les privatisations des entreprises publiques brésiliennes. Lorsqu'il avait pris ses fonctions en 1995, ce dernier avait rappelé qu'avec une dette de plus de 200 milliards de dollars, l'État n'était plus à même de financer les investissements nécessaires au développement des entreprises publiques. Depuis, l'aspect institutionnel du cadre des privatisations a été renforcé avec la création d'un programme de privatisations au niveau des États, et d'un cabinet, le Conseil national pour la privatisation, chargé notamment d'étendre le champ du programme aux services publics et

miniers. La loi des concessions, votée en février 1995, a ouvert la voie à la privatisation de nouveaux secteurs : télécommunications, électricité, gaz, transports ferroviaires, autoroutes, ports et aéroports, eau et autres services sanitaires. Les progrès restent toutefois inégaux entre les secteurs, notamment pour ce qui est des réglementations : c'est l'un des problèmes que le gouvernement devra s'efforcer de corriger rapidement s'il souhaite mener à bien les réformes. ■

Le séminaire a été organisé conjointement par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque brésilienne pour le développement national sur le thème : « La réforme des entreprises publiques au Brésil : le cas des services publics ». Le Brésil n'est pas membre de l'OCDE mais il est membre du Centre de développement de l'OCDE. (cendev.contact@oecd.org)

## Programme des conférences 1999

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes à la presse mais sont indiquées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Pour des informations complémentaires, veuillez contacter la Division des Relations avec les médias ou consulter le site Internet de l'OCDE : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### JUILLET

14-16 Atelier sur les filets de sécurité sociale en Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande, organisé par la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales et le Programme spécial sur les pays d'Asie du Centre pour la coopération avec les non-membres (CCNM). Darwin, Australie.

22-23 Le Secrétaire général participe à la conférence sur le cycle de négociations pour le commerce : examen de l'agenda de Seattle. New York, États-Unis.

### AOÛT

10-12 Atelier sur le risque sismique dans les centrales nucléaires, organisé par l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire. Tokyo, Japon.

23-25 Réunion sur les approches pour l'intégration des facteurs humains dans la mise à niveau et la rénovation des salles de commande dans les centrales nucléaires, organisé par l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire. Halden, Norvège.

30-31 Conférence sur les prix de transfert, organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises. Johannesburg, Afrique du Sud.

30-3/9 Forum sur les pratiques fiscales dommageables, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises.

### SEPTEMBRE

6-7 Réunion sur les technologies de l'information et des communications et la qualité de l'apprentissage, organisée par la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales.

6-8 Table ronde sur l'accès aux informations financières : préserver la confidentialité et répondre aux besoins des autorités fiscales, organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises à l'invitation du ministère des Finances d'Italie. Rome, Italie.

6-10 Atelier sur la politique de concurrence, organisé conjointement par le Korean Fair Trade Commission et par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises. Séoul, Corée.

- 6-12 Visite officielle du Secrétaire général en Chine.
- 10-11 Atelier sur la valorisation du travail, organisé conjointement par le Département des affaires économiques et la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales.
- 13 Réunion à haut niveau sur le changement climatique, organisée par le Département des affaires économiques et la Direction de l'environnement.
- 13-14 Réunion sur les conséquences de l'incapacité dans les populations âgées : les enjeux de l'évaluation et les politiques sociales, organisée par la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales.
- 13-17 Séminaire sur l'application d'études de cas concernant la concurrence, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Programme sur la Russie du CCNM. Moscou, Russie.
- 14-15 Symposium sur Construire aujourd'hui l'administration de demain, organisé par le Service de gestion publique.
- 14-15 Forum pour les économies de marché émergentes : réunion sur la taxation et le commerce électronique, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le CCNM.
- 15-17 Première réunion du Groupe d'étude sur l'innocuité des nouveaux produits pour l'alimentation humaine et animale, organisée par la Direction de l'environnement.
- 16-17 Atelier sur l'application pratique des conventions fiscales – forum de discussion entre les pays membres et les non-membres, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Forum pour les économies de marché émergentes du CCNM.
- 20-21 Réunion sur le rôle de l'investissement international dans le développement, les responsabilités des entreprises et les principes directeurs des entreprises multinationales, organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises.
- 20-22 Réunion sur la privatisation, l'évolution des marchés des capitaux et la réforme des systèmes de retraites, organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Forum pour les économies de marché émergentes du CCNM.
- 21-23 Réunion plénière du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux. Porto, Portugal.
- 22 Discours annuel du Secrétaire général devant le Conseil de l'Europe. Strasbourg, France.
- 26-28 Réunion annuelle des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Prague, République tchèque.
- 27-1/10 Séminaire sur les principes de la fiscalité internationale, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Forum pour les économies de marché émergentes du CCNM. Mexico City, Mexique.
- 27-28 Atelier sur les obstacles aux échanges de marchandises et des services après le cycle d'Uruguay, organisé par la Direction des échanges.
- 29-1/10 Réunion sur la lutte contre la corruption dans les économies asiatiques, organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et la Banque asiatique du développement. Manille, Philippines.

## OCTOBRE

- 4-8 Atelier sur la fraude fiscale et l'économie souterraine, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Forum pour les économies de marché émergentes du CCNM. Ankara, Turquie.
- 6-8 Atelier sur les grandes infrastructures pour les sciences sociales, organisé par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie. Ottawa, Canada.

## OCTOBRE (suite)

- 6-8 Réunion à haut niveau sur l'adaptation des marchés financiers ouverts par la modernisation de la politique fiscale, organisée conjointement par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises, le Tokyo Institute of the Asian Development Bank, et l'Inter-American Development Bank. Tokyo, Japon.
- 7-8 Symposium sur les politiques pour le développement des industries de production agricole en Chine et dans les pays membres de l'OCDE, organisé par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries et le Programme de la Chine du CCNM. Pékin, Chine.
- 10 Conférence sur la lutte contre la corruption, organisée par Transparency International en coopération avec la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises. Durban, Afrique du Sud.
- 11-12 Réunion des hauts responsables des centres de gouvernement : comment renforcer les relations entre les administrations et les citoyens, organisée par le Comité de la gestion publique (PUMA). Naples, Italie.
- 11-15 Atelier sur la fiscalité de l'innovation financière dans l'économie mondiale, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Forum pour les économies de marché émergentes du CCNM. Chonan, Corée.
- 11-15 Séminaire sur l'application des traités fiscaux pour le Chinese State Administration of Taxes, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises. Pékin, Chine.
- 12-13 Conférence sur La Chine au 21<sup>ème</sup> siècle – les défis d'une intégration économique mondiale et nationale, organisée par le Centre de développement en coopération avec l'Académie chinoise des sciences sociales. Kunming, Chine.
- 12-13 Forum sur le commerce électronique, organisé par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie.
- 12-14 Réunion de travail sur le maintien de la compétence en matière de sûreté, organisée par l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire.
- 12-14 Atelier sur l'évaluation de l'aide au développement dans le domaine de la réduction de la pauvreté, organisé par le Comité d'aide au développement. Edinbourg, Écosse.
- 13-14 Séminaire sur le financement des transports public urbains, organisé conjointement par l'Union internationale des transports publics et la Conférence européenne des ministres des transports.
- 18-20 Réunion sur les aspects économiques de la biodiversité, organisée par la Direction de l'environnement.
- 18-22 Réunion du Comité sur la politique et le droit de la concurrence, organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises.
- 21-22 Atelier sur le gouvernement d'entreprise, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises et le Programme régional pour les pays baltes du CCNM. Vilnius, Lituanie.
- 25-28 Conférence sur le développement des infrastructures de l'éducation tertiaire, organisée par la Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales. Québec City et Montréal. Québec, Canada.
- 25-29 Séminaire sur les accords fiscaux pour les pays de l'Afrique francophone, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et entreprises. Libreville, Gabon.
- 26-30 Atelier sur le journalisme d'investigation, organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et entreprises et le Programme des économies en transition du CCNM. Istanbul, Turquie.
- 27-29 Atelier sur les politiques du transport maritime, organisé par la Direction de la science, la technologie et l'industrie et le Forum pour les économies de marché émergentes du CCNM. Kobe, Japon.

# « L'immobilité » des travailleurs européens



REA/Pascal Sittler

La mobilité géographique est plus forte chez les personnes qualifiées

**P**ourquoi les citoyens européens sont-ils plus réticents que leurs homologues des États-Unis à quitter leur région ou même leur ville pour changer ou trouver un emploi ? La question des obstacles à la mobilité des travailleurs au sein de l'Union européenne fait l'objet d'une analyse approfondie dans un des derniers best-sellers de l'OCDE intitulé *UEM : Faits, défis et politiques*. Outre les questions de politiques monétaire et budgétaire, Jonathan Coppel et Alain de Serres, les principaux auteurs du livre, s'interrogent sur les conditions qui doivent être mises en œuvre, notamment sur le marché du travail, afin de garantir le succès de l'euro.

Le lancement de la monnaie unique le 1<sup>er</sup> janvier 1999 a créé la zone monétaire la plus importante du point de vue économique après celle des États-Unis :

les 11 pays qui la constituent représentent à eux seuls 16 % du PIB mondial. Et la population totale de cette zone – 290 millions d'habitants – dépasse même celle des États-Unis en terme de population. Si des précautions ont été prises au préalable – création d'une banque centrale européenne indépendante et mesures de convergence macro-économique – il est difficile de prévoir exactement comment les pays participants réagiront à d'éventuels chocs internes ou externes. Par exemple, comment éviter que des perturbations de l'offre et de la demande dans une région ou un pays ne se répercutent au sein de la nouvelle zone monétaire ? La thèse avancée par l'ouvrage est la suivante : pour que les ajustements ne s'effectuent au détriment de l'emploi, il faut davantage de flexibilité sur le marché du travail, à savoir une plus grande mobilité des travailleurs au sein de l'UEM

et un meilleur ajustement des salaires et des prix.

La mobilité de la main-d'œuvre reste encore relativement faible au sein de l'Europe. Si tous les ressortissants de l'UE ont le droit de travailler ou de résider dans un autre État membre, seuls 5,5 millions de citoyens – soit 1,5 % de la population totale – ont choisi de s'installer dans un autre pays européen. En revanche, dans les zones monétaires existantes comme les États-Unis ou l'Australie par exemple, la mobilité géographique joue un rôle relativement important face à des chocs affectant l'emploi. En d'autres termes, les individus sont plus enclins à effectuer de longues distances pour trouver ou changer d'emploi.

D'aucuns pourraient soutenir qu'il s'agit là de cas difficilement comparables. En

dépit des différences ethniques et culturelles, tous les citoyens américains appartiennent en effet à un même et unique pays dont l'existence remonte à plus de deux siècles. Ce n'est pas le cas de l'Europe des quinze qui est une construction assez récente. Le traité de Rome prévoit la libre circulation des personnes au sein de l'Europe, mais en pratique, son application ne s'est fait que de manière graduelle. D'autre part, la zone euro compte de nombreuses cultures différentes, qui se traduisent par une diversité des traditions, de l'histoire, des croyances religieuses et des langues. Aussi, le mode de vie d'un Canadien semble beaucoup plus proche de celle d'un Américain tandis qu'un Français qui souhaiterait s'installer aux Pays-Bas, où le chômage est bas, devra surmonter de nombreuses barrières qui ne se limitent pas uniquement à la langue.

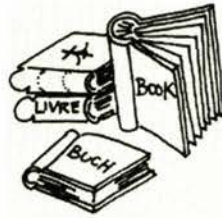
Cependant, les auteurs mettent en avant un autre argument qui vient modérer cette thèse, à savoir le fait que la mobilité géographique est également très faible au niveau national dans la plupart des pays de la zone euro. En Italie et en Espagne par exemple, les taux de migration s'élèvent en moyenne à environ 0,5 % de la population régionale. Les Pays-Bas et l'Allemagne connaissent des taux de migration presque trois fois plus élevés, mais tout de même considérablement plus faibles que ceux des États-Unis ou de l'Australie.

S'il est vrai que des progrès considérables ont été accomplis du point de vue de la réduction des obstacles juridiques et institutionnels à la mobilité des personnes au sein de l'Union européenne, un certain nombre d'obstacles structurels continuent de limiter la circulation des travailleurs : différences de régimes fiscaux, systèmes scolaires et non reconnaissance des diplômes, politique du logement, salaires minimums à taux uniformes, pratiques restrictives en matière d'emploi, etc. L'incitation économique à migrer s'est également

affaiblie du fait de la convergence des revenus entre les pays de la zone euro et du niveau élevé du chômage dans la région.

« Il ne faut pas s'attendre à une forte augmentation de la mobilité ces prochaines années » avertissent les auteurs de l'ouvrage. Et ces derniers d'ajouter : « il est donc essentiel que les salaires puissent s'ajuster rapidement à une modification de la situation du marché du travail ». En fait, la marge de manœuvre des pays participants est assez limi-

tée car avec l'euro, la politique monétaire est désormais commune. D'autres mécanismes d'ajustement doivent donc être mis en œuvre et les salaires doivent être plus flexibles. Et pour faciliter les réformes sur le marché du travail, il faut aussi intensifier la concurrence sur les marchés des produits. Les prix et les salaires seront alors à même de répondre rapidement à des changements éventuels pour œuvrer en faveur d'une économie plus efficiente et d'une croissance durable. N'était-ce pas là le but recherché par la création de l'euro ? ■



UEM : Faits, défis et politiques,  
de Jonathan Coppel  
et Alain de Serres, OCDE

## UEM Faits, défis et politiques



Au-delà des faits :  
des analyses ...

ISBN 92-64-27027-2  
FF200 USS36

Pour vous aider à mieux comprendre les mécanismes économiques et les enjeux de l'**Union économique et monétaire**.

**OCDE**

UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE

# Une revue du secteur des télécommunications

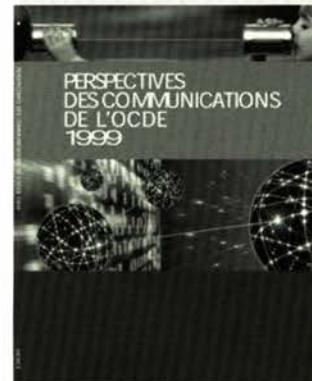
A urait-on pensé, ne serait-ce qu'il y a seulement quelques années, que les opérateurs de télécommunications mobiles afficheraient des résultats financiers mirobolants ? C'est pourtant le cas de la compagnie britannique Vodafone, qui a annoncé lors d'une interview donnée à la BBC, une hausse de près de 50 % de ses profits annuels. Selon un responsable, le nombre d'abonnés à Vodafone devrait passer de 15 millions aujourd'hui à 30 millions à la fin de 2002. Alors, fiction ou réalité ? Une chose est sûre : les recettes générées aujourd'hui par le secteur des télécommunications sont pour le moins non virtuelles : plus de 1000 milliards de dollars selon la dernière édition des *Perspectives des Communications de l'OCDE*. De telles performances méritent que l'on dissèque de près cette industrie très lucrative. Outre un large éventail d'indicateurs du développement des différents réseaux et entreprises de communications, cet ouvrage présente des données sur les prix des services, l'investissement et l'emploi. Les grandes transformations ainsi que les tendances futures de l'industrie y sont examinées en détail. Ainsi, on apprend que la part des communications mobiles représente 20 % de l'ensemble des dépenses consacrées aux télécommunications. Grâce au développement des réseaux et à la libéralisation des marchés dans la majorité des pays de l'OCDE, les communications mobiles se sont imposées en marché de masse. Alors qu'au début de 1992, on comptait moins de 15 millions d'utilisateurs du service mobile cellulaire, ils étaient plus de 173 millions à la fin de 1997 : une véritable manne pour les opérateurs de

télécommunications qui s'efforcent sans relâche de trouver de nouvelles formules de tarification attractives. La concurrence commence également à transformer les marchés des communications fixes, bien que l'évolution soit plus lente, souvent limitée dans certains pays à quelques segments de marché tels que les services longues distance et internationaux. En dehors des communications mobiles, Internet est incontestablement la principale source potentielle de revenus qui soit apparue entre 1992 et 1997. La structure de cette industrie a rapidement été transformée. Un exemple : au départ, l'accès à Internet était proposé par des fournisseurs de services mais ces derniers ont pratiquement tous été rachetés par de gros opérateurs de télécommunications qui offrent l'accès à Internet parmi d'autres services. Ainsi, AT&T Worldnet, lancé en février 1996, avait au quatrième trimestre de 1997 signé avec son millionième client d'accès Internet. Moins élevées que pour les communications mobiles et Internet, les recettes provenant du marché de la radiodiffusion restent tout de même significatives dans les pays membres : 145,3 milliards de dollars en 1997, dont 84,4 % proviennent de la télévision. Cinq pays – Allemagne, États-Unis, France, Japon, Royaume-Uni – continuent de représenter près de 80 % du marché total, les États-Unis détenant à eux seuls 40,2 %. Sur les 50 plus grandes sociétés mondiales, 49 appartiennent à des pays de l'OCDE. Les principaux acteurs restent des sociétés de radiodiffusion terrestre bien que des sociétés de télévision par câble, telles que Viacom et TCI, ainsi que des sociétés de télévision à péage comme Canal Plus et BskyB, figurent aussi sur

la liste. Avec l'apparition et le rapide développement des réseaux de télévision par câble et de télévision à péage, les redevances d'abonnement à ces services ont constitué un flux de recettes significatif et vital pour le secteur de la télévision. Ces dernières représentent aujourd'hui 32,1 % des revenus du marché de la télévision dans la zone OCDE, soit plus du double des fonds publics et des recettes publicitaires. L'arrivée de la transmission numérique devrait accélérer cette tendance. Cette nouvelle technologie de l'information n'a pas fini de bouleverser l'industrie des communications tout entière. Elle permet à la télévision numérique de fournir une image et un son de meilleure qualité et d'augmenter de manière considérable le nombre de chaînes qu'il est possible de transmettre dans la même bande. La télévision numérique pourra notamment inclure des services de données améliorés et divers services interactifs, depuis le commerce électronique jusqu'à la programmation à la demande et à l'accès à grande vitesse à Internet. Pour les entreprises de télécommunications, les opportunités qui se présentent sont considérables. Toutes les prévisions actuelles sur le secteur ne seraient-elles encore trop modestes ? ■

## Perspectives des communications de l'OCDE, 1999

ISBN: 92-64-17013-8,  
US\$71, FF400, pp.256



# Nouvelles publications – Mars/Juin 1999

## BON DE COMMANDE EN FIN DE NUMÉRO

Toutes les publications sont disponibles en version papier ou en version électronique

### Affaires financières, fiscales et des entreprises

#### Comptes financiers des pays de l'OCDE

##### Statistiques financières de l'OCDE

Les Comptes financiers des pays de l'OCDE fournissent, pour la plupart des pays Membres, comptes de flux et de patrimoine, avec une ventilation par secteurs et par instruments financiers. Ces comptes sont intégrés dans un cadre compatible avec les concepts du Système de comptabilité nationale des Nations Unies. Ces statistiques annuelles sont publiées en fascicules par pays dès réception des données.

Également disponible sur disquette

#### Allemagne 1982/1997

Publication bilingue  
Code OCDE: 20 1998 25 3 D3  
ISBN: 92-64-07277-2  
Date de publication: 04-99  
Nbre tableaux: 16

#### Belgique 1981/1996

Publication bilingue  
Code OCDE: 20 1998 26 3 D3  
ISBN: 92-64-07275-6  
Date de publication: 04-99  
Nbre tableaux: 0

#### Italie 1989/1997

Publication bilingue  
Code OCDE: 20 1998 27 3 D3  
ISBN: 92-64-07276-4  
Date de publication: 04-99  
Nbre tableaux: 20

#### Suède 1981/1996

Publication bilingue  
Code OCDE: 20 1998 28 3 P  
ISBN: 92-64-05853-2  
Date de publication: 04-99, 72 Pages  
Nbre tableaux: 20  
FF 80 US\$ 14 DM 24 £ 8 ¥ 2080

### Libéraliser les opérations internationales d'assurance

#### Les échanges transfrontières et l'établissement de succursales étrangères

Cette publication présente une vue d'ensemble et une analyse uniques des principales dispositions et pratiques qui af-

fectent les opérations internationales d'assurance dans les pays de l'OCDE. Elle traite plus particulièrement des principaux domaines de l'assurance où des obstacles à une totale libéralisation peuvent encore subsister, c'est-à-dire les échanges transfrontières et l'établissement de succursales étrangères. C'est la première fois depuis 1983 qu'un tel travail est entrepris par l'OCDE.

Publication bilingue  
Code OCDE: 21 1999 02 3 P  
ISBN: 92-64-05846-X  
Date de publication: 06-99, 240 Pages  
Nbre tableaux: 175  
FF 400 US\$ 69 DM 119 £ 42 ¥ 8050

### Annuaire des statistiques d'assurance 1990/1997

#### Édition 1999

Cette publication annuelle rassemble les principales données statistiques officielles du secteur des assurances pour tous les pays de l'OCDE. Le lecteur y trouvera des informations sur les activités de cette industrie ainsi que des indications sur les grandes tendances du marché international. Les données, standardisées dans la mesure du possible, sont détaillées en nombreuses sous-rubriques et une série d'indicateurs permet une meilleure compréhension des caractéristiques des différents marchés nationaux. Les données présentées dans cette édition 1999 couvrent la période 1990-1997.

Également disponible sur disquettes (21 1999 05 3 D)

Publication bilingue  
Code OCDE: 21 1999 05 3 P  
ISBN: 92-64-05858-3  
Date de publication: 06-99, 312 Pages  
Nbre tableaux: 235  
FF 480 US\$ 83 DM 143 £ 50 ¥ 9650

### La situation des salariés au regard de l'impôt et des transferts sociaux 1997

#### Édition 1998

Cette publication annuelle fournit une information unique sur les impôts directs prélevés sur les salariés et leurs employeurs dans tous les pays de l'OCDE. De plus, elle traite des prestations familiales en espèces. Les montants des impôts et des prestations sont dé-

taillés programme par programme, pour huit types de ménages, qui diffèrent par leur niveau de revenu et la composition du ménage. Les résultats comprennent la pression fiscale pour les familles à un ou deux apporteurs de revenu.

Publication bilingue  
Code OCDE: 23 1999 01 3 P  
ISBN: 92-64-05833-8  
Date de publication: 03-99, 384 Pages  
Nbre tableaux: 42  
Nbre graphiques: 7  
FF 430 US\$ 77 DM 128 £ 46 ¥ 9650  
Aussi disponible en Disquette (Code OCDE: 23 1999 01 3 D3 ISBN: 92-64-06761-2)

### Agriculture, alimentation, pêcheries

#### Perspectives agricoles de l'OCDE 1999/2004

##### Édition 1999

Cet ouvrage analyse les grandes tendances qui façonneront les marchés des principales denrées agricoles produites dans les zones tempérées jusqu'en 2004 : une lecture essentielle pour tous les acteurs des politiques et des marchés agricoles. Il donne au lecteur toutes les informations-clés sur les tendances des marchés et les perspectives des produits agricoles, montre comment les politiques gouvernementales les influencent, et met en évidence les écueils auxquels elles sont exposées.

Des projections détaillées jusqu'en 2004 sont présentées sous forme de tableaux sur la production, la consommation, les échanges, les stocks et les prix dans les pays de l'OCDE, ainsi sur une sélection d'informations-clés pour d'autres pays tels que la Chine, l'Argentine ou les nouveaux États Indépendants.

Code OCDE: 51 1999 01 2 P  
ISBN: 92-64-26964-9  
Date de publication: 04-99, 172 Pages  
Nbre tableaux: 24  
Nbre graphiques: 51  
FF 180 US\$ 32 DM 54 £ 19 ¥ 3700  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 51 1999 01 1 P ISBN: 92-64-16964-4)  
Aussi disponible sur disquette (Code OCDE 51 1999 01 1 D)

### Examen des politiques agricoles Corée

#### Politiques nationales et échanges agricoles

L'agriculture revêt une importance particulière en Corée pour des raisons politiques, stratégiques et culturelles. Comment les politiques agricoles coréennes ont-elles évolué au cours des deux dernières décennies ? Quels sont les effets de la crise de 1997 sur le secteur agricole et sur la mise en oeuvre des politiques agricoles ?

En s'appuyant sur la méthode bien connue de l'OCDE de calcul du soutien accordé à l'agriculture au moyen des Équivalents subvention à la production et à la consommation, cette étude constitue l'une des analyses et des évaluations les plus exhaustives de l'évolution rapide de l'agriculture coréenne.

Code OCDE: 51 1999 02 2 P  
ISBN: 92-64-27012-4  
Date de publication: 03-99, 190 Pages  
Nbre tableaux: 72  
Nbre graphiques: 40  
FF 170 US\$ 30 DM 51 £ 18 ¥ 3950  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 51 1999 02 1 P ISBN: 92-64-17012-X)

### Politiques agricoles des pays de l'OCDE 1999

#### Suivi et évaluation

Cette publication annuelle donne le suivi et l'évaluation des politiques agricoles des pays de l'OCDE les plus exhaustifs qu'on puisse trouver. Elle analyse l'évolution du niveau du soutien accordé au secteur agricole et de sa composition en évaluant les changements intervenus dans les politiques agricoles à la lumière des principes de réforme définis en commun par les ministres des pays de l'OCDE. La partie principale de cette publication, Suivi et évaluation, propose une estimation du soutien à l'agriculture et de l'évolution des politiques agricoles, tandis que la partie Informations de base donne des informations détaillées sur les niveaux de soutien et l'évolution de la politique dans chaque pays Membre.

Code OCDE: 51 1999 04 2 P  
ISBN: 92-64-27034-5  
Date de publication: 05-99, 304 Pages



Nbre tableaux: 100  
Nbre graphiques: 40  
FF 380 US\$ 67 DM 113 £ 40 ¥ 7800  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 51  
1999 04 1 P ISBN: 92-64-17034-0)

## Développement et aide

### Études du Centre de Développement

#### Éducation, migration et productivité

##### Une analyse des zones rurales au Mexique

Edward Taylor, Antonio Yunez-Naude

Les auteurs de ce livre ont enquêté auprès de ménages ruraux mexicains en tenant compte non seulement du niveau d'instruction du chef de famille, mais aussi de celui des autres membres de la famille. Leur objectif premier était de formuler une méthode d'analyse des interactions entre éducation, migration et productivité, de tester cette méthode à l'aide de données réelles et d'en tirer des conclusions utiles pour l'élaboration des politiques de l'éducation et du développement. Leurs travaux nous offrent ainsi un outil analytique d'un grand intérêt pratique pour les décideurs et pour les spécialistes qui souhaiteraient utiliser cette méthode dans d'autres contextes.

Code OCDE: 41 1999 05 2 P  
ISBN: 92-64-27033-7  
Date de publication: 04-99, 108 Pages  
Nbre tableaux: 0  
Nbre graphiques: 0  
FF 120 US\$ 21 DM 36 £ 13 ¥ 2550  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 41  
1999 05 1 P ISBN: 92-64-17033-2)

### Séminaires du Centre de Développement

#### La décentralisation budgétaire dans les économies émergentes

##### Problèmes de gestion des affaires publiques

Sous la direction de Kiichiro Fukusaku, Antonio Yunez-Naude

Ce bilan des expériences d'un grand nombre de pays Membres et non membres de l'OCDE en matière de décentralisation budgétaire est riche d'enseignements pour les deux groupes de pays. Il en ressort que le groupe des pays non membres de l'OCDE semble souvent confondre décentralisation fiscale et suppression du contrôle par les autorités centrales des finances infranationales. C'est une erreur ; une telle équation peut conduire à des comportements budgétaiement irresponsables de la part des autorités locales, à une détérioration

des situations budgétaires aux deux niveaux, et à un surcroît de coût en raison de l'existence d'institutions faisant double-emploi. Autre conclusion, on n'a pas accordé suffisamment d'attention aux mesures à prendre pour augmenter les recettes des collectivités locales, par opposition aux transferts émanant d'autres niveaux d'administration.

Code OCDE: 41 1999 06 2 P  
ISBN: 92-64-27046-9  
Date de publication: 06-99, 284 Pages  
Nbre tableaux: 41  
Nbre graphiques: 25  
FF 300 US\$ 53 DM 89 £ 32 ¥ 6200  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 41  
1999 06 1 P ISBN: 92-64-17046-4)

### Examens en matière de coopération pour le développement

#### Danemark

n° 33 Édition 1999

L'aide publique au développement (APD) du Danemark dépasse, en volume, celle des 21 autres Membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Depuis 1992, l'APD danoise se maintient en effet aux alentours de 1 % du produit national brut (PNB), en volume, et ce grâce à la vigueur du consensus que suscite l'aide au développement et du soutien qu'elle recueille dans l'opinion publique. L'effort d'aide danois se distingue également par sa qualité. Abstraction faite de son volume, l'aide danoise s'appuie sur une stratégie à long terme bien définie, dont les grands axes - en particulier la place centrale qui y est faite à la réduction de la pauvreté - sont conformes à la stratégie de partenariat pour le développement approuvée par le CAD en 1996.

En 1999, la politique de coopération pour le développement des pays du CAD suivants sera examinée : Australie, Autriche, Danemark, Irlande, Japon et Norvège.

Code OCDE: 43 1999 05 2 P  
ISBN: 92-64-27070-1  
Date de publication: 06-99, 88 Pages  
Nbre tableaux: 8  
Nbre graphiques: 5  
FF 120 US\$ 20 DM 36 £ 12 ¥ 2650  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 43  
1999 05 1 P ISBN: 92-64-17070-7)

### Activités d'aide en Afrique 1997/1998

#### Système de notification des pays créanciers

Les [Activités d'aide en Afrique] présentent de façon détaillée les engagements individuels, c'est-à-dire les versements anticipés, d'Aide publique au développement (APD) dans les pays africains pour

les années 1997 et 1998. Cette publication annuelle rassemble les engagements qui ont été notifiés par les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE et par les organisations internationales, et enregistrés dans la base de données du Système de notification des pays créanciers (SNPC) jusqu'en mars 1999.

Ces informations visent les besoins des agences et institutions de coopération au développement en matière de programmation et d'analyse par pays et par secteur. Pour chaque pays, les transactions sont groupées par année d'engagement et par secteur, et pour chaque secteur par donneur.

Également disponible sur CD-ROM

Publication bilingue  
Code OCDE: 43 1999 56 3 P  
ISBN: 92-64-05847-8  
Date de publication: 04-99, 228 Pages  
Nbre tableaux: 179  
Nbre graphiques: 3  
FF 180 US\$ 32 DM 54 £ 19 ¥ 3700

### Activités d'aide en Europe et Océanie 1997/1998

Publication bilingue  
Code OCDE: 43 1999 57 3 P  
ISBN: 92-64-05848-6  
Date de publication: 06-99, 90 Pages  
Nbre tableaux: 0  
Nbre graphiques: 0  
FF 120 US\$ 21 DM 36 £ 13 ¥ 2450

### Activités d'aide en Asie 1997/1998

Publication bilingue  
Code OCDE: 43 1999 58 3 P  
ISBN: 92-64-05849-4  
Date de publication: 04-99, 172 Pages  
Nbre tableaux: 122  
Nbre graphiques: 3  
FF 180 US\$ 32 DM 54 £ 19 ¥ 3700

### Activités d'aide dans les PECO/NEI 1997/1998

Publication bilingue  
Code OCDE: 43 1999 59 3 P  
ISBN: 92-64-05850-8  
Date de publication: 05-99, 90 Pages  
Nbre tableaux: 42  
Nbre graphiques: 3  
FF 120 US\$ 21 DM 36 £ 13 ¥ 2450

### Activités d'aide en Amérique latine et dans les Caraïbes 1997/1998

Publication bilingue  
Code OCDE: 43 1999 60 3 P  
ISBN: 92-64-05851-6  
Date de publication: 05-99, 172 Pages  
Nbre tableaux: 124  
Nbre graphiques: 3  
FF 180 US\$ 32 DM 54 £ 19 ¥ 3700

### Trouver des problèmes aux solutions

#### Vingt ans d'aide au Sahel

La coopération internationale traverse une crise. Chacun s'interroge aujourd'hui sur son efficacité et même parfois sur son utilité. Après dix ans de "fatigue de l'aide", voici un ouvrage lucide mais constructif qui jette un jour nouveau sur les problèmes rencontrés et fournit des propositions de réformes judicieuses et innovatrices. L'analyse de Jean-David Naudet constitue une contribution réelle à la littérature sur l'aide. Son approche combine la sensibilité du sociologue et l'expérience du praticien, tout en faisant quelques incursions claires dans la théorie des organisations.

A la fois pragmatique et concret, ce livre se fonde sur des contributions et des ateliers organisés par le Club du Sahel dans le cadre d'une étude approfondie sur la coopération internationale. Son style tranchant et son heureux usage des citations et des exemples en rendent la lecture particulièrement plaisante.

Si cet ouvrage couvre essentiellement la région sahélienne, le diagnostic et les réformes qu'il propose restent pertinents pour l'ensemble de l'Afrique, et même au-delà. De même, le tableau saisissant qu'il dresse de la relation de coopération et de l'aide trouvera des échos dans bien des pays.

Code OCDE: 44 1999 01 2 P  
ISBN: 92-64-26976-2  
Date de publication: 04-99, 344 Pages  
Nbre tableaux: 20  
Nbre graphiques: 25  
FF 290 US\$ 50 DM 86 £ 30 ¥ 6900

### Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays bénéficiaires de l'aide

Édition 1999 - CD-ROM

Ce rapport fournit des données détaillées sur le volume, la provenance et les types d'aide et d'autres apports de ressources attribués à chacun de plus de 180 pays bénéficiaires, y compris aux pays en transition d'Europe de l'Est. Les données statistiques couvrent les apports d'Aide publique au développement ou d'Aide publique et les autres financements publics et privés fournis à chaque pays ou territoire bénéficiaire par chacun des pays Membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, par les organismes multilatéraux ainsi que par d'autres pays donateurs. Des indicateurs socio-économiques de base sont présentés pour mémoire.

Publication bilingue  
Code OCDE: 43 1999 01 3 C3  
ISBN: 92-64-06764-7  
Date de publication: 04-99  
Nbre tableaux: 288

Nbre graphiques: 0  
FF 950 US\$ 170 DM 283 £ 103 ¥ 21300

### Développement territorial

#### Cultiver les aménités rurales

##### Une perspective de développement économique

L'avenir des zones rurales occupe un rang élevé dans l'agenda politique tant au plan national qu'au plan international. La restructuration du secteur agricole, la réforme des politiques agricoles qui l'accompagne, et les défis à relever pour remplir les objectifs du développement durable sont du reste au coeur des préoccupations des pays de l'OCDE. La recherche de stratégies politiques durables tournées vers l'avenir a révélé que les aménités naturelles et culturelles constituaient un domaine d'action d'autant plus important qu'il complète les politiques rurales traditionnelles orientées vers l'agriculture, tout en s'inscrivant dans la dimension plus large du développement territorial.

Code OCDE: 04 1999 05 2 P  
ISBN: 92-64-27060-4  
Date de publication: 05-99, 124 Pages  
Nbre tableaux: 4  
Nbre graphiques: 3  
FF 150 US\$ 26 DM 45 £ 16 ¥ 3000  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 04 1999 05 1 P ISBN: 92-64-17060-X)

### Économie et prévisions

#### Études économiques de l'OCDE

##### États-Unis 1998/1999

Édition 1999  
Code OCDE: 10 1999 02 2 P  
ISBN: 92-64-26982-7  
Date de publication: 06-99, 240 Pages  
Nbre tableaux: 29  
Nbre graphiques: 61  
FF 150 US\$ 26 DM 45 £ 15 ¥ 3300  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 10 1999 02 1 P ISBN: 92-64-16982-2)

##### Nouvelle-Zélande 1998/1999

Édition 1999  
Code OCDE: 10 1999 05 2 P  
ISBN: 92-64-26983-5  
Date de publication: 05-99, 160 Pages  
Nbre tableaux: 27  
Nbre graphiques: 45  
FF 150 US\$ 26 DM 45 £ 15 ¥ 3300  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 10 1999 05 1 P ISBN: 92-64-16983-0)

##### Autriche 1998/1999

Édition 1999  
Code OCDE: 10 1999 11 2 P  
ISBN: 92-64-26984-3

Date de publication: 06-99, 160 Pages  
Nbre tableaux: 29  
Nbre graphiques: 39  
FF 150 US\$ 26 DM 45 £ 15 ¥ 3300  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 10 1999 11 1 P ISBN: 92-64-16984-9), Allemand (Code OCDE: 10 1999 11 5 P ISBN: 92-64-56984-7)

##### Bulgarie 1998/1999

Édition 1999  
Code OCDE: 10 1999 35 2 P  
ISBN: 92-64-27052-3  
Date de publication: 04-99, 134 Pages  
Nbre tableaux: 25  
Nbre graphiques: 23  
FF 150 US\$ 26 DM 45 £ 15 ¥ 3300  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 10 1999 35 1 P ISBN: 92-64-17052-9)

##### Mexique 1998/1999

Édition 1999  
Code OCDE: 10 1999 40 2 P  
ISBN: 92-64-26981-9  
Date de publication: 05-99, 205 Pages  
Nbre tableaux: 26  
Nbre graphiques: 68  
FF 150 US\$ 26 DM 45 £ 15 ¥ 3300  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 10 1999 40 1 P ISBN: 92-64-16981-4), Espagnol (Code OCDE: 10 1999 40 4 P ISBN: 92-64-46981-8)

### Éducation

#### Les écoles innovantes

Cet ouvrage. Il s'appuie sur les vues échangées lors d'une grande conférence organisée conjointement par l'OCDE et le Japon, à Hiroshima, en présence d'experts de 24 pays, ainsi que sur la conférence « virtuelle » conduite en parallèle. Il présente les grandes tendances et les enjeux de l'école d'aujourd'hui et de demain, embrassant dans son analyse les traditions européennes et les différentes perspectives propres à la région Asie-Pacifique, une place particulière étant faite au Japon. Les chapitres rédigés par des experts sont suivis d'une synthèse regroupant des exemples d'écoles innovantes, empruntés à nombre des pays ayant participé à la conférence d'Hiroshima. Cet ouvrage traite des programmes d'enseignement, des innovations et de l'apprentissage tout au long de la vie dans l'école de demain.

Code OCDE: 96 1999 02 2 P  
ISBN: 92-64-27021-3  
Date de publication: 04-99, 148 Pages  
Nbre tableaux: 1  
Nbre graphiques: 1  
FF 140 US\$ 25 DM 42 £ 15 ¥ 3150  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 96 1999 02 1 P ISBN: 92-64-17021-9)

#### Surmonter l'exclusion grâce à l'apprentissage des adultes

L'exclusion sociale est un des grands problèmes qui se posent en cette veille de XXI<sup>e</sup> siècle. Si le niveau de richesse des pays de l'OCDE tend généralement à s'accroître, nombreux sont ceux qui n'en bénéficient pas. Et les perspectives sont pour certains de plus en plus sombres. La formation – qu'elle se situe dans un cadre institutionnel, dans divers contextes communautaires, ou dans l'entreprise – représente l'un des principaux moyens de lutte contre l'exclusion. Alors que l'impact de la scolarité sur les jeunes est bien connu, les relations qui existent entre l'exclusion et la formation des adultes sont moins bien étudiées. Cet ouvrage s'efforce de combler cette lacune en décrivant 19 expériences innovantes qui ont porté leurs fruits dans six pays : la Belgique (communauté flamande), le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni (Angleterre).

Code OCDE: 96 1999 03 2 P  
ISBN: 92-64-27026-4  
Date de publication: 04-99, 200 Pages  
Nbre tableaux: 0  
Nbre graphiques: 6  
FF 160 US\$ 29 DM 48 £ 17 ¥ 3600  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 96 1999 03 1 P ISBN: 92-64-17026-X)

### Emploi et affaires sociales

#### Le service public de l'emploi États-Unis

Depuis le début des années 1990, la politique du marché du travail traverse une période de profonde restructuration aux États-Unis. On demande au service public de l'emploi (SPE) d'être plus efficace tout en faisant face à des ressources limitées, dans un contexte de réforme de la protection sociale, de chômage persistant, de recul du revenu réel dans certaines couches de la population (notamment chez les moins qualifiés) et d'expansion économique durable.

Quel bilan tirer des réformes menées jusqu'ici – lesquelles semblent réussir et lesquelles marchent moins bien ? Parmi ces nouvelles approches lesquelles faudrait-il revoir en cas de ralentissement économique ? Dans quels domaines les ajustements peuvent-ils conduire à davantage d'efficacité ? Cet ouvrage répond à ces questions et offre une analyse approfondie du SPE des États-Unis et des initiatives récentes prises en la matière. Il expose les sujets de préoccupation soulevés par les réformes récentes ainsi que les options pour rendre les politiques plus efficaces.

Code OCDE: 81 1999 02 2 P  
ISBN: 92-64-27011-6  
Date de publication: 04-99, 276 Pages  
Nbre tableaux: 46

Nbre graphiques: 19  
FF 200 US\$ 36 DM 60 £ 21 ¥ 4500  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 81 1999 02 1 P ISBN: 92-64-17011-1)

### Énergie

#### Deuxième exercice international d'urgence – INEX 2

##### Rapport final sur l'exercice régional Suisse

Les exercices internationaux d'urgence en cas d'accident nucléaire (INEX) organisés par l'AEN sont des exercices de portée globale destinés à tester les systèmes de gestion de crise lors d'accidents nucléaires. La série d'exercices INEX 2 comporte quatre exercices réalisés à partir de simulations d'accident dans des centrales nucléaires en Suisse, en Finlande, en Hongrie et au Canada. Cette publication décrit les enseignements tirés de la simulation réalisée en Suisse, dont l'objectif principal était d'étudier la gestion de crise sous l'angle de la communication, de la prise de décision et de l'interaction entre le public et les médias.

Publication bilingue  
Code OCDE: 66 1999 02 3 C3  
ISBN: 92-64-06760-4  
Date de publication: 03-99  
FF 500 US\$ 88 DM 149 £ 53 ¥ 11600

#### Données sur l'énergie nucléaire 1999

Les Données sur l'énergie nucléaire rassemblent chaque année toutes les statistiques de base compilées par l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire sur la production d'électricité et d'énergie nucléaire dans les pays de l'OCDE. Le lecteur trouvera dans cette publication une source de référence d'accès facile et pratique sur la situation actuelle et les tendances de la puissance d'électricité totale, de la puissance nucléaire installée, de la production d'électricité et de l'offre et de la demande de services du cycle du combustible nucléaire.

Publication bilingue  
Code OCDE: 66 1999 08 3 P  
ISBN: 92-64-05856-7  
Date de publication: 05-99, 48 Pages  
Nbre tableaux: 11  
Nbre graphiques: 9  
FF 120 US\$ 21 DM 36 £ 13 ¥ 2400

### Environnement

#### Examens des performances environnementales

Ce rapport s'inscrit dans le programme d'examen par l'OCDE des performances environnementales de chaque pays Mem-

bre. Les efforts menés pour atteindre les objectifs nationaux et satisfaire aux engagements internationaux y sont évalués en détail. Les progrès accomplis ou à faire dans la réduction de la charge polluante, la gestion des ressources naturelles, l'intégration des politiques économique et environnementale et le renforcement de la coopération internationale sont aussi au centre de ces examens. Les analyses s'appuient sur un large ensemble de données économiques et environnementales.

Les rapports sur les performances environnementales des pays suivants sont déjà publiés : Australie, Autriche, Allemagne, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Corée, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

#### Danemark

Code OCDE: 97 1999 01 2 P  
ISBN: 92-64-27008-6  
Date de publication: 04-99, 244 Pages  
Nbre tableaux: 25  
Nbre graphiques: 15  
FF 180 US\$ 35 DM 55 £ 23 ¥ 4140  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 97 1999 01 1 P ISBN: 92-64-17008-1)

#### République tchèque

Code OCDE: 97 1999 02 2 P  
ISBN: 92-64-27009-4  
Date de publication: 04-99, 220 Pages  
Nbre tableaux: 30  
Nbre graphiques: 41  
FF 180 US\$ 35 DM 55 £ 23 ¥ 4140  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 97 1999 02 1 P ISBN: 92-64-17009-X)

### Industrie, science et technologie

#### La base de données STAN de l'OCDE pour l'analyse de l'industrie 1978/1997

Edition 1998

La base de données pour l'analyse structurelle de l'industrie STAN couvre 49 branches du secteur manufacturier dans 22 pays de l'OCDE sur la période 1978-1997. C'est, à ce jour, une des bases de données internationales les plus complètes dans ce domaine. Elle comprend des estimations comparables aux comptes nationaux pour les mesures d'activité industrielle suivantes : production, valeur ajoutée (en prix courants et constants), formation brute de capital fixe, emploi, rémunération de la main-d'oeuvre, exportations et importations.

Également disponible sur disquette  
Publication bilingue

Code OCDE: 92 1999 01 3 P  
ISBN: 92-64-05832-X  
Date de publication: 03-99, 378 Pages  
Nbre tableaux: 82  
Nbre graphiques: 3  
FF 440 US\$ 79 DM 131 £ 47 ¥ 9350  
Aussi disponible en Disquette (Code OCDE: 92 1999 01 3 D3 ISBN: 92-64-06709-4)

#### Recherche et développement dans l'industrie 1976-1997

##### Dépenses et chercheurs, scientifiques et ingénieurs

Cette publication annuelle présente les dépenses en R-D (ANBERD) au niveau sectoriel pour 15 pays de l'OCDE, ainsi que les dépenses totales de l'Union européenne. La seconde partie présente les données sur les chercheurs (ANRSE) dans les pays du G7. Ces données couvrent 34 secteurs sur une période de 22 ans.

La publication reflète les efforts récents de l'OCDE pour améliorer la qualité et la disponibilité des données industrielles sur les dépenses de R-D. A partir de cette année, ANBERD a été élargie à 58 secteurs, couvrant notamment les secteurs de services, commençant avec l'année d'enquête 1987.

ANBERD et ANRSE rendent possibles les comparaisons internationales, ce qui fait de cette publication un outil irremplaçable pour l'analyse et la recherche économiques.

Également disponible sur disquette

Publication bilingue  
Code OCDE: 70 1999 01 3 P  
ISBN: 92-64-05845-1  
Date de publication: 04-99, 156 Pages  
Nbre tableaux: 116  
Nbre graphiques: 0  
FF 340 US\$ 60 DM 101 £ 36 ¥ 7000

### Statistiques économiques

#### Services 1987/1996

Statistiques  
sur les échanges internationaux

Edition 1998

Cette publication conjointe de l'OCDE et d'Eurostat contient les statistiques sur les échanges internationaux de services pour les vingt-neuf pays Membres de l'OCDE ainsi que des définitions et des notes méthodologiques. Les données sont fournies et publiées selon le Cinquième Manuel de la Balance des Paiements de l'OCDE et la classification OCDE-Eurostat des Échanges de Services, qui est totalement compatible avec celle de la balance des paiements mais plus détaillée. Cet ouvrage inclut des tableaux récapitulatifs par pays et par catégorie de service et des totaux par zone pour

UE15, UE12, EUR11 et OCDE qui sont comparables. Pour chaque pays, les données par catégorie détaillée de services sont également fournies. Les séries chronologiques couvrent la période 1987-1996 autant que la disponibilité des données le permet.

Publication bilingue  
Code OCDE: 30 1998 08 3 P  
ISBN: 92-64-05831-1  
Date de publication: 03-99  
404 Pages  
Nbre tableaux: 77  
Nbre graphiques: 0  
FF 420 US\$ 70 DM 125 £ 43 ¥ 10000

#### Le compendium statistique de l'OCDE Volume 1 1999

Publication bilingue  
Code OCDE: 01 1999 11 3 C3  
ISBN: 92-64-07300-0  
Date de publication: 05-99

#### Base de données sectorielles internationales (ISDB)

Edition 1998

ISDB est un outil statistique unique pour l'analyse économique par industrie. Cette base de données a été spécialement conçue pour permettre des calculs de la productivité totale des facteurs, de la productivité du travail et du capital à un niveau industriel détaillé. Les données proviennent d'une vingtaine de sources. Toutes les données sont liées entre elles. Les séries à prix constants sont exprimées aux prix moyens de 1990 et ont été converties en dollars des États-Unis en utilisant les parités de pouvoir d'achat de 1990. Les ruptures dans les séries ont été enlevées et certaines valeurs manquantes ont été estimées.

Publication bilingue  
Code OCDE: 30 1999 02 3 D3  
ISBN: 92-64-06766-3  
Date de publication: 03-99  
FF 3600 US\$ 645 DM 1075 £ 386 ¥ 76550

### Transports

#### Quels changements pour les transports au siècle prochain ?

##### 14<sup>ème</sup> Symposium international sur la théorie et la pratique dans l'économie des transports

Le siècle prochain verra-t-il s'accroître la part de l'initiative privée dans les décisions concernant la construction d'infrastructures de transport et leur financement ? Quelles seront les technologies qui s'imposeront sur le marché des transports ? Quels nouveaux marchés verront le jour ? Les transports joueront-ils toujours un rôle social ? Comment veillera-t-on au respect de l'environnement ? Les pouvoirs publics auront-ils encore un

rôle à jouer ?

Assurément, la liste des questions qui se poseront au siècle prochain est aussi longue que variée, à l'image des problèmes que rencontre actuellement le secteur des transports. Le 14<sup>ème</sup> Symposium s'est attaché à explorer les voies de l'avenir à travers 13 rapports introductifs – rédigés par des rapporteurs de 11 pays différents – et un débat entre experts renommés.

Code OCDE: 75 1999 01 2 P  
ISBN: 92-82-12241-7  
Date de publication: 03-99, 512 Pages  
Nbre tableaux: 67  
Nbre graphiques: 60  
FF 590 US\$ 105 DM 176 £ 63 ¥ 13200  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 75 1999 01 1 P ISBN: 92-82-11241-1)

#### Les investissements en infrastructure de transport 1985-1995

Cette publication décrit l'évolution des investissements consacrés aux infrastructures de transport en Europe de 1985 à 1995. Ces informations concernent les routes, les chemins de fer, les systèmes ferroviaires urbains, les voies navigables intérieures, les oléoducs, les ports et les aéroports des pays membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports. Enfin, le lecteur trouvera pour la première fois dans cet ouvrage des données sur les dépenses d'infrastructure des pays d'Europe centrale et orientale.

Code OCDE: 75 1999 02 2 P  
ISBN: 92-82-12242-5  
Date de publication: 05-99, 464 Pages  
Nbre tableaux: 357  
Nbre graphiques: 32  
FF 550 US\$ 97 DM 164 £ 59 ¥ 11300  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 75 1999 02 1 P ISBN: 92-82-11242-X)

#### Recherche en matière de transport routier et intermodal

##### Stratégies de sécurité routière en rase campagne

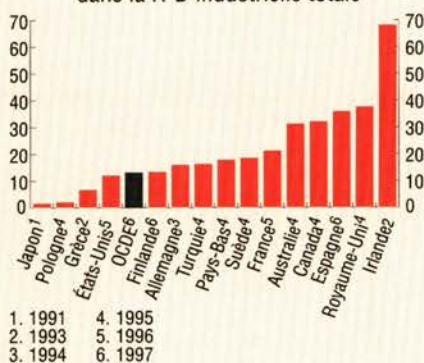
Cet ouvrage propose une série de mesures de sécurité portant sur la gestion de l'infrastructure, les contrôles de police, les outils innovants, comme les systèmes de transport intelligents, ainsi que sur la gestion des traumatismes. Il constitue un manuel très utile pour les autorités locale, régionale ou nationale, qui cherchent à améliorer – souvent à faible coût – la sécurité des routes de rase campagne.

Code OCDE: 77 1999 01 2 P  
ISBN: 92-64-27054-X  
Date de publication: 04-99, 160 Pages  
FF 240 US\$ 42 DM 72 £ 26 ¥ 4950  
Aussi disponible en Anglais (Code OCDE: 77 1999 01 1 P ISBN: 92-64-17054-5)

## Mondialisation de la R-D industrielle et des innovations

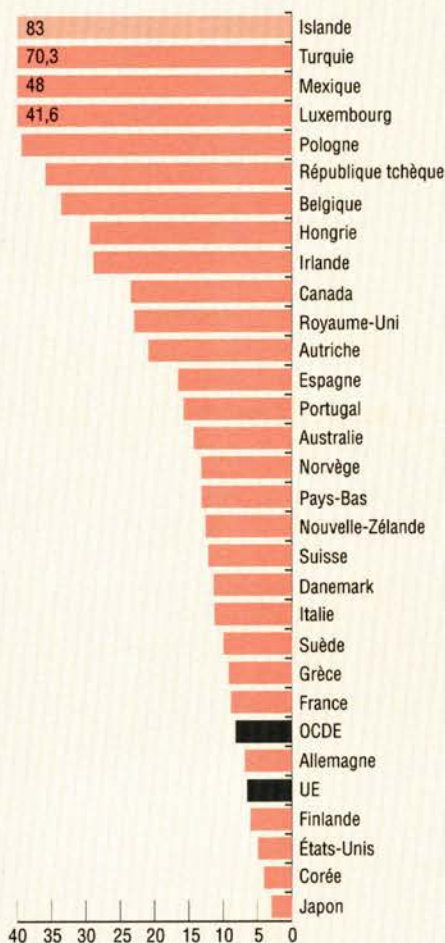
Globalement, la R-D paraît moins internationalisée que les activités de production. La part des filiales étrangères dans la recherche varie entre 1 et 68 % du total de la R-D, pour une moyenne de l'OCDE de 14 %. La part de la R-D effectuée dans un pays par les filiales étrangères traduit à la fois l'attractivité du pays – qualité du personnel scientifique et des centres de recherche, coûts relatifs, degré d'ouverture, taille du marché servi – et la force ou la faiblesse relative de la R-D des firmes sous contrôle national. Elle est faible au Japon (1 %), en Pologne (2 %) et en Grèce (6,5 %). Inversement, le poids des filiales étrangères dans la R-D est élevé en Irlande (68 %) et en Espagne (36 %), où les firmes sous contrôle national ont un effort en R-D relativement faible. Il est également élevé au Royaume-Uni (37,5 %) et en Suède (18,5 %), où l'effort des filiales étrangères s'ajoute à un effort national lui-même important. ■

### Internationalisation de la R-D industrielle part des filiales étrangères dans la R-D industrielle totale



Source : OCDE

### Inventions de résidents détenues par l'étranger 1993-95

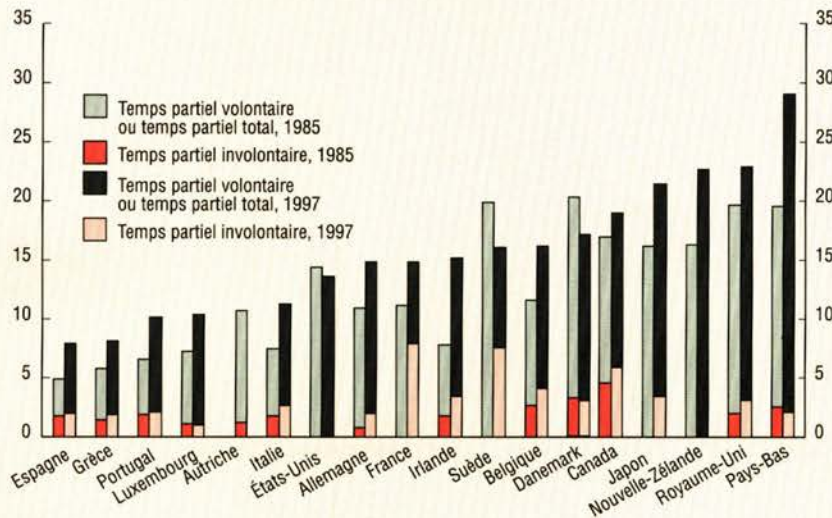


Part des demandes de brevets à l'OEB dans le total des brevets inventés par des résidents.  
Source : OCDE, à partir des données de l'Office européen des brevets

Le Japon est le pays de l'OCDE le moins ouvert du point de vue de la recherche. La part des inventions détenues par des non-résidents, c'est-à-dire celles qui sont réalisées dans des laboratoires appartenant à des firmes étrangères, reflète la contribution des entreprises étrangères à l'activité inventive nationale. En moyenne, 8 % des inventions réalisées dans les pays de l'OCDE étaient au milieu des années 90 la propriété d'un non-résident contre 6 % au milieu des années 80. Dans pratiquement tous les pays, la part des inventions détenues par des non-résidents a augmenté. Grâce à leur capacité de recherche locale, des pays tels que l'Autriche, la Belgique ou l'Irlande, bénéficient d'une forte présence d'entreprises étrangères. Les pays en phase de rattrapage, et dont la capacité de recherche propre est encore faible, comme la Hongrie, le Mexique ou la Turquie, sont largement tributaires de technologies venant de l'étranger. ■

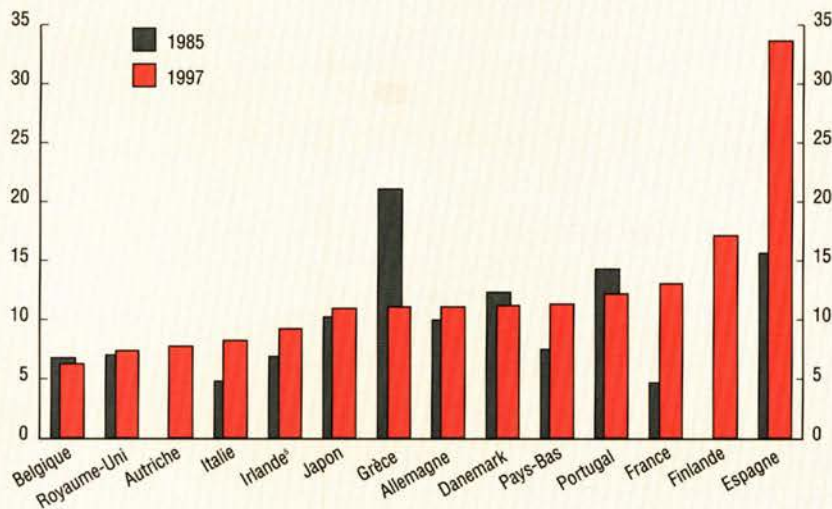
## Emploi temporaire et à temps partiel

### Emploi à temps partiel



Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 1998.

### Emploi temporaire



Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 1998.

**A** l'exception du Danemark, des États-Unis et de la Suède, la tendance ascendante à long terme du travail à temps partiel s'est poursuivie dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE depuis le milieu des années 80. Les variations d'un pays à l'autre restent toutefois considérables : par rapport à l'emploi total, la part du travail à temps partiel va de plus de 25 % en Australie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, à moins de 10 % en Espagne et en Grèce. La part du travail à temps partiel involontaire est généralement faible sauf dans des pays comme la France et la Suède où le chômage est élevé. Contrairement au travail à temps partiel, il existe moins d'indices d'une extension généralisée à long terme du travail temporaire. A l'exception de l'Australie, de la Finlande et de l'Espagne, moins de 15 % des salariés exercent un emploi temporaire dans la plupart des pays de l'OCDE. Les hausses les plus importantes ont été observées en Australie, en Espagne, en France et aux Pays-Bas. Tout comme le travail à temps partiel involontaire, il semblerait que le travail temporaire progresse davantage dans des pays caractérisés par un chômage élevé. ■

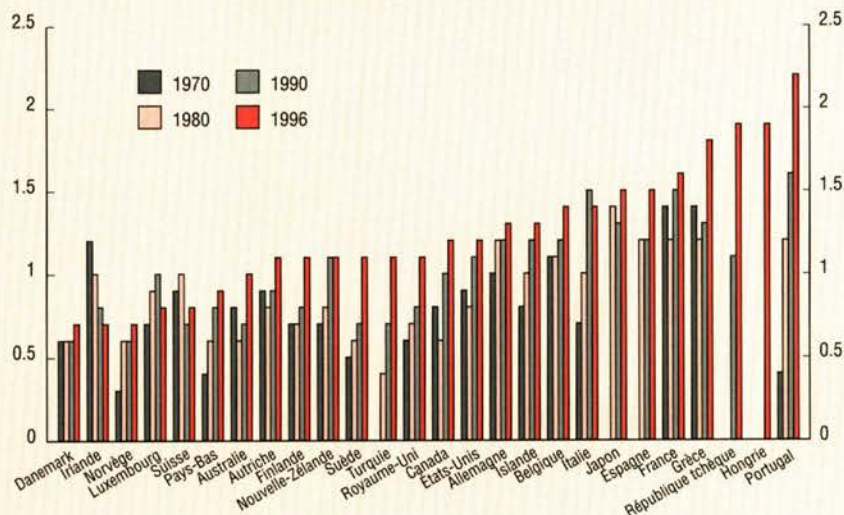
#### Notes :

- Pour plus de détails sur ces graphiques, adressez-vous à : [els@contact.oecd.org](mailto:els@contact.oecd.org)
- L'édition 1999 des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* vient tout juste de paraître (ISBN : 92-64-27063-9). Elle est également disponible sur le site Internet suivant : [www.oecd.org/els/](http://www.oecd.org/els/)

## Question de médicaments

### Dépenses totales en produits pharmaceutiques

En % du PIB



Source : OECD Health Data, 1998.

Les dépenses totales en produits pharmaceutiques dans les pays de l'OCDE varient entre 0,7 et 2,2 % du PIB. Ces chiffres revêtent une impor-

tance considérable pour les décideurs politiques dans la mesure où pour la majorité des pays, plus de la moitié des dépenses de médicaments sont

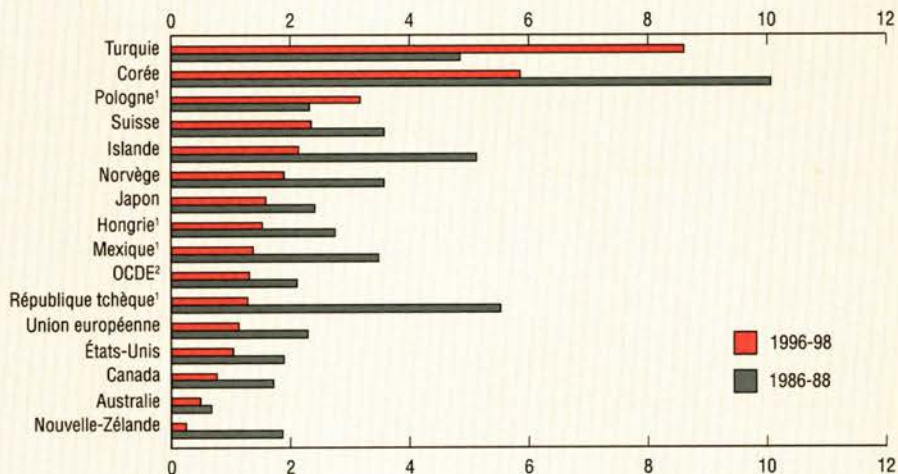
remboursées par des fonds publics. De plus, l'industrie pharmaceutique se caractérise par l'importance du rôle de la R-D. Depuis 1970, les dépenses en produits pharmaceutiques ont augmenté de manière significative dans la plupart des pays développés avec des coûts de main-d'œuvre relativement élevés du fait de coûts unitaires importants. Cela explique pourquoi les dépenses en médicaments représentent une part élevée du PIB des pays de l'OCDE. Celle-ci est beaucoup plus importante dans des pays où le PIB est peu élevé tels que la Hongrie, le Portugal ou la République tchèque que dans les pays comme le Danemark, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse. Les niveaux de consommation de médicaments dépendent aussi fortement du cadre institutionnel et réglementaire des systèmes de santé. ■

## Aides aux agriculteurs

Le soutien aux producteurs découlant de la politique agricole dans les pays de l'OCDE est tombé de 2,1 % du PIB en 1986-1988 à 1,3 % en 1996-1998. Il a diminué dans tous les pays à l'exception de la Pologne et de la Turquie. Cette tendance à la baisse est nettement plus marquée en Corée, en Nouvelle-Zélande, ou en République tchèque. Elle coïncide généralement avec la mise en place de politiques de libéralisation des marchés agricoles. La part du PIB consacrée aux producteurs agricoles reste importante en Corée, en Islande, en Pologne, en Suisse et en Turquie. Celle-ci paraît moins élevée pour les États-Unis et l'Union européenne, mais exprimée en valeur, l'aide américaine ou européenne à l'agriculture est supérieure à la moyenne de l'OCDE. ■

### Estimation du soutien total par pays

% du PIB



Notes : Les pays sont classés selon les niveaux de 1996-98.

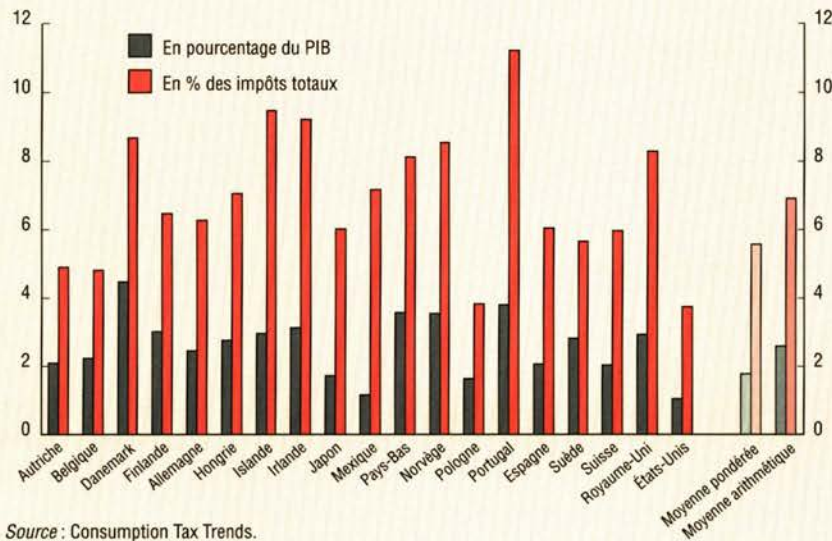
1. Pour la Hongrie, le Mexique, le Portugal et la République tchèque, 1996-98 est remplacée par 1991-93.

2. Pour 1996-98, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ne sont pas comprises.

Source : OCDE, base de données des ESP/ESC, Politiques agricoles des pays de l'OCDE.

## Impôts « verts »

### Revenus des impôts liés à l'environnement En % du PIB et en % des impôts totaux
















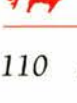

Source : Consumption Tax Trends.

La moyenne arithmétique pour 19 pays de l'OCDE des revenus générés par les impôts liés à l'environnement s'élève à environ 2,5 % du PIB et à un peu moins de 7 % de la totalité des revenus d'impôts pour 1995. La moyenne pondérée par le PIB s'établit à 1,75 % du PIB et à environ 5,5 % de la totalité des revenus d'impôts. La part des impôts liés à l'environnement dans la totalité des revenus d'impôts varie considérablement d'un pays à l'autre : elle est très élevée en Irlande, en Islande et au Portugal et faible aux États-Unis, au Japon, au Mexique et en Pologne. Considération importante : il faut tenir compte du fait que ces impôts peuvent inciter à des changements de comportement à l'égard des biens ou des activités qui nuisent à l'environnement, et de ce fait générer moins de revenus qui émanent d'impôts liés à l'environnement. ■

## Taux de chômage standardisés













Le taux de chômage standardisé dans la zone OCDE s'est élevé à 7 % en avril, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en mars et 0,1 point de pourcentage de moins qu'une année plus tôt. Le taux de chômage a diminué en Belgique passant à 9 %, en Espagne à 17,3 %, en Finlande à 10,6 %, en France à 11,3 %, en Irlande à 6,8 % et en Suède à 7,4 %. Le taux de chômage est resté stable en Autriche à 4,5 % et au Danemark à 4,7 %. Il a augmenté en Allemagne à 9,1 %, au Canada à 8,3 %, aux États-Unis à 4,3 %, au Japon à 4,9 %, au Luxembourg à 2,9 % et au Portugal à 4,3 %. ■

### Variation par rapport à :

			la période précédente %	l'année précédente %			valeur courante	même période année précéd.	
	Allemagne	Produit intérieur brut	T1 99	0,4	0,8	Balance courante	avr. 99	3,04	0,88
		Indicateur avancé	mai 99	0,1	-3,8	Taux de chômage	mai 99	9,1	9,5
		Prix à la consommation	mai 99	0,0	0,4	Taux d'intérêt	déc. 98	3,38	3,74
	Australie	Produit intérieur brut	T1 99	1,1	4,8	Balance courante	T1 99	-5,62	-4,40
		Indicateur avancé	mai 99	0,2	7,2	Taux de chômage	mai 99	7,5	8,1
		Prix à la consommation	T1 99	-0,1	1,2	Taux d'intérêt	mai 99	4,86	4,96
	Autriche	Produit intérieur brut	T1 99	0,4	1,1	Balance courante	avr. 99	-0,35	-0,29
		Indicateur avancé	avr. 99	0,4	0,6	Taux de chômage	mai 99	4,3	4,7
		Prix à la consommation	mai 99	0,2	0,5	Taux d'intérêt	déc. 98	3,40	3,84
	Belgique	Produit intérieur brut	T4 98	-0,3	1,4	Balance courante	T1 99	3,00	2,41
		Indicateur avancé	mai 99	0,2	-0,1	Taux de chômage	mai 99	9,0	9,6
		Prix à la consommation	juin 99	-0,2	0,7	Taux d'intérêt	déc. 98	3,30	3,64
	Canada	Produit intérieur brut	T1 99	1,0	3,2	Balance courante	T1 99	-3,18	-5,38
		Indicateur avancé	avr. 99	-3,1	-1,7	Taux de chômage	mai 99	8,1	8,4
		Prix à la consommation	mai 99	0,3	1,6	Taux d'intérêt	mai 99	4,58	5,00
	Corée	Produit intérieur brut	T1 99	7,2	4,9	Balance courante	avr. 99	2,02	3,59
		Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	mai 99	6,4	6,9
		Prix à la consommation	juin 99	-0,6	0,6	Taux d'intérêt	mai 99	6,20	18,30
	Danemark	Produit intérieur brut	T1 99	-0,3	1,0	Balance courante	mar. 99	-0,04	-0,40
		Indicateur avancé	mar. 99	1,1	1,5	Taux de chômage	avr. 99	4,7	5,3
		Prix à la consommation	mai 99	0,2	2,1	Taux d'intérêt	juin 99	3,00	4,02
	Espagne	Produit intérieur brut	T4 98	0,7	3,6	Balance courante	avr. 99	-1,03	0,30
		Indicateur avancé	avr. 99	1,2	2,5	Taux de chômage	mai 99	16,2	19,0
		Prix à la consommation	mai 99	0,0	2,2	Taux d'intérêt	déc. 98	3,36	4,83
	États-Unis	Produit intérieur brut	T1 99	1,1	4,0	Balance courante	T1 99	-68,58	-43,02
		Indicateur avancé	mai 99	-0,3	1,2	Taux de chômage	mai 99	4,2	4,4
		Prix à la consommation	mai 99	0,0	2,1	Taux d'intérêt	juin 99	5,13	5,60
	Finlande	Produit intérieur brut	T1 99	0,6	3,9	Balance courante	déc. 98	0,86	0,84
		Indicateur avancé	jan. 99	2,7	-1,0	Taux de chômage	mai 99	10,5	11,8
		Prix à la consommation	mai 99	0,2	1,4	Taux d'intérêt	déc. 98	3,37	3,60
	France	Produit intérieur brut	T4 98	0,7	2,8	Balance courante	mar. 99	3,12	2,60
		Indicateur avancé	mai 99	0,3	0,8	Taux de chômage	mai 99	11,2	11,7
		Prix à la consommation	mai 99	0,0	0,4	Taux d'intérêt	déc. 98	3,32	3,69
	Grèce	Produit intérieur brut	1997		3,2	Balance courante	mar. 98	-0,82	-0,75
		Indicateur avancé	déc. 98	-0,2	0,6	Taux de chômage		..	..
		Prix à la consommation	mai 99	-0,1	2,4	Taux d'intérêt	juin 99	8,70	11,70
	Hongrie	Produit intérieur brut		..	..	Balance courante	avr. 99	-0,18	-0,06
		Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	mai 99	9,8	9,7
		Prix à la consommation	mai 99	0,7	8,9	Taux d'intérêt	mai 99	14,90	18,40
	Irlande	Produit intérieur brut	1997		10,6	Balance courante	T1 99	0,50	-0,20
		Indicateur avancé	mai 99	-1,2	3,5	Taux de chômage	mai 99	6,8	7,9
		Prix à la consommation	mai 99	0,5	1,5	Taux d'intérêt	déc. 98	3,22	6,07
	Islande	Produit intérieur brut	1997		4,4	Balance courante	T4 98	-0,05	-0,07
		Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	mai 99	1,9	3,0
		Prix à la consommation	juin 99	0,8	2,6	Taux d'intérêt	mai 99	8,07	7,30



## Variation par rapport à :

			Variation par rapport à :				valeur courante	même période année précéd.
			la période précédente %	l'année précédente %				
 Italie	Produit intérieur brut	T1 99	0,2	0,9	Balance courante		..	..
	Indicateur avancé	avr. 99	-0,4	-1,8	Taux de chômage	avr. 99	12,0	12,3
	Prix à la consommation	mai 99	0,2	1,5	Taux d'intérêt	déc. 98	3,38	6,08
 Japon	Produit intérieur brut	T1 99	1,9	0,1	Balance courante	avr. 99	7,39	8,04
	Indicateur avancé	mai 99	-0,6	4,5	Taux de chômage	mai 99	4,6	4,1
	Prix à la consommation	mai 99	0,0	-0,4	Taux d'intérêt	juin 99	0,07	0,58
 Luxembourg	Produit intérieur brut	1997		3,7	Balance courante		..	..
	Indicateur avancé	mai 99	0,3	-2,1	Taux de chômage	mai 99	2,8	2,9
	Prix à la consommation	mai 99	0,3	1,2	Taux d'intérêt		..	..
 Mexique	Produit intérieur brut	T1 99	0,9	2,3	Balance courante	T1 99	-2,92	-3,06
	Indicateur avancé	mar. 99	2,3	5,6	Taux de chômage	mai 99	2,5	3,2
	Prix à la consommation	mai 99	0,6	18,0	Taux d'intérêt	mai 99	21,02	18,85
 Norvège	Produit intérieur brut	T1 99	0,6	1,4	Balance courante	T1 99	0,17	1,02
	Indicateur avancé	avr. 99	1,0	0,9	Taux de chômage	T1 99	2,9	3,3
	Prix à la consommation	mai 99	-0,1	2,5	Taux d'intérêt	mai 99	6,66	4,47
 Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T1 99	1,1	1,7	Balance courante	T1 99	-0,48	-0,28
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	T1 99	7,2	7,2
	Prix à la consommation	T1 99	-0,3	-0,1	Taux d'intérêt	mai 99	4,67	8,88
 Pays-Bas	Produit intérieur brut	T1 99	0,7	2,9	Balance courante	T3 98	4,82	6,40
	Indicateur avancé	avr. 99	0,8	1,6	Taux de chômage	avr. 99	3,3	4,2
	Prix à la consommation	mai 99	0,0	2,3	Taux d'intérêt	déc. 98	3,33	3,69
 Pologne	Produit intérieur brut		..	..	Balance courante	sept. 98	-1,29	-0,45
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	mai 99	11,8	9,9
	Prix à la consommation	mai 99	0,7	6,5	Taux d'intérêt	mai 99	12,24	21,50
 Portugal	Produit intérieur brut	T4 98	2,4	2,8	Balance courante	T2 98	-1,49	-0,49
	Indicateur avancé	fév. 99	-3,5	-7,5	Taux de chômage	mai 99	4,7	4,9
	Prix à la consommation	mai 99	0,1	2,3	Taux d'intérêt	jan. 99	3,10	4,84
 Rép. tchèque	Produit intérieur brut	T1 99	-1,7	-4,5	Balance courante	T1 99	-0,32	-0,35
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	mai 99	8,8	5,8
	Prix à la consommation	mai 99	-0,1	2,3	Taux d'intérêt	juin 99	6,95	15,81
 Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T1 99	0,0	0,7	Balance courante	T1 99	-2,99	-1,11
	Indicateur avancé	mai 99	1,3	4,4	Taux de chômage	mar. 99	6,3	6,4
	Prix à la consommation	mai 99	0,2	1,3	Taux d'intérêt	juin 99	5,12	7,62
 Suède	Produit intérieur brut	T1 99	0,4	4,1	Balance courante	avr. 99	0,46	0,14
	Indicateur avancé	avr. 99	1,4	1,1	Taux de chômage	mai 99	6,8	8,9
	Prix à la consommation	mai 99	0,2	0,1	Taux d'intérêt	juin 99	2,97	4,20
 Suisse	Produit intérieur brut	T1 99	0,3	1,1	Balance courante	T1 99	6,30	5,28
	Indicateur avancé	mai 99	0,1	2,1	Taux de chômage	mai 99	2,8	4,0
	Prix à la consommation	juin 99	0,1	0,6	Taux d'intérêt	mai 99	0,91	1,51
 Turquie	Produit intérieur brut	T1 99	-3,3	-8,6	Balance courante	T4 98	1,73	-1,31
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	T4 98	6,2	6,9
	Prix à la consommation	juin 99	3,3	64,3	Taux d'intérêt	juin 99	76,91	65,75

## Définitions et notes

**PIB** : séries en volume corrigées des variations saisonnières sauf Portugal ; **Indicateur avancé** : indice composite, fondé sur différents indicateurs de l'activité économique (emploi, ventes, revenus, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance ; **Indice des prix à la consommation** : mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services ; **Balance courante** : milliards de dollars ; non corrigée des variations saisonnières sauf Australie, Royaume-Uni

et États-Unis ; **Taux de chômage** : % de la population active civile – taux de chômage standardisés (BIT) ; définition nationale pour Corée, Islande, Mexique, Pologne, République tchèque, Suisse et Turquie ; corrigés des variations saisonnières sauf Turquie ; **Taux d'intérêt** : taux à trois mois sauf Grèce (douze mois) et Turquie (taux interbancaire au jour le jour) ; .. non disponible

Sources : **Principaux indicateurs économiques**, Les éditions de l'OCDE, Paris, juillet 1999.

# ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

1999

THÈMES SPÉCIAUX  
Politiques structurelles  
La stratégie économique

ÉTATS-UNIS

THÈMES SPÉCIAUX  
Politique des transport  
Réforme structurelle

ITALIE

THÈMES SPÉCIAUX  
Vieillessement  
de la population  
Réforme structurelle

AUSTRALIE

THÈMES SPÉCIAUX  
Politiques structurelles  
Le système de santé

HONGRIE

THÈMES SPÉCIAUX  
Politiques structurelles  
Recherche et innovation

FRANCE

# ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Pour une analyse plus approfondie,  
pays-par-pays, de chacun des  
29 pays Membres de l'OCDE  
et de certains pays non-membres

*Cette série s'adapte à vos besoins*

- Disponible sur abonnement
- Enrichissez votre collection :  
pays du G-7, des pays  
de l'Union européenne, de la zone  
Asie-Pacifique ou des pays  
d'Europe centrale et orientale
- Les Études économiques de l'OCDE  
sont disponibles individuellement

## Études économiques de l'OCDE États-Unis

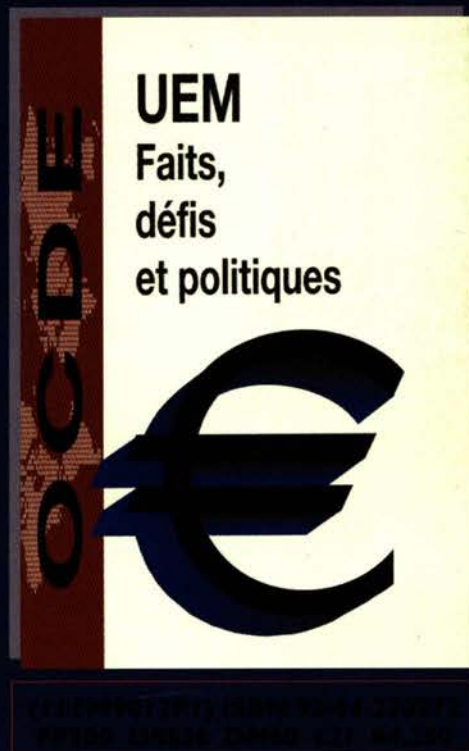
### Table des matières

Évaluation et recommandations  
Tendances récentes et perspectives  
Politiques économiques  
Suivi des politiques structurelles  
*Thème spécial :*  
Faire face au vieillissement démographique

ABONNEMENT  
(ISSN 0376-6438)  
FF 2250 US\$395 DM 675 £230 ¥ 49 500  
(18 ÉTUDES PAR AN)

DISPONIBLE AUPRÈS DE LA LIBRAIRIE EN LIGNE  
DE L'OCDE  
[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Les **Études économiques** de l'OCDE sont réputées pour leur analyse **objective** des **performances** et des **politiques** économiques. Avec **UEM : faits, défis et politiques**, l'OCDE aborde à présent les questions d'orientation et d'intégration de la **zone euro**. Un livre qui vient à point nommé pour ceux qui s'intéressent aux mécanismes de l'**Union monétaire européenne**. Et déjà un **best-seller** !



[www.oecd.org/bookshop/emu](http://www.oecd.org/bookshop/emu)  
[www.oecd.org/bookshop/countrysurveys](http://www.oecd.org/bookshop/countrysurveys)

**OCDE**

UN INSTRUMENT PUISSANT DE CHANGEMENT ET DE RÉFORME DANS LE MONDE